

(Lire nos informations page 36.)

(1) 1 dollar vaut environ 8 FF.

Dans le même temps, le système de prise en charge des coûts de fonctionnement — que les recettes commerciales ne couvrent que très partiellement — serait modifiée. Etat, région et département continueraient de verser des subventions, mais selon une clé modifiée. Au titre de la

ment économique, les corpora-

tête, à n'importe quel nu de Matisse. (Lire la suite page 14.)

Voulez-vous être fonctionnaire ?

Grève dans le secteur public le 8 mars après l'échec des négociations avec M. Anicet Le Pors. Le maintien du pouvoir d'achat de 1983 est au centre des revendications, et Philippe Brachet estime ce corporatisme « de gauche » intolérable. Alors qu'ils sont protégés contre le chômage, les fonctionnaires prétendent-ils être au-dessus des lois de la rigueur ? La solution est de mieux lutter contre l'inflation, estime Thierry Saint-Louis. Il ne faudrait tout de même pas oublier la triste condition des contractuels, affirme Jean Cabanel, alors que Robert Fraisse et Brice Perrequarend, devant le débat, proposent de définir les conditions d'une participation du service public à l'œuvre de modernisation.

Le silence des services publics

par ROBERT FRAISSE et BRICE PERREQUAREND (*)

MUTATIONS, restructurations, la France vit à l'heure de la modernisation industrielle. Il n'est que temps. Mais faut-il pour autant opposer le secteur de l'avant à une arrière-garde regroupant les services traditionnels et les services publics ? Ce serait être déjà en retard d'une guerre. Il n'y a pas le muscle de l'industrie et la graine des services collectifs, mais une relation plus complexe où l'un devient la condition de l'autre : pas d'industrie durablement compétitive sans services collectifs dynamiques et, inversement, pas de service au public amélioré sans économie saine.

Malheureusement, les termes du débat tendent trop aisément à se réduire aux redéploiements budgétaires et aux protestations corporatistes. Au niveau politique, c'est un dialogue de sourds entre ceux pour qui, la légitimité de l'action administrative allant de soi, il ne reste qu'à améliorer son fonctionnement, et ceux qui condamnent *a priori* la fonction ou le principe de l'intervention publique.

Il devient urgent de dépasser cette querelle des Anciens et des Modernes et de définir les conditions d'une participation du service public à l'œuvre de modernisation. Encore faut-il s'entendre sur ce qu'il a vraiment changé.

1. - On n'a rien dit si l'on se borne à mesurer avec effroi l'augmentation des prélèvements publics, de 36,3 % du produit intérieur brut en 1974 à 45 % aujourd'hui. Que des groupes sociaux soient alternativement épargnés ou punis par l'impôt, l'accroissement de la fiscalité est une chose ; que le tiers du revenu des ménages - et, dans de nombreux cas, beaucoup plus - provienne de la redistribution opérée par l'Etat est un fait autrement important. C'est dire qu'une large part de la population française rejette le sort qui semble lui être réservé à des catégories marginales : le passage du seul salaire direct à des formes généralisées de revenu indirect provoque alors des inerties et des résistances qu'il serait vain de nier.

2. - Les frontières jugées intangibles entre services publics et services privés voient à éclater. La demande accrue de services, et de services nouveaux, met chaque année plus à mal le bel agencement de l'après-guerre.

3. - Les Français n'ont pas subi passivement ces changements. Les valeurs qui ont forgé le projet éducatif de la III^e République comme le projet social de 1945 avaient alors

rassemblé la nation, mais c'est précisément leur succès qui conduit à leur déclin : dès lors que l'ensemble du corps social s'y trouve réuni, les valeurs d'intégration se diffusent en demandes particulières : face au service public, des attitudes consuméristes critiques sont apparues, indispensables pour les générations qui ont combattu, entre autres, pour l'école publique obligatoire.

A nouveau, la société française doit se forger un projet pour le service public, par-delà la diversité des services publics.

Ce projet doit être capable de soutenir la tension entre les deux exigences contradictoires : renforcer les fondations d'une vie sociale commune dans une société menacée de fragmentation ; réduire la dépendance des citoyens face à l'Etat, qui contrarie le développement nécessaire de l'initiative et de la responsabilité.

Ma, surtout, les services publics de demain devront opérer un triple déplacement :

● DE L'ÉTAT-MÉCANO A L'ÉTAT-VIGIE

L'Etat-mécanicien intervient à chaud et après coup, au sein d'un système économique auquel il semble peu ou prou étranger, pour réparer pollutions, accidents, chômage, etc. ; il apparaît trop souvent comme l'auteur d'actions ou trop tardives ou inopérantes.

L'obligation d'intervenir - souvent trop tard - il faut substituer la volonté de prévoir et de prévenir. L'Etat-vigie ne dit pas le bien et le mal. Mais, via le Plan et l'évaluation des politiques menées, il présente à temps les choix et les risques ; il oriente une dynamique sociale qu'il ne prétend pas commander.

● DE L'ÉGALITÉ ABSTRAITE A LA SOLIDARITÉ ACTIVE

Les services publics sont nés sous le signe de l'égalité : égalité des chances par l'école, couverture des risques par la protection sociale. Mais c'était souvent une égalité de façade qui n'empêchait pas le cumul des handicaps de creuser l'écart entre les citoyens ; l'égalité devant l'école scolaire et l'inégalité devant la mort.

Au lieu de réduire les usagers en une somme infiniment divisible

(*) Respectivement président et membre de l'Association Services publics.

La triste condition des contractuels

par JEAN CABANEL (*)

LES nouveaux statuts de la fonction publique de l'Etat et des collectivités locales ne répondent pas aux besoins d'une société moderne et contiennent des dispositions inacceptables pour ceux que l'on qualifie souvent de « non-titulaires », mais qui sont désignés à tort, par le terme de contractuels, quels que soient leur statut ou leur modalité de recrutement.

Jusqu'à présent, pour remédier aux blocages du statut de la fonction publique et recruter des spécialistes, en particulier afin de faire face aux évolutions de la société, l'Etat comme les collectivités locales ont recruté des agents contractuels. Ils ont ainsi constitué véritablement une composante du monde du travail. On oublie en effet de souligner l'importance de leur rôle dans le service public du fait de leur nombre : un million dans les services de l'Etat, des collectivités territoriales, établissements publics, associations qui en dépendent directement ; en raison des missions qu'ils assument également. Des domaines de technologie avancée comme l'armement, les télécommunications, représentent largement sur des contractuels.

Le nouveau statut de la fonction publique de l'Etat, sans exception (habitué par exemple), n'autorise le recrutement de contractuels que pour une durée de trois ans renouvelable une seule fois. Quel professionnel expérimenté sera intéressé par de tels contrats ? Cette disposition jointe à l'arrêt de tout recrutement met d'ores et déjà en péril certains secteurs de pointe des PTT, de l'Industrie, de la défense nationale.

Si on y regarde de près, les nouveaux textes comportent des injustices à peine croyables dans un Etat de droit à l'égard des contractuels actuellement en poste. Les contractuels sont exclus des principales instances de concertation en matière de travail de l'Etat et des collectivités territoriales, conseil supérieur de la fonction publique en particulier ; seuls en font partie les syndicats de fonctionnaires qui défendent évidemment prioritairement les intérêts propres de la majorité de leurs membres. Les contractuels, qui ont certes le droit d'y adhérer, y demeurent forcément minoritaires, compte tenu de leur infériorité numérique (un sur quatre).

(1) Source : INSEE-Economie et statistiques n° 146.

(2) Adresse : ANCSF - BP 176, 75764 Paris Cedex 16.

Les contractuels de l'Etat touchent, à qualification égale sinon parfois supérieure, en moyenne 31 % de moins que les fonctionnaires (1), toutes les catégories étant concernées : les chiffres seraient sûrement plus défavorables pour les contractuels des collectivités territoriales. Compte tenu des mauvaises modalités de reprise de l'ancienneté, des conditions ruineuses de rachat des droits à la pension de retraite des fonctionnaires, de la non-indexation des indemnités compensatrices, on leur propose de gagner encore moins !

Dispositions anticonstitutionnelles

La loi affirme que le travail d'un contractuel vaut moins que celui d'un fonctionnaire puisque l'ancienneté n'est reprise que pour moitié ou au maximum les trois quarts dans les corps de fonctionnaires existants. Cette disposition et l'absence de représentation comme on vient de le voir, dans les principaux organes consultatifs en matière de travail, sont contraires, à notre sens, à la Constitution et aux préambules de celles de 1791 et de 1946.

Ces dispositions et d'autres que nous n'évoquons pas ici, forment un ensemble si dissuasif que la « titularisation » annoncée ne se réalisera pas. Les contractuels continueront donc à ne pas relever d'une législation cohérente et complète du travail puisque, sauf sur certains points particuliers, ne s'appliquent à eux ni le statut des fonctionnaires ni même le code du travail. Il est enfin prévu de fixer dans un texte réglementaire, les règles générales applicables aux contractuels. Cela nous paraît contraire à l'article 34 de la Constitution, qui stipule que les principes fondamentaux du droit du travail relèvent de la loi.

Il est curieux que les commentateurs, souvent plus attentifs, n'aient pas relevé ce qui nous semble constituer des étonnements, comme s'il existait une conspiration du silence à notre égard. Il est tout aussi étonnant que les intéressés n'aient pas réagi davantage. Ils sont encore peu organisés : leur organe d'information spécifique comme la *Lettre aux contractuels* (2) a été créé il y a moins de deux ans. Il y a tout lieu de penser qu'ils sortiraient de leur torpeur quand ils commenceront à découvrir les conditions concrètes d'intégration qui leur sont proposées.

(*) Président de l'Association nationale des contractuels du secteur public.

Mieux lutter contre l'inflation

par THIERRY SAINT-LOUIS (*)

A part à redistribuer aux fonctionnaires sera très réduite. La sévérité du plan de rigueur apparaît. Pourtant les fonctionnaires ne sont pas à plaindre puisque la menace du chômage les épargne.

Le vrai problème est l'inflation. Elle ne profite qu'à ceux qui relèvent des autres en position. Elle ne sert à rien aux fonctionnaires ni aux autres salariés de chercher à rejoindre les prix à la course, si leur faiblesse relative les condamne à aller de rattrapage en compensation, de défense du pouvoir d'achat en sauvegarde. C'est la politique anti-inflationniste que les syndicats devraient négocier avec le gouvernement. Si comme le dit Lionel Jospin l'inflation est une manifestation économique de la lutte des classes, il s'agit d'une affaire politique, et la lutte contre l'inflation doit être politique, elle doit être pratiquée avec des méthodes politiques même si des outils économiques peuvent ne pas être complètement inefficaces. La mesure spécifique est le blocage des prix. Là, le gouvernement joue pleinement son rôle d'arbitre et d'autorité supérieure.

On se gausse souvent de cette technique : pour beaucoup, c'est à casser le thermomètre à. Il ne faudrait pas se tromper de comparaison. Quand un malade a trop de fièvre il faut le glacer, il arrive qu'on donne des médicaments uniquement pour faire tomber cette fièvre qui risque d'être plus grave dans l'immédiat que l'infection elle-même, cela parce que le traitement de fond, thérapeutique dit-on, n'agit pas tout de suite. Dans cette comparaison stupide qu'on nous répète sans cesse, à casser le thermomètre serait le plus calculer l'indice des prix ; bloquer ceux-ci est plutôt une manœuvre visant à refroidir un malade hyperthermique. Il s'agit d'une méthode radicale qui va au plus pressé. Après, rien n'empêche d'entrer dans une voie moins brutale de négociations des revenus entre salariés, entrepreneurs industriels et commerciaux, agriculteurs, sous la conduite du gouvernement, et, plus économiquement, d'aménager l'organisation de la production et les circuits de distribution.

Encore ne faudrait-il pas empêcher la concurrence et la baisse des prix comme on l'a fait en entravant l'implantation des grandes surfaces, en interdisant les rabais sur les livres et en les limitant sur l'essence, bientôt sans doute sur les voitures, et en gé-

nant la diffusion sur les cassettes vidéo ; tous, e produits pas comme les autres » évidemment, en fait tous, petits monopoles bien ordinaires.

A partir du moment où le gouvernement fixe un objectif de 5 %, il peut laisser aller les choses. Tant qu'elles se maintiennent dans les limites et agir quand la perspective d'un dépassement se présente. En 1983 un tel blocage aurait bien pu être décrété dès qu'on savait que les 8 % seraient dépassés, quitte à l'organiser par secteur selon les évolutions antérieures, maintien de la liberté pour les uns, avertissements et négociations pour d'autres, blocage simple contre ceux qui sautent.

Les syndicats auraient dû négocier une politique anti-inflationniste bien plus que des clauses de sauvegarde dont personne ne bénéficierait. Ils pouvaient refuser le principe de ces clauses et pousser à l'engagement d'une politique de blocage éventuellement sélectif au cas où l'objectif n'était pas tenu. Par leur politique, ils pouvaient y contraindre le gouvernement. Réponse politique à des phénomènes politiques. Il y avait plusieurs avantages à retirer. Des avantages généraux : la quasi-assurance que l'augmentation prévue ne serait pas dépassée et que personne ne chercherait à tirer profit par la bande de cette limitation puisque toujours aurait plané la menace d'Etat, des avantages pour les salariés sûrs de l'évolution de leurs revenus futurs et des avantages politiques pour les syndicats capables de présenter une nouvelle vision de l'intérêt général et capables d'imposer une nouvelle optique politique, à leur poids politique quantitatif ils auraient ajouté un poids qualitatif.

L'occasion a été perdue l'année dernière, pourtant elle est rattrapable. On peut souhaiter qu'ils ne recommencent pas cette erreur et cherchent à obligé au respect des 5 % d'inflation en 1984. Mais plus encore, puisque la proposition gouvernementale d'une prime de 500 F représente la sauvegarde dont il restera très peu après les prélèvements obligatoires, que les fonctionnaires soient prêts à y renoncer pour les moyens et les hauts traitements, qu'ils les mettent dans la balance en échange de l'arme du blocage, qu'ils réclament un butoir en béton. S'ils y réussissent et si l'inflation se ralentit effectivement, alors le gain politique sera énorme.

(*) Militant CFDT.

Pour la solidarité dans la rigueur

par PHILIPPE BRACHET (*)

de la même manière, car la sanction du marché n'existe pas pour la première.

En effet, les activités de l'Etat sont susceptibles d'une évaluation en termes de productivité ; si elles ne sont pas directement productrices, elles conditionnent la productivité du secteur marchand. Comme le coût de la fonction publique a déjà dépassé la limite économiquement et socialement tolérable, les fonctionnaires ne peuvent prétendre à un maintien (et plus encore à une amélioration) de leur pouvoir d'achat que s'ils acceptent d'engager sur la voie d'une évaluation de leurs tâches et d'une rationalisation de celles-ci.

Certes, le profit immédiat ne saurait être le critère. Certes, des expériences précédentes ont échoué. Justement : cet échec a mené à l'impasse bureaucratique actuelle. Comment en sortir, relancer la dé-

(*) Maître-assistant de sciences politiques.

centralisation embourbée, appliquer les réformes de la fonction publique décidées sur le papier ?

En s'engageant dans la grande négociation pour une décentralisation des responsabilités, une définition plus contractuelle et évolutive des tâches et des carrières. Alors, si elle accepte de se réformer, de se moderniser, l'administration se réintégrera dans la société. Il n'est que temps.

Si l'on veut un compromis pour que personne ne perde la face, que « ce gouvernement soit celui de la parole donnée ». Et que l'on relève la contribution-solidaire autant que nécessaire.

Surtout : que l'on passe vite aux vrais problèmes pour que le gouvernement devienne enfin vraiment celui de l'antibureaucratie.

LU

« L'AQUITAINE DE MAURIC », de Michel Siffert

de Michel Siffert

Souvenirs

C'EST un livre-album, relié, quatre de souvenirs, que Michel Siffert, l'écrivain bordelais, publie à l'occasion de son anniversaire. Il s'agit d'un recueil de ses souvenirs de l'Aquitaine de Mauric. Il montre comment et pourquoi le génie aquitain a trouvé dans le romancier une parfaite incarnation.

S'il est vrai que l'enfance donne la clé d'une vie, Mauric a pué dans le patrimoine aquitain le suc qui a nourri son œuvre. Au fil des photographies, des photocopies de lettres, souvenirs par un commentaire incisif, on suit la lente maturation de l'œuvre de l'écrivain. C'est un itinéraire à deux niveaux qu'il nous est donné de parcourir et qui nous mène par des secrets chemins à des points de rencontre avec des personnages que les futurs romans nous rendront familiers. Nous découvrons chez Mauric les traits du génie aquitain grâce à sa volonté d'une reconquête de l'esprit d'enfance dans sa pureté première.

THÉODORE QUONIAM.
★ Edition, collection « Les chemins de l'œuvre », la Calade, Aix-en-Provence 1983, 144 pages, Broché 85 francs ; relié 130 francs. Diffusion : Paris, Chiron-Diffusion, 40, rue de Seine, 75006.

BOUCHARD PÈRE & FILS



250 ans de grands vins

"Domaines du Château de Beaulieu"
"92 hectares dont 71 hectares de premiers crus et grands crus"

- Côte de Beaune Villages
- "Clos Royer"
- Savigny-lès-Beaune
- "Les Lavières"
- Beaune Clos de la Mousse
- (vins Propriétaires)
- Beaune Teurons
- Beaune Marcenets
- Beaune Grèves
- "Vigne de l'Enfant Jésus"
- (vins Propriétaires)
- Volnay Chanlin
- Volnay Taillepiès
- Volnay Frémets
- "Clos de la Rouquette"
- (vins Propriétaires)
- Volnay Caillerets
- "Ancienne Cuvée Carnot"
- Pommard 1^{er} cru
- Le Corton
- Chambolle-Musigny
- Chambertin
- Beaune Clos Saint-Landry
- Meursault Genevrières
- Corton Charlemagne
- Chevalier Montrachet
- Montrachet

Documentaire LU sur demande à Marcel Bouchard Père et Fils, Négociants en Calados 21200 Beaune. Tél (03) 22.14.41 - Tél. 308.038

Distribution exclusive de "La Revue" et de "L'Annuaire" de la Société Civile du Château de Beaulieu

Salon Agricole Bât. 3 - Stand 760 Allée J - Porte de Versailles

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75437 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 658572
Tél. : 246-72-23

ABONNEMENTS

FRANCE

341 F 605 F 859 F 1080 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

661 F 1245 F 1819 F 2360 F

ÉTRANGER

(par messagerie)

1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

381 F 635 F 979 F 1240 F

2. - SUISSE, TUNISIE

454 F 830 F 1197 F 1530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les chèques qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse détaillés ou provinciaux (deux colonnes ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les bons propres en capitales d'imprimerie.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57437

ISSN : 0395 - 2037

LA SITUATION AU LIBAN APRÈS L'ANNULATION DE L'ACCORD AVEC ISRAËL

L'abrogation par le gouvernement libanais de l'accord du 17 mai 1983 avec Israël a été accueillie sans surprise et avec résignation lundi 6 mars à Washington. Le secrétaire d'Etat, M. Shultz, a reconnu, dans une interview à U.S. News and World Report que les Etats-Unis n'avaient pas réussi dans leurs efforts pour restaurer la souveraineté du Liban et il n'a pas caché sa déception.

« Le gouvernement américain », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. John Hughes, estime que ceux qui ont abrogé l'accord doivent endosser la responsabilité de trouver une autre formule pouvant conduire au retrait des troupes israéliennes du Liban. Nous sommes disposés à contribuer à une telle formule à condition

qu'elle soit compatible avec nos objectifs fondamentaux au Liban. » Parallèlement, les Etats-Unis ont réduit l'importance de leur escadre navale croisant au large du Liban, la ramenant à une douzaine d'unités.

● A MOSCOU, l'agence Tass s'est félicitée de l'abrogation d'un accord « libanais qui légitime les droits nationaux légitimes du Liban » et constituait « l'un des principaux obstacles sur la voie d'un règlement équitable de la crise libanaise ».

● A DAMAS, le président Hafez El Assad a téléphoné au président Gemayel pour le féliciter. Il a assuré que l'abrogation de l'accord est « une victoire des peuples de la Syrie et du Liban et de

toute la nation arabe » et que Damas « restera aux côtés du Liban dans sa lutte pour son indépendance et sa souveraineté ».

De son côté, le Front populaire de libération de la Palestine de M. Georges Habbache se félicite d'une « franche victoire des forces nationalistes libanaises » et d'un « échec substantiel de la politique américaine et israélienne » au Liban.

● A TRIPOLI, le colonel Kadhafi a salué « la victoire des forces patriotiques et progressistes libanaises », y voyant le succès d'une alliance entre « la Libye, la Syrie, l'Iran, le Mouvement national libanais et la révolution palestinienne pour éliminer l'accord israélo-libanais ». Il a précisé que les troupes libyennes stationnées

dans la Bekaa pouvaient « rejoindre le peuple libanais dans sa lutte contre les israéliens, se replier en Syrie ou regagner la Libye, une fois accomplie leur mission ».

● AU CAIRE, M. Boutros-Ghali, ministre d'Etat aux affaires étrangères, a déclaré : « Le gouvernement libanais est souverain, nous soutenons donc sa décision d'abroger l'accord du 17 mai ».

● A BEYROUTH, le président Gemayel s'est longuement entretenu lundi soir avec l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Reginald Bartholomew. Les cent derniers soldats italiens encore stationnés dans la capitale libanaise ont regagné leur pays le même jour. — (AFP, Reuters, AP.)

Les clauses de l'accord

L'accord israélo-libanais du 17 mai 1983 comportait douze articles. Il prévoyait pour l'essentiel :

- La fin de l'état de guerre entre le Liban et Israël ;
- La création d'une zone de sécurité au sud du Liban ;
- La mise sur pied de commissions chargées de veiller aux mesures de sécurité prévues dans cette région ;
- Un calendrier de retrait des forces israéliennes ;
- L'établissement dans les deux capitales d'un bureau de coordination ;
- L'ouverture de négociations ultérieures pour aboutir à une pleine normalisation entre les deux pays.

Les deux cent quatre-vingt-trois jours d'un texte mort-né

L'accord libano-israélien signé le 17 mai 1983 à l'hôtel Libanon Beach, à Khaldé (au sud de Beyrouth), par MM. Antoine Fattal pour le Liban, David Kimche pour Israël et Morris Draper pour les Etats-Unis, aura vécu deux cent quatre-vingt-trois jours sans être jamais appliqué.

1983

— 17 mai : signature de l'accord après trente-sept réunions plénières tenues depuis le 28 décembre 1982, respectivement à Khaldé et à Krayet-Schmoneh et Nathaniya (Israël). Un échange de lettres entre les Etats-Unis et Israël précise que l'armée israélienne restera au Liban tant que l'armée syrienne ne s'en sera pas retirée ;

— 4 septembre : l'armée israélienne se retire sur le fleuve Awali (à 40 kilomètres au sud de Beyrouth) ;

— 31 octobre au 4 novembre : conférence de réconciliation nationale libanaise à Genève. Le président Gemayel est chargé d'engager une discussion avec le président Reagan en vue d'une révision de l'accord ;

— 4 décembre : deux avions américains sont abattus par les batteries syriennes.

1984

— 25 janvier : échec des négociations entre les autorités libanaises et l'opposition pour l'établissement d'un « plan de sécurité » pour le Grand Beyrouth ;

— 3 février : trois ministres musulmans du gouvernement libanais annoncent leur démission après l'appel lancé par le chef du

mouvement chiite Amal, M. Nabih Berri, qui demande également aux soldats de l'armée libanaise de « ne pas obéir aux ordres de tirer sur la population civile » ;

— 4 février : le premier ministre, M. Chéfic Wazzan, présente sa démission et celle de son gouvernement, qui est acceptée par le président Gemayel ;

— 6 février : les miliciens Amal prennent le contrôle de Beyrouth-Ouest ;

— 14 février : le PSP s'empare de l'axe Ain-Kour-Damour dans la montagne au sud-est de Beyrouth, et fait la jonction sur la route côtière avec les miliciens d'Amal ;

— 18 février : la Syrie rejette le plan en huit points établi par le Liban, les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite, pour résoudre la crise libanaise ;

— 22 février : nouvelles propositions syro-saoudiennes et annonce d'un cessez-le-feu mort-né ;

— 26 février : les « marines » quittent le Liban, après les Britanniques et les Italiens de la Force multinationale. Seuls les soldats français restent encore à Beyrouth ;

— 29 février-1^{er} mars : le président Gemayel se rend pour la première fois à Damas depuis son élection le 21 septembre 1982 ;

— 29 février : veto soviétique à l'envoi d'une force des Nations unies à Beyrouth ;

— 5 mars : le conseil des ministres libanais décide d'annuler l'accord du 17 mai 1983.

Israël

Le corps d'une chrétienne déterré d'un cimetière juif

Jérusalem (AFP). — Le corps d'une chrétienne enterrée dans un cimetière juif a été déterré dans la nuit du jeudi 1^{er} au vendredi 2 mars par des inconnus et jeté dans un cimetière musulman, dans un sac en plastique, ce qui provoque une vive émotion en Israël.

Des inconnus, « vraisemblablement des extrémistes religieux », selon les premiers résultats de l'enquête de la police israélienne, ont déterré le cadavre de Theresa Englovitz du cimetière de Rishon-Letzion (sud de Tel-Aviv), pour le jeter 30 kilomètres plus loin, dans un coin désaffecté du cimetière musulman de Ramleh.

Le ministre de l'intérieur, M. Yossef Burg, a vivement condamné cet acte « barbare », ainsi que les grands rabbins d'Israël.

L'affaire de Theresa Englovitz, morte un an plus tôt à l'âge de soixante-dix ans, avait fait l'objet

d'une question urgente au Parlement israélien en novembre, le grand rabbinat d'Israël ayant ordonné l'exhumation du corps enterré « par erreur » dans le cimetière juif. Theresa, chrétienne de Roumanie, avait épousé un juif roumain, Yossef Englovitz, avec qui elle avait été déportée durant la seconde guerre mondiale. Arrivée avec son époux dans les années 50 en Israël, elle vécut depuis, selon sa fille, en suivant les préceptes de la religion juive.

● Création d'une association euro-égyptienne. — Une Association pour l'information économique entre l'Europe et l'Egypte a été constituée à Paris le lundi 5 mars. Elle renforcera les liens entre les journalistes économiques en Europe et en Egypte par l'organisation de rencontres, de colloques et de stages. Un comité de sept membres a été élu pour diriger l'association. Son président est M. Roger Mathews (Financial Times), son secrétaire général M. Ali el Sammane (directeur du bureau européen de la radio-télévision égyptienne) et son trésorier notre collaborateur Paul Balta.

● Siège social à Erlbourg et siège parisien à la Tribune des nations, 150, Champs-Élysées, 75008 Paris.

Jérusalem pourrait négocier de nouveaux arrangements de sécurité dans le sud du Liban

Jérusalem. — Depuis des semaines que la dénonciation de l'accord du 17 mai était attendue, tout semble-t-il, avoir déjà été dit et redit ici. L'annonce officielle n'a causé à Jérusalem ni émotion particulière ni surprise.

Le communiqué du gouvernement israélien, rédigé depuis plusieurs semaines, se veut avant tout une vive condamnation de l'« ingérence syrienne » au Liban : « Les Syriens ont contraint le gouvernement libanais à se soumettre à un diktat qui signifie un arrêt de mort pour son indépendance. Israël espère que le Liban parviendra à retrouver sa souveraineté et à se dégager de la tutelle syrienne. » Mais ce texte constitue aussi une déclaration d'intention du gouvernement de M. Shamir : « Israël saura trouver les moyens propres à assurer sa sécurité puisque le Liban, à ce stade, n'est pas apte à honorer ses engagements internationaux et à empêcher la transformation du sud du Liban en nouvelle base d'opérations pour les terroristes. »

Concrètement, cela signifie que le gouvernement israélien refuse catégoriquement l'offre libanaise d'engager des négociations sur « un accord de réchange » prévoyant de nouveaux arrangements de sécurité

De notre correspondant

dans le sud du Liban. Pour le gouvernement israélien, seul l'accord du 17 mai est valable et « peut encore être appliqué aujourd'hui ».

Faut-il cependant prendre ce communiqué officiel au pied de la lettre ? Un des rares membres du cabinet à avoir accepté de faire des déclarations après l'abrogation de l'accord, le ministre du tourisme, M. Avraham Shafir, a clairement expliqué que « dans l'immédiat il était impensable que le gouvernement fasse autre chose que dénoncer l'annulation d'un accord entre Israël et un Etat arabe, car le principal danger est que cette dénonciation fasse figure de précédent ».

Toutefois, cela fait longtemps que l'on souligne à Jérusalem que l'abrogation signifie aussi qu'Israël, délié de ses engagements, retrouve sa liberté d'action pour parvenir à des arrangements de sécurité au sud du Liban. Dès le week-end dernier, le ministre de la défense, M. Moshe Arens, en visite à Washington, avait d'ailleurs envisagé, avec le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, des démarches diplomatiques conjointes face à la tournure prise par les événements au Liban.

Et M. Arens avait prononcé cette petite phrase : « Israël et les Etats-Unis disposent encore de suffisamment d'atouts pour exercer une influence sur l'avenir du Liban... » Tous les commentateurs en avaient conclu que le gouvernement israélien, malgré ses dénégations actuelles, finirait tôt ou tard par accepter de participer à de nouveaux pourparlers menés par les Etats-Unis sur un accord dont le gouvernement libanais et peut-être aussi les Syriens seraient parties prenantes.

Un redéploiement de l'armée

Quelle devrait être la nature de cet accord ? Comme une renégade, on répète à Jérusalem qu'il doit être en mesure « d'assurer la paix de la Galilée ». Depuis plusieurs semaines, le gouvernement de M. Shamir envisage à cet effet de procéder à un « redéploiement » de l'armée israélienne au Liban-Sud. L'abrogation de l'accord du 17 mai pourrait hâter le processus de repli de l'armée, actuellement sur l'Awali et l'occupation d'une ligne entre deux autres cours d'eau, le Zabran et le Litani, ce qui laisserait sous le

contrôle d'Israël un territoire d'une profondeur d'environ 25 kilomètres, avec une population de quelque quatre cent mille habitants, contre plus de huit cent mille actuellement.

Le risque de voir se transformer ce retrait « provisoire » en « définitif » est aujourd'hui le seul véritable point de divergence entre le gouvernement de M. Shamir et l'opposition sur le problème libanais. Le chef de file travailliste, M. Shimon Pérès, préconise en effet « un repli immédiat sur la frontière internationale et l'application unilatérale par Israël des articles de l'accord du 17 mai concernant la sécurité de sa frontière nord, à savoir : le droit pour l'aviation d'effectuer des vols de reconnaissance au-dessus du Liban, le droit pour la marine de patrouiller le long de la côte libanaise, le maintien au Sud-Liban d'installations de pré-alerte de l'armée israélienne et le droit de poursuite en cas de retour des terroristes ».

Adoptant une position similaire, le mouvement La paix maintenant a invité le gouvernement « à renoncer à ses derniers rêves libanais et à annoncer un retrait immédiat compatible avec les impératifs de sécurité d'Israël ».

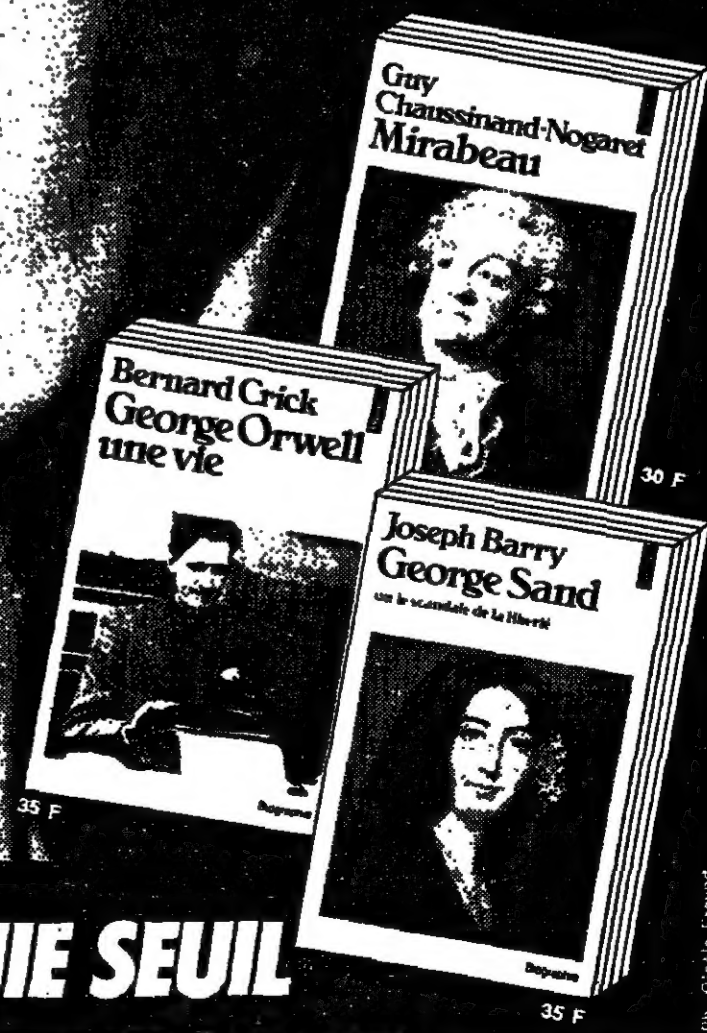
(Intérim.)

LEUR VIE EST UN ROMAN



UNE NOUVELLE SÉRIE EN POCHE POINTS BIOGRAPHIE SEUIL

Offert par votre libraire pour l'achat de 3 Points
« Moi et ma cheminée » de Melville (édition hors commerce)



PROCHE-ORIENT

Liban

L'annulation de l'accord avec Israël consacre la prédominance syrienne à Beyrouth

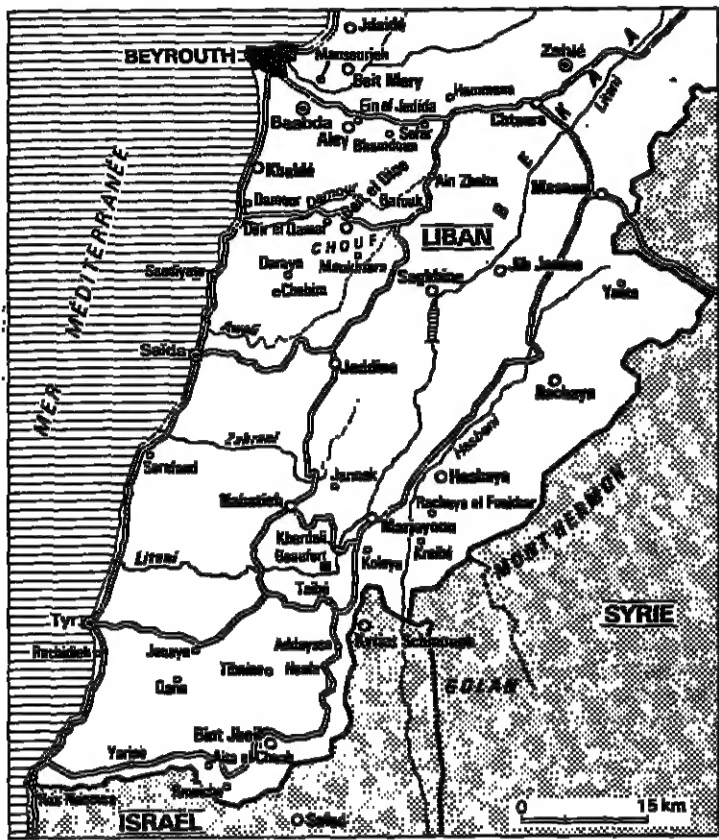
(Suite de la première page.)

Trois de ses chefs, MM. Frangie, Karamé et Berri, ont clairement annoncé qu'ils étaient désormais prêts à tous les dialogues. M. Berri, dirigeant chiite, a mis en sourdine sa demande de démission du président Gemayel. Reste M. Walid Joumblatt, que Damas devrait ramener normalement à de meilleures dispositions.

Dans le camp chrétien, le Parti phalangiste approuve à contrecoeur, le virage pro-syrien pris par le président Gemayel. Le bureau politique du parti a donné des assurances dans ce sens. L'ancien président Camille Chamoun va, croit-on, en faire sa-

tion d'un gouvernement d'union nationale. La question sera sûrement à l'ordre du jour de la conférence interlibanaise qui devrait s'ouvrir en Suisse au début de la semaine prochaine.

La France profitera de l'accalmie qui s'ébauche et de la déstabilisation politique pour retirer son contingent au plus vite. M. Claude Cheysson a pu, en effet, constater de visu que, malgré l'active protection de la milice chiite et un regain de la popularité du contingent français, celui-ci n'est pas à l'abri d'attaques individuelles. Une grenade a été lancée par-dessus l'enceinte de l'ambassade à Beyrouth-Ouest, alors que



tant, tout en assurant ses arrières par des « réserves ». Les Forces libanaises (milices chrétiennes), qui détiennent le pouvoir militaire et ont été « libérées » par Israël avant de bénéficier à nouveau de sa faveur, proclament leur « refus de principe ». Cependant, conscients qu'une relance des hostilités serait très mal accueillie par la population, les chefs de cette milice affirment ne pas avoir l'intention de traduire leur « résistance » en actes contre le gouvernement de M. Gemayel.

« Il s'est aligné »

Malgré le cessez-le-feu proclamé deux heures après la réouverture de l'accord israélo-libanais, les échanges de tirs se sont poursuivis dans la nuit de lundi à mardi par intermittence sur les différents fronts de Beyrouth et de la montagne. On s'attend néanmoins à une relative normalisation, au moins entre les deux secteurs de la capitale, ainsi qu'à la réouverture de l'aéroport et du port de Beyrouth. Il paraît, malgré tout, douteux que la « ligne verte » coupant la ville en deux puisse disparaître avant la constitu-

M. Cheysson s'y trouvait, et un soldat français a été tué lundi par les éclats d'une roquette tirée par un groupe de miliciens qui un instant avant avait opposé aux soldats français, quarante-huit heures plus tôt.

La date du 5 mars 1984 marque, donc, une victoire syrienne majeure. Celle-ci signifie que le gouvernement de Beyrouth ne pourra plus désormais agir sur la scène arabe et internationale sans se référer à Damas. Si le président Gemayel a bien saisi le sens du compromis qu'il a conclu à Damas, il sera assuré de la protection de la Syrie. Une haute personnalité nous déclarait à ce propos : « Il s'est aligné et a compris ce qu'un tel alignement signifie. Si les maronites se rendent compte eux aussi que, pour gouverner le Liban, ils doivent se plier à la volonté de la Syrie et se résigner à des concessions sur le plan intérieur, la trêve actuelle pourrait être durable et même constituer l'annonce d'une solution ». L'annonce ou l'absence ? Les Libanais accueillent en tout cas avec soulagement le répit qui s'annonce.

LUCIEN GEORGE.

Soudan

Washington s'inquiéterait de la recrudescence de la guérilla dans le sud du pays

Le Pentagone a qualifié, le lundi 5 mars, de « prématurées » les informations de Khartoum selon lesquelles les Etats-Unis vont instaurer dans les prochains jours un pont aérien pour livrer du matériel militaire au Soudan. « A l'heure actuelle, nous n'envisageons pas d'effectuer de telles livraisons », a déclaré un porte-parole du Pentagone.

Le général Omar Mohamed Tayeb, vice-président soudanais et chef de la sécurité d'Etat, avait annoncé, lundi, la mise en place d'un tel pont aérien dans les prochains jours, afin d'aider le Soudan « à repousser les complots auxquels il fait face ». Le général Tayeb a effectué récemment un séjour aux Etats-Unis, au cours duquel il a notamment rencontré le vice-président George Bush, le secrétaire d'Etat George Shultz, le secrétaire à la défense Caspar Weinberger, le directeur de la CIA William Casey, et M. Robert McFarlane, le conseiller du président Reagan.

Le gouvernement américain se propose d'accorder une aide de 271 millions de dollars au Soudan pour l'année fiscale 1985 (octobre 1984-septembre 1985), dont 120 millions au titre de l'aide économique et 69 millions pour l'assistance militaire.

Le général Vernon Walters, ambassadeur itinérant américain, est arrivé lundi soir à Khartoum, où il s'est entretenu ce mardi avec le maréchal Nemeiry, le chef de l'Etat.

Les conversations ont porté essentiellement sur le danger que faisait peser la recrudescence de la guérilla dans le sud du Soudan. Evoquant ce problème, le général Omar Tayeb a déclaré que les responsables américains avaient « parfaitement compris l'importance des conspirations qui assaillent le Soudan ».

Selon le général Tayeb, les Etats-Unis ont établi « avec succès » des contacts avec les « rebelles », dont le résultat devrait être la reprise immédiate des activités au Soudan de la compagnie pétrolière américaine Chevron, qui les avait interrompues après avoir été victime de plusieurs attaques de la guérilla.

Le général Tayeb a estimé que les activités de l'Armée de libération du peuple soudanais (SPLA) visaient aussi le nord du pays, avec un commencement de collaboration dans cette région du Parti communiste (interdit) et de syndicalistes. Il a accusé l'Ethiopie d'« actions ouvertement hostiles » envers le Soudan en fournissant « armes, entraînement et bases » aux guérilleros.

A Addis-Abeba, on était toujours, lundi, sans nouvelles de l'Allemande de l'Ouest Ursula Morson et de son fils de dix-huit mois, dont les rebelles qui les avaient pris en otages avaient annoncé, vendredi, la libération. Quatre autres techniciens, français, anglais et kenyan, avaient été enlevés au même moment. (AFP.)

AMERIQUES

Canada

Important remaniement du gouvernement québécois

De notre correspondant

Montréal. — M. René Lévesque a procédé, lundi 5 mars, à un important remaniement de son gouvernement. Ce remaniement a été précédé par un coup d'éclat du vice-premier ministre et ministre des affaires intergouvernementales, M. Jacques-Yvan Morin. Sans attendre la publication de la liste du nouveau gouvernement, M. Morin a pris l'initiative peu commune d'annoncer lui-même sa décision d'abandonner la politique, à la fois comme ministre et comme député de la circonscription de Sauve.

Dans sa lettre de démission adressée à M. Lévesque et rendue publique sans autres commentaires, il fait allusion en des termes sibyllins à des « problèmes » dont il attendait la solution. Il souligne d'ailleurs qu'il avait déjà offert sa démission une première fois, le 11 mai 1983, mais qu'il avait décidé d'y surseoir.

M. Morin précise qu'il reste fidèle aux objectifs du gouvernement. Ce n'est donc pas sur la stratégie politique que portait le différend. En fait, bien que les intéressés se soient refusés à tout commentaire, le départ de M. Morin est venu confirmer la lutte d'influence opposant au sou-

dine au ministre du commerce extérieur, M. Bernard Landry. Le ministre des affaires intergouvernementales n'avait, semble-t-il, guère apprécié au dernier remaniement du 9 septembre de voir ses prérogatives rognées par la création d'un nouveau ministère ayant droit de regard sur les relations économiques du Québec avec l'étranger. Ses craintes étaient d'autant plus fondées que M. Landry a fait preuve au fil des mois d'un dynamisme peu commun.

Le conflit, à la longue, était insupportable. M. Lévesque a tranché, tout en essayant, de son propre aveu, de persuader M. Morin d'accepter un autre portefeuille. Pour le chef du gouvernement québécois, la défection d'un de ses compagnons de la première heure est une « perte cruelle ». M. Morin, un brillant juriste international, avait été élu député pour la première fois en 1973. Jusqu'en 1976, il avait été le chef des six députés du Parti québécois constituant l'opposition face au premier ministre libéral, M. Robert Bourassa. Il avait été ensuite successivement ministre de l'éducation et

du développement culturel et scientifique avant de prendre en charge les affaires intergouvernementales.

M. Landry hérite d'une partie seulement des compétences de M. Morin, tout en gardant le commerce extérieur. Ministre des relations internationales — un titre qui ne manquera pas de faire grincer des dents à Ottawa — il aura à traiter des dossiers diplomatiques. En revanche, les relations avec les autorités fédérales et les autres gouvernements provinciaux seront désormais du ressort de M. Pierre-Marc Johnson, ex-ministre des affaires sociales et l'un des aspirants les plus sérieux à la succession de M. Lévesque, qui se voit également confier la justice.

Il n'y a qu'un seul nouveau venu au gouvernement : le ministre du revenu, M. Robert Dean, un ancien syndicaliste âgé de cinquante-six ans ; il est le premier anglophone à siéger dans le gouvernement de M. Lévesque. M. Dean a notamment été conseiller du Syndicat des travailleurs unis de l'automobile avant d'être élu député du Parti québécois en avril 1981. Cette nomination constitue une tentative du gouvernement de se rallier les bonnes grâces de l'électorat anglophone.

M. Lévesque a, d'autre part, affecté à d'autres fonctions certains de ses ministres qui ne parvenaient pas à mettre un point final à des dossiers épineux. C'est le cas de M. Camille Laurin, qui est déchargé du projet de loi visant à restructurer le système scolaire et qui avait suscité l'hostilité des enseignants et d'une partie du clergé. M. Laurin passe aux affaires sociales. Son successeur est M. Yves Bérubé, ancien président du Conseil du Trésor, qui avait suivi une ligne dure dans les négociations avec les syndicats de la fonction publique au début de 1983. M. Alain Marcoux quitte le ministère du revenu, après avoir soulevé l'hostilité de l'industrie hôtelière en instituant un impôt obligatoire sur les pourboires. Il remplace aux affaires municipales M. Jacques Leonard, nommé aux transports.

(Indépendant.)

LE NOUVEAU CABINET

Voici la liste des membres du nouveau gouvernement québécois :

Premier ministre et président du conseil exécutif : M. René Lévesque ; ministre délégué à la réforme électorale, leader parlementaire du gouvernement : M. Pierre-Marc Johnson ; communications : M. Jean-François Bertrand ; éducation : M. Yves Bérubé ; industrie, commerce et tourisme : M. Robert Dean ; loisir, chasse et pêche : M. Guy Chevrette ; président du conseil du Trésor et ministre délégué à l'administration : M. Michel Chabre ; revenu : M. Robert Dean ; énergie et ressources : Yves Deshaies ; travail : M. Raymond Fréchette ; agriculture, pêcheries et alimentation : M. Jean Gares ; ministre délégué à l'aménagement : M. François Gendron ; communautés culturelles et immigration : M. Gerald Godin ; ministre de la justice et ministre délégué aux affaires intergouvernementales canadiennes : M. Pierre-Marc Johnson ; relations internationales et commerce extérieur : M. Bernard Landry ; vice-président du conseil exécutif, ministre des affaires sociales : M. Camille Laurin ; ministre délégué aux relations avec les citoyens : M. Denis Lavoie ; ministre délégué à la condition féminine et ministre de la fonction publique : M. Denise Leblond-Berger ; transports : M. Jacques Leonard ; affaires municipales, travaux publics et approvisionnement : M. Alain Marcoux ; main-d'œuvre et sécurité du revenu, et vice-présidente du conseil du Trésor : M. Pauline Marois ; environnement : M. Adrien Ouellet ; science et technologie : M. Gilbert Paquet ; finances : M. Jacques Pélissier ; affaires culturelles : M. Claude Richard ; habitation et protection du consommateur : M. Guy Turbill.

ASIE

Le Haut Commissariat des Nations unies fait état de nouvelles atrocités contre les réfugiés de la mer

De notre correspondant

Genève. — En dépit d'une certaine banalisation de l'arrosage, la mesure habituelle semble avoir été dépassée par les dernières informations fournies par le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), au cours d'une conférence de presse.

On y a en effet appris que, le 22 février, une embarcation ayant soixante réfugiés vietnamiens à son bord, qui avait pris la mer deux jours plus tôt, a été attaquée en haute mer par cinq navires de pirates. Bilan : deux femmes violentées, tous les passagers malmenés et pillés. Le lendemain, pas moins de neuf bateaux de pirates ont attaqué de nouveau l'embarcation, en détroit. Vingt femmes et fillettes ont été enlevées, réparties à bord des bateaux et violées à plusieurs reprises. L'une d'elles est morte à la suite de sévices répétés, les autres passagers ont été brutalisés puis jetés à la mer. A coups de rame, les pirates les empêchaient de remonter dans leur barque.

Cinq Vietnamiens ont réussi à survivre, en dépit des coups, et ont pu atteindre les côtes thaïlandaises. Deux fillettes, l'une âgée de douze ans et l'autre de dix, ont subi le même sort que les femmes, mais ont pu s'enfuir en se jetant à l'eau. Accrochées à un bidon vide, elles ont pu, après plus de vingt-quatre heures d'errance en mer, être recueillies par des marins malais. Toujours selon le HCR, trente-cinq de ces réfugiés sont portés disparus, et l'on ignore tout de l'endroit où peuvent se trouver les femmes et les petites filles qui ont été enlevées, si elles sont encore en vie.

Grâce aux témoignages concordants des survivants, le HCR

confirme les noms d'un certain nombre de victimes. Mais il n'est pas en mesure d'identifier les bateaux des pirates. Comme ces crimes ont été perpétrés dans des eaux internationales et non dans les eaux territoriales thaïlandaises, on se demande si la police de Bangkok recherchera les coupables ou leurs victimes.

Quant aux responsables du HCR, ils ne sont pas équipés pour les sauvetages en mer, et se bornent à tenter de sensibiliser l'opinion et à aider financièrement la marine thaïlandaise dans sa timide action de dissuasion le long de ses eaux territoriales.

Pour leur part, les capitaines des navires marchands, militaires ou autres, qui sont si nombreux dans les mers de Chine, même s'ils ne violent pas les réfugiés vietnamiens, violent allégrement, en tout cas, les lois de la mer, qui leur font obligation de porter secours à toute personne en détresse.

ISABELLE VICHNIAC.

Chine

● Expulsion du correspondant de « Spiegel ». — M. Tiziano Terzani, correspondant à Pékin depuis quatre ans de l'hebdomadaire allemand Der Spiegel, a dû quitter, le lundi 5 mars, la Chine « contre sa volonté », selon un représentant de l'hebdomadaire à Hambourg. Il lui aurait été reproché d'avoir tenté de faire sortir illégalement de Chine des antiquités d'avoir « dénaturé un portrait de Mao avec un crucifix ». L'hebdomadaire dénonce ces « prétextes » à une expulsion d'ordre politique. — (Reuters, AFP.)

Halte au Vol

1 serrure à 5 points
PICARD
+ d'autres marques
Matériel
GARANTI 5 ANS
+
1 blindage acier
15/10°
+
4 goujons d'acier
anti-dégondage
+
3 cornières
anti-pince
à l'extérieur sur le
pourtour de la porte
OFFRE EXCEPTIONNELLE
3.500 F TTC
Pose et démol. comp.
PARIS-BANLIEUE
Sté S.P.P.
11, rue Minard
92100 Issy-les-Moulineaux
☎ 554.58.08
554.41.95
CREDIT GRATUIT
3 MOIS

San-Salvador (AFP). — Le Parti démocrate-chrétien salvadorien (PDC) a demandé, le lundi 5 mars, au conseil des élections de rejeter la candidature à l'élection présidentielle du 25 mars du dirigeant d'extrême droite Roberto d'Aubuisson en raison de son « immoralité notoire », s'il-on apprès de source officielle à San-Salvador.

M. d'Aubuisson, dirigeant de l'Alliance républicaine nationale (ARENA), a été accusé par un ancien officier salvadorien cité par le New York Times d'être l'un des dirigeants des Escadrons de la mort. Un ancien ambassadeur américain au Salvador l'a, d'autre part, accusé d'être impliqué dans l'assassinat de l'archevêque de San-Salvador, Mgr Oscar Romero, en mars 1980.

S'appuyant sur plusieurs articles de la Constitution, le PDC affirme que la candidature de M. d'Aubuisson, le principal rival de M. Jose Napoleón Duarte aux élections, n'est pas légale.

● A WASHINGTON, le département d'Etat a annoncé, lundi 5 mars, que les Etats-Unis ont refusé un visa d'entrée à M. d'Aubuisson. Les autorités américaines ont invoqué des « raisons techniques » pour expliquer leur décision, mais le porte-parole du département d'Etat, M. John Hughes, a indiqué que, en raison de l'imminence des élections au Salvador, M. d'Aubuisson n'obtiendrait pas de visa même s'il représentait une demande en règle. M. Hughes a souligné que les autorités américaines préféraient qu'aucun des candidats à l'élection présidentielle ne vienne faire campagne aux Etats-Unis avant le scrutin du 25 mars. Le leader de l'extrême droite salvadorienne avait fait une demande de visa la semaine dernière en utilisant un passeport diplomatique dont il disposait lorsqu'il était président de l'Assemblée constituante, poste qu'il n'occupe plus depuis la fin de l'an dernier. M. Hughes a indiqué que la « validité » de ce passeport était en question et que celui-ci avait été retourné à M. d'Aubuisson.

en livraison immédiate
mars!
Un mois
étonnant
chez
NEUBAUER
pour tout achat
d'une
305 PEUGEOT essence
TALBOT SOLARA diesel
TALBOT HORIZON
Le bon prix — le bon service
NEUBAUER
M. GERARD 821.60.21

PATIO DU GRAND HOTEL
LE RENDEZ-VOUS DES AFFAIRES PLACE DE L'OPÉRA
Menu 165 F, vins, taxes et service compris
LE GRAND HOTEL - 2, rue Scribe - Paris - Tél. 268.12.13

EUROPE

Le pape et les Eglises de l'Est Fermeté et réalisme

Faute de mieux, c'est un « pater-nostre spirituel » que le pape a fait le dimanche 4 mars en Lituanie, bastion du catholicisme en Union soviétique, et aussi pays particulièrement sensible au cœur des Polonais, en raison des liens très anciens qui unissent les deux nations (le Monde du 6 mars).

Il ne fait de peu près aucun doute que Jean-Paul II aurait souhaité pour sa visite physique à Varsovie, des sources catholiques citées par l'agence UPI à Varsovie, des négociations seraient même engagées à ce propos avec les autorités soviétiques. A vrai dire, on a du mal à imaginer un tel voyage, dans une République soviétique non reconnue par le Vatican, où l'Eglise catholique n'est tolérée que parce qu'elle jouit d'un très fort soutien populaire — et où, accessoirement, 8 % des trois millions d'habitants sont Polonais (sur 17 % à Vistula, la capitale).

La Saint-Casimir a d'ailleurs été l'objet d'importantes célébrations dimanche en Pologne, en particulier à Cracovie où Mgr Gulbinowicz, un évêque connu pour sa grande fermeté, a prononcé au nom de tout l'épiscopat de fortes paroles de soutien à tous ceux qui sont persécutés ou en prison. L'évêque a aussi évoqué « le murmure des prières qu'on a fait taire, les cloches des églises qui ont cessé de sonner ».

De fait, si les églises de Lituanie encore ouvertes au culte sont pleines à craquer, c'est que bien d'autres ont été fermées : c'est précisément l'ancien évêque Saint-Casimir qui a été aménagé en un « musée de l'athéisme », sans parler des églises transformées en prison ou en entrepôts. Le pape lui-même, dans son homélie de Rome, a fait des allusions plus que transparentes à toutes les difficultés que connaissent en Lituanie soviétique aussi bien les fidèles que le clergé (le Monde du 5 mars).

Cela dit, sur le terrain, les responsables « agréés » par les autorités ont obtenu depuis quelques années certains résultats, mais dans les conditions très particulières qui sont

celles d'un pays où le pouvoir emploie une savante panoplie d'armes pour combattre le phénomène religieux — très lié au sentiment national — ou du moins le maintenir dans des limites tolérables qu'il ne présente pas de danger politique : contrôle soigneux des admissions au séminaire, grande publicité donnée au « retour » de certains prêtres, qui, parfois, relient leur foi en chaire, infiltration à divers niveaux par des éléments douteux et, pour les plus coriaces — prêtres ou laïcs — lourdes peines de prison.

La médiation de Mgr Glomp

Cela dit, il est possible que le pape n'y a pas tout fait renoncé à l'espoir de rendre un jour visite aux catholiques d'URSS. Une autre occasion, le six centième anniversaire du baptême de la Lituanie, en 1987, se profile à l'horizon, ou même, en 1988, le millième anniversaire de l'introduction du christianisme en Russie.

Mais, dans l'immédiat, c'est le primate de Pologne, Mgr Glomp, qui semble devoir servir d'intermédiaire au pape dans ses rapports avec le Kremlin : Mgr Glomp vient de confirmer, lors de son séjour au Brésil, qu'il projetait de se rendre en URSS. Mais il s'agit là d'une visite d'une tout autre nature, non seulement en raison de la personnalité très différente du visiteur, mais parce qu'elle se ferait sur l'invitation du patriarche orthodoxe Pymène — un homme qui n'a jamais ménagé son soutien aux autorités soviétiques.

La rôle d'intermédiaire, qui semble dévolu à Mgr Glomp, peut aussi laisser penser que le souverain pontife n'a pas renoncé aux ressources de la diplomatie et des concessions mutuelles pour améliorer la situation de l'Eglise catholique dans l'ensemble du bloc soviétique. On peut aussi voir le reflet des préoccupations océaniques de Jean-Paul II, qui souhaite tendre la main aux Eglises orthodoxes.

De là à expliquer l'attitude plus que conciliante adoptée en Pologne même par Mgr Glomp, sans désaveu apparent du pape, il n'y a qu'un pas : les sacrifices d'amour-propre demandés aux Polonais, dont un certain nombre s'inquiète de plus en plus du comportement de leur primate, seraient justifiés par des considérations d'ordre plus général.

Nulle part en tout cas l'Eglise ne peut se permettre d'ignorer totalement le pouvoir en place : les récentes conversations de Mgr Glomp, représentant l'indépendant du pape en Europe de l'Est, avec certains responsables de Prague, en ont apporté la preuve.

En Tchécoslovaquie, où la situation de l'Eglise est également très difficile, Jean-Paul II avait infléchi la position du Vatican dans le sens d'une plus grande fermeté, en interdisant expressément aux prêtres d'adhérer au mouvement Pacem in terris, noyauté par les autorités. Il semble que cette fermeté ait été payante, puisque le ministre tchécoslovaque des affaires étrangères a rendu visite au pape en décembre dernier.

Mais rien n'indique que les nombreux problèmes en suspens, notamment le refus des autorités de Prague d'agréer les évêques désignés par le Vatican, trouvent une solution rapide. Le communiqué publié par l'agence officielle CTK se contente d'indiquer, après les entretiens de Mgr Glomp à Prague, que « les deux parties ont exprimé leurs positions sur les questions d'intérêt commun, qui seront le sujet des prochaines discussions ».

Le pape n'oublie pas non plus les catholiques des pays avec lesquels le Vatican ne peut entretenir les moins dures relations : il a récemment, depuis Bari, exprimé son soutien aux fidèles d'Albanie, dont la situation est particulièrement dramatique : il s'est attiré aussitôt une réplique cinglante de Tirane, où le quotidien du Parti a accusé de « perfidie » et l'a présenté comme « manipulé par l'impérialisme américain ».

JAN KRAUZE

Turquie

La prison de Diyerbakir : aux extrêmes de l'odieux

En Turquie, onze prisonniers, dont sept Kurdes, sont morts à la prison de Diyerbakir, a-t-on appris le mardi 6 mars de source proche des familles citées par l'AFP. Ces détenus faisaient une grève de la faim depuis le mois de janvier pour protester contre les conditions de détention et les sévices qui leur sont infligés. Une vingtaine d'autres détenus, pour certains très affaiblis, poursuivraient le mouvement à Diyerbakir. A la prison militaire de Mamak à Ankara, plusieurs centaines de prisonniers ont commencé une grève de la faim le 22 février.

Le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980 en Turquie avait pour objectif déclaré de mettre fin à la violence des groupes armés d'extrême droite et d'extrême gauche, qui avait coûté la vie à plus de cinq mille personnes depuis 1978.

Liée à ce souci, mais moins nettement exprimée, figurait la volonté des forces armées de réprimer l'agitation grandissante des Kurdes qui, avec leur cinq millions de représentants (au minimum), constituent, et de très loin, la principale minorité ethnique du pays. La radicalisation politique des années 70 en Turquie n'avait, en effet, pas épargné l'est-sud-est du pays, assés du peuplement kurde. Dans la seconde moitié de la décennie, l'agitation d'extrême gauche y avait pris un tour clairement séparatiste.

L'explication de cette évolution est double. D'une part, une nouvelle génération arrivant à l'âge adulte s'était lancée à la recherche de ses racines, soigneusement occultées par la politique de « turquification » culturelle d'An-

kara. Des intellectuels kurdes, en particulier, avaient entrepris un « retour aux sources », soit par l'étude sociologique directe, soit par la lecture et la méditation d'ouvrages étrangers sur le sujet. En second lieu, une liaison s'était aisément établie entre les tenants de l'extrême gauche turque et les nationalistes kurdes, également désireux d'en finir avec l'ordre des choses tenu en main par Ankara. Les deux forces se sont mutuellement prêtées appui.

Aussi le mouvement séparatiste kurde, en ses diverses composantes, a-t-il été l'une des premières cibles des forces armées au lendemain du coup d'Etat militaire de 1980. Les arrestations ont été nombreuses à Diyerbakir, principale ville kurdophone du pays, mais aussi à Ankara, à Istanbul, à Izmir, métropoles où avaient afflué depuis un quart de siècle de très nombreux Kurdes en quête d'une vie meilleure que sur leurs pauvres terres de l'Est.

Nombre de localités des provinces kurdophones — notamment celles situées à proximité des frontières de l'Irak, de la Syrie, où vivent également des Kurdes — ont été perquisitionnées, parfois avec une grande brutalité. La justice militaire, sur la base des informations du service de renseignement, le MIT, a entrepris de monter de gigantesques procès avec des milliers d'accusés, suspects de « kurdisme », aux termes d'une loi 105 de 1980. Les inculpés étaient non seulement des membres des groupes armés, mais aussi des propagateurs de l'idée nationale — au sens le plus large, puisque, par exemple, la langue kurde elle-même est interdite depuis 1924.

De toutes les prisons turques que le coup d'Etat de 1980

acheva de remplir à craquer, celle de Diyerbakir devint l'une des plus tristement célèbres. Le régime carcéral, traditionnellement d'une grande dureté dans tout le pays, y atteignit, selon des témoignages concordants, des extrêmes dans l'odieuse en raison de la présence, précisément, d'une immense majorité de détenus kurdes. Dans cet édifice ultramoderne construit à une dizaine de kilomètres de la ville, deux mille cinq cents inculpés et condamnés se voient soumis à des brimades destinées, de toute évidence, à briser en eux le ressort de la « kurdité ».

Une première grève de la faim de près d'un mois avait eu lieu en septembre. Le mouvement avait conduit à une légère amélioration des conditions d'existence des détenus. Mais ce répit avait été de courte durée. Les brimades avaient repris dès décembre, conduisant des détenus à la décision d'organiser, cette fois, une grève de la faim « jusqu'à la mort », à l'irlandaise.

J.-P. C.

• M. Genscher à Ankara. — Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, en visite officielle à Ankara, s'entretient, le mardi 6 et mercredi 7 mars, avec les dirigeants turcs. Les mesures d'encouragement au retour des travailleurs immigrés adoptées par Bonn seront au centre de ces entretiens. Elles ont provoqué, l'année dernière, le retour dans leur pays de cent mille Turcs (sur les un million sept cent mille qui vivent en RFA), mais Ankara n'a, jusqu'à présent, rien prévu pour la réintégration de ces immigrés. — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

• PÉKIN POUR LE « RETRAIT TOTAL ET IMMÉDIAT » DES TROUPES ÉTRANGÈRES. — Le président chinois, M. Li Xian-nian, en visite officielle au Pakistan, a demandé, le lundi 5 mars, à Islamabad le « retrait total et immédiat » des troupes étrangères d'Afghanistan et du Cambodge et affirmé que les « forces hégémoniques » n'obtiendraient aucun résultat « en occupant de force des pays indépendants ». Au cours d'un banquet, il a fait état de « la nécessité de trouver une solution politique » au Cambodge et en Afghanistan, et a qualifié de condition « préalable indispensable » le retrait des troupes étrangères de ces deux pays. — (AFP.)

• NOUVELLE OFFENSIVE SOVIÉTIQUE AU PANSHIR. — L'armée soviétique a lancé une nouvelle offensive dans la vallée du Panshir, a déclaré, le lundi 5 mars, un porte-parole du groupe Jamiat-I-Islami, citant une lettre du commandant de la résistance locale, M. Massoud. L'offensive aurait débuté par l'attaque du village de Nadirah. — (Reuters.)

Bangladesh

• ENLEVEMENT DE TROIS TECHNICIENS PÉTROLIERS ÉTRANGERS. — Des membres des tribus des monts de Chittagong ont enlevé, il y a environ six semaines, indique le Guardian du 6 mars, trois techniciens de la compagnie Shell participant à des recherches pétrolières dans cette région orientale du Bangladesh, proche de la Birmanie. Les guerilleros des Shanti bahini (forces de la paix), minorité bouddhiste combattant la domination des Bengalis musulmans, réclament une rançon de 200 000 livres sterling à la Shell. Selon le quotidien britannique, la compagnie serait prête à verser cette somme, mais le gouvernement de Dhaka s'y opposerait afin de ne pas renforcer la guérilla.

Chili

• LES CAMIONNEURS MENACENT DE BLOQUER LES ROUTES. — Les dirigeants des camionneurs chiliens ont déclaré, lundi 5 mars, qu'ils bloqueraient les routes le 26 mars si le gouvernement ne trouvait pas de solution à la crise qui affecte les transports routiers. Ils ont fait un ultimatum au gouvernement : un ultimatum expirant le 14 mars. Ils indiquent également qu'ils demandent la fin du régime militaire et le rétablissement de la démocratie au Chili. — (AFP.)

Espagne

• ÉLECTIONS RÉGIONALES EN CATALOGNE, LE 29 AVRIL. — Les électeurs catalans voteront, le 29 avril, pour renouveler leur Parlement régional désigné pour la première fois en 1980. Le parti Convergence et Union de M. Pujol, actuel président de la Généralité, avait alors obtenu 44 sièges contre 33 sièges à son principal rival, le Parti socialiste catalan. La campagne électorale devrait commencer le 7 avril. — (AFP.)

Gabon

• RÉDUCTIONS DE PEINE. — Le président Bongo a décidé de réduire de trois ans les peines d'emprisonnement d'une vingtaine d'opposants à l'occasion de la célébration, le 12 mars, du seizième anniversaire de la fondation du PDG (Parti démocrate gabonais, parti unique). Une quarantaine d'opposants avaient comparu en novembre 1982 devant la Cour de sûreté de l'Etat pour atteinte à la sécurité de l'Etat. Treize d'entre eux avaient été condamnés à vingt ans de travaux forcés, les autres peines s'échelonnant de dix-huit mois de prison avec sursis à douze ans de détention. Une première réduction de peine de cinq ans avait été prononcée en mars 1983. Cette mesure avait entraîné la libération de sept prisonniers. — (AFP.)

Haute-Volta

• VERDICTS A OUAGADOUGOU. — Le capitaine Adama Ouédraogo, ancien porte-parole du gouvernement voltaïque sous la présidence du colonel Saye Zerbo (1980-1982), a été condamné, le dimanche 4 mars, à trois mois de prison avec sursis pour détournement de fonds publics, par le tribunal révolutionnaire d'Ouagadougou. Reconnu coupable d'évasion fiscale, il a également été condamné à une amende de 150 millions de francs CFA. Sur les neuf accusés, cinq ont été condamnés à des peines d'emprisonnement avec sursis allant de trois mois à un an, ainsi qu'à des peines d'amendes, et quatre ont été acquittés. — (AFP, Reuters.)

Namibie

• ATTAQUE DE LA SWAPO. — Selon les autorités de Windhoek, les combattants de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) ont bombardé au mortier dans la soirée du vendredi 2 mars, la localité d'Opuwa, dans le nord-ouest du territoire. Cinq obus se sont abattus sur l'agglomération, sans faire de victimes ni de dégâts importants. Le 23 février, selon les mêmes sources, la SWAPO avait déjà bombardé, sans résultat, une base militaire du Nord namibien. — (Reuters.)

République Sud-Africaine

• LA DÉTENTION DE M. MANDELA. — Les autorités sud-africaines auraient l'intention de proposer au fondateur du Congrès national africain (ANC), condamné à la prison à vie et détenu depuis vingt et un ans à Robben-Island, de le libérer s'il accepte de s'établir dans le « bantoustan indépendant » du Transkei, dont le président, le chef Matanzima, est un de ses cousins.

Uruguay

• M^{re} HUGO BATALLA MENACÉ DE MORT. — Spécialisé dans la défense des prisonniers politiques et l'un des chefs de file de la gauche uruguayenne, M^{re} Hugo Batalla fait l'objet de menaces de mort, a-t-on appris à Montevideo le lundi 5 mars. La Commission uruguayenne des droits de l'homme a dénoncé ces menaces lancées contre une personnalité qui a assuré la défense du général Seregni, emprisonné depuis dix ans, et ancien candidat présidentiel pour le Front élargi (gauche) en 1971. — (AFP.)

Lisoz

Le Monde DE L'ÉDUCATION

« Boom des systèmes bureautiques et informatiques profitez-en les premiers. »

Page 25

COMMUNIQUE DE LA DIVISION BUREAUTIQUE ET INFORMATIQUE

RANK XEROX

184 ORDINATEURS

PANORAMA Printemps 84

L'ORDINATEUR INDIVIDUEL

n° 57 - 22 F chez votre marchand de journaux

Où le soleil est-il si bien, qu'il en oublie de se coucher ? En Finlande, naturellement !

Partez en voiture !

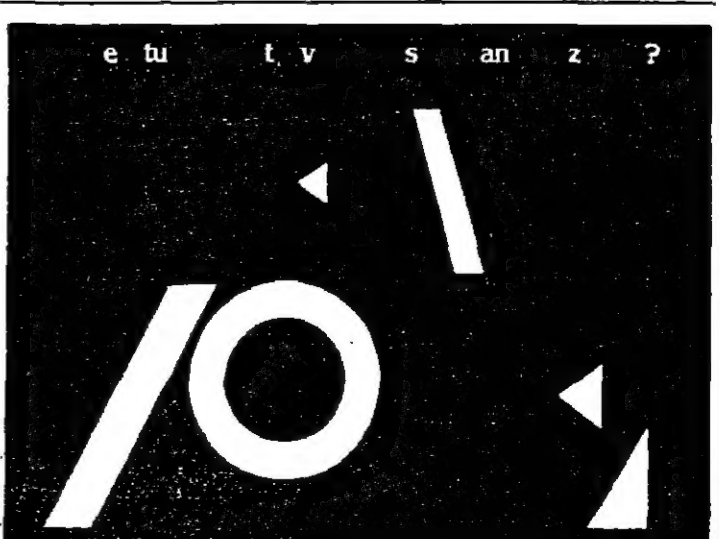
La Finlande, pays des lacs et des îlots vous offre tous les plaisirs d'une nature authentique : chalet et barque au bord de l'eau, pêche, randonnées, voile, camping... Et pour les amateurs de terres vierges, d'horizons lointains : la Laponie, avec tout l'exotisme du Grand Nord. En voiture, vous atteindrez la Finlande, en vous embarquant soit à Travemünde*, près de Hambourg, soit à Stockholm**, à bord de luxueux paquebots-ferries qui vous feront goûter aux plaisirs d'une mini-croisière - aux prix profondément doux ! Un conseil pour les amateurs de Laponie : les trains autocouchettes finlandais mettent Le Cercle Polaire à une nuit de sommeil d'Helsinki.

* FINNIET LINE, Travemünde-Helsinki, 3 fois par semaine. ** SUIJA LINE ET VIKING LINE, Stockholm-Turku ou Helsinki, quotidiennement.

Pour recevoir une documentation complète, retournez le coupon-réponse à : Office National du Tourisme de Finlande 13, rue Auber-75009 PARIS Tél. : 742.65.52

Nom : _____ Adresse : _____

Finlande naturellement vôtre



184 ORDINATEURS

PANORAMA Printemps 84

L'ORDINATEUR INDIVIDUEL

n° 57 - 22 F chez votre marchand de journaux

AFRIQUE

Algérie

LA CONFÉRENCE NATIONALE SUR LE DÉVELOPPEMENT

Le président Chadli a tracé des « orientations » pour rendre l'économie plus efficace

Alger. — Trois commissions viennent de formuler des recommandations précises après une conférence nationale sur le développement, qui s'est tenue la semaine dernière, et qui réunissait, autour du président Chadli, des membres du gouvernement, les responsables du parti, des organisations de masse et des unions professionnelles, des cadres des entreprises nationales et des représentants de collectivités locales.

Le nouveau premier ministre, M. Brahimi, a indiqué que les conclusions de ces assises seraient examinées par le gouvernement afin de les inclure dans un programme d'action d'un an dont les grandes lignes avaient été adoptées le 22 février. Ce programme, en vingt-deux points, « s'inscrit dans une perspective de rigueur et d'économie et vise à accroître l'efficacité et la productivité, à améliorer le cadre de vie et de travail des citoyens tout en garantissant une étroite coordination intersectorielle ».

Trois thèmes ont dominé les « orientations » tracées par le président Chadli : assurer du travail à la jeunesse par la planification de la formation, mieux utiliser les ressources nationales, parvenir à l'autosuffisance alimentaire.

« La planification ne doit pas se limiter aux investissements, mais s'étendre aussi à la formation », a dit le chef de l'Etat répondant ainsi aux responsables inquiets de l'afflux démesuré des étudiants dans certaines disciplines telles que la médecine. Précisant les mesures à l'étude, le premier ministre a évoqué à la radio « la nécessité de discipliner la formation grâce à l'établissement de conditions d'accès à l'université et aux instituts supérieurs » et d'éviter la multiplication « des mé-

De notre correspondant

decins chômeurs, des avocats chômeurs, des économistes chômeurs ». Recentrer l'effort financier de l'Etat sur la formation professionnelle et la recherche scientifique, comme le préconise M. Brahimi, ne sera pas populaire sur tous les campus, mais témoigne d'un louable souci de réalisme.

S'agissant du rendement de l'appareil de production nationale, le président Chadli juge « inacceptable qu'un certain nombre d'entreprises relevant des secteurs agricoles et industriels soient devenues une charge pour l'Etat ». Il a dénoncé le gaspillage de devises par l'importation « d'engrais et de machines qui sont utilisés deux ou trois mois pour être ensuite abandonnés » et a donné des instructions pour « arrêter l'importation de ce type de matériel immobilisé par manque d'entretien ».

Plus d'attention pour le « petit fellah »

Parlant de la réalisation de certains projets, M. Chadli a insisté « sur la nécessité de privilégier des entreprises nationales, même si celles-ci appliquent des prix supérieurs de 30 % à ceux que proposent les entreprises étrangères ».

« Evoquer le secteur agricole, c'est-à-dire le secteur de l'avenir, c'est aussi mettre l'accent sur la nécessité d'accroître l'attention au petit fellah, qui contribue à la production nationale pour une part d'environ 60 %. Soutenir cette catégorie de travailleurs ne peut constituer un danger, ceux-ci étant les alliés de la révolution. L'attention a été donnée à la Banque de l'agriculture et de

développement rural de simplifier les procédures d'octroi de concours aux paysans.

Cette politique d'aide à une catégorie de travailleurs, trop longtemps négligée, sera complétée, selon M. Brahimi, d'une part par « la création de grands ensembles agricoles intéressant des régions entières en redressant la situation de certaines plaines qui ont connu des dégradations, par exemple la Mitidja » ; d'autre part, par « la mise en valeur de nouvelles terres, dans le Sud et le Grand Sud ».

Tout n'est pas nouveau dans ce discours. Il y a dix années que l'on parle de la nécessité de réduire la dépendance alimentaire. Mais dans sa recherche de l'efficacité, l'Algérie s'est délivrée maintenant de certaines inhibitions. Ainsi, M. Merbah, ministre de l'agriculture, s'est-il récemment à Alger le premier accord de coopération agricole avec Washington. Sous la direction d'un responsable venu de la mission des Etats-Unis en Tunisie, quelques experts américains vont se pencher sur le vaste problème de l'agriculture algérienne. Si les deux parties sont satisfaites de cette première expérience, d'autres experts viendront en très grand nombre.

Un autre ministre important, M. Khelif, a pour le dialogue avec les Américains et est attendu prochainement aux Etats-Unis. Ministre du commerce, il est appelé à présider des commissions mixtes formées entre l'Algérie et ses partenaires commerciaux, comme la France, l'URSS. Une telle commission n'existe pas actuellement pour les relations avec les Etats-Unis.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

M. MEHRI EST NOMMÉ AMBASSADEUR A PARIS

M. Abdelhamid Mehri a été nommé ambassadeur à Paris, en remplacement de M. Djamel Houhou, devenu ministre de la santé dans le dernier gouvernement formé par le président Chadli Bendjedid.

La nouvelle n'a pas encore été rendue officielle, le gouvernement français devant donner son agrément.

[Né le 3 avril 1926 au Krouh, près de Constantine, M. Mehri est un personnalité importante du Mouvement national algérien. Il a milité, très jeune, au FPA (Parti populaire algérien) de Messali Hadj et a été membre de son comité central de 1951 à 1953. Homme de culture, il a été professeur de français et a étudié l'arabe littéraire à l'université de Zitouna à Tunis, assistant la liaison avec les nationalistes algériens de Tunisie. Il se sépare des « messalistes » à la veille de l'insurrection du 1^{er} novembre 1954 et participe à la fondation du FLN, qu'il rejoint à son tour en 1956, en Libye et en Jordanie.

Responsable des affaires nord-africaines dans le premier GPRA (gouvernement provisoire de la République algérienne), nommé au Caire en 1958, il a été ministre des affaires sociales et culturelles dans ce gouvernement provisoire en 1960. Secrétaire général du ministère des enseignements primaire et secondaire sous Boumedienne, il se voit confier le ministère de l'Information et de la culture par le président Chadli. Il avait abandonné son portefeuille en 1980 pour assumer les mêmes fonctions à la tête d'une commission du Parti FLN. Il est membre du comité central.]

Nigéria

LE CHEF DE L'ÉTAT AFFIRME QUE LE CALME EST RÉTABLI A YOLA

Le général Mohamed Buhari, chef de l'Etat nigérien, a affirmé, le lundi 5 mars, qu'une opération militaire, d'une durée de quarante-cinq heures, avait permis de venir à bout des dernières poches de résistance tenues par les fanatiques musulmans dans certains quartiers de la ville de Yola, qui, depuis le 27 février, est le théâtre d'émeutes sanglantes (le Monde du 6 mars).

Recevant une délégation de chefs musulmans, le général Buhari a déclaré qu'il ne restait plus qu'à compter les morts et à évaluer les dégâts. Alors que le dernier bilan officiel, en date du 29 février, fait état de cent trente-sept morts, la presse nigérienne annonçait lundi que près d'un millier de personnes ont été tuées lors des affrontements.

Le chef de l'Etat nigérien a ajouté qu'il attendait un rapport du gouverneur militaire de l'Etat de Gongola, dont Yola est la capitale, pour décider des mesures à prendre. Selon l'agence nigérienne de presse NAN, plusieurs centaines d'hommes, de femmes et d'enfants venus se réfugier dans les casernes de la police et de l'armée pendant les émeutes ont commencé, lundi, à regagner leurs domiciles. Les banques et les administrations ont rouvert leurs portes, et les liaisons aériennes avec la ville sont rétablies. — (Reuter.)

DIPLOMATIE

LA FIN DES ENTRETIENS EUROPÉENS DE M. MITTERRAND

M^{me} Thatcher n'a pas renoncé à ses exigences budgétaires

Londres. — Pour la dernière visite à l'étranger de sa longue « tournée » européenne, M. Mitterrand a observé — et fait observer par son entourage — une discrétion absolue, au-delà de laquelle les quelques propos qu'il avait tenus lors des tête-à-tête précédents avec d'autres chefs de gouvernement de la CEE pourraient passer pour un déluge d'informations.

Sa rencontre avec M^{me} Thatcher, le lundi 5 mars, dans la résidence de campagne de premier ministre britannique, Chequers, dans l'Oxfordshire, était, il est vrai, particulièrement brève. Et le trajet, relativement long, lui a permis une campagne anglaise, brumeuse comme une photo d'Hamilton, entre la base aérienne de Benson et le manoir où avait lieu l'entretien suivi d'un déjeuner, n'a pas même été mis à profit pour bavarder : si M. Mitterrand a quitté l'aéroport dans une superbe Rolls Royce, M^{me} Thatcher s'est rendue à Chequers dans une « simple » Jaguar.

On ne s'attendait pas, du côté français, que le chef du gouvernement de Londres, qui avait jusqu'à présent manifesté un goût particulier pour la conciliation, se rallier brusquement, à deux semaines du conseil européen de Bruxelles, aux contre-propositions qui lui sont faites. D'autant plus qu'il reste à tenir, avant un nouveau sommet communautaire, une importante réunion des ministres des affaires étrangères des Dix, la semaine prochaine, et que, de l'avis général, cette rencontre pourrait donner des indications, positives ou négatives, sur les chances réelles de dégager un compromis (au moins sur les questions agricoles) à Bruxelles les 19 et 20 mars. Elle sera d'ailleurs suivie d'une sorte de séminaire informel, en soirée, mardi.

Dans ces conditions, la rencontre des Chequers ne pouvait pas (ou pas encore ?) permettre de conclure. M. Roland Dumas, ministre des affaires européennes, a rencontré Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office, pour évoquer les sujets communautaires « hors contentieux ». Il va ensuite rencontrer M. Thorn, président de la Commission, puis se rendre à Bonn et peut-être revenir à Londres avant le conseil européen.

De notre envoyé spécial

Du côté britannique, le porte-parole du premier ministre s'est borné à déclarer que l'atmosphère des entretiens avait été « très bonne des deux points de vue ». M^{me} Thatcher a insisté auprès de M. Mitterrand sur le fait que la récente décision britannique en faveur du nouvel Airbus et du programme Esprit montrait son attachement à l'Europe. On insiste, d'une manière générale, à Londres, sur le fait que la controverse actuelle ne doit en aucune façon être présentée comme une polémique franco-britannique. Voilà au moins un point sur lequel la France et la Grande-Bretagne sont désormais parfaitement d'accord.

Des dossiers circonscrits

L'un des enseignements que M. Mitterrand tire de la série de contacts qu'il a eus, en tant que président en exercice du conseil européen, avec les partenaires de Paris, est que Londres joue désormais à un contre-neuf. Certains « petits » pays de la Communauté, confrontés à leurs propres difficultés, comme l'Irlande ou le Danemark, ou encore ceux de Benelux, qui avaient pu sembler manquer de fermeté dans le rappel des exigences communautaires à la Grande-Bretagne, sont aussi pressés d'aboutir, et donc de voir M^{me} Thatcher accepter un compromis, que la France ou l'Italie.

Le sentiment de Paris, au terme de ces entretiens communautaires,

est que ceux-ci ont, dans l'ensemble, permis de progresser. D'une manière générale, les dossiers sont maintenant circonscrits, les questions précises posées. Il ne s'agit pas, pour M. Mitterrand, de nier la très grande et très complexe imbrication des problèmes, mais d'obtenir que ses interlocuteurs ne s'en servent pas intérieurement pour justifier tous les blocages, ou du moins le perpétuel renvoi au sommet suivant de la recherche concertée d'une solution.

En outre, certaines avancées « techniques » ont pu être enregistrées. Cela semble être, en particulier, le cas dans l'affaire des montants compensatoires, où le chancelier Kohl aurait sensiblement progressé dans la voie des concessions. Une voie ouverte à Airbus par M. Genscher, au cours de son entretien avec M. Cheysson, mais aussitôt refermée, à l'époque, en séance plénière.

Enfin, M. Mitterrand s'est appliqué, y compris à Londres, à convier ses interlocuteurs à leur attachement à l'Europe politique — un attachement que Paris a cessé de mettre systématiquement en doute chez les Britanniques — devant les inciter à ne pas laisser celle-ci s'émietter dans les controverses budgétaires. Il reste — et ce n'est pas la face-à-face de Chequers, si cordiale qu'il ait été, qui aura modifié ce point de vue — que le sommet de Bruxelles ne s'annonce pas comme une partie de plaisir.

BERNARD BRIGOULEUX.

Le pacte de Varsovie précise ses propositions de réduction des dépenses militaires

Un mémorandum du pacte de Varsovie, remis le lundi 5 mars par le ministre des affaires étrangères aux ambassadeurs des pays de l'OTAN à Bucarest, précise et développe les propositions antérieurement formulées par les pays de l'Est pour « un plafonnement et une réduction ultérieure des dépenses militaires des Etats membres du pacte de Varsovie et de l'alliance atlantique ».

Ce texte, publié le mardi 6 mars par l'agence Tass, rappelle que le pacte de Varsovie, à sa conférence au sommet de Prague en janvier

1983, avait proposé d'ouvrir des négociations directes à ce sujet entre les deux systèmes d'alliance ; au cours d'une autre réunion tenue à Moscou le 28 juin, les mêmes pays avaient souligné la conclusion d'un accord plafonnant les dépenses militaires à partir du 1^{er} janvier 1984. La nouvelle démarche maintient les mêmes dispositions en y ajoutant les propositions suivantes :

— Tous les Etats membres des deux alliances décideront au départ d'une « petite réduction symbolique et exceptionnelle » de leur budget militaire ; cette réduction, dont « chaque Etat déterminerait lui-même la valeur », sera maintenue pendant trois ans, ce qui équivaudrait à un gel des budgets pendant cette même période.

— Les Etats membres disposant d'armes nucléaires, c'est-à-dire l'URSS, les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne, consentiront en plus une « réduction exceptionnelle » sur la base d'un « montant global préalablement concerté » et dont la répartition se fera en fonction des PIB respectifs.

Par ailleurs, chaque Etat déciderait de nouvelles réductions de son budget militaire au fur et à mesure de la conclusion d'accords concrets de désarmement, et des plafonds seraient fixés par accord mutuel au-dessous des niveaux actuels de dépenses. Tous les Etats membres des deux alliances participeraient aux négociations, lesquelles seraient préparées par des consultations d'experts visant à en fixer les buts, la date, le lieu et le niveau.

Ces propositions semblent répondre à des initiatives de la Roumanie, qui s'est chargée de les diffuser et insistait depuis plusieurs années sur ce domaine des dépenses militaires (Bucarest demandait notamment en janvier dernier « un gel des budgets militaires et ensuite leur réduction, dans une première étape, de 10 à 15 % »).

Les Occidentaux ont toujours été sceptiques vis-à-vis de telles propositions, le budget militaire soviétique notamment étant considéré comme sous-évalué et de toute manière incontrôlable. Le nouveau mémorandum du pacte de Varsovie reste discret sur la question du contrôle, se bornant à indiquer que les accords éventuels doivent être conclus « de manière que tous les signataires aient la certitude de leur bonne exécution ».

« Les négociations entre l'Argentine et le Chili sur le Beagle se déroulent favorablement ». — On a confirmé ce mardi 6 mars de source officielle à Buenos-Aires et à Santiago que les négociations sur le canal de Beagle — une controverse qui avait mis l'Argentine et le Chili au bord de la guerre — se déroulent très favorablement. Le Vatican est intervenu en 1978 pour offrir ses bons offices et les négociations se poursuivent à Rome entre les deux délégations. — (AFP.)

(Publicité)

Le Comité pour la libération des prisonniers politiques en Algérie communique qu'il organise un MEETING

le VENDREDI 16 MARS 1984, à 20 h 30, à la Mutualité, 24, rue Saint-Victor, 75005 Paris.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY
En un seul lot - Le mardi 13 mars 1984 à 13 h 30
Dans un ensemble immobilier sis à
PAYILLONS-SOUS-BOIS (93)
Avenue du Général-Leclercq n° 1
APPELLEMENT DE 4 PIÈCES
type 4 A, au 4^e étage dans le bti. B - Cave n° 29 au sous-sol
MISE A PRIX : 130.000 FRANCS
S'adr. pr ts renseignements à la SCP SCHMIDT DAVID, avocat à Paris 17^e, 76, av. de Wagram, Tél. : 766-16-69 du lundi au vendredi de 14 h à 16 h exclusivement. Sur lieux pour visiter les 1, 2, 8 et 9 mars 1984 (s'adresser à la gardienne).

Vente s/ surenchère après liquidation de biens, au Palais de Justice à Paris.
Jeudi 22 mars 1984 à 14 h.
Zone industrielle LES MOULLES
USINE THIERS (63) Avenue des Penilliers, compt. : ATELIER
Bureaux, parkings et dépendances s/ terrain de 9.954 m².
MISE A PRIX : 551.100 F. S'adr. M^{re} FABRE
M^{re} MALINVAUD, avocat à Paris (16^e), 1 bis, pl. de l'Alma. Tél. : 723-73-70.
M^{re} GOURDAIN, syndic, 174, boulevard Saint-Germain, Paris (6^e).
M^{re} GUILLEMONAT, syndic, 43, rue de Richelieu.
S.C.P. POUDENX, GRUNSTEIN-NAVARENE, avocats, 39, rue de Valenciennes, Paris (10^e). Tél. : 261-52-32.
A ts avocats près Trib. de gte inst. Paris, Bobigny, Créteil, Nanterre.

Vente au Palais de Justice à CRÉTEIL le jeudi 22 mars 1984 à 9 h 30
Heudicq Les Gravières
SANTENY (94) 24, rue du Général-Leclercq
en cours de construction, s/ sol
8/TERRAIN PAVILLON R.-de-ch. + Comble + Jard. (Surf. totale 808 m²).
M. à Px 150.000 F. S'adr. M^{re} ABADIE
Avocat à Paris, 23, boulevard Henri-IV. Tél. : 272-07-41 avant 17 h.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS
LE JEUDI 15 MARS 1984 à 14 heures, en un seul lot
Dans un ensemble immobilier sis à
PARIS 13^e Av. de Choisy
dans le bti. A7 dit « BERGAME » au 2^e Et. esc. n° 2, 1^{er} pte à dr.
APPELLEMENT DE 3 PIÈCES
comp. entrée, s. de séjour, 2 ch., s. de bains, w.-c., cuis. av. vido-ordures,
placards, dégagements, superficie de 67 mètres carrés environ.
Cave au 5^e sous-sol - Emplacement de parking au 2^e sous-sol.
MISE A PRIX : 160.000 FRANCS
S'adr. pr ts renseignements à la SCP SCHMIDT DAVID, avocat à Paris 17^e - 76, av. de Wagram - Tél. : 766-16-69 du lundi au vendredi entre 14 heures et 16 heures exclusivement. — Sur les lieux pour visiter.

POUR CETTE BUREAU S'ADRESSER :
64, rue de la République
75006 Paris
Tél. : (1) 663-12-06.

Vente après liquidation de biens au Palais de Justice de NANTERRE
le mercredi 14 mars 1984, à 14 h
En un seul lot
UN PAVILLON
éd. s/ vide sans d'ext. r.-de-ch.,
comp. une entrée, séjour, 2 ch.,
cuis. W.C., s. de bain, brand., jardin
et cour ; le tout cad. section U n° 87
pr cont. de 480 m² s/ 22, rue
Charles Deschamps à
BAGNOLET (93)
Occupé
MISE A PRIX : 90.000 FRANCS
S'adr. à M^{re} GUILBERT, avocat
à NANTERRE (92000) - Le Val
lons - 38, square de la Brèche-
aux-Loups. Tél. : 260-48-09.
M^{re} P. OUIZILLE, syndic à Nan-
terre (92000), 72, av. G.-
Clemenceau, An Griffe des Crises
du T.G.I. de Nanterre, Palais de Jus-
tice 177/191, av. Joliot-Curie où le
cahier des ch. est déposé ; s/ h pr vis.

Vente s/ saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS
le jeudi 15 mars 1984 à 14 h, EN UN LOT
UNE PROPRIÉTÉ A USAGE INDUSTRIEL
sise à
AUBERVILLIERS (Seine-Saint-Denis)
67 bis et 69, rue Heurtaut, et 42-44, rue du Port
Cadastré section H n° 88 pour une contenance de 2 ares, 09 ca. - Rue
Heurtaut et section H n° 89 pour une contenance de 31 ares 80 ca. - 67 bis, rue
Heurtaut comprenant : SEPT BATIMENTS A.B.C.D.E.F.G. - 1) BATI-
MENT « A » d'un rez-de-ch. s/terre-plein composé de 3 bureaux au façade de
86 m² dégageant 20 m² de bureaux, w.-c. et lavabo 5 m² - 2) BATI-
MENT « B » d'un rez-de-ch. s/terre-plein et d'un étage partiel, vaste hall de
694 m², plusieurs bureaux de 49 m², w.-c., lavabo, cabine de douches 10 m², sani-
taires, magasin en mezzanine 360 m², bureaux 27 m² et cuisine 10 m², w.-c. et
dégagement 10 m² - 3) BATIMENT « C » rez-de-ch. s/terre-plein ; 2 halls à
usage de magasin (indépendants de 317 m² et 296 m²) - 4) BATIMENT « D »
rez-de-ch. s/terre-plein, 2 halls à usage de magasin communautaires entre
eux par baie libre de 234 m² et 184 m² - 5) BATIMENT « E » rez-de-ch.
s/terre-plein un hall à usage de magasin de 52 m² - 6) BATIMENT « F » rez-
de-ch. s/terre-plein un hall à usage de magasin de 132 m² - 7) BATI-
MENT « G » rez-de-ch. s/terre-plein un hall à usage de magasin de 132 m²,
diest, force et lumière, eau de ville et assainissement, chauffage dans les bu-
reaux par radiateurs à circuit d'eau chaude (générateur à mazout) téléphone :
installation intérieure.
MISE A PRIX : 800.000 FRANCS
S'adresser à : 1) M^{re} Huguette AMBROISE-JOUVION, Avocat à la Cour de
PARIS, 160, rue de la Pompe à PARIS, 75016 - Tél. : 727-32-39 (-) dépo-
sitaire d'une copie de l'enchère - 2) Maître Antoine CHEVRIER administrateur
Syndic près les Tribunaux de PARIS, 16, rue de l'Abbé-de-l'Épée à PARIS,
75003 - 3) Au greffe des Crises du Trib. de Gde Inst. de PARIS, au Palais de
Just., à PARIS où le cahier des charges est déposé. 4) A tous Avocats exerçant
près les Trib. de Gde Inst. de PARIS, CRÉTEIL, NANTERRE et BOBIGNY.

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE
au PALAIS DE JUSTICE (91)
le MARDI 13 MARS 1984 à 14 h
UN APPARTEMENT
VECCAVE s/ sol
AUX OILS (Seine)
Bâtiment « Les Champs Léo »
Rte. A, rez-de-ch. s/ terre-plein
MISE A PRIX : 50.000 FRANCS
consign. préalable indisp. pr enchère.
Reas. : M^{re} TRUILLON et AUBOUIN,
avoc. s/ sol, 4, bd de l'Europe à EVRY,
tel. 079-39-45.

Vente s/ saisie, immob. Palais Justice Paris,
le JEUDI 15 MARS, à 14 h.
STUDIO PARIS 13^e
Av. Ch. Fauriol, S. de B. WC
Balcon de 6 m² : du bti. A avec
CAVE. S'achète en sous-sol.
46 T. DUNOIS BAUDOUIN
MISE A PRIX : 75.000 F
S'adr. M^{re} BISE
184, av. Victor-Hugo, A ts avocats
pr Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny,
Créteil et Nanterre.

A « L'HEURE DE VÉRITÉ » D'ANTENNE 2

M. Giscard d'Estaing : répondre aux aspirations de deux Français sur trois

En réponse aux premières questions des téléspectateurs de « l'heure de vérité », dont il était, lundi soir 5 mars, l'invité sur Antenne 2, M. Valéry Giscard d'Estaing a tenu à préciser : « Je ne suis pas venu parler du sort de la France se préparant à son avenir. (...) Je dirais même, le présent, cela n'est pas tellement mon rôle. Je ne suis pas actuellement engagé dans la vie politique quotidienne. (...) La rôle que je souhaite jouer, c'est au fond celui qu'exerce la publication de mon livre 2 Français sur 3 (...), c'est aider ces deux Français sur trois à obtenir ce qu'ils veulent obtenir. (...) Je serai candidat aux élections législatives dans le Puy-de-Dôme, à leur échéance normale.

Avoir été, être à nouveau

Parler du passé, M. Giscard d'Estaing n'y tient pas, s'il s'agit de tout dissocier les raisons personnelles d'un échec. Parler du présent, l'ancien président de la République juge que c'est n'est pas seulement son rôle. Parler de l'avenir, voici son ambition. Ambition qu'il a traduite dans le livre qu'il vient de publier sous forme d'un projet pour « le futur de la France ». Ce livre, qui a le mérite de réunir, en quatorze chapitres, les éléments de la réflexion à voix haute à laquelle s'est livré, au cours de ces trois dernières années, M. Giscard d'Estaing, servira dorénavant de fil conducteur à ses interventions. Cela à des cas, en partie, lors de son intervention télévisée lundi soir sur Antenne 2. En partie seulement. Car, en dépit du souhait qu'il a exprimé à deux reprises, l'ancien chef de l'Etat ne peut échapper au passé ni à l'actualité. Et ce pour plusieurs raisons.

M. Giscard d'Estaing a un passé de président de la République auquel il ne peut se soustraire. D'autant moins qu'au cours de son septennat, il s'est efforcé de mettre en œuvre un projet qui ressemble fort à celui qu'il propose aujourd'hui. Les Français sont en droit de choisir comme référence sept années d'exercice du pouvoir afin de mieux juger de ses capacités pour l'avenir.

Ce passé, M. Giscard d'Estaing ne cherche pas, aussi systématiquement qu'il le prétend, à le gommer. Il l'appelle à son secours lorsqu'il le sert, en politique internationale notamment. Il l'utilise pour mieux mettre en valeur sa dimension d'homme d'Etat et se plaît depuis quelques jours à multiplier les confidences sur ses rencontres avec les « grands de ce monde ».

Pour le présent, l'ancien chef de l'Etat, qui a toujours marqué une préférence pour l'audiovisuel comme moyen de communication, sait bien qu'il ne peut pas, dans ces conditions, échapper aux commentaires de l'actualité immédiate. Il s'est efforcé, à Antenne 2, d'éviter les sollicitations de ses interlocuteurs en rejetant leurs questions au panier de la « politique politicienne ». Sa non-participation à la manifestation de Versailles ? « Politique politicienne ». La phénoménologie Le Pen ? « Politique politicienne » et « mythe politique ». M. Giscard d'Estaing consent pourtant - il ne s'agit plus alors de « politique politicienne » - à envisager sa présence à une éventuelle manifestation en faveur de l'enseignement privé dans le Puy-de-Dôme. De la même manière, il recevra M. Le Pen, à sa demande.

« Je ne suis pas dans l'actualité », affirme-t-il. Il est pourtant bien présent, depuis trois ans, dans les débats internes de l'opposition, participe au bureau politique de l'UDF et continue d'exprimer sa préférence pour deux « listes associées » de l'opposition - plutôt qu'une liste unique - aux élections européennes.

S'il veut servir ses idées pour l'avenir, M. Giscard d'Estaing n'en reconnaît pas moins qu'il ne peut pas « planer dans la stratosphère ». Il considère depuis longtemps que M. François Mitterrand n'a pas été élu essentiellement sur son programme. Dans le choix des électeurs, la part de l'image du candidat et du ton qu'il adopte est, à ses yeux, déterminante. Cette image-là se dessine jour après jour, au présent.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

D'ici là, je me déterminerai en fonction de ce qui pourra être utile. » Interrogé par Alain Duhamel sur la manifestation de Versailles en faveur de la liberté de l'enseignement, l'ancien président de la République, après avoir exprimé le souhait de ne pas débattre de « politique politicienne », a manifesté son « étonnement » au sujet des déclarations de M. Pierre Mauroy affirmant que la paix sociale paraissait être à portée de la main (lire page 10).

L'ancien chef de l'Etat a affirmé qu'il soutiendra la liste unique de l'opposition aux élections européennes puisque telle est la décision prise par les partis politiques. Il a remarqué cependant que d'autres solutions auraient été possibles, comme celle des « deux listes associées avec un chapeau commun et des thèmes communs ». Il a ajouté : « Je pense qu'il ne faut pas donner aux électeurs et aux élites de l'opposition le choix entre le fait de se disputer et le fait de ne pas pouvoir choisir. Il faut qu'ils puissent choisir dans l'union, qu'ils puissent exprimer une certaine préférence, de façon à couvrir un secteur plus large de l'opinion publique. Si l'opposition se réfère sur elle-même, si elle traite ses problèmes internes, elle ne peut pas s'élargir. (...) L'objectif de l'opposition organisée, c'est non seulement de rassembler ceux qui sont déjà pour elle, mais c'est encore plus de s'ouvrir à ceux qui peuvent y venir. »

Avant de répondre à une question sur le « phénomène Le Pen », M. Giscard d'Estaing a insisté à nouveau : « Je souhaite qu'on parle de l'avenir. Toute cette myopie politique ne sert pas la cause de la France. (...) Il faut affirmer : « Sous mon septennat, il n'y avait pas d'extrême droite. L'apparition de l'extrême droite dans la vie politique française est la conséquence de la manière dont certains problèmes ont été traités depuis 1981 (...). La montée de l'extrême droite rend service à l'actuel pouvoir (...). On s'en sert comme repoussoir pour caractériser l'opposition. »

L'ancien président de la République a accueilli de recevoir M. Le Pen. « Il faut considérer, a-t-il dit, que les électeurs qui votent actuellement pour l'extrême droite sont des électeurs de l'opposition. [Celle-ci] doit tenir compte des problèmes ou de ce que veulent dire [ces] électeurs. »

M. Giscard d'Estaing a expliqué sa mauvaise position dans les sondages en déclarant : « Je ne cherche pas à faire ce qu'il faut pour [y] figurer (...). Je ne suis pas dans l'actualité. J'ai travaillé, j'ai écrit, j'ai réfléchi, ce n'est pas quelque chose qui fait monter les sondages, mais peut-être qu'après cela la

réflexion, elle, fera monter les sondages. » Il a précisé qu'il attache beaucoup plus d'importance « à l'affection des Français et des Françaises » et « qu'il n'est pas à la recherche du pouvoir ».

L'ancien chef de l'Etat a jugé que « le gouvernement, à l'heure actuelle, entraîne la France dans une direction qui est une impasse ». « C'est, dit-il, une direction qui consiste à ressusciter de vieilles querelles ou à utiliser de vieilles recettes » (...), avant d'ajouter : « Moi, ma recherche est de dire ceci : si vous regardez les Français et les Françaises, si vous les écoutez, ils sont de plus en plus nombreux à vouloir la même chose (...) Puisqu'ils ont des aspirations communes (...), il faut que la politique leur apporte une réponse commune. Et, puisqu'ils sont deux ou trois à vouloir la même chose, l'objectif de la politique, c'est de leur apporter les choses que veulent deux Français sur trois. (...) Il a considéré que cet objectif n'est pas « électoral », mais correspond à un « changement de méthode politique ». « Cela consiste, a-t-il dit, à faire une autre démarche [qui ne part pas] d'idéologies ou de positions initiales purement et simplement antagonistes. »

M. Giscard d'Estaing a jugé que, comme « nous sommes maintenant entrés dans une économie diversifiée plus souple, la social-démocratie n'apporte pas de réponse », et qu'il ne cherche plus que dans la direction du libéralisme.

La France « s'est retournée dans son lit »

Interrogé par Serge July (Libération) sur son échec de 1981, M. Giscard d'Estaing a affirmé qu'il n'avait pas eu le sentiment d'être personnellement rejeté, mais plutôt « blessé » par l'« injustice » de la sanction qui l'avait frappé alors qu'il avait « essayé de faire ce qu'il croyait bon pour la France pendant une période qui était difficile. (...) Il a comparé la France de 1981 à une maladie : « Elle ne se sentait pas à l'aise, elle était malheureuse, elle voulait sortir de la crise, elle ne savait pas comment en sortir, elle s'est retournée dans son lit et, à ce moment-là, on ne s'occupe pas de savoir qui on dérange ou qui on écrase. »

M. Giscard d'Estaing a expliqué pourquoi il ne pouvait être absent de la scène politique : « La présence contemporaine, c'est l'image, c'est l'audiovisuel. (...) C'est très important d'être [mais son livre ne] sera lu au mieux [que] par 0,25 % des Français (...). Mon rôle est de servir certaines idées. Ces idées sont les idées de l'opposition. Je ne suis pas quelqu'un qui plane dans la stratosphère. »

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES sur papier Ifford Cibachrome ou sur film ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS 12^e ☎ 347.21.32

OISE

OXFORD INTERVIEW SCHOOL OF ENGLISH

Anglais par le British Council

22 rue Théophile Gautier 75005 Paris 12^e ☎ 347.21.32

Paris, tel. 01 34 71 34 71

L'ANGLAIS EN ANGLETERRE

Catégorie - L'anglais :
• matin : 15 h de cours par semaine - groupes de 8 élèves maximum - professeurs britanniques.
• après-midi : tennis, équitation, golf, natation, voile, planche à voile.

SCIENCE & VIE

Et si l'on gagnait au Loto ?

Jeu de hasard, le Loto ? Pas tout à fait. Découvrez dans Science & Vie les règles mathématiques auxquelles obéissent les petites boules de la fortune.

Également dans ce numéro :

- Europe : nos modes de vie au banc d'essai.
- SIDA : des nouvelles découvertes.
- Espace : le retour du moteur atomique.

En vente partout 12 F.

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES
Le retrait des « deux Faure » : dans l'attente d'un rebondissement

Il était prévisible que le projet d'installer entre la majorité et l'opposition des passerelles destinées à être les fondations d'un mouvement de centre gauche se heurterait aux obstacles de la bipolarisation. Ni l'opposition ni le Parti socialiste ne veulent laisser ainsi grignoter les franges de leur électorat au bénéfice d'un pôle imprévisible pouvant servir, le cas échéant, d'appoint au camp adverse.

Ce n'est cependant pas ce motif qui est le plus déterminant dans les nœuds que connaît l'initiative prise le 19 décembre par MM. Edgar Faure et Maurice Faure. Que ce soit à droite ou à gauche, les responsables politiques ne se sont pas acharnés à la faille de l'opération : ils se sont contentés d'être sceptiques.

« L'obstacle du dilemme de politique intérieure majoritaire-opposition » n'est qu'un des motifs du renoncement des « deux Faure » à « poursuivre actuellement » leur projet de constitution d'une liste aux élections européennes. Les deux hommes se sont heurtés, aussi, à des querelles de chapelle et à des questions de personnes. Placés en première ligne, l'un et l'autre avaient déjà effectué un petit pas en arrière en faisant savoir qu'ils ne se réserveraient que les cinquième et sixième places sur la liste. Leur décision, prise sans en informer ceux qui les avaient rejoints, est un constat d'échec. M. Georges Berthoin, seule personnalité qu'en commun ils avaient invitée à prendre la tête de la liste, ne fait pas l'unanimité. Ce dernier n'est pourtant pas décidé à renoncer. Comme il s'y était engagé, M. Berthoin poursuit ses consultations avant de rendre publique sa décision.

Il n'empêche que, pour M. Edgar Faure, « le processus était mal engagé » dès lors que des réticences

aussi fortes se manifestaient sur le nom de M. Berthoin, à commencer chez les radicaux de gauche. Il faut dire aussi que l'ancien président du conseil s'est vu prêter les intentions les plus machiavéliques tout au long de la dernière période. Notamment celle de négocier sa place sur la liste de M^{me} Veil, ce qu'il conteste formellement : « Je n'ai jamais rien demandé, si je l'avais demandée, je l'aurais eue. »

Constatant que « le ridicule nous montait aux chevilles », M. Maurice Faure espère que « le jeu de tourniquet va cesser » et que « les plus jeunes prendront la relève ».

Compromis mais pas abandonné, le projet continue d'avoir la faveur de M. Jean-Michel Baylet, président du MRG, qui s'est engagé à « tout faire pour favoriser la constitution » d'une liste.

M. Brice Lalonde voit dans la décision « individuelle » des « deux Faure » la démonstration qu'« on ne peut pas compter sur les politiques ». N'excluant pas un rebondissement « possible », l'ancien candidat écologiste à la présidence de la République met en garde le MRG : « Une question qu'il impose sa loi. »

Le retrait des « deux Faure » est-il susceptible de « débloquer la situation », comme l'espère M. Thierry Jeantet, porte-parole du MRG ? Les radicaux de gauche se voient toujours offrir par le PS la solution de faire liste commune. M. Eric Hintermann (PS), président de l'Amicale sociale-démocrate, qui assistait samedi 3 mars au colloque européen organisé par le MRG, est là pour le rappeler : « L'échec des deux Faure (...) montre que le PS doit couvrir tout l'espace entre le PCF et la droite pour garder sa vocation majoritaire. »

A. Ch.

L'ÉLECTION MUNICIPALE D'ETAMPES
Les raisons d'un échec de l'opposition selon M. Jean Colin, sénateur de l'Essonne

M. Jean Colin, sénateur centriste de l'Essonne, qui regrette que l'opposition n'ait pas réussi à conquérir la mairie d'Etampes à l'occasion de l'élection municipale partielle du 4 mars, nous a adressé la lettre suivante :

(...) Il est vrai que l'engagement de l'opposition fournit l'explication de son échec et, par excès de confiance, on a joué une partie de poker qui ne pouvait qu'être perdue.

L'entretien d'excellentes relations avec la quasi-totalité des membres du RPR du département. L'entretien par contre des relations détestables avec l'actuel-majior imposé par Paris, dont l'outrecuidance le dispute à une sereine incompréhension (...).

Trop c'est trop et à multiplier difficultés et erreurs, on finit par perdre. C'est bien ce qui s'est produit à Etampes.

Il ne faudrait pas pour autant y voir un retournement d'une ten-

dance nationale qui continue à s'affirmer au fil des dimanches, jusqu'à emporter La Seyne-sur-Mer et Draguignan.

Mais à vouloir que tous ces succès ne soient que des succès RPR, ce mouvement prend des risques. Une meilleure compréhension et un peu de considération envers des alliés, dont l'on avait cherché à éliminer quelques éléments de la liste d'Etampes, auraient créé un meilleur climat.

A trop vouloir imposer son unique volonté, ici comme au conseil général, où la présidence RPR a entraîné un véritable noyautage, le RPR en fait trop et n'entraîne pas l'adhésion de ceux qui pourraient l'aider.

Tant d'absentéismes à Etampes, ce n'est pas sans raison. Etampes a été sacrifiée aux ambitions d'un jeune loup qui ne faisait pas le poids...

M. MITTERRAND
A L'HOTEL DE VILLE DE PARIS
POUR UNE EXPOSITION
POMPIDOU

M. François Mitterrand inaugurera le jeudi 5 avril à l'Hôtel de Ville de Paris une exposition en hommage à Georges Pompidou, organisée sur l'initiative de M. Jacques Chirac, pour célébrer le dixième anniversaire de la mort de l'ancien président de la République survenue le 2 avril 1974.

Devant le Conseil de Paris, réuni lundi 5 mars, M. Chirac a présenté aussi les grandes lignes des cérémonies prévues le 25 août qui célébreront le quarantième anniversaire de la Libération de Paris. Une prise d'armes aura lieu sur la place de l'Hôtel-de-Ville suivie d'un spectacle audiovisuel.

LES VERTS
ONT DÉSIGNÉ
LEURS QUATRE « ÉLIGIBLES »

(De notre correspondant.)

Orléans. - Un mois après l'assemblée de Clichy, qui avait marqué la fusion des deux mouvements « verts », les écologistes ont réuni à Orléans, les 3 et 4 mars, le conseil national de la nouvelle formation, réunion consacrée à la préparation des élections européennes. Sur l'ensemble des candidats à ces élections élus soit par l'assemblée de Clichy (dix-sept), soit, depuis lors, par les organisations régionales (cinquante), un premier groupe de quatre personnes a été désigné en vue d'occuper les sièges que les écologistes obtiendraient à l'Assemblée européenne s'ils recueillaient plus de 5 % des voix.

Ce sont M^{me} Solange Fernex et M. Jean Brière (ex-Verts parti), MM. Didier Anger et Yves Cochet (ex-Verts confédération).

Deux autres groupes de huit personnes ont été désignés pour occuper les places suivantes. L'ordre de présentation, au sein de chacun de ces trois groupes, sera fixé lors de la prochaine réunion du conseil national, les 24 et 25 mars. Les soixante et un sièges seront, aussi, répartis lors de cette réunion.

Les Verts ont levé le voile sur le programme qu'ils ont l'intention de développer lors de ces élections. Quatre priorités : une Europe de l'environnement ; une Europe de l'économie, où serait repensé le partage des revenus et solidaire avec le tiers-monde ; une Europe indépendante des blocs et dénucléarisée. Enfin, les Verts entendent plaider pour « les régions unies d'Europe », face « à l'Europe des marchands et des technocrates ». « La prééminence des Etats-nations est un frein au développement des régions de l'Europe », estiment-ils.

R. G.



POLITIQUE

La France au péril des corporatismes

(Suite de la première page.)

• L'absence également d'une scène unique de négociations où pourraient se rencontrer les différents partenaires sociaux. De ce point de vue, Grenelle est à la fois un mythe et une exception. Ce qui est également frappant, dans le cas de la France, c'est la persistance dans l'organisation de certaines professions d'un corporatisme hérité de Vichy (les médecins et les architectes, par exemple), voire beaucoup plus ancien (les agriculteurs). C'est donc, pour être tout à fait précis, de corporatisme sectoriel qu'il faudrait parler.

— Pour prendre un autre exemple souvent invoqué, qu'en est-il de l'Autriche, où le premier ministre se trouvait récemment, au moment même où les deux pays étaient confrontés à la crise des transports routiers ?

— L'Autriche est un des modèles qui ont servi à la construction du néo-corporatisme. Par néo-corporatisme, on entend une médiation entre les intérêts antagonistes, mais puissamment organisés, et l'appareil d'Etat, qui se tiendrait dans une position d'arbitre plutôt que de pourvoyeur.

• Au fond, c'est la stabilité du système social-démocrate en Autriche qui a, peu à peu, conduit à la constitution de ce type de relations. Si l'on veut faire image, on dirait que le néo-corporatisme c'est tout simplement l'accord des partenaires pour se partager un gâteau dont on sait qu'il ne s'épuisera pas.

— Revenons-en à la France et à ses transporteurs routiers : quelles réflexions vous a inspirées l'observation de ces conflits récents ?

— D'abord, c'est un conflit auquel on ne s'attendait pas. Ensuite, son ampleur et son aspect spectaculaire en font l'un des événements politiques majeurs de ce début d'année. Les longues files de camions

barrant les autoroutes sont des images que la télévision a filmées à satiété.

• Sur le conflit lui-même, les observateurs sont encore étonnés par sa complexité. On y trouve des patrons, des patrons qui roulent et des routiers qui ne sont pas patrons ; trois catégories d'acteurs sont apparues à l'opinion publique comme relativement soudées, alors que, au fond, leurs intérêts sont divergents. C'est le premier aspect.

• Le second, c'est à la fois l'incapacité et la surenchère syndicales. L'incapacité, on l'a bien vue lorsque les routiers de Maurienne se sont dotés d'un « représentant » des inorganisés ; l'incapacité aussi à discipliner les troupes. De manière plus générale, cette incapacité que l'on avait déjà vue dans l'affaire Talbot est le tendon d'Achille des syndicats.

• Surenchère : on a eu l'impression accablée aux demandes syndicales, les syndicats en proposaient d'autres, que l'on entendait, parfois, pour la première fois. Le gouvernement a certainement été désemparé, hésitant entre la négociation rapide et la fermeté.

• La négociation s'est engagée, elle continue. La rapidité avec laquelle des problèmes anciens et très divers ont été réglés est, à la fois, un élément d'apaisement et de solution du conflit ; c'est en même temps un exemple que d'autres professions vont être tentées de suivre puisque, apparemment, ça marche si bien...

Les paradoxes de l'agriculture

— Et les agriculteurs ? Par leur comportement, ils donnent souvent l'impression d'être les champions d'un corporatisme puissant, parfois au mépris de l'ordre public ou des contraintes économiques...

— Il est vrai que les agriculteurs font souvent la « une » de l'actualité économique et politique. A la fois parce qu'ils revendiquent, avec violence souvent, pour le maintien de leurs revenus auprès du gouvernement français et parce qu'ils mettent en cause la politique agricole commune. C'est-à-dire quelque chose qui, aux yeux des autres Français, apparaît comme lointain et abstrait.

• Mais il existe une sorte de corporatisme de la profession agricole qui a eu des effets bénéfiques pour la modernisation de l'agriculture. D'abord, une unité syndicale (que M. Debatisse se plaît à rappeler), qui a permis à la profession de parler d'une seule voix face aux pouvoirs publics. Ensuite, une tradition de négociations avec la haute fonction publique, pour laquelle le terme de cogestion convient bien. C'est donc l'accord des agriculteurs eux-mêmes à accepter un certain changement, l'accord des hauts fonctionnaires à discuter d'égal à égal avec le syndicat, qui a été à la base de la réussite de la modernisation dans le monde rural.

• Cela ne met pas fin aux conflits. De même que les conflits ne mettent pas fin à ce système particulier de médiation. Mais, encore une fois, il faut revenir à la crise : la modernisation des campagnes s'est faite à partir des années 50, dans une période de prospérité. Aujourd'hui, les paysans, comme les autres travailleurs, subissent la crise. Ils réagissent quelquefois en fonction de vieilles traditions. Souvent — c'est le cas de la mise en cause de la politique agricole commune — on a l'impression qu'ils sont persuadés de leur propre impuissance.

— Quant aux fonctionnaires, n'incarnent-ils pas, dans une certaine mesure, par certains comportements, la présence des corporatismes dans les rouages mêmes de l'Etat ?

— Oui, dans les rouages mêmes de l'Etat. Au fond, ici, c'est l'Etat lui-même qui organise ses propres corporatismes. Contrairement à ce qui se passe avec d'autres professions, il n'y a pas un adversaire désigné. Les fonctionnaires eux-mêmes ont dû mal à séparer l'Etat qu'ils servent et l'Etat-patron. Jusqu'à présent, la politique conventionnelle a permis de régler, bon an mal an, la plupart des problèmes de revenus.

• Le corporatisme est souvent aussi ce qui permet de maintenir les privilèges. On vient de voir les enseignants de rang magistral, des professeurs du supérieur, déferer, par l'intermédiaire des députés, la loi de réforme de l'enseignement supérieur devant le Conseil constitutionnel,

parce qu'ils refusaient d'être élus dans les conseils d'université par l'ensemble du personnel enseignant. Ils tiennent à conserver leur représentation propre et, bien entendu, tous les privilèges qui l'accompagnent.

• Sur le plan juridique, et compte tenu de la législation existante, le Conseil constitutionnel, qui leur a donné raison, ne pouvait certes pas prendre d'autre décision. Mais l'existence de cette législation elle-même est bien la meilleure preuve de la ténacité des corporatismes.

Le choc de la modernisation

— Au total, restructurer, moderniser industrie et agriculture, réformer certains circuits économiques, tout cela peut-il se faire sans heurter une pléiade de corporatismes ?

— Non. Et c'est là le problème : les corporatismes surgissent dès lors qu'il y a question de moderniser ou de restructurer, et donc de mettre en cause des avantages acquis ou des privilèges. On peut donc penser que le défi auquel doit faire face ce gouvernement, ou tout autre gouvernement qui voudrait entreprendre une telle tâche, excède ses capacités.

• Revenons un peu en arrière : les « trente glorieuses », c'est-à-dire la période de croissance économique que la France a connue à partir des années 50 ont été en même temps une période d'intense restructuration et de modernisation. Cela ne s'est pas fait sans drames ni sans conflits. Mais cela s'est fait. Bien sûr, il y avait la perspective de la croissance économique, perspective qui fait cruellement défaut aujourd'hui.

• Mais il y avait autre chose : on pourrait appeler ça le pilotage de la machine. Ce pilotage, c'est-à-dire cette mise en forme de projets et cette harmonisation des divers intérêts, a été essentiellement le fait de la haute fonction publique, de la technocratie. C'est au nom d'un projet moderniste dynamique que cette technocratie d'Etat a joué son rôle de mise en cohérence. Elle l'a fait de deux manières. D'une part, au sein des commissions de modernisation du Plan, quand la planification était

une « ardente obligation », elle a réussi à mettre en contact et à faire dialoguer les forces vives de la nation.

• D'autre part, cette technocratie d'Etat a conquis les appareils politiques. Elle a, à la fois, politisé l'administration et fonctionnarisé la politique, comme l'a dit le professeur Quermont. Et c'est cette stratégie de l'ensemble, bien rôlée par le corps social et les syndicats, qui a assuré le succès de la modernisation de l'appareil économique français.

• Ajoutons que les faiblesses pour compte de la croissance pouvaient, d'une certaine manière, se récupérer en faisant appel à l'Etat-providence. Et c'est un fait que le gaullisme a été une période de très forte croissance des dépenses sociales.

• Le paysage est bien différent aujourd'hui. L'Etat-providence est en crise. Et il s'agit, pour le gouvernement, de rogner sur les dépenses sociales. Ensuite, ce corporatisme sectoriel à la française est lui-même facteur d'inflation. Chaque groupe professionnel veut obtenir autant que le voisin et, par le jeu de l'échelle de perroquet, le compromis auquel on aboutit est un compromis inflationniste.

• Enfin, il ne semble pas que la haute fonction publique joue actuellement le même rôle que dans les années 60. Le projet socialiste, dans sa substance, c'est justement de restaurer la prééminence du politique sur l'administratif. La régulation ne peut donc être assurée par la haute fonction publique.

Crise de la représentation

— On parle de plus en plus d'une crise de la représentation politique. L'existence des corporatismes peut-elle être rapprochée de ce phénomène ?

— On vient de voir que la substance du projet socialiste est de remettre la politique aux postes de commande. C'est tout le sens, par exemple, de la réforme de décentralisation engagée par le ministre Defferre. Au fond, le socialisme veut renouer avec une participation plus active des citoyens à la chose publique. Et il tente de le faire en rappro-

chant la décision des administrés. Donc, le socialisme, c'est, dans une tradition très III^e République, le triomphe de la représentation politique. On a pourtant l'impression que ce triomphe reste tout théorique. On n'a jamais autant parlé de la crise de la représentation politique. Ainsi, l'une des « tables rondes » du récent congrès de l'Association française des sciences politiques était consacrée aux « modalités anciennes et nouvelles de la représentation ».

• Cette crise a plusieurs aspects. Face au processus classique de l'élection, on trouve toujours des groupes sociaux qui se réclament d'une démocratie directe. Le développement de la vie associative, dont on a tant parlé ces dernières années, illustre assez bien cette volonté de non-médiation dans la prise de décision.

• Mais il y a un autre facteur, que l'on pourrait appeler le post-matérialisme, c'est-à-dire une vie sans représentation. Les mouvements « alternatifs » en Allemagne, les mouvements extra-parlementaires, comme celui des pacifistes, mettent en cause la culture politique des sociétés occidentales, qui est fondée sur le principe de représentation. Cette caractéristique « romantique » dans la vie sociale n'est peut-être pas nouvelle. Elle est peut-être simplement l'indice que les nouveaux problèmes, qui se posent dans les domaines de la santé, des loisirs, l'ensemble de ce qu'on appelle la qualité de la vie, sont mal pris en compte par les partis politiques.

• Ce qui menace le système représentatif lui-même, c'est donc, à mon avis, plus l'incapacité des partis à traduire des aspirations nouvelles que le corporatisme.

• La situation française a ceci de particulier que la représentation fonctionnelle des intérêts professionnels à la fois concurrence la représentation politique et ne parvient pas à trouver un terrain d'entente institutionnellement défini avec elle. Si cette contradiction se poursuit, alors la crise de la représentation politique risque bien de déboucher sur une crise de la démocratie.

Propos recueillis par MICHEL KAJMAN.

(Publicité)

vivre ensemble
avec nos différences

Nous sommes inquiets de la montée du racisme désignant tout particulièrement les communautés immigrées à la vindicte publique. Faut-il rappeler la série de meurtres de l'été dernier, qui venaient à la suite de nombreux autres, les campagnes haineuses par voie d'affiches et de tracts, l'exploitation politique de difficultés communes à toutes et à tous sur la base d'arguments fallacieux.

Nous sommes convaincus qu'il n'existe d'autre issue, sinon l'affrontement violent et généralisé, que de vivre ensemble dans la connaissance et le respect mutuels de nos différences. La France au fil des siècles a su accueillir de nouveaux arrivants qui sont aujourd'hui nos ancêtres, et, au nom de la plus élémentaire justice, il doit en être de même aujourd'hui.

Nous appelons à organiser des Assises contre le racisme sur le thème « Vivre ensemble avec nos différences ». Ces Assises, d'ici à mars prochain, réuniront successivement, aux niveaux local et national, des hommes et des femmes, des organisations et des familles de pensée de tous horizons, qui porteront témoignage et réfléchiront ensemble avec leur sensibilité propre et au travers de leurs expériences.

Ainsi, nous ferons en sorte tous ensemble que l'histoire de ce pays continue dans un pluralisme fécond, sous le signe des idéaux républicains.

PREMIERS SIGNATAIRES DE L'APPEL POUR LES ASSISES NATIONALES

Jy AMADY, Association générale des travailleurs sénégalais en France (AGTSF). Gustave ANSART, député. Eduardo APARICIO, Fédération des Associations espagnoles émigrées en France (FAEEF). Pierre BAUBY, Jean-Michel BAYLET, député. Guy BEART, artiste. Simone de BEAUVOIR, écrivain. Zine-El-Abidine BENTABED, « Connaître l'Islam ». Général Jacques de BOLLARDIERE. Gilbert BONNEMAISON, député. Claude BOURDET, journaliste. Pierre BOURDIEU, professeur. Jean BRIANE, député. Jacques CHABAN-DELMAS, député-maire de Bordeaux. Yves CHAUSSIGNAND, syndicaliste. Saint CHERGUIL, Amicale des Algériens en Europe. Jean-Pierre CHEVALIER, CNIN-Etudes Tsiganes. Marie-José et Paul-Henry CHOMBAROT de LAUWE, chercheurs. C. COSTA-GAVRAS, cinéaste. André COSTES, prêtre, Commission épiscopale des migrants. Mejid DABOUSSI Amar, « Sans frontières ». Jean DANIEL, journaliste. Georges DAVEZAC, Ligue française de l'enseignement et éducation permanente. Jacques DELAPORTE, évêque, Commission épiscopale des migrants. Christian DELORME, prêtre. Bernard DEROSIER, Fédération nationale Léo-Lagrange. Geneviève DOMENACH-CHICH, Fédération nationale Léo-Lagrange. Michel ECHAU-BARD, Ligue des Droits de l'Homme. Pierre EMMANUEL, de l'Académie française. Claire ETCHERELLI, écrivain. Tewfik FARES, réalisateur de télévision. Philippe FARINE, conseiller de Paris. Michel de la FOUR-NIERE, conseiller général. Jean-Paul FUCHS, député. Jeanne GALLAND, syndicaliste. Jacques GALTIER, pasteur, Fédération protestante de France. Diamantino GALVAO, Association des originaires du Portugal (AOP). Françoise GASPARD, député. Gérard GAUME, syndicaliste. Pierre GERY, cinéaste. Roger GICQUEL, journaliste. Jean-Pierre GOURMELON, Union française des centres de vacances et de loisirs (UFCV). F. GREMOND, Inter-service migrants. François GREMY, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP). Roger HANIN, acteur. Guy HERBULT, évêque de Corbeil. Jean-François HORY, député. Marcel HOUEL, député-maire de Vénissieux. Georges HOURDIN, journaliste. Albert JACQUARD, généticien. Adil JAZOUILI, Comité pour le développement des droits civiques des immigrés. Jean-Paul JEAN, syndicaliste. Pierre JOXE, député. Joseph KITICKI-KOUAMBA, Fédération des travailleurs africains en France (FETAF). Alain KRIVINE, député. André LAJOINIE, député. Bernard LANGLOIS, journaliste. Georges LAZZARINO, adjoint au maire de Marseille. Charles LEDERMAN, sénateur. Marie LEJEUNE, Hommes et migrations. Gérard LEMAN, Pax Christi. Albert LEVY, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP). Jean-Pierre LUCAS, Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMEA). Gérard LYON-CAEN, professeur de droit. Alain MAHE, Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC). Jean MAIRE, Comité de liaison pour l'alphabetisation et la promotion (CLAP). Henri MALBERG, conseiller de Paris. Jacqueline MARCHAND, Union nationaliste. Bruno LE MASSON, Fédération nationale des malades, infirmes et paralysés (FNIMP). Jean-Luc MATHIEU, Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer (ANT). Jacques MAURY, pasteur, Fédération protestante de France. Albert MEMMI, écrivain. Samia MESSAOUDI, Radio-Beur. Théodore MONOD, membre de l'Institut. René MOUSTARD, Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT). Madame NOEMA, Fédération internationale des femmes d'outre-mer (FIFOM). Robert PASTUGLIA, Association pour l'enseignement des français aux travailleurs immigrés (AEFTI). José PENTOSCROPE, Centre d'information, de formation, d'insertion, de réinsertion, recherche et développement pour les originaux d'outre-mer (CIFORDOM). Antonio FEROTTI, Centre d'information et d'études des migrations (CIEM). Gilles PERRAULT, écrivain. Rodolphe PESCE, député. Louis PETITTI, avocat. Michel PICCOLI, comédien. René PIQUET, député européen. Paul POLI, Ligue française de l'enseignement et l'éducation permanente. Abdelkader RAHMANI, collègue international du tiers-monde. Madeline REBERIOUX, historienne. Dominique RIVIERE, Fédération des associations réunionnaises. Rassemblement de l'émigration réunionnaise (RAR-RER). Jules ROY, écrivain. Georges SARRE, député. Yves SAUDMONT, maire de Nanterre. Catherine SAUVAGE, chanteuse. Frank SERUSCLAT, sénateur. Olivier STIRN, député-maire de Viry. Pierre SUDREAU, maire de Blois. Pierre TOULAT, prêtre. Joseph TRILLES, Fédération nationale des foyers ruraux. Victor VASARELY, plasticien. Claude VILLERS, producteur radio. Marcel VIOT, Confédération syndicale des familles (CSF). Gérard de WANGEN, France terre d'asile. Georges WOLINSKI, dessinateur. Joseph WRESINSKI, ATD quart-monde. Bernard ZEHRFUSS, architecte, membre de l'Institut. Adrien ZELLER, député. Abdallah ZNIBER, Association des travailleurs marocains en France (ATMF).

Assises
Nationales contre le racisme

17-18 MARS 1984 - MAISON DE L'UNESCO, PARIS

Signatures, renseignements, invitations, soutiens financiers : VIVRE ENSEMBLE AVEC NOS DIFFERENCES, 89, rue Oberkampf, 75011 PARIS. Téléphone : (1) 806-88-00 ou 806-88-33.

UN COLLOQUE DU PS SUR « L'EXTRÊME DROITE ET SES CONNIVENCES »

« Maintenant, en France, on parle de génocide à propos de la Révolution de 1789 ! »

Après avoir donné l'impression d'être déconcertés par la poussée de l'extrême droite, traduite dans les récentes élections par la progression du Front national, les socialistes commencent à réagir. Ils le font d'abord sur le terrain, en participant aux manifestations de la gauche et de l'extrême gauche qui suscitent, désormais, comme samedi soir à Compiègne, les visites de M. Jean-Marie Le Pen en province. Ils veulent aussi le faire dans leurs cercles de réflexion. En ce sens, le colloque sur « L'extrême droite et ses connivences », organisé samedi 3 et dimanche matin 4 mars, à Paris, par l'ISER (Institut socialiste d'études et de recherches) et le PS, marque, peut-être, le début d'une contre-offensive idéologique.

Les débats, animés par plusieurs dirigeants socialistes mais aussi par des universitaires, des chercheurs et des journalistes extérieurs au parti, ont largement débordé les thèmes initialement fixés (1). Au-delà des échanges analytiques et informatifs sur le fonds historique de l'extrême droite française, ses visages d'aujourd'hui, ses nouvelles filières, les sources communes aux extrémistes et aux autoritarismes modernes, plusieurs intervenants ont riposté sur le fond à l'argumentaire idéologique utilisée contre la gauche, mais aussi par l'opposition parlementaire.

M. Zeev Sternhell, professeur à l'université de Princeton (Texas), a notamment contesté au Club de l'Horloge le droit d'utiliser ses travaux sur l'idéologie fasciste en France au début du siècle pour essayer d'accrocher l'équation « socialisme = fascisme » sous prétexte que Jacques Doriot fut dirigeant du Parti communiste avant de fonder le Parti

populaire français (PPF), que Marcel Déat fut longtemps considéré comme l'un des successeurs de Léon Blum avant de devenir national-socialiste ou que Mussolini était militant socialiste avant de fonder le Parti fasciste italien (2). En réponse à cette thèse, soutenue également par M. Le Pen, M. Sternhell a souligné que ces références historiques à des dissidences survinrent dans le mouvement socialiste et faussent délibérément l'histoire dans la mesure où historiquement la voie fasciste s'oppose autant au libéralisme qu'au socialisme. Il a également estimé qu'on assiste actuellement, en France, à un « phénomène de réhabilitation » des valeurs d'extrême droite, qui va jusqu'à « réhabiliter les vaincus » de la deuxième guerre mondiale et même ceux de la Révolution française de 1789 : « Maintenant, en France, on parle de génocide à propos de la Révolution de 1789 ! On peut imaginer que Robert Brasillach a été condamné à mort pour ses idées politiques. On ne dit plus qu'il a été condamné après avoir été accusé d'avoir porté l'uniforme allemand sur le front de l'Est. A force de confondre délibérément socialisme et fascisme, de mettre les collaborateurs et les résistants dans le même panier, on en arrive à de graves ambiguïtés. »

M. Max Gallo a souligné, dans le même sens, l'existence d'une « école révisionniste du catholicisme de la Révolution française ».

A propos des « nouveaux économistes », qui fournissent des munitions à l'opposition en s'inspirant des ultra-libéraux « réaganien », M. Roger Frydman, professeur d'économie, a noté que ces thèses à la mode n'avaient été, jusqu'à présent, appliquées que sous des régimes

autoritaires, notamment au Chili et en Argentine, sans succès. Il en a conclu que la principale ambiguïté de ce néo-libéralisme tient au fait qu'« il n'est pas exclu que des régimes forts soient nécessaires pour imposer la liberté des échanges » qu'il préconise, et que l'apologie du marché libre faite par cette nouvelle école d'économie risque de s'engendrer, au bout du compte, qu'une « légitimation de la coercition ».

En conclusion des débats, dimanche après-midi, M. Lionel Jospin a ajouté que, au moment où l'opposition soutient que le socialisme économique se traduit nécessairement par l'oppression politique, « il est important, en effet, de dire aujourd'hui que le libéralisme économique peut très bien s'accompagner de la dictature politique ». « La liberté est revendiquée par la droite quand elle s'identifie aux privilèges, et elle est jugée dangereuse quand elle signifie libération », a souligné le premier secrétaire du PS. M. Jospin a estimé qu'« un des éléments fondamentaux de la connivence entre la droite et l'extrême droite tient dans la mort idéologique du gaullisme. C'est, à beaucoup d'égards, l'œuvre d'un homme comme Jacques Chirac, qui se caractérise par son profond opportunisme, plus, sans doute, que par des convictions affirmées », a-t-il précisé.

Plusieurs des quelque cinq cents auditeurs ayant regretté que le gouvernement et la majorité ne soient pas plus offensifs face à l'extrême droite, M. Jospin a affirmé que la gauche doit « mener une bataille d'idées risquée » sans verser toutefois dans les « boursoffures » et les « amalgames ». Pour sa part, le premier secrétaire du PS ne pense pas, par exemple, que « le Front national, en tant que tel, puisse être caracté-

risé, du moins en ce moment, comme un mouvement fasciste. » « Mais il faut montrer, ajoute-t-il, qu'il y a un risque réel de voir se développer en France une droite extrémiste. » M. Jospin a dénoncé, au passage, la thèse de certains courants de l'opposition selon laquelle il serait préférable pour la droite de composer avec l'extrême droite, puisque certaines convergences existent, plutôt que de la marginaliser au risque de la voir se radicaliser. Pour M. Jospin, « un furoncle est préférable à l'infection idéologique ».

(1) Ce colloque « été animé, successivement, par MM. Jean Prost, président de l'ISER, membre du secrétariat du PS; Zeev Sternhell, professeur; M. Marie-José Chombart de Lauwe, chargée de recherche au CNRS; MM. Jean-Pierre Rioux, professeur; Gérard Delfau, membre du secrétariat national du PS; Pierre Taguieff, chargé de recherche; M. Véronique Brocard, journaliste à Libération; MM. Alain Rollat et Edwy Plenel, journalistes au Monde; Philippe Farine, membre du comité directeur du PS; Michel de La Fournière, membre du secrétariat national du PS; Jacques Tarnier, chercheur; M. Colette Ysmal, directrice de l'ISER; MM. Roger Frydman, Dominique Colas, professeurs; Pierre Dommergues, écrivain.

(2) Thème développé notamment lors d'un colloque du Club de l'Horloge en novembre 1983.

RECTIFICATIF. — Le PSU souhaite la présence, sur sa liste, pour les élections européennes, de « militants du mouvement de paix indépendants du PCF », et non — comme nous l'avons imprimé par erreur dans nos éditions du 6 mars — du « Mouvement de la paix » (qui, lui, est lié au Parti communiste).

Le Conseil de Paris fixe à 9 % la hausse des impôts locaux

Les Parisiens paieront en 1984 des impôts locaux majorés de 9 %. Ainsi en ont décidé les élus au cours de la séance du Conseil de Paris du lundi 5 mars.

Cette hausse, a expliqué en substance M. Alain Juppé, adjoint au maire chargé des finances, résulte d'une double opération. D'abord, le Parlement a augmenté de 12 % les bases de calcul des taxes d'habitation et des taxes foncières, qui toutes deux frappent les ménages. En revanche, le taux de la taxe professionnelle, prélevée sur les entreprises, n'a pas changé.

Ces mesures auraient pu engendrer une forte augmentation des impôts locaux payés par les familles de la capitale. Or M. Jacques Chirac s'était engagé, à plusieurs reprises, à ne pas accroître la pression fiscale, pourtant modérée, qui pèse sur ses administrés. Pour compenser l'effet des décisions nationales, la Ville va donc jouer sur le seul paramètre dont elle soit maîtresse : le vote des impôts locaux. Elle a décidé de baisser uniformément de 2,7 % les taux de la taxe d'habitation, de la taxe foncière, mais aussi de la taxe professionnelle. Pour 1984, ces taux s'établiront donc respectivement à 10,04 %, 6,06 % et 11,13 %.

Leur application produira tout de même un excédent de 113 millions de francs sur les recettes qui avaient été précédemment escomptées. M. Juppé a indiqué que ce bonus serait affecté à des investissements (grosses réparations et travaux de voirie aux alentours du Palais omnisports de Bercy).

Le principe de cette plus-value et son affectation ont été critiqués par l'opposition municipale. « Rendu donc aux Parisiens ces 113 millions », a demandé M. Daniel Bennesays, au nom du groupe socialiste. « Il vous suffit d'abaisser encore de 2 % le taux des taxes : vous allégeriez d'autant la pression fiscale. » « Si vous ne les rendez pas », a ajouté de son côté M. Christiane Schwartzbard, au nom du groupe communiste, affectez-les au moins aux équipements de quartiers de l'Est parisien, qui en ont bien besoin. « Les socialistes, qui réclament sans cesse l'augmentation des dépenses de la Ville et son endettement, a remarqué aussitôt M. Chirac, sont devenus soudain, pour des raisons tactiques, les champions de la baisse de la pression fiscale. J'avoue que les bras m'en tombent. » Quant à M. Juppé, il a expliqué que l'endettement d'aujourd'hui entraînerait ipso facto la hausse des impôts de demain. Mais, pour avoir mis en doute la compétence financière de M. Georges Sarre, président du groupe socialiste, il s'est attiré de la part de celui-ci une menace de « poing sur la figure », qui a déclen-

ché un joli tumulte dans l'enceinte et ce commentaire ironique du maire : « C'est très vilain ce que vous venez de dire, M. Sarre. »

La majorité des conseillers (les socialistes et les communistes votant contre) ont ensuite adopté une délibération organisant l'attribution des logements réservés à la Ville. Théoriquement, depuis le vote de la loi créant les conseils d'arrondissement de Paris, les logements sont attribués moitié par M. Chirac, moitié par les vingt maires d'arrondissement. Or, a expliqué M. Jean Tiberi, premier adjoint au maire, ce système est très rigide ; il ne permet pas de faire face aux urgences et à certains besoins particuliers ; surtout, il aboutit à priver les arrondissements où l'on construit fort peu de logements sociaux de toute attribution future. Il faut donc l'assouplir.

Au nom des socialistes, M. Alain Hubert a estimé que cette proposition tendait, en réalité, à réserver à l'Hôtel de Ville le maximum d'attributions et à priver les maires d'arrondissement de tout pouvoir en la matière.

« Une fois de plus, a-t-il lancé à M. Chirac, vous interprétez la loi PLM de manière restrictive. Votre texte est centralisateur ; nous sommes absolument contre. »

Enfin, le Conseil, en formation de Conseil général, a voté le budget de fonctionnement du département de Paris. Celui-ci se monte pour 1984 à plus de 5 milliards de francs. Conformément à la loi de décentralisation, Paris prend désormais à sa charge la quasi-totalité de l'action sanitaire et sociale ; en contrepartie, le département dispose de nouvelles ressources : le produit de la vignette auto (celle-ci augmentera de 6 % à Paris en 1984), et celui des droits de mutation.

« Nous accueillons cette autonomie avec faveur », a dit M. Chirac, mais les moyens qui nous sont donnés ne sont pas en rapport avec nos nouvelles charges. Les droits de mutation, par exemple, sont d'un rapport très inégal selon les années. Ce sont donc les impôts locaux qui devront rétablir l'équilibre. Dans ces conditions, la décentralisation est une mise en scène, dont les collectivités locales risquent d'être les victimes. »

M. Georges Sarre s'est insurgé contre cette interprétation : « Le budget du département de Paris est la traduction des réformes les plus profondes de notre système administratif, et il est tout à fait faux de dire que Paris sera perdant dans l'opération : les charges qui lui sont transférées atteignent 310 millions et les recettes 318 millions de francs. Le département devra donc verser à l'Etat 308 millions de trop perçu. Devant l'ampleur du travail qui est en train de s'accomplir, vos coups de lance sont dérisoires. »

MARC AMBROISE-RENDU.

M. Braibant quitte le cabinet de M. Fiterman

Le deuxième personnage du ministère des transports, M. Guy Braibant, abandonne ses fonctions de chargé de mission auprès de M. Charles Fiterman. Le Journal officiel du 6 mars précise que c'est « sur sa demande » qu'il a mis fin à ses fonctions.

M. Braibant va momentanément occuper la présidence de la délégation française au conseil des ministres des transports de la Communauté européenne, cette fonction étant, pour M. Fiterman, incompatible avec celle de président du conseil des ministres des transports de la Communauté qui est la sienne depuis le 1^{er} janvier, et pour six mois. Après quoi, M. Braibant, conseiller d'Etat, pourrait réintégrer son corps d'origine.

Ce départ est inattendu. Présent depuis le premier jour au côté de M. Fiterman, M. Braibant était, en effet, considéré comme le principal conseiller du ministre et, dans une large mesure, l'inspirateur de sa politique. La présence, qui plaçait son nom en tête de la liste des membres du cabinet, n'était pas le seul signe de son importance. M. Braibant était un rouage capital du ministère. Il y a deux ans, un député de l'opposition, M. François d'Aubert (UDF, Mayenne) en avait même fait l'homme « qui coordonne l'action des ministres communistes » au gouvernement. M. Fiterman avait

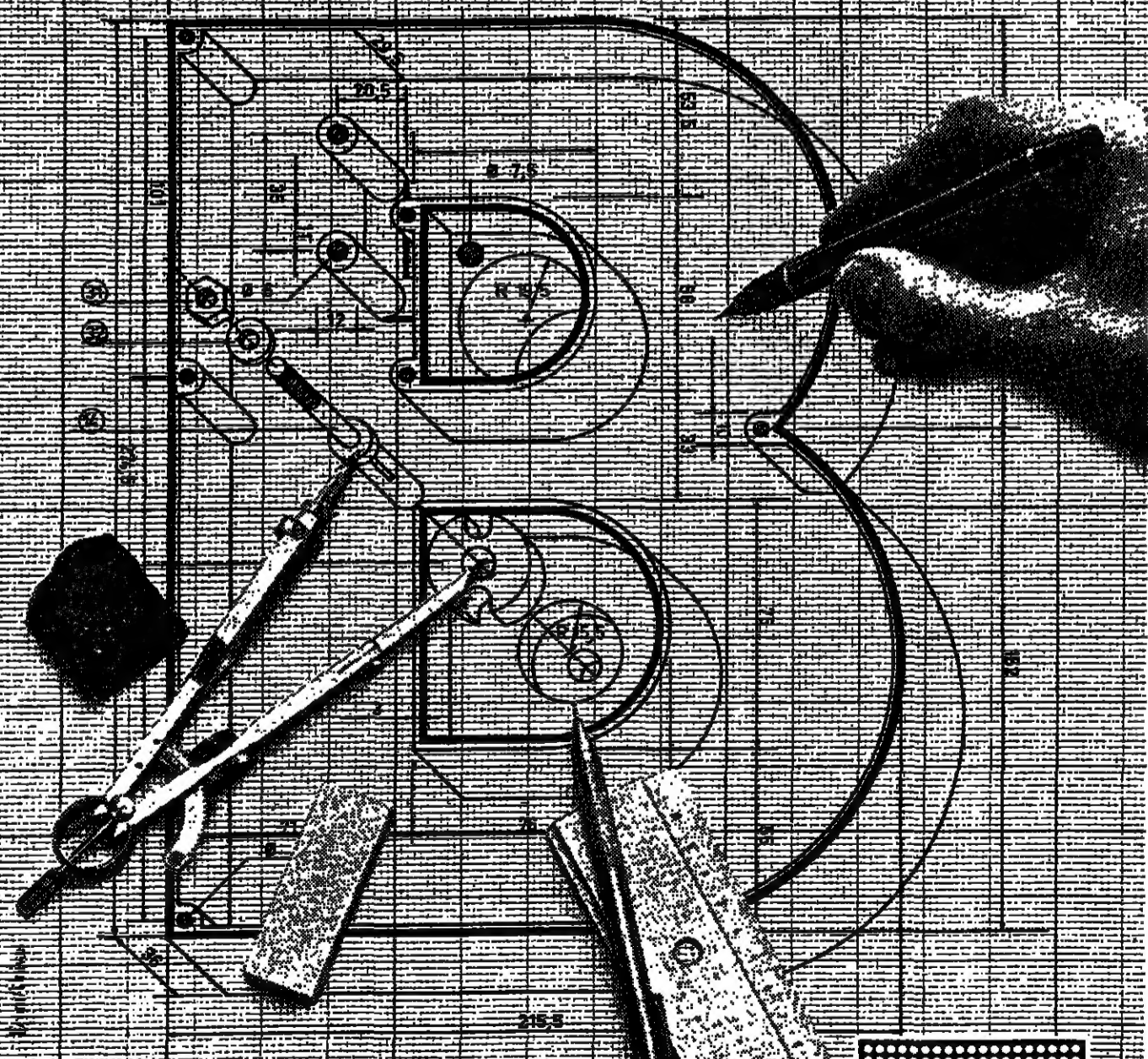
opposé « le démenti le plus formel » à cette assertion.

Il y a quelque temps, des rumeurs avaient fait état de dissensions entre le ministre et son chargé de mission quant à leurs conceptions respectives de la politique des transports. La fonction confiée à M. Braibant pour les prochains mois inclinerait à penser qu'il n'en était rien. Il apparaît, d'autre part, que la présence de ce spécialiste réputé du droit administratif était devenue moins nécessaire au ministère des transports, maintenant que la plupart des textes découlant de la loi d'orientation ont été, sinon publiés, du moins élaborés.

En même temps que le départ de M. Braibant, le Journal officiel annonce la nomination, au cabinet de M. Fiterman, de M. Daniel Debatisse, en qualité de conseiller auprès du ministre chargé des affaires internationales et européennes.

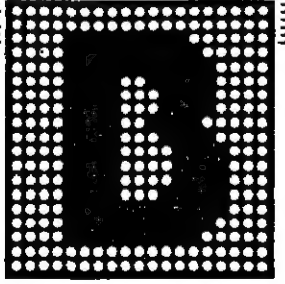
[Né le 23 avril 1940 à Tours (Indre-et-Loire), M. Daniel Debatisse est diplômé d'études supérieures de sciences économiques. Il a été, de 1973 à 1977, administrateur principal au secrétariat général de l'Assemblée européenne. Membre du centre d'études et de recherches sur les entreprises multinationales au CNRS, il a participé à l'élaboration du 9^e Plan au sein de la commission de stratégie internationale de la France, après avoir collaboré à la commission de réforme de la planification.]

CREATEURS D'ENTREPRISES. REALISONS VOS PROJETS.



Un financement original BNP destiné aux Créateurs d'Entreprises industrielles ou prestataires de services à l'industrie. La création d'entreprise est un facteur vital de l'avenir économique. La BNP propose déjà une gamme étendue de crédits et de services pour répondre à ce besoin. Elle la complète aujourd'hui par le prêt aux créateurs. Ce prêt est accordé sans garantie personnelle, car la BNP sait faire confiance. La BNP va plus loin que l'étude des problèmes de financement en aidant le créateur dans ses démarches pour mener à bien son projet. La BNP investit dans l'imagination. Réalisons ensemble vos projets.

BNP. LA BANQUE EST NOTRE METIER.



S i e f t u é a i t e v s m i s, l c a n e r e z - o s ?

DEAD ZONE

Le Monde

société

Le Pays basque enterre ses morts

Dider Laffitte, le militant de l'organisation basque française Iparréarrak fut le 1^{er} mars par la police à Bayonne, devait être enterré mardi 6 mars à Saint-Jean-de-Luz. Lundi avait eu lieu, à Hendaye, les obsèques de Jean-Pierre Leiba, assassiné à la suite d'une méprise le jeudi précédent, alors qu'il se trouvait en compagnie de trois séparatistes basques espagnols vivant en France.

Les menaces qui pèsent des deux côtés de la frontière sur ces séparatistes reposent la question

de leur statut juridique. La France doit-elle les considérer comme des réfugiés politiques ? La réponse est généralement négative. Depuis le retour de la démocratie en Espagne, seuls huit d'entre eux bénéficient encore de ce statut. Mais deux cents demandes sont actuellement pendantes devant la commission de recours des réfugiés, qui, comme le Conseil d'Etat, devra bientôt se prononcer sur cette question, diplomatiquement délicate.

Hendaye à l'heure du contre-terrorisme

De notre correspondant

Bayonne. — Après l'assassinat de Jean-Pierre Leiba, le 1^{er} mars, la tension reste vive à Hendaye. La mort de ce garçon, discret, un peu dépressif, fils de cheminot, s'ajoute à l'assassinat de cinq réfugiés basques de quatre mois et l'enlèvement de deux autres habitants de la ville frontalière.

La position d'Hendaye sur la rive droite de la Bidassoa offre de multiples avantages aux tueurs à gages. D'abord, elle permet aux auteurs de ces crimes de passer immédiatement en territoire espagnol. Quand l'alerte est donnée, ils sont déjà à l'abri. Ensuite, l'important trafic de voyageurs et de marchandises — 50 % des échanges entre la péninsule et la CEE transitent par Hendaye — et le nombre élevé des travailleurs frontaliers (un millier environ) font que ces commandos sont difficilement repérables. Enfin, la composition de la population hendayaise, constituée de fonctionnaires (douanes, police, chemins) et de nombreux émigrés basques espagnols, permet d'y placer de nombreux informateurs plus ou moins efficaces.

C'est ainsi que fonctionne le GAL espagnol (Groupe anti-terroriste de libération). Dans les deux arrestations opérées à ce jour — Pedro Sanchez, un ancien légionnaire domicilié à Biarritz, interpellé le 4 décembre 1983 par la police française, et Daniel Fernandez, arrêté à Irun (Espagne) après l'assassinat de Jean-Pierre Leiba — on a affaire à des complices chargés de recueillir des informations sur la vie des réfugiés basques.

Fiasco

Ces renseignements seraient ensuite transmis à des commandos, peut-être même au GAL, en Espagne. Ainsi Sanchez était en possession de nombreux documents émanant de la police espagnole et du numéro de téléphone d'un responsable de la brigade anti-terroriste de Bilbao. Il ne reste plus, alors, qu'à décider de la cible et du jour pour agir et à envoyer des tueurs qui sont d'authentiques professionnels, les six morts des quatre derniers mois le prouvent.

La tâche a été accomplie, le 1^{er} mars, par Mariano Moraleda, ancien militaire ayant déjà eu affaire avec la justice espagnole. L'informateur du commando serait Daniel Fernandez, trente ans, vivant à Irun et

passant tous les jours la frontière basque espagnole pour venir travailler à la Coopérative de manutention ou travailler Jean-Pierre Leiba. Une entreprise créée par les transitaires d'Hendaye pour le transport des camions ou des trains et qui emploie quatre-vingt-dix techniciens dont une quinzaine de réfugiés politiques basques.

Selon ses collègues, Fernandez serait un militant d'extrême droite. Ces derniers mois, il s'intéressait de près à ses collègues réfugiés et avait essayé d'obtenir de la direction l'adresse de leur domicile. Il lui suffisait de consulter la liste affichée à la porte des vestiaires pour connaître leur heure d'arrivée pour le lendemain. Ce qu'il aurait fait, selon des témoins, la veille de l'attentat.

Autre fait troublant : un des employés de la coopérative, demeurant de l'autre côté de la frontière, affirme avoir été convoqué, il y a deux mois, au commissariat d'Irun où on lui aurait proposé de l'argent en échange d'informations.

Reste la question de l'appartenance ou non des quatre détenus au GAL : ils auraient revendiqué lors de leur arrestation, mais le vice-président du gouvernement espagnol, M. Alfonso Guerra, pense qu'il s'agit d'une vaine entreprise, selon lui, n'en ayant pas l'habitude. Un correspondant anonyme, s'adressant à plusieurs organes de presse espagnols, aurait nié leur affiliation à cette organisation mystérieuse. Mais en Pays basque, on estime que ce reniement est dû au fiasco de l'opération. Le tueur aurait confondu Leiba avec un des trois réfugiés basques qui l'accompagnaient et le commando a été arrêté par la police espagnole.

PHILIPPE ETCHEVERRY.

UN SYNDICAT MINORITAIRE APPELLE LES DOUANIERS ITALIENS DU TUNNEL DU MONT-BLANC A UNE GRÈVE DES HEURES SUPPLÉMENTAIRES

De nouvelles difficultés sont à prévoir, à partir du mardi 6 mars, pour le franchissement de la frontière franco-italienne au tunnel du Mont-Blanc. Mécontent du projet de loi accablant les formalités de passage, un des syndicats de douaniers italiens, le DIRSTAT, appelle, en effet, ses adhérents à une grève des heures supplémentaires du 6 au 9 mars, puis à une grève totale le 10 mars. Il reproche au gouvernement italien le non-respect de ses engagements, approuvés lors du conseil des ministres du 15 février, à propos des hausses de salaires et des conditions de travail.

Le DIRSTAT est un syndicat minoritaire parmi les agents des douanes transalpines. La principale organisation professionnelle, la SALFI, a annoncé qu'elle ne s'associerait pas au mouvement. Des perturbations sont toutefois à craindre dans la circulation transfrontalière.

ERRATUM. — Une ligne omise nous a fait commettre une erreur involontaire dans l'article consacré au trentième anniversaire de l'appel de l'abbé Pierre (*Le Monde* du 1^{er} mars). Il a été imprimé : « L'abbé Pierre Groux... » Il fallait lire : « L'abbé Pierre, de son vrai nom Henri Groux... » Rappelons que le fondateur d'Emmaüs a choisi ce surnom parmi la dizaine de pseudonymes qu'il a dû utiliser pendant la Résistance.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en maison.

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

cours avec applications en français

Documentation gratuite : EDITIONS DISQUES BBC 8, rue de Berni - 75008 Paris

184 ORDINATEURS PANORAMA

Printemps 84

L'ORDINATEUR INDIVIDUEL

n° 57 - 22 F. chez votre marchand de journaux.

L'AVENIR DE L'ENSEIGNEMENT PRIVE

LES NEGOCIATIONS PROGRESSENT

Au lendemain de la manifestation organisée, le 4 mars, à Versailles, par le Comité national de l'enseignement catholique, il se confirme qu'un déblocage est intervenu entre le gouvernement et les négociateurs de l'école privée. Après les déclarations conciliantes du cardinal Lustiger, la semaine dernière, on en verra pour preuve les propos tenus par le premier ministre pour lequel « la paix scolaire n'est pas un rêve ».

M. Alain Savary, lui-même, a déclaré, le lundi 5 mars, à l'AFP, que les négociations sur l'enseignement privé avaient progressé. Il a notamment précisé que, sur sa proposition d'établissement d'intérêt public (EIP), il y avait « une chance raisonnable d'accord ». M. Savary a ajouté qu'il rendrait compte de ces discussions au gouvernement la semaine prochaine et que celui-ci arrêterait alors sa position. Le premier ministre a, de son côté, annoncé que le sujet pourrait figurer à l'ordre du jour du conseil des ministres du 14 mars.

De son côté, M. André Laignel, député socialiste de l'Indre et président de la commission parlementaire sur la laïcité, a affirmé que « toute concession nouvelle du gouvernement s'appellerait une reddition ». Pour lui, « les tenants de la laïcité ont déjà donné. On ne peut demander à sens unique aux laïques de reculer sur leurs convictions fondamentales, lesquelles nous n'avons jamais remis en cause cette liberté essentielle qu'est la liberté de l'enseignement ».

A LA RENTRÉE 1984

Des expériences d'assouplissement de la carte scolaire seront tentées dans cinq académies

La carte scolaire pourrait être assouplie dès la rentrée prochaine. Cette mesure, actuellement préparée au ministère de l'Éducation nationale, concerne plusieurs zones expérimentales, dans cinq académies : Rennes (villes de Rennes et de Saint-Malo), Lille (villes de Lille et de Hazebrouck), Lyon, Dijon et Limoges. L'assouplissement projeté s'appliquera aux écoles élémentaires et à l'entrée en classe de sixième des collèges.

La carte scolaire, en vigueur uniquement dans l'enseignement public, oblige les parents à inscrire leur enfant dans un établissement déterminé par leur lieu de résidence. Elle fixe, d'autre part, les conditions d'ouverture et de fermeture des classes ou des sections en fonction de la population à scolariser.

La mesure d'assouplissement de la carte scolaire pour le secteur public et son extension aux établissements privés sous contrat figuraient dans les propositions de M. Alain Savary de décembre 1982, mais n'avaient pas été reprises dans les dernières propositions du ministre, publiées le 12 janvier 1984. Depuis,

M. Mauroy : il y a récupération du mouvement par la droite bonapartiste

M. Pierre Mauroy, qui était, lundi soir 5 mars, l'invité de l'émission « Face au public » de Franco-Inter, a réaffirmé que le gouvernement recherche un compromis avec les responsables de l'enseignement privé sur les quatre points en discussion (*Le Monde* des 3 et 6 mars). Le premier ministre a notamment souligné qu'il n'est « pas question d'intervenir dans le contenu pédagogique des écoles privées » et que pour régler la question du personnel enseignant du secteur privé, il suffirait d'appliquer aux maîtres auxiliaires des établissements sous contrats d'association la loi Le Pors sur les agents contractuels de la fonction publique, qui prévoit une titularisation après trois ans renouvelables une fois. Il a précisé que le gouvernement va essayer de « régler » l'ensemble du « problème » (...) dans les dix jours qui viennent.

M. Mauroy a également répliqué aux commentaires de l'opposition sur les projets du gouvernement : « Quand j'entends M. Chirac qualifier l'école publique et laïque d'école socialo-communiste, je suis ému qu'on puisse porter des jugements aussi lapidaires. Présenter comme cela le problème de l'école, c'est manifestement vouloir lui donner une connotation partisans. Il y a récupération du mouvement par la

droite bonapartiste (...). On exige la liberté ! Mais le problème de la liberté de l'enseignement ne se pose pas ! Il n'y a pas d'école derrière les barreaux ! (...) Je crois en conscience qu'il existe un point d'équilibre. Ce point, il faut essayer de le chercher ensemble. Si cela n'apparaît pas possible, je crois que le gouvernement devra alors prendre ses responsabilités, le plus près possible des uns et des autres ».

Interrogé sur l'éventualité de la mise en place d'« un grand service public, unifié et laïque de l'éducation nationale » (la quarante-deuxième des cent dix propositions de M. Mitterrand en 1981), M. Mauroy a répondu qu'il s'agit là d'« une perspective dans laquelle il faut s'inscrire » et que, pour le moment, « nous sommes à une étape ». « Si déjà il y avait un pas en avant des uns vers les autres, ce serait considérable, a-t-il souligné. Il appartient à d'autres générations de faire d'autres pas si elles le désirent ».

M. CHIRAC DOUTE QU'UN ACCORD INTERVIENNE

M. Chirac doute qu'un accord puisse intervenir entre le gouvernement et les responsables de l'école privée. Il l'a dit, lundi 5 mars, aux membres de l'Association des journalistes régionaux en poste à Paris. Le président du RPR a notamment déclaré : « Si un accord intervient, ce sera pour nous sous bénéfice d'inventaire. Si l'essentiel est sauvegardé, nous pourrions nous y associer, mais si l'essentiel est mis en cause, même si la hiérarchie catholique a donné son accord, nous serions contre (...). Le groupe RPR de l'Assemblée nationale votera en fonction de son jugement sur cet accord et non pas sur le fait qu'il y a un accord entre M^{rs} Lustiger et les pouvoirs publics ».

M. Chirac a expliqué que l'opposition défend l'enseignement privé « parce qu'elle considère qu'il s'agit d'une liberté ». « Elle n'a pas le monopole de cette défense, a-t-il dit, mais c'est quand même elle qui vote les crédits pour les écoles libres, dans les municipalités, les collectivités locales et au Parlement ».

Selon le président du RPR, la manifestation de Versailles a servi à faire passer « un message politique qui n'est pas le message politique de l'opposition, mais celui d'une majorité de gens qui ont voulu dire au gouvernement : « Attention, ras-le-bol, faites-vous la paix sur nos libertés ! »

M. GISCARD D'ESTAING : un débat complètement artificiel

Invité de « L'heure de vérité » d'Antenne 2, lundi soir 5 mars, M. Valéry Giscard d'Estaing a estimé que « le débat actuel sur les rapports entre l'enseignement public et l'enseignement privé est complètement artificiel, complètement inutile et entièrement suscité par le pouvoir ».

« A l'heure actuelle, le véritable effort auquel le gouvernement devrait se consacrer, c'est l'amélioration du service public de l'éducation », a dit l'ancien chef de l'Etat. C'est cela que les parents lui demandent. Pourquoi déployer tant d'énergie à s'occuper de quelque chose qui marche à peu près [l'enseignement privé] et pourquoi ne pas s'occuper davantage de quelque chose qui devrait être amélioré : le service public de l'enseignement ? »

Pôques/Eté

Angleterre ou Allemagne

5^e à Terminale, séjour

Immersion

eurolangues

261.53.35

(Publicité)

Avec ou sans Bac

devenez Informaticien

en préparant le

B.P. INFORMATIQUE

La nouvelle Brevet Professionnel Informatique vous permettra de réussir sereinement votre carrière de Cadre dans les métiers de l'informatique.

C'est un diplôme d'Etat qui vous préparera tranquillement chez vous en 15 mois environ, avec le niveau CAP ou R.E.P. minimum, aucune connaissance informatique n'est nécessaire au départ. De plus, vous profiterez de notre garantie étude et pourrez suivre, en option, des stages pratiques sur ordinateur dans les principales villes de France.

Brochure gratuite n° N3497 à l'P.I.G., Organisme Privé, 92270 Bois-Colombes, inscriptions toute l'année.

Pôques/Eté

Angleterre ou Allemagne

5^e à Terminale, stage

Intensif

express

eurolangues

261.53.35

.ET ZIIP BERLITZ.

Pour apprendre une langue.

Et ZIIP. Les vacances commencent bien chez BERLITZ. Pour apprendre une langue étrangère, des cours semi-particuliers de 2 à 4 semaines au rythme de 3 heures par jour.

Des cours dont les prix vous font aimer les langues étrangères.

3 et 4 élèves 1425 F TTC*

Alors, n'attendez pas pour faire ZIIP dans une de nos écoles.

* Par élève et par semaine. (Matériel en supplément)

BOULOGNE: 60.15.70. CHAMPS-ÉLYSÉES: 120.41.80. LA DÉFENSE: 173.61.10. NATION: 371.13.34. OPÉRA: 742.13.39. PANTHÉON: 633.98.77. SAINT-LAZARE: 322.22.33. SAINT-GERMAIN-EN-LAYE: 973.75.00. VERSAILLES: 950.08.70.

Pôques

Angleterre ou Allemagne

stage

Intensif bac

eurolangues

261.53.35

FAITS DIVERS

L'illusion perdue

Béchar Zeghoda est un de ces beaux vedettes de la deuxième génération immigrée, seuls capables, désormais, de contenir la dérive des plus jeunes. Rares sont ceux qui, nés comme lui il y a quelques vingt ans dans les bidonvilles de la région parisienne, sont inscrits, aujourd'hui, en troisième année de licence de sciences économiques. Cette réussite scolaire et universitaire lui donne autorité et prestige dans les cités de transit de Nanterre, Pont-de-Bazouges ou Gutenberg, où il est l'un des rares interlocuteurs reconnus des pouvoirs publics.

Cet été encore, il organisait un camp de vacances pour une quinzaine de jeunes chez les militaires du Jura et du Var, et les cadres de l'armée salueaient alors son sens des responsabilités, et son absence de démagogie (le Monde du 28 juillet 1983). Il n'hésitait pas, en effet, à renvoyer chez lui un stagiaire indiscipliné et ses « coups de gueule », dans ce groupe difficile, valaient bien ceux dont on crédite ordinairement les adjoints. Il se voulait responsable au point de reprocher au gouvernement d'avoir régularisé la situation des immigrés clandestins.

Une seule inquiétude pourtant, est née chez Béchar : quel avenir, après les vacances, pour ces jeunes maghrébins qu'on a délaissés, du coin des HLM par les vendeurs de drogue ? Quelles stages d'insertion pour ces jeunes délinquants potentiels ? Béchar, animateur bénévole un peu comme les pasteurs noirs des années 60 aux Etats-Unis, ont pu être des leaders spontanés.

Pour n'avoir eu affaire avec la police qu'une fois après un chantage d'écouter sans lende-

main judiciaire, il n'écouterait que d'une oreille distraite les plaintes des plus jeunes contre les forces de l'ordre. A la brune des uns, répondait sans doute la provocation des autres... Mais lui, Béchar, si sérieux, ne pouvait être qu'à l'abri des bavures. Du moins jusqu'au samedi 25 février, au petit matin, où il emprunte ce maudit sans unique dans le quartier de l'Opéra au volant de la Renault de ses parents : arrêté par les policiers du neuvième arrondissement, il aurait été victime, quatre heures durant, de sévices et d'injures racistes. On lui aurait uriné au visage. « Une bricole », déclare-t-on au commissariat où, par la suite, il a porté plainte.

Banalisation

L'événement l'a transformé. Il a perdu toute illusion. « Je m'en rend compte, dit-il, que je n'étais rien du tout. » Et lui qui désirait tant entraîner les jeunes « sur une autre voie », qui trouvait, pour d'autres, des occasions de croire à une intégration possible, ne songe désormais qu'à se sauver lui-même. « Je n'ai rien à faire ici, m'ont-ils dit en invoquant Le Pen. » Parole de policier contre parole de jeune une fois encore ? Une bevue de plus sans lendemain ? Certainement pas pour M. François Lefort, chargé au secrétariat d'Etat à la famille, à la population et aux travailleurs immigrés d'une mission sur les cités de transit, qui sera le premier témoin, au procès intenté par Béchar : « S'il n'y avait pas de sanction, dit ce dernier, ce serait que la violence et l'humiliation se sont banalisées. »

NICOLAS BEAU.

EN BREF

Nouvelle opération de police dans l'« Ilet Chalon »

Une nouvelle opération anti-drogue a été menée, dans l'après-midi du lundi 5 mars, dans le quartier dit l'« Ilet Chalon », à Paris (17^e). Le 14 février dernier, lors d'une intervention de grande envergure - environ six cents policiers y avaient pris part - près de 1 kilo d'héroïne, du hashisch et de la cocaïne avaient été saisis, et quelque six cents personnes interpellées pour contrôle d'identité (le Monde du 16 février).

Lundi 5 mars, une centaine de policiers de la brigade des stupéfiants et du proxénétisme (BSP), des renseignements généraux et de la PI, accompagnés de CRS, agissant sur commissions rogatoires délivrées par M. Gilles Boulouque, juge d'instruction à Bobigny (Seine-Saint-Denis), ont participé à l'opération. Une centaine de grammes d'héroïne ont été découvertes et une centaine de personnes contrôlées, parmi lesquelles dix-huit étrangers se trouvant en situation administrative irrégulière.

Quatre arrestations après l'enlèvement d'un industriel catalan

Les policiers de Toulouse, opérant en collaboration avec la police espagnole, ont interpellé quatre personnes soupçonnées d'avoir participé au rapt, le 26 février, d'un industriel catalan, M. Raimundo Gutierrez-Garcia, âgé de quarante-quatre ans. Ce dernier avait été enlevé à Barcelone et retrouvé dans les rues de Castelsarrasin (Tarn-et-Garonne), peu avant l'arrestation, lundi 5 mars, de deux personnes, dont l'identité n'a pas été révélée, qui s'approprièrent à remettre une rançon dans le centre de Toulouse.

Deux autres individus considérés comme des complices - un Espagnol et un Français - ont été interpellés dans la soirée du même jour. M. Gutierrez-Garcia avait été retenu en otage pendant plus de dix jours dans une mansarde de Montauban (Tarn-et-Garonne). Les malfaiteurs avaient demandé à la famille une rançon de 30 millions de pesetas (3 millions de francs).

La mort de quatre clandestins

Un travailleur turc, M. Osman Coci, trente-sept ans, sa femme et deux de leurs cinq enfants - un garçon de huit ans et une fille de douze ans ont été découverts à 200 mètres de la sortie, côté France, du tunnel ferroviaire du Fréjus, dans l'après-midi du dimanche 4 mars. Tous avaient été déshydratés par un train.

Selon la police de l'air et des frontières (PAF), il s'agit d'immigrés qui cherchaient à entrer clandestinement en France. Mme Coci avait déjà tenté, le 2 mars, d'entrer en France, accompagnée de ses cinq enfants, par le tunnel routier du Mont-Blanc, mais elle avait été renvoyée vers l'Italie (nos dernières éditions du 6 mars). Son époux avait obtenu sa carte de séjour en 1973. Mais, il avait travaillé à Strasbourg, où il était domicilié.

M. Gatel en visite en Suisse. - Le secrétaire d'Etat français à la défense, M. Jean Gatel, est arrivé dimanche 4 mars en Suisse pour une visite de cinq jours pendant laquelle les autorités lui présenteront le système national de milice. M. Gatel, qui est particulièrement chargé, au ministère de la défense, du problème des réserves, doit avoir plusieurs entretiens avec les responsables du département militaire fédéral ainsi qu'avec l'état-major. (AFP.)

Des vitres blindées et des calories économisées

Le fameux film anti-effraction Securifilm, appliqué sur vos vitres, leur confère une résistance de 2,6 tonnes au centimètre carré. Et pour lutter très efficacement contre le froid et le bruit, posez vous-même ou faites poser le survitrage DUCO-PENETRE, très esthétique et l'un des moins onéreux du marché. PRIVAD, 5, rue Charlot, 93320 Pavillons-sous-Bois. Tél. : (1) 948.85.37. Pose uniquement à Paris et 100 km alentours.

Deux militants de Greenpeace condamnés

Une peine de six jours de prison avec sursis et 6 000 francs d'amende a été prononcée le 29 février par le tribunal des affaires maritimes de Rouen à l'encontre de M. Willem Beckman, un architecte néerlandais, capitaine du navire de Greenpeace Sirius. En juin, le bateau avait refusé de quitter les eaux territoriales françaises alors qu'il participait, au large du Havre, à une opération de Greenpeace contre le déversement des « boues jaunes » (phosphogypse) en baie de Seine.

Le capitaine d'un autre navire de Greenpeace, le Rainbow Warrior, de M. John Castle, a été condamné à 5 000 francs d'amende pour avoir désobéi au préfet maritime lors d'une manifestation de militants antinucéaires qui tentaient d'empêcher l'accostage à Cherbourg d'un cargo japonais chargé de déchets radioactifs.

M. Jacques Amselem retourne en prison. - Condamné en appel à Paris pour abus de biens sociaux à quatre ans d'emprisonnement, dont deux avec sursis, M. Jacques Amselem, animateur de la société Sogar, a été incarcéré de nouveau, il y a quelques jours, par décision du parquet général. Il avait été libéré pour subir une opération chirurgicale (le Monde du 29 mai 1982). La justice lui reproche d'avoir détourné près de 9 millions de francs, des sommes prélevées sur les magasins à l'enseigne Prunelle et Printania qu'il dirigeait. M. Amselem n'a toujours pas payé les deux millions de francs d'amende auxquels il avait été également condamné.

Non-lieu pour l'enlèvement de M. Jean-Edern Hallier : le parquet fait appel

Le parquet de Paris a fait appel, le 6 mars, de l'ordonnance de non-lieu, signée le 2 mars par M. Claude Grellier, juge d'instruction à Paris, et écartant l'information ouverte contre X pour arrestation illégale et séquestration de personne le 29 avril 1982, à la suite de l'enlèvement de M. Jean-Edern Hallier, réalisé le 26 avril précédent. Enlevé, selon ses dires, à minuit, rue d'Assas, par des inconnus se réclamant des « Brigades révolutionnaires françaises », l'écrivain avait resurgi dans la nuit du 3 au 4 mai suivant, à la porte des Ternes.

Le magistrat constatait simplement que « si les investigations entreprises n'ont pas infirmé la réalité de l'enlèvement, elles n'ont pas permis d'en identifier les auteurs ».

Compte tenu de l'appel du parquet, il appartient, désormais, à la chambre d'accusation de se prononcer.

M. Franceschi aux Etats-Unis. - M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat à la sécurité publique, est aux Etats-Unis depuis le lundi 5 mars. Au cours de son voyage, qui doit le conduire à New-York et à Washington, M. Franceschi doit rencontrer les responsables de la police américaine, avec qui il aura des entretiens sur les problèmes de sécurité communs aux Etats-Unis et à la France. M. Franceschi évoquera notamment les mesures de sécurité pour les athlètes français qui participeront aux Jeux olympiques à Los Angeles. Le secrétaire d'Etat doit regagner Paris jeudi 8 mars.

Dr. Dominique Rueff
choisir la vie
nouveaux combats contre le cancer
Une nouvelle méthode de traitement par la médecine de terrain, qui fait appel au désir du malade.
le hameau
14 rue Serannoise
75006 PARIS - 323.05.50



AVEC LES PTT LA FRANCE ENTREPREND.

Entreprendre c'est investir, c'est innover, c'est exporter, c'est travailler. Grand service public, les PTT sont aussi une grande entreprise : un budget de 143 milliards en 83 (le premier budget d'investissement civil en France), 21 millions de lignes téléphoniques, 15 milliards d'objets transportés en 83, 480 000 agents. Déjà plusieurs milliers de terminaux d'ordinateurs. Bientôt un million de terminaux vidéotex. 40 villes françaises et 13 pays étrangers reliés par courrier électronique : 6 millions de foyers raccordés au réseau câblé d'ici 1991.

Entreprendre, pour les PTT, c'est lancer au bénéfice de tous de nouvelles techniques, de nouveaux produits, de nouveaux services.

Ministère des Postes, des Télécommunications et de la Télédiffusion
délégué auprès du Ministre de l'Industrie et de la Recherche.

PTT
le contact

DEVENIR LE PREMIER EXPORTATEUR FRANÇAIS D'INFORMATIQUE PERSONNELLE.

"NOUS Y CROYONS!"

Hewlett-Packard a toujours exporté la majorité de ses produits fabriqués en France. Il est aujourd'hui, avec 856 MF, le 3^e exportateur français d'informatique.

Dès à présent, le nouveau HP 150, avec son écran tactile révolutionnaire, est construit à Grenoble et 80 % de la production sera exportée dans tous les pays d'Europe.

C'est une victoire pour HP France, qui exporte ainsi du matériel mais aussi son savoir-faire, puisque c'est à Grenoble que sont faites les adaptations des logiciels pour toute l'Europe. En fabriquant le HP 150 à Grenoble, Hewlett-Packard donnera à la France une place de leader sur le marché européen, dans un domaine à l'avenir prometteur : l'informatique personnelle.

Exporter avec la France, nous y croyons !



Michel Beauvillain, Président du Directoire.

HP, UN PARTENAIRE DE LA VIE ÉCONOMIQUE FRANÇAISE.



HEWLETT
PACKARD

Bonnard au Centre Pompidou

THEATRE GERARD PHILIPPE
LA DEDICACE
BOTHO STRAUSS
mise en scène
Joël Jouanneau
1^{re} - 29 mars
243.00.56

**SHERYL
SUTTON**
"PEOPLE WHO LIVE IN
HOTELS GET EYES OF KILLERS"
THE FIVE DEAD MANS A THOU
Théâtre de la Bastille
357 42 14
Une création de la plus
célèbre comédienne
de BOB WILSON.

A chacune sa vérité

Les risques du métier

MARCELLE MICHEL
★ Opéra-Comique, les 7, 8, 9, 13,
15 mars, à 19 h 30.

**M. Jean Foyer est élu
à l'Académie des sciences morales et politiques**

M. Jean Foyer, qui préside le Conseil supérieur de la propriété industrielle depuis 1976, est président d'honneur de l'Association des juristes pour le respect de la vie.

M. Jean Foyer avait déjà été candidat au fauteuil de M. Marcel Rousselle en février 1983. Election « blanche », après cinq tours de scrutin.

[Rappelons qu'une polémique avait opposé M. Jean Foyer et M. André Rousselle, fils de Marcel Rousselle, en 1983. M. André Rousselle avait invité M. Jean Foyer à la présidence de la commission d'enquête qui accusait l'ancien ministre de la justice d'avoir sanctionné en 1962, à la suite d'un incident trivial, l'Occasion du procès du général Salan, Marcel Rousselle, ancien ministre de la Justice. Cour d'appel de Paris, mis à la retraite la même année. M. Jean Foyer avait déclaré dans une note colonnes ce lien étroit entre ces deux événements de 1962.]

Tito Gobbi
baryton de Verdi

■ **ÉLECTION A L'ACADÉMIE CHARLES-CROS.** — Le compositeur Michel Philippot a été élu président de l'Académie Charles-Cros en remplacement du compositeur Daniel-Lesur, nommé président d'honneur. Michel Philippot avait déjà été président de l'Académie de 1974 à 1977.

Il se tourne après guerre que deux rôles importants : celui d'un père de famille traditionnel dans *Life with Father* (1947), aux côtés d'Irene Dunne, puis le commandant de navire de *Mister Roberts* (1955), co-réalisé par John Ford et Mervyn Le Roy. — L.M.

■ ÉLECTION A L'ACADÉMIE CHARLES-CROS. — Le compositeur Michel Philippon a été élu président de l'Académie Charles-Cros en remplacement du compositeur Daniel-Lesur, nommé président d'honneur. Michel Philippon avait déjà été président de l'Académie de 1974 à 1977.

DANIEL

par DAVID SIDNEY LAMBERT

FREE

TIMOTHY HUTTON - "DANIEL" - RANDY PATERSON - LINDSAY CROUCHORE et GORDON ARMOUR

Scénario de E.L. DOUGLASSON et auteur son roman "LE LIVRE DE DANIEL"

une production JOHN MEYMAN - coproduit par DARYL HAYWIS

montage par SIDNEY LAMBERT

Exclusif 7.14gic

ENFIN LE FILM!

VIVE LES FEMMES!



UN FILM DE
CLAUDE
CONTESS

D'APRÈS L'ALBUM
DE
REYER



MAURICE RISCH - CATHERINE LEPRINCE - ROLAND GIRAUD
NICHOLE BROUSSE - GEORGES BELLER - PAULINE LAPORT - NICHELE BENNER
CERISE - MAURICE BAQUIET - FRANÇOIS MARTINOURET
 EN PRÉSENCE DE **CLAUDE COMFORTES** PRÉSENTÉES PAR **REXISER**
 D'ARTS ET MÉTIERS **VIVE LES FEMMES** SOUTIEN **ALAIN MICHEL**
CLAUDE COMFORTES PRÉSENTÉES PAR **REXISER** **RENAUD BERTA** **ALEXANDRE TRAUBNER**

ARMAND BARBART



sa vérité

du métier

LE FILM



théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

JARRIVE - Escalier d'or (523-15-10), 20 h 30.
PLUS LA PÊNE DE FRÈRE - Spectacle Saint-Martin (208-21-93), 20 h 30.
PAUT-IL CHOISIR - Paut-il ré-venir ? - Gégé (742-61-15), 20 h 30.
LE RETOUR - Athlète (742-61-27), 19 h.
PASSAGÈRES - Athlète (742-61-27), 19 h 30.
EN ATTENDANT GODOT - Més-aventure (255-26-47), 20 h 30.
TCHOUILLAS - La Boule (874-76-99), 21 h.
LA DEDICACE - Saint-Denis, TCP (243-00-59) 20 h 30.
COMMENT DEVENIR UNE MÈRE - L'Unité (874-42-52), 20 h 30.
GUST - Petit TEP (364-94-64), 20 h 30.
L'ACCOMPAGNEMENT - Grand Hall, Montparnasse (296-04-06), 20 h 30.
LA LEON DE MUSIQUE - Jérôme d'Alver (262-99-49), 21 h.
MONSIEUR VITRAC - Cécile, Mal-son des arts (899-94-50), 20 h 30.

Les salles subventionnées

OPÉRA (742-57-30), 19 h 30 : Héroïsme.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-26), 20 h 30 : Est-il bon, est-il méchant ?
CHAILLOT (727-81-15), Grand Théâtre, 20 h 30 : Le Héron.
OPÉRA (742-57-30), 19 h 30 : Héroïsme.
TEP (364-90-80), 20 h 30 : La Double In-constance.
THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77), 20 h 30 : Tutoie ; à 18 h 30 : W. Far-nantier.
CARRE - SILVIA-MONFORT (531-28-34), 21 h : Les Femmes.

Les autres salles

A-DEJAZET (887-97-34), 20 h 30 : Tchoon Tchoon Noug.
ANROU (208-77-11), 18 h 30 : Héroïsme ; 20 h 45 : Nos premiers adieux.
ASTELLE-THÉÂTRE (298-35-33), 20 h 30 : Les Femmes.
BASTILLE (357-42-14), 21 h : Les Femmes.
BOUFFES DU NORD (239-34-30), 20 h 30 : Ruffin.
BOUFFES PARISIENS (296-04-24), 21 h : Les Femmes.
CALISTO (727-23-95), 20 h 45 : L'Unité.
CITÉ INTERNATIONALE (208-88-69), 20 h 30 : Les Femmes.
COMÉDIE CAUMARTIN (743-43-41), 21 h : Ruffin.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-04-24), 20 h 45 : Chanson au vif.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : La Mère de la villageoise.
COMÉDIE DE PARIS (291-00-11), 19 h 30 : Un comédien de la prison au théâtre ; 21 h : Les Femmes.
DÉCHARGEURS (236-00-02), 19 h : Les Femmes.
ESPACE MARAIS (584-09-31), 22 h 30 : Un million de la nuit.
ESPACE (278-46-43), 1 h 30 : Les Femmes.
GATE-MONTMARTRE (322-16-18), 20 h 45 : Grand-Père.
GATEWAY (326-65-51), 20 h 30 : Who's afraid of Virginia Woolf ?

Théâtre Ouvert

du 6 au 10 mars à 21 h

LEÇON DE MUSIQUE

d'Agnès Célérier par Jean-Luc Logarce
avec Marc Delsoir, Michèle Goddet, Jean-Louis Grinfeld,
Maud Rayer, Christèle Wurmser

4 bis Cité Vérois 18^e loc. 262-59-49

le BALLET NATIONAL de CUBA

THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
du 14 au 21 MARS 1984

GRANDS BILLETS CLASSIQUES

RENSEIGNEMENTS : 281-25-19 ET 72-04-77

BALLET DU XX^e SIECLE

DE MAURICE BEJART

JUSQU'AU 1^{er} AVRIL

PALAIS DES CONGRES
Location aux caisses de 12 h 30 à 19 h
et par tel. : 758.13.03 de 10 h à 19 h (sauf dimanche)

Le Monde Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes au des salles
idéales à 21 h. sous-dimanches et jours fériés
Réservation et prix préférentiels avec le Carte Club

Mardi 6 mars

Les cafés-théâtres

AU SEC FIN (296-29-35), 20 h 45 : La
bona voit rouge ; 22 h : Le Président.
BEAUBOURGEOIS (272-08-51), 19 h 30 :
Où n'ont pas sur un air de jazz.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), 1 h :
20 h 15 : Armée-MC ; 21 h 30 : Les Dé-
mones Loulou ; 22 h 30 : Les Femmes
Mentres ; II : 20 h 15 : Les Femmes ;
21 h 30 : Last Lunch, Dernier Service.
CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 20 h :
Chant d'épandage.
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), 1 h :
20 h 15 : Tient vaillants deux boudins ;
21 h 30 : Mangement d'hommes ; 22 h 30 :
Ordre de secours ; II : 20 h 15 : Dieu
m'indigne ; 21 h 30 : sans. 0 h 15 : le
Chromosome chancelier ; 22 h 30 : Fais
voir ton capidon.
L'ECUME (342-71-16), 22 h : Antoin-
ette d'un piano.
LE PETIT CASINO (278-36-50), 21 h :
Je veux être philosophe ; 22 h 15 : Atten-
tion belles-mères méchantes.
POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 :
les Sargolés ; 21 h 30 : le Ticket ;
22 h 30 : Moi, je enqas, mes parents re-
quent.
PROLOGUE (575-33-15), 20 h 30 : Auto-
mobilité, Petite auto pour femme
sola.
RESTO-SHOW (508-00-81), 20 h 30 :
Souris - privée.
SENTEUR DES BALLEES (234-37-27),
20 h 15 : Dimey ; 21 h 30 : la Folie
Nuit érotique de Ruffin et Joliet.
SPLENDID ST-MARTIN (208-21-93),
20 h : M. Bonjean.
LE TINTAMARRE (887-33-82), 20 h 15 :
Phédo ; 21 h 30 : Apocalypse Na ;
22 h 30 : la Cécile jeune.
VIEILLE GILLES (707-00-93), 20 h 30 :
P. Mierce ; 22 h 30 : les Soliloques du
parvire ; Dimey ; 17 h : K. Gasser.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : On perd les pédales.
DEUX-ANES (606-10-26), 21 h : l'impôt
et les Os.

La danse

PALAIS DES CONGRES (758-13-03),
20 h 30 : Ballet du XX^e siècle M. Bejart
(d'après pour le temps futur).
THÉÂTRE DE PARIS (280-09-30),
20 h 30 : Carmen, Ballet A. Gédé.
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
(723-77-77), 20 h : Ballet de danse de
l'Opéra de Paris.

Marionnettes

MAISON DES CULTURES DU MONDE
(344-72-30), 20 h 30 : Théâtre
et marionnettes sur eau du Vietnam.

Le music-hall

BOBINO (322-74-84), 20 h 45 : P. Perret.
BOUFFES DU NORD (239-34-30),
20 h 30 : Ruffin.
CASINO DE PARIS (874-26-22),
20 h 30 : Chanson au vif.
CENTRE MANDAPA (589-01-60) : Ka-
rakarak.
ESPACE CARDIN (266-17-81), 20 h 30 :
J. Villard.
TEL DU FORUM (297-53-47), 21 h :
E. Wierst.
FONTAINE (874-82-34), 20 h 30 : P. Des-
pays.
OLYMPIA (742-25-49), 20 h 30 : C. Laro.
PALAIS DES SPORTS (828-40-90),
20 h 30 : Holiday on Ice.
PALAIS DES GLACES (607-49-93),
20 h 30 : Jim van der Woude.
PENICHE-OPÉRA (245-18-20), 21 h :
les Gargons - Boris super Vian.
RANELAGH (288-64-44), 20 h 30 : Prom
Harlem to Broadway.

Les concerts

Gaveau, 20 h 30 : 30^e anniversaire de la
mort de D. Milhaud : Solistes de l'Ensem-
ble orchestral de Paris (Milhaud, Lili-
Boustein, Beethoven).
Eglise Saint-Roch, 20 h 30 : Ensemble vo-
cal C. Lort. Orchestre français d'Oratorio.
Dir. : D. Boumore (Caplet, Poulenc).
Sarkis, 20 h 30 : Orchestre et chœurs
Paris-Sorbonne, Dir. : J. Grimbart
(Haydn : la Création).
Salle Cortot, 20 h 30 : Concert (Ravel,
Brahms, Kodaly).

CONCERT

JEUDI 8 MARS, à 20 h 30

Jean-François PLANTE

hautbois

Louise BESSETTE

piano

Œuvres de Telemann, Mozart, Hindemith,
Schoenberg, Robert Fleming, Bocini

CENTRE CULTUREL CANADIEN

8, rue de Constantinople (7^e) - 851-95-78

Métro Invalides - Entrée libre

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA RUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : Gérard Bedini.
CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24) : P. Blain.
CITHEA (357-99-26), 20 h : Lucy Sur
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h :
Kenny Clarke.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h :
F. Bouras, Fr. Faure, Ph. Lescarlier,
E. Dervieux.
SAVOY (277-46-88), 21 h : E. Barret,
A. Hervé, M. Benita.
SLOW CLUB (233-84-30), 21 h 30 : Joel
Lacroix.
SUNSET (261-46-60), 23 h : Fr. Lokwood,
A. Heston, G. Gofia, T. Rabeson.

En région parisienne

ANTONY, Théâtre F.-Géral (666-02-74), 21 h : Liberté à Brème.
RAGNEUX, Théâtre V.-Ringo (663-10-54), 20 h 30 : Plan d'évasion.
CERCY-PONTYSE, Centre A.-Malouin
(030-33-33), 21 h : Ciel de danse
Ch. George.
FONTAINELEAU, Forum (423-33-62),
21 h : J. Duvellier Orchestre.
NANTERRE, Th. des Amateurs (721-18-51), 20 h : Terre étrangère.
SAINT-DENIS, Th. C.-Philippe (243-00-59), 22 h 30 : Michel Harmon.
SARTROUVILLE, Théâtre (914-23-77),
21 h : la Parle de la Canibère.
SUCY-EN-RENE, salle des fêtes (390-25-12), 20 h 45 : Orchestre de chambre
J.-F. Bellard (O. Couperin, Haydn,
Debussy, Rameau).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux
moins de treize ans, (**) aux moins de dix-
sept ans.

La Cinémathèque

15 h, Un sourire dans la tempête, de
R. Clément ; 19 h, Cinéma japonais : Rien à
rapporter de nos jours, de A. Kurosawa ;
21 h 30, la Crème de Cuccia, de P. Miro.
BEAUBOURG (278-35-57)
Ranelagh.

Les exclusivités

ALISNO Y EL CONDOR (Nizkorag, v.a.) : D. 14 (321-41-01).
A. MOYET L'ARTISTE (7^e) : Forum 1^e -
(297-53-74) ; Rex 2^e (236-63-93) ; Im-
périal 2^e (742-72-52) ; UGC Opéra 2^e -
(261-50-32) ; Quinze 5^e (633-79-38) ;
UGC Danon 6^e (834-24-52) ; Brancas
8^e (320-15-71) ; Georges V 9^e (562-41-46) ; Marignan 9^e (359-92-82) ; Na-
tion 12^e (343-04-67) ; Faubourg 13^e (331-60-44) ; Montparnasse 14^e (320-12-06) ; Mithra 14^e (339-32-43) ;
UGC Convention 15^e (828-20-64) ;
Imagis 18^e (522-47-94) ; Secrétan 19^e -
(241-77-99).

LES FILMS NOUVEAUX

LA CASSEUSE (7^e), film français de
Ramon Muzo : Paramount Mar-
vax, 2^e (296-60-40) ; Ambassade, 8^e -
(359-19-08) ; Gaumont Con-
vention, 15^e (828-42-27).
L'ETHELLE, film français de Mi-
chael Laro : Rex, 2^e (236-63-93) ;
Ciné Beaubourg, 3^e (271-52-36) ;
UGC Odéon, 6^e (325-71-08) ;
UGC Montparnasse, 6^e (834-24-52) ;
14-07^e ; Mithra, 14^e (339-32-43) ;
Normandie, 8^e (359-41-18) ;
UGC Boulevard, 9^e (346-64-44) ;
UGC Carré de Lyon, 12^e (343-04-67) ;
12^e (343-04-67) ; Mithra, 14^e (339-32-43) ;
UGC Convention, 15^e (828-20-64) ;
Mithra, 18^e (522-47-94) ; Secrétan, 19^e -
(241-77-99).

LA FEMME FLAMBE

(7^e), film allemand de Robert von Ancken,
v.a. : Gaumont Hélium, 1^e (297-49-70) ; Hantelienille, 6^e (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8^e (359-36-14) ; Ambassade, 8^e (359-19-08) ; Olympe, 14^e (346-53-38) ; Paramount, 14^e (320-30-19) ; v.f. : Richelieu, 2^e (233-56-70) ; Français, 9^e (770-33-88) ;
Nébouze, 12^e (343-04-67) ; Mont-
parnasse, 14^e (327-52-37) ; Gaumont
Convention, 15^e (828-42-27) ; Pathé
Clichy, 18^e (522-46-01).

MESSINE

film français d'André Gô-
verna : Forum Orient Express, 1^e -
(233-42-26) ; Rex, 2^e (236-63-93) ;
Studio Alpha, 3^e (354-39-47) ; Pu-
blicité Saint-Germain, 6^e (222-72-80) ; UGC Danon, 6^e (834-24-52) ;
42-62^e ; Marignan, 9^e (359-92-82) ;
Biarritz, 8^e (723-69-23) ; Para-
mount Opéra, 9^e (742-56-31) ; La-
milla, 8^e (346-64-44) ; Paramount
Bastille, 12^e (343-79-17) ; Faubourg,
13^e (331-60-74) ; Paramount Ga-
laxie, 13^e (580-18-03) ; Paramount
Muscassine, 14^e (329-00-10) ;
Paradise, 14^e (329-63-11) ; Para-
mount Orly, 14^e (540-45-91) ;
Convention Saint-Charles, 15^e (579-33-00) ; Mithra, 18^e (522-47-94) ;
Pathé Wexler, 19^e (522-46-01) ; Se-
crétan, 19^e (241-77-99).

MEURTRE DANS UN JARDIN

ANGLAIS, film britannique de Pe-
ter Greenaway, v.a. : Forum Orient
Express, 1^e (233-42-26) ; 14 Juillet
Racine, 6^e (326-19-68) ; 14 Juillet
Paradise, 6^e (326-58-00) ; George-
V, 8^e (562-41-46) ; Lumière, 9^e -
(246-49-07) ; 14 Juillet Bastille, 11^e -
(357-90-81) ; 14 Juillet Beaugre-
nolle, 15^e (575-79-79).

PLANÈTE DES FEMMES

film français de Gordon Trierer et
Claude Defforge : Le Maris, 4^e -
(278-47-86).

REBELOTE

film français de Jacques
Richard, version concert : Espace
Gahé, 14^e (327-95-94) ; Ranelagh,
16^e (288-64-44) ; Vézou - film so-
nore - : Logis, 4^e (354-42-34) ; Se-
dio de l'Étoile, 17^e (380-42-05).

LE SERPENT NOIR

(7^e), film amé-
ricain de Russ Meyer, v.f. : Holly-
wood Boulevard, 9^e (770-10-41).

Festival de Pâques

MUSIQUE ET ART SACRÉ
20 AVRIL au 29 AVRIL 1984
LOURDES

TELEMANN Passion selon
Saint-Matthieu
Paulus
Requiem
Missa Solemnis
M.A. CHARPENTIER, 12 Dames à 4 voix
Les chœurs célèbres dans les opéras
avec le Chœur Philharmonique de Lourdes
VERDI Nabucco
et Macbeth
Pédico
BEETHOVEN Concert aux Chandeliers
avec l'ensemble A Sei Voci :
GESUALDO - MORALES - de LASSUS
Œuvres de :
BRAHMS - BEETHOVEN - GALUPPI
AUBERT - CORRETTI
Solistes
Chœur Philharmonique de Neustadt
Chœur du Conservatoire de Turin
Chœur Ermenegildo Zegna
Orchestre de Chambre National de Toulouse
Orchestre d'Essai du Palast Röhren
Directeur Artistique : Kurt REDEZ
Renseignements et Location :
Bureau du Festival
Office Municipal du Tourisme
Tél. : (65) 94.12.64
65100 LOURDES

CONCERTS

Radio France
SAISON LYRIQUE

RIMSKY-KORSAKOV :
« La Légende de la ville
invisible de Nitigé »
H. Kopeck, C. Zoharis,
H. Heichele, F. Tassi,
V. Martineau S. Nigoghossian
Chœur de Radio France
NOUVEL ORC. PHILHARMONIQUE
dir. : Zoltan PESKO

MAITRISE DE RADIO FRANCE
Salle GAVEAU
Lundi
12 mars
20 h 30

PRESTIGE DE LA MUSIQUE
Salle FLEYEL
Vendredi
16 mars
20 h

Loc. : RADIO FRANCE, salles et agences

ORCHESTRE DE PARIS

Directeur Daniel Barenboim

Salle Pleyel - 20h30

7, 8 mars

BARENBOIM

direction

PERAHIA

piano

SCHUBERT - SCHUMANN - RAVEL

9 mars

BARENBOIM

direction

STERN

violin

BACH - HAVEL - BRAHMS

12 mars

RÉCITAL

STERN

violin

A. WOLF, piano

MOZART - EBESCH - FRANCK

14 mars

HENZE

direction

L. FINNIE

soprano

P.L. AIMARD

piano

WAGNER - WAGNER/HENZE

15 mars

WAGNER

LOCATION : Salle Pleyel 063.07.96

groupe royal de France

SALLE CORTOT

MARDI 13 MARS 1984

A 20H30

Direction et piano

MICHEL TRANCHANT

avec le concours de

ALAIN PLANES

piano

Duos, trios et quatuors

vocaux avec piano de

MOZART - SCHUMANN

ROSSINI - BRAHMS

EGLISE

ST-LOUIS-EN-L'ISLE

15 MARS 1984

A 20H30

Direction

DOMINIQUE DEBART

BRAHMS - POULENC

COPLAND - JANEQUIN

BERIO

PLACES : 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100

CALENDRIER

DES ADMINISTRATEURS

DE CONCERTS

INSTITUT

NEERLANDAIS

121, r. de Lille

75008-88-89

Jours

ATION

aux urnes
invités à réfléchir
Antoine Grise

Liberté

COMMUNICATION

EN ATTENDANT LES RÉSEAUX CABLÉS

M. Jacques Dondoux (direction générale des télécommunications) plaide pour une meilleure utilisation des ondes hertziennes

On peut multiplier les chaînes hertziennes locales en France et lancer de nouveaux programmes de télévision sans attendre le développement nécessairement lent des réseaux câblés. C'est, en substance, ce que vient de déclarer M. Jacques Dondoux, directeur général de la direction générale des télécommunications dans une interview au quotidien *Libération*. Il cite en exemple l'expérience de préfiguration qui vient de se dérouler depuis quatre semaines à Gennevilliers.

M. Dondoux, qui plaide pour une utilisation plus rationnelle des différentes technologies, accuse l'indifférence de France de ne pas dire la vérité sur le plan de fréquence et de gaspiller les ressources hertziennes. Il s'en prend aussi au satellite de télévision directe, TDF 1, jugé trop coûteux et moins performant qu'un satellite de télécommunications. Les déclarations de M. Dondoux sont destinées à éclairer le gouvernement, qui hésite, aujourd'hui, à lancer le plan de câblage (le Monde du 2 mars), et répondent à

M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, qui refusait d'envoyer de nouvelles autorisations d'émettre par voie hertzienne.

« Mais l'on fasse une pause sur le plan politique, car, mais que l'on laisse les techniciens travailler à des solutions technologiquement plus économiques », déclare M. Dondoux. Avec les satellites à terre (1), le câblage fonctionnerait comme moyen de transport complémentaire, principalement sur les grosses villes, et serait assorti par d'autres services de télécommunications. D'où le choix que nous avons fait des fibres optiques ».

A la mission « TV câble » présidée par M. Bernard Schreiner, on se déclare également favorable à l'installation de systèmes hertziens qui pourraient dynamiser l'industrie de programmes en attendant le câblage de la France.

Gennevilliers invente sa télévision

« Elargis ton cadre ! On n'est pas à FR 3. » Dans son petit car-régie, Raoul Sangla jubile : il reprend enfin pour la cité des Agnettes son « Journal d'un Français », diffusé en 1981, puis abandonné par Antoine 2. Et là, il peut faire sans contraintes sa « télévision du citoyen ». Le cadre élargi donc le champ pour bien montrer que le journal est fait collectivement par une quinzaine d'habitants de la cité, rédacteurs improvisés qui préparent depuis une semaine l'émission. Dans la grande salle de la maison des jeunes, transformée en studio, on parle ce jour-là de la mort de Roger Couderc et du rugby à Gennevilliers, on discute de la situation au Liban à partir des souvenirs d'une jeune femme invitée. Il y a quelques années, par la famille Genayel, et deux adolescents commentent gravement les dernières propositions de crédit de la Sofinco.

Pendant ce temps, Raoul Sangla envoie son équipe mobile filmer le journal de l'extérieur : à travers la façade vitrée, pour montrer aux téléspectateurs que cela se passe là, au milieu d'eux. Justement, de son balcon, un habitant interpelle le car-régie : il est roulier et n'est pas d'accord avec l'analyse du conflit tunisien sur le planiste. Raoul Sangla dépêche son équipe et le car-régie intervient en direct sur l'antenne.

Télévision locale, participative, réappropriée, Téléci-Prémière se veut la préfiguration d'une chaîne câblée. La municipalité communiste de Gennevilliers a obtenu une dérogation du secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication pour, une fois n'est pas coutume,

expérimenter les programmes avant d'avoir le réseau. Les émissions transmises sur une bande de fréquence spéciale sont reçues par des paraboles raccordées aux antennes collectives de certains immeubles (1). Deux mille six cents foyers ont reçu ainsi, depuis quatre semaines, un quatrième canal qui se fabrique sous leurs yeux et avec eux.

Derrière Raoul Sangla, d'autres se sont lancés dans la production : le service audiovisuel municipal, le centre dramatique national, la station locale privée, Radio G et même l'Institut national de la consommation. Tout n'est pas de qualité égale, mais, s'ils sont moins spectaculaires que ceux de Sangla, certains produits témoignent d'un travail en profondeur. C'est le cas du reportage d'un réalisateur indépendant, Jean-François Dars, sur les mutations technologiques, vues non pas par Yves Montand, mais par le lycée d'enseignement professionnel et les entreprises locales.

Pour les responsables de Téléci-Prémière, il s'agit de prouver que la production locale n'est pas synonyme d'amateurisme ou d'utopie communautaire. Le 24 février, dans un débat télévisé, le maire, M. Marcel Lussier, a rappelé les principes de sa politique de câblage : « La télévision par câble ne doit pas être discriminatoire. Elle doit apporter à tous un service public renouvelé, et c'est pour cela que tous les foyers de Gennevilliers seront raccordés. » Des principes proches de ceux définis par le conseil général de Seine-Saint-Denis : Téléci-Prémière serait-elle la vitrine du Parti communiste en matière de communication ?

Pas vraiment. Place du Colonel-Fabien, on regarde l'expérience avec intérêt mais prudence. Surpris par les bouleversements rapides de l'audiovisuel, le parti n'a pas encore de religion précise en matière de câble. Pour le moment, ce sont surtout les institutions qui voient au secours de la télévision de Gennevilliers. Le CNRS audiovisuel, le Centre national de documentation pédagogique, la mission « TV câble » ont accordé leur soutien financier à l'opération. M. Jacques Dondoux, directeur général de la direction générale des télécommunications (DGT), a saisi l'occasion pour demander une meilleure utilisation des ondes hertziennes et provoquer un débat technico-politique.

Les quatre week-ends de Téléci-Prémière ont coûté 1 million de francs et n'ont attiré que trois annonceurs publicitaires. Le maire voudrait intéresser au projet les nombreuses entreprises locales et notamment Thomson, qui produit à Gennevilliers des régies de télévision.

Mais Téléci-Prémière n'est pas du goût de tout le monde. L'opposition municipale se déchaîne contre le projet et la lettre locale du RPR dénonce la gabegie « pour ce que les marxistes nomment sans fausse pudeur films pédagogiques et que chacun traduira comme propagande des idéaux-virus communistes ».

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

A « Télécâble 84 » M. ROBERT LION INVITÉ DU « MONDE »

Le Monde participe à l'animation de « Télécâble 84 » à Evry (Essonne), « deuxième convention nationale des villes câblées et des télévisions locales » (le Monde du 21 février) (1). A cette occasion, notre journal organise avec le Syndicat communautaire d'aménagement d'Evry-Ville nouvelle un dîner-débat (jeudi 22 mars, à 20 heures), dont l'invité d'honneur est M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Le thème de cette rencontre avec les représentants des collectivités locales est : « Le câble est-il rentable ? Les enjeux de la programmation des réseaux ». Elle sera placée sous la présidence de M. Guy Briantais, président du SCA d'Evry-Ville nouvelle, en présence notamment de M. Jean-Marie Dupont, directeur adjoint du Monde, de M. Bernard Schreiner, député des Yvelines et président de la mission interministérielle « TV câble », et de M. Jacques Guyard, député de l'Essonne et maire d'Evry.

Les participants à « Télécâble 84 » intéressés par ce dîner-débat doivent envoyer leur inscription à Martine Lagrange, Evry, avenue de la Préfecture, 91011 Evry CEDEX. Tél. : (0) 77-82-00. Prix : 150 F. Nombre de places limitées.

(1) Le Monde publiera dans son édition du 21 mars (datée 22 mars) un supplément consacré à cette manifestation.

Mardi 6 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Théâtre : Virginia Woolf. D'Edna O'Brien, d'après le texte de Virginia Woolf, adap. G. Duménil. G. Katz, participation du ministère de la culture. Avec C. Sellers, P. Tahard et H. Aric. Est-ce pour amener le téléspectateur à lire et connaître Virginia Woolf ? C'est en tout cas un savant montage du Journal de cette grande romancière avec la voix blanche, sensible, de Catherine Sellers.
- 22 h 40 Les mercredis de l'information : Inceste, les secours inter-régionaux. Magazine de la rédaction de TF 1.
- 23 h 15 Journal.
- 23 h 20 Cinéma : L'île au complot. Film américain de Robert Z. Leonard (1950), avec A. Gardner, R. Taylor, C. Laughton (N).
- 23 h 30 Cinéma : Au cours d'une enquête sur un trefle de surplus militaire dans une île des Antilles, un agent fédéral américain tombe amoureux de la femme du chef de la bande. La personnalité et le talent des acteurs font le principal intérêt de ce film, bien conventionnel.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 17 h 40 Les dossiers de l'écran : Les Espions dans la ville. Film américain de George Kaczender (1980), avec R. Mitchum, L. Majors.
- 18 h 15 Journal.
- 18 h 30 Cinéma : Un nouveau directeur prend la tête d'une agence de publicité à Montréal. L'un des employés découvre qu'un gang de politiciens s'en sert pour de dangereux truquages. Une idée ingénieuse sur le pouvoir des médias. Le réalisateur s'est contenté des posés de films policiers ou d'espionnage. Mitchum a l'air de s'enmuser ferme.
- 22 h 15 Journal.
- 22 h 30 Cinéma : Le pouvoir de l'image, ou le pouvoir par l'image. Avec M. F. Salinger, directeur de la chaîne ABC en Europe, J.-M. Kasper, professeur à HEC, et G. Leford, chef du service psychiatrique du CHU de Tours ; D. Wolton et R. Cayrol, sociologues ; J.-L. Missika, économiste ; C. Marti, conseil en communication.
- 23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Le dernier séisme. Émission d'E. Michell et G. Jourdain. Présentée par Jacques Dutronc. Actualité Gaumont, 20 h 35 dessin animé : Goin' / Goin' / Goin' ; à 22 h 40 Dessin animé :

Les trois petits chiens, réclames de l'époque. Attraction : les enfants à problèmes.

- 20 h 55 Cinéma : la Croisée des destins. Film américain de George Cukor (1956) avec A. Gardner, S. Granger.
- 21 h 15 Cinéma : En 1947, des troubles et des actes de terrorisme sévissent lors de l'indépendance de l'Inde. Une jeune femme de sang mêlé, qui a servi dans l'armée britannique, se trouve partagée, égarée entre ses deux races. Un grand film romantique avec scènes de foule et de violence, mais qui tient compte de véritables problèmes historiques. Ava Gardner, dans un rôle très complexe, y est superbe.
- 23 h 15 Journal.
- 23 h 20 Cinéma : L'île au complot. Film américain de Robert Z. Leonard (1950), avec A. Gardner, R. Taylor, C. Laughton (N).
- 23 h 30 Cinéma : Au cours d'une enquête sur un trefle de surplus militaire dans une île des Antilles, un agent fédéral américain tombe amoureux de la femme du chef de la bande. La personnalité et le talent des acteurs font le principal intérêt de ce film, bien conventionnel.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

- 17 h 5 Film : Amies perdues, de Dino Ris.
- 18 h 55 Gil et Julie.
- 19 h Informations.
- 19 h 35 Feuilleton : Le 16 à Kerbriant.
- 19 h 50 Dessin animé : Gédéon.

FRANCE-CULTURE

- 20 h Dialogues : « L'individu sans appartenance devant l'engagement social ? », avec G. Mendel et M. Field.
- 21 h 15 Libre-parcours variétés, par E. Grilques, en direct de la salle des fêtes de Sevran.
- 22 h 30 Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

- Semaine du compact
- 20 h 30 Concert (donné au Théâtre des Champs-Élysées, le 24 janvier 1984) : Der Schatzgräber, Interlude de l'acte III ; Vom ewigen Leben, de F. Schrecker ; Baal-Gesänge, de Cerha, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. F. Cerha, sol. R. Falson, soprano, T. Adam, basse.
- 22 h 30 Nuits : œuvres de Mozart, Bach, Fauré, Bernstein ; à 23 h 10, Jazz-club : en direct du New Morning.

Mercredi 7 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 13 h 30 Vitamine.
- 14 h 15 Journal.
- 14 h 30 Cinéma : Un patchwork de petits sujets qui vont du sport aux dessins animés et jeux vidéo.
- 15 h 10 Journal.
- 15 h 15 Cinéma : Jouer le jeu de la santé.
- 16 h 10 Temps X : Le prisonnier.
- 17 h 10 Un métier pour demain : après la classe de 5.
- 17 h 20 Infos jeunes.
- 17 h 40 Spécial dessins animés.
- 17 h 55 Cinéma : La folie des bêtes.
- 18 h 15 Le village dans les nuages.
- 18 h 30 Jeek sport.
- 18 h 55 7 h moins 5.
- 19 h Loterie nationale.
- 19 h 15 Méteo première.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Les petits drôles.
- 20 h 15 Journal.
- 20 h 30 Tirage du loto.
- 20 h 35 Feuilleton : Dallas.
- 21 h 15 Cinéma : Clif, l'opposé à la politique pétrolière de J.R. Pam décide d'aider Ellie dans son combat contre les derniers volontés de Jack Infernal.
- 21 h 25 Sages.
- 22 h 15 Journal.
- 22 h 30 Cinéma : Magazine d'actualité scientifique de Michel Tréguer.
- 23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 13 h 35 Feuilleton : L'innest.
- 15 h 50 Les carnets de l'aventure. Ski espace, de D. Lafont.
- 16 h 25 Dessins animés.
- 17 h 15 Cinéma : Récré A 2.
- 17 h 30 Micro Kid.
- 18 h 15 Cinéma : Les petits malheurs de Corbier, les petites canailles, les Schtroumpfs, etc.
- 18 h 30 Micro Kid.
- 19 h 15 Cinéma : Nouvelle émission de jeux, où les enfants sont confrontés aux micro-ordinateurs.
- 19 h 30 Cinéma : Avec M. Jonsas, Feldman, Queen, What an.
- 19 h 30 C'est la vie.
- 19 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
- 20 h 15 Journal.
- 20 h 35 Cinéma : Aéroport, Court-circuit.
- 20 h 35 Cinéma : Réal. J.C. Labrecque, avec P. Rollain, M. Miller, A. Létourneau.
- 21 h 15 Cinéma : Un premier ministre québécois, en voyage dans la baie James, est rappelé d'urgence à Montréal, sous le coup d'un attentat.
- 21 h 50 Cinéma, cinémas. Magazine de A. Andreu, M. Boujut et C. Ventura.
- 22 h 15 Cinéma : Sterling Hayden : Hollywood, le « macabrysm » vu par l'acteur de « Quand la ville dort » ; Elisha Cook Jr : le gendarme du « Faussement » ; Fanny Ardant : la coquette de France Truffaut, d'Alain Resnais.
- 22 h 45 Histoires courtes.
- 23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 33 La minute nécessaire de M. Cyclopede.
- 20 h 35 Cedex 3.
- 21 h 15 Journal.
- 21 h 30 Cinéma : Émission de variétés de G. Lux.
- 22 h 15 Cinéma : Avec Sophie Derel, Karen Cheryl, Pierre Bachelot. Attention, la gyluxerie devient plus luxueuse encore et se dévergonde. Le regard à la portée de tous.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

- 17 h 40 Huckleberry Finn et Tom Sawyer.
- 18 h 5 Brèves de Carnaval (à Bar-le-Duc).
- 18 h 20 Mon ami Guignol.
- 18 h 30 Vie régionale.
- 18 h 55 Gil et Julie.
- 19 h Informations.
- 19 h 15 Informations régionales.
- 19 h 35 Feuilleton : Le 16 à Kerbriant.
- 19 h 50 Dessin animé : Gédéon.

FRANCE-CULTURE

- 12 h 45 Passerama.
- 14 h 5 Cinéma : Un livre, des voix : « La Montagne sainte », de Jean Biot.
- 14 h 47 L'école des parents et des éducateurs : qu'est-ce qu'une ludothèque ?
- 15 h 2 Les après-midi de France-Culture : Têtes chercheuses à Grenoble ; 15 h 35, Cosmologies ; 16 h 10, Sciences boléro ; 16 h 20, Séances à l'infinitif ; 17 h, Émission spéciale : résumer à Orwell.
- 18 h 30 Feuilleton : La chanson des Nibelungen.
- 19 h 25 Jazz à l'ancienne.
- 19 h 30 Perspectives scientifiques : Linguistiques fantastiques (la langue musicale universelle de Jean-François Sadre).
- 20 h 15 Cinéma : La Ballade de la Vierge symphonie de G. Malher.
- 22 h 30 Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

- Semaine du compact
- 12 h 35 Musique de chambre : œuvres de Schubert, Mozart, R. Strauss.
- 14 h 30 Après-midi : œuvres de Saint-Saëns, Moussorgski, Monty, Ravel, Beethoven ; à 18 h, musique traditionnelle des Indes du Pérou.
- 19 h 5 Jazz : J. Sheldon, D. Menza, K. Drew, B. Holiday, O. Peterson.
- 20 h 15 Concert (saison lyrique en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : « La Légende de la ville invisible de Kirghiz » de Rimski-Korsakov, par le Nouvel Orchestre philharmonique et les chœurs de Radio-France, direction : Z. Pesko, avec S. Koppak, C. Zaharia, H. Heichele, F. Tenzi.
- 23 h 15 Nuits : Musique de chambre, Mozart et Schubert.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 7 MARS

— Mme l'Yvette Roudy, ministre chargée des droits de la femme, est invitée à l'émission « Plaidoyer » sur RMC à 8 heures.

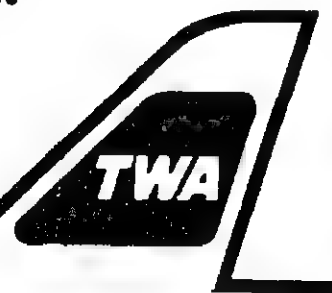
TWA vers et à travers les USA

Paris-Miami 4.200 F*

Liaison quotidienne de Paris CDG1. TWA dessert également plus de 50 villes à l'intérieur des Etats-Unis aux prix les plus bas.

Vous plaire nous plaît

*Tarif loisir a/r de 14-60 jours.



INFORMATIONS « SERVICES »

VIE ASSOCIATIVE

Culture et prison

La dot - 2 millions de francs - tombe dans la corbeille de mariage. Mercredi, Monsieur le ministre de la culture. Puis vient un local, un numéro de téléphone et, surtout, une permanence. M. le garde des sceaux est vraiment généreux.

C'est l'époque où M. Gérard Soulier, un jeune professeur de droit de l'université d'Amiens, réalise ce qu'il appelle « une enquête artisanale d'universitaire motivée » : en fait, c'est un rapport de cinquante-six pages sur « le développement des activités culturelles en milieu carcéral ». Réalisé à partir de visites d'établissements, de rencontres avec des directeurs de l'administration pénitentiaire, des surveillants, des détenus, il dresse un état de la situation carcérale en France remis en juin 1982 aux deux ministres intéressés avant de proposer un projet culturel.

L'association Culture et prison est à pied d'œuvre. Il lui reste à préciser ses modes d'intervention. Créée en septembre 1982 pour gérer la subvention du ministère de la culture et définir ce que pourrait et devrait être la culture en prison, elle est comme président M. Pierre Merolhac, jusqu'à sa désignation comme membre du Conseil constitutionnel, puis M. Soulier.

Celui-ci, comme d'autres, ne croit pas à la prison. Il reproche à M. Alain Peyrefitte, ancien garde des sceaux, d'avoir associé sécurité et prison et d'avoir répandu cette idée dans l'opinion. « C'est monstrueux, dit-il, comme si la justice pouvait régler le problème de la délinquance qui est un problème socio-économique. » Selon lui, la prison ne favorise pas la réinsertion; elle l'aggrave.

M. Soulier a vu ce qui est caché par les hauts murs, il sait ce que la prison inspire de crainte et de suspicion : « Les détenus sont coupables : qu'ils peinent ou se taisent, ils n'ont rien à ne pas voler ». Et l'on reste entre gens « bien », la conscience claire.

Un détenu, poursuit Gérard Soulier, est désocialisé, désemparé, désemparé. Humaniser la prison en y faisant entrer un peu d'air de l'extérieur, est-ce, dès lors, dangereux ?

L'association donne quelques exemples de cette bien qui est loin d'être une tornade dans l'asphalte, sa revue éditée par l'imprimerie administrative du centre de détention de Melun : les détenus ont subtilisé plusieurs centaines de numéros, preuve de leur avidité à boire aux sources extérieures.

Dans une cellule où l'on peut faire cinq pas dans la meilleure hypothèse, le corps est un objet inutile. A Lons, près de Lille, un prisonnier-auteur a écrit une pièce qui est montée et présentée actuellement. Un autre détenu, qui doit sortir, sera embauché comme acteur.

A Caen, on est en train de mettre en place un atelier

d'industrie graphique avec une imprimerie financée par la direction régionale des affaires culturelles; une imprimerie intégrée à l'association fournit des micro-ordinateurs avec des programmes qui donnent accès à une photocopieuse extérieure. On dispense aux détenus un plan de formation avec l'aide de professionnels et un matériel d'animation. Les cours débouchent sur les arts graphiques : maquette, montage. Les détenus ont rédigé un projet très complet de revue. Thème du premier numéro : le rêve. A un certain moment, ils ne veulent plus parler de la prison et ils veulent montrer qu'ils existent en tant qu'individus. Cinquante-dix pour cent des détenus sont d'un niveau inférieur au certificat d'études primaires, certains sont analphabètes. Une attention particulière est portée aux bibliothèques. On voudrait passer du stade des listes à consulter - peu significatives pour les détenus - à un contact direct avec le livre par le biais de bibliothèques ou de chariots roulants.

Les milieux sociaux les plus défavorisés se retrouvent en prison. Un ancien détenu qui a animé un cercle de musique classique au centre de détention de Melun raconte l'impact formidable du concert de Yehudi Menuhin au centre d'Écouvres. « Un gars d'une cinquantaine d'années ne connaissait pas le nom de Mozart; je lui ai passé des cassettes et il ne voulait plus me les rendre. » Il me disait : « Cela me fait pleurer, cela me fait rêver. » Un sondage lui apprend que « trois gars sur quatre n'avaient jamais entendu de musique classique ».

Et la radio des détenus à Fleury-Mérogis ? Culture et prison ne veut pas monopoliser l'action culturelle. Elle offre de mettre son capital, ses connaissances, ses relations privilégiées avec l'administration centrale au service des associations qui veulent faire quelque chose pour les détenus et présentent un projet de développement culturel.

« Que signifie la culture pour un individu sans droits ? », interroge M. Soulier : « L'idée de culture sous surveillance heurte l'idée de culture. » Le développement des activités culturelles doit changer les structures de la prison, il constitue « un facteur d'ouverture et d'échange pouvant utilement contribuer à une évolution de la prison, de l'idée de peine privative de liberté à l'idée de peine limitative de liberté. Il est temps de faire entrer davantage de culture dans la prison pour transformer l'image de la prison dans notre culture. »

DANIELLE TRAMARD.
* Culture et prison, 4, rue de Mondoville, 75001 Paris. Tél. : 296-30-96.
* M. Gérard Soulier sera l'invité d'Espace 1901 sur Radio Cité 96 (92,80 FM), mardi 6 mars, à 19 h 30.

L'ENSEIGNEMENT EN PRISON : ON RECHERCHE DES ÉTUDIANTS BÉNÉVOLES

On recherche des étudiants bénévoles pour aider les détenus. Le GENEP (Groupe national d'enseignement aux personnes incarcérées) se préoccupe depuis plusieurs années de la situation dans les prisons. Fort de quatre cent soixante adhérents, il est présent dans trente-sept établissements. Mais il souhaite recruter de nouveaux membres pour étendre ses activités. Il voudrait notamment implanter aux Baumettes à Marseille, à Metz, à Rennes, à Privas et à Montargis.

La vocation initiale du GENEP, qui est subventionné par quatre ministères, était l'enseignement en prison. Il insiste aujourd'hui sur cette activité, comme moyen de rompre l'isolement des détenus. Il s'efforce aussi de faire connaître la prison à l'extérieur et de sensibiliser l'opinion aux difficultés de réinsertion des condamnés.

* GENEP, 247, rue Saint-Hippolyte, 75008 Paris CEDEX 01. Tél. : (1) 261-80-22, poste 42-23.

CULTURES

CYCLES DE FORMATION. - Aux associations, écoles, éducateurs, etc., en contact avec des immigrés et leurs familles, le CLAP (Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion) propose des week-ends de formation sur l'interculturalité et la vie de quartier - avec la participation du Conseil des associations immigrées en France - et sur l'interculturalité et l'école (les 7-8 avril et 5-6 mai). Ces mêmes formations existent en cycle court (une journée) ou long (une semaine).

* CLAP, secteur LCO, 1, avenue de Chatelet, 75013 Paris. Tél. : 282-67-21.

DÉCENTRALISATION

UNE JOURNÉE D'INFORMATION. - Le Comité local des maires de quartier et des centres sociaux de Saint-Chamond (Loire) organise, jeudi 15 mars à la maison de quartier de Saint-Julien, une journée d'information sur le thème « Associations et décentralisation » animée par Georges Gontcharoff.

* Comité local des maires de quartier et des centres sociaux de Saint-Chamond, B.P. 122, 42403 Saint-Chamond. CEDEX. Tél. : (77) 31-47-48.

RENCONTRE AVEC...

« Vingt ans au Théâtre-Français » est le thème de la rencontre-débat avec Michel Etcheverry qui aura lieu le 8 mars à 20 h 30 à l'Agora-Sèvres, 25, rue de Sèvres, à Paris-6. Participation aux frais : 30 F.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le samedi 3 et le dimanche 4 mars.

La proximité des hautes pressions maintient le plus souvent du beau temps sur la France, les zones nuageuses descendant de la mer du Nord passent rapidement sans donner de précipitations.

Mercredi matin, encore un temps froid et souvent brumeux sur toutes les régions de l'intérieur. Des bancs de brouillard denses et froids se dissipent dans les vallées et les zones humides. Seuls le bassin méditerranéen, la basse vallée du Rhône et le sud des Alpes restent égarés.

Il fera au lever du jour - 2 à - 4 degrés sur la plus grande partie du pays à 3 degrés en bord de Méditerranée et 3 à 5 degrés sur la Bretagne.

Au cours de la journée, établissement du beau temps avec seulement quelques brefs passages nuageux pouvant par moments s'aggraver sur les versants nord des massifs. De belles éclaircies et de ciel bleu en toutes régions.

Il fera à 7 degrés sur le Centre est, 7 à 9 degrés dans le Nord, 10 à 12 degrés en Bretagne, 11 à 13 degrés en Aquitaine et 15 à 16 degrés sur la Méditerranée.

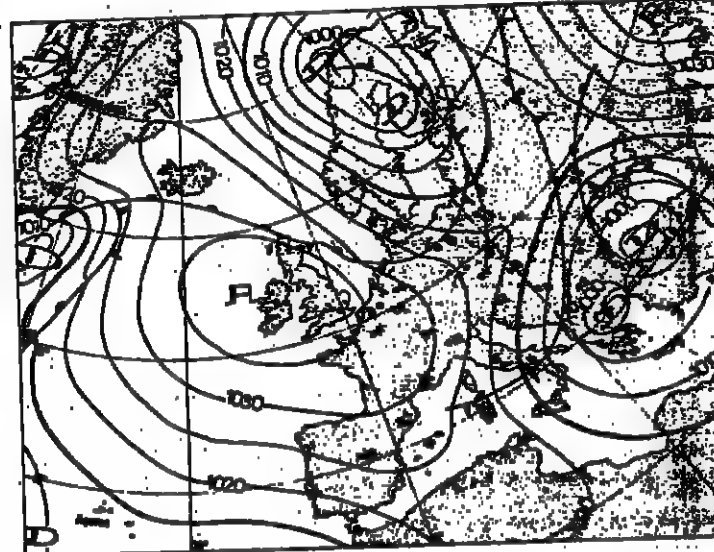
Sous d'évolution pour la fin de semaine.

La France restera sous les influences conjuguées d'un anticyclone centré sur les îles Britanniques et d'une zone de basse pression sur l'Europe de l'Est. Les températures maximales resteront stationnaires.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée de 3 mars; le second le minimum de la nuit du 3 au 4 mars) : Bordeaux, 15 et 1; Biarritz, 9 et 0; Brétigny, 11 et 4; Caen, 12 et 8; Cherbourg, 9 et 6; Clermont-Ferrand, 8 et - 6; Dijon, 8 et 0; Grenoble, Lyon, 8 et - 3; Marseille-Marinette, 13 et - 1; Nancy, 7 et - 2; Nantes, 11 et 6; Nice-Côte d'Azur, 15 et 6; Paris-Montsouris, 6 et 2; Perpignan, 16 et 1; Pau, 12 et - 2; Strasbourg, 6 et - 1; Tours, 7 et 0; Toulouse, 11 et - 3; Poitiers-Touraine, 10 et 2.

Températures maximales à l'étranger : Alger, 14 et 3 degrés; Amsterdam, 6 et 6; Athènes, 17 et 6; Berlin, 4 et 1; Bonn, 6 et 3; Bruxelles, 8 et 3; La Ciot, 24 et 18; New Casarès, 26 et 16; Coppenhague, 9 et 1; Dacca, 23 et 18; Djakarta, 19 et 5; Lisbonne, 17 et 7; Londres, 11 et 7; Luxembourg, 8 et 0; Madrid, 15 et - 4; Moscou, 0 et - 2; Nairobi, 28 et 15; New-York, 2 et 1; Palma de Majorque, 14 et - 2; Rome, 14 et 5; Stockholm, 6 et - 4; Téhéran, 12 et 6; Trinité, 12 et 5.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)



5 degrés dans le nord et l'est, 6 à 9 degrés ailleurs.

Samuel et dimanche, retour à un temps généralement brumeux et froid le matin puis belles éclaircies dans la journée. Les températures maximales seront en baisse et il y aura des gelées fortes. Les températures maximales resteront stationnaires.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée de 4 mars; le second le minimum de la nuit du 4 au 5 mars) : Bordeaux, 15 et 1; Biarritz, 9 et 0; Brétigny, 11 et 4; Caen, 12 et 8; Cherbourg, 9 et 6; Clermont-Ferrand, 8 et - 6; Dijon, 8 et 0; Grenoble, Lyon, 8 et - 3; Marseille-Marinette, 13 et - 1; Nancy, 7 et - 2; Nantes, 11 et 6; Nice-Côte d'Azur, 15 et 6; Paris-Montsouris, 6 et 2; Perpignan, 16 et 1; Pau, 12 et - 2; Strasbourg, 6 et - 1; Tours, 7 et 0; Toulouse, 11 et - 3; Poitiers-Touraine, 10 et 2.

Températures maximales à l'étranger : Alger, 14 et 3 degrés; Amsterdam, 6 et 6; Athènes, 17 et 6; Berlin, 4 et 1; Bonn, 6 et 3; Bruxelles, 8 et 3; La Ciot, 24 et 18; New Casarès, 26 et 16; Coppenhague, 9 et 1; Dacca, 23 et 18; Djakarta, 19 et 5; Lisbonne, 17 et 7; Londres, 11 et 7; Luxembourg, 8 et 0; Madrid, 15 et - 4; Moscou, 0 et - 2; Nairobi, 28 et 15; New-York, 2 et 1; Palma de Majorque, 14 et - 2; Rome, 14 et 5; Stockholm, 6 et - 4; Téhéran, 12 et 6; Trinité, 12 et 5.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

5 degrés dans le nord et l'est, 6 à 9 degrés ailleurs.

Samuel et dimanche, retour à un temps généralement brumeux et froid le matin puis belles éclaircies dans la journée. Les températures maximales seront en baisse et il y aura des gelées fortes. Les températures maximales resteront stationnaires.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée de 4 mars; le second le minimum de la nuit du 4 au 5 mars) : Bordeaux, 15 et 1; Biarritz, 9 et 0; Brétigny, 11 et 4; Caen, 12 et 8; Cherbourg, 9 et 6; Clermont-Ferrand, 8 et - 6; Dijon, 8 et 0; Grenoble, Lyon, 8 et - 3; Marseille-Marinette, 13 et - 1; Nancy, 7 et - 2; Nantes, 11 et 6; Nice-Côte d'Azur, 15 et 6; Paris-Montsouris, 6 et 2; Perpignan, 16 et 1; Pau, 12 et - 2; Strasbourg, 6 et - 1; Tours, 7 et 0; Toulouse, 11 et - 3; Poitiers-Touraine, 10 et 2.

Températures maximales à l'étranger : Alger, 14 et 3 degrés; Amsterdam, 6 et 6; Athènes, 17 et 6; Berlin, 4 et 1; Bonn, 6 et 3; Bruxelles, 8 et 3; La Ciot, 24 et 18; New Casarès, 26 et 16; Coppenhague, 9 et 1; Dacca, 23 et 18; Djakarta, 19 et 5; Lisbonne, 17 et 7; Londres, 11 et 7; Luxembourg, 8 et 0; Madrid, 15 et - 4; Moscou, 0 et - 2; Nairobi, 28 et 15; New-York, 2 et 1; Palma de Majorque, 14 et - 2; Rome, 14 et 5; Stockholm, 6 et - 4; Téhéran, 12 et 6; Trinité, 12 et 5.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

annonces associations

Appels

Association, « Agir le 11 Mars » cherche local gratuit ou bon marché Paris/proche banlieue. Tél. : 208-98-37.

Assoc. RUP ch. 80 m² logement pr 3000 F. Sout. Paris 16. 9. 7. 5. 14. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100. 101. 102. 103. 104. 105. 106. 107. 108. 109. 110. 111. 112. 113. 114. 115. 116. 117. 118. 119. 120. 121. 122. 123. 124. 125. 126. 127. 128. 129. 130. 131. 132. 133. 134. 135. 136. 137. 138. 139. 140. 141. 142. 143. 144. 145. 146. 147. 148. 149. 150. 151. 152. 153. 154. 155. 156. 157. 158. 159. 160. 161. 162. 163. 164. 165. 166. 167. 168. 169. 170. 171. 172. 173. 174. 175. 176. 177. 178. 179. 180. 181. 182. 183. 184. 185. 186. 187. 188. 189. 190. 191. 192. 193. 194. 195. 196. 197. 198. 199. 200. 201. 202. 203. 204. 205. 206. 207. 208. 209. 210. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218. 219. 220. 221. 222. 223. 224. 225. 226. 227. 228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. 236. 237. 238. 239. 240. 241. 242. 243. 244. 245. 246. 247. 248. 249. 250. 251. 252. 253. 254. 255. 256. 257. 258. 259. 260. 261. 262. 263. 264. 265. 266. 267. 268. 269. 270. 271. 272. 273. 274. 275. 276. 277. 278. 279. 280. 281. 282. 283. 284. 285. 286. 287. 288. 289. 290. 291. 292. 293. 294. 295. 296. 297. 298. 299. 300. 301. 302. 303. 304. 305. 306. 307. 308. 309. 310. 311. 312. 313. 314. 315. 316. 317. 318. 319. 320. 321. 322. 323. 324. 325. 326. 327. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335. 336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. 343. 344. 345. 346. 347. 348. 349. 350. 351. 352. 353. 354. 355. 356. 357. 358. 359. 360. 361. 362. 363. 364. 365. 366. 367. 368. 369. 370. 371. 372. 373. 374. 375. 376. 377. 378. 379. 380. 381. 382. 383. 384. 385. 386. 387. 388. 389. 390. 391. 392. 393. 394. 395. 396. 397. 398. 399. 400. 401. 402. 403. 404. 405. 406. 407. 408. 409. 410. 411. 412. 413. 414. 415. 416. 417. 418. 419. 420. 421. 422. 423. 424. 425. 426. 427. 428. 429. 430. 431. 432. 433. 434. 435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. 443. 444. 445. 446. 447. 448. 449. 450. 451. 452. 453. 454. 455. 456. 457. 458. 459. 460. 461. 462. 463. 464. 465. 466. 467. 468. 469. 470. 471. 472. 473. 474. 475. 476. 477. 478. 479. 480. 481. 482. 483. 484. 485. 486. 487. 488. 489. 490. 491. 492. 493. 494. 495. 496. 497. 498. 499. 500. 501. 502. 503. 504. 505. 506. 507. 508. 509. 510. 511. 512. 513. 514. 515. 516. 517. 518. 519. 520. 521. 522. 523. 524. 525. 526. 527. 528. 529. 530. 531. 532. 533. 534. 535. 536. 537. 538. 539. 540. 541. 542. 543. 544. 545. 546. 547. 548. 549. 550. 551. 552. 553. 554. 555. 556. 557. 558. 559. 560. 561. 562. 563. 564. 565. 566. 567. 568. 569. 570. 571. 572. 573. 574. 575. 576. 577. 578. 579. 580. 581. 582. 583. 584. 585. 586. 587. 588. 589. 590. 591. 592. 593. 594. 595. 596. 597. 598. 599. 600. 601. 602. 603. 604. 605. 606. 607. 608. 609. 610. 611. 612. 613. 614. 615. 616. 617. 618. 619. 620. 621. 622. 623. 624. 625. 626. 627. 628. 629. 630. 631. 632. 633. 634. 635. 636. 637. 638. 639. 640. 641. 642. 643. 644. 645. 646. 647. 648. 649. 650. 651. 652. 653. 654. 655. 656. 657. 658. 659. 660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 667. 668. 669. 670. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677. 678. 679. 680. 681. 682. 683. 684. 685. 686. 687. 688. 689. 690. 691. 692. 693. 694. 695. 696. 697. 698. 699. 700. 701. 702. 703. 704. 705. 706. 707. 708. 709. 710. 711. 712. 713. 714. 715. 716. 717. 718. 719. 720. 721. 722. 723. 724. 725. 726. 727. 728. 729. 730. 731. 732. 733. 734. 735. 736. 737. 738. 739. 740. 741. 742. 743. 744. 745. 746. 747. 748. 749. 750. 751. 752. 753. 754. 755. 756. 757. 758. 759. 760. 761. 762. 763. 764. 765. 766. 767. 768. 769. 770. 771. 772. 773. 774. 775. 776. 777. 778. 779. 780. 781. 782. 783. 784. 785. 786. 787. 788. 789. 790. 791. 792. 793. 794. 795. 796. 797. 798. 799. 800. 801. 802. 803. 804. 805. 806. 807. 808. 809. 810. 811. 812. 813. 814. 815. 816. 817. 818. 819. 820. 821. 822. 823. 824. 825. 826. 827. 828. 829. 830. 831. 832. 833. 834. 835. 836. 837. 838. 839. 840. 841. 842. 843. 844. 845. 846. 847. 848. 849. 850. 851. 852. 853. 854. 855. 856. 857. 858. 859. 860. 861. 862. 863. 864. 865. 866. 867. 868. 869. 870. 871. 872. 873. 874. 875. 876. 877. 878. 879. 880. 881. 882. 883. 884. 885. 886. 887. 888. 889. 890. 891. 892. 893. 894. 895. 896. 897. 898. 899. 900. 901. 902. 903. 904. 905. 906. 907. 908. 909. 910. 911. 912. 913. 914. 915. 916. 917. 918. 919. 920. 921. 922. 923. 924. 925. 926. 927. 928. 929. 930. 931. 932. 933. 934. 935. 936. 937. 938. 939. 940. 941. 942. 943. 944. 945. 946. 947. 948. 949. 950. 951. 952. 953. 954. 955. 956. 957. 958. 959. 960. 961. 962. 963. 964. 965. 966. 967. 968. 969. 970. 971. 972. 973. 974. 975. 976. 977. 978. 979. 980. 981. 982. 983. 984. 985. 986. 987. 988. 989. 990. 991. 992. 993. 994. 995. 996. 997. 998. 999. 1000.

VACANCES, Y AVEZ-VOUS PENSÉ ? Vous pouvez ÉCHANGER votre maison ou votre appartement. Remarque : 1. SÉJOURS : Montargis, BAUDRY, 13770 VAILLANT. Tél. : 16 62 81-05-67.

Cherchez conseils, bénévoles en faculté des associations et droit de la propriété intellectuelle et artistique.

UNION française pour l'ESPÉRANTO. 4 bis, rue de la Croix - 75004 Paris. Tél. : 278-88-88.

Assoc. vend. Eaux près Evreux, Deux propri. 1 ha 5 à 4 millions habitations, ordes dépendances, jdn, terrain. Tél. 268-26-17.

M. Armand BRAUN Directeur général de la Sté Int. des conseillers de Synthèse

Thème : « Approche démographique de l'entreprise »

35, rue Marbeuf, Paris 8, 225-16-81.

Sessions et stages

TRAVAILLEURS SOCIAUX

Stages d'initiation au montage et à la gestion d'une activité visant l'insertion sociale d'individus en difficulté du 19 au 23 mars prochain. BOUTIQUE DE GESTION DE PARIS. 95, bd Voltaire (111). Tél. 385-00-48.

* Prix de la ligne 25 F TTC (28 lignes, lettres ou espaces). * Veuillez mentionner l'année et le numéro d'inscription par 30 J.O.

* Chaque titulaire de l'ordre de Régie-Press LMA et à adresser au plus tard le jeudi pour parution du mardi dans le numéro de Régie-Press LMA, 85 bis, rue Valenciennes, 75002 PARIS.

LA MICRO INFORMATIQUE

vous touchera tous : employés, responsables, professionnels libéraux. Alors pourquoi ne pas s'initier dès maintenant à cette nouvelle technologie ?

LA BOUTIQUE DE GESTION DE PARIS propose un stage d'une semaine du 19 au 23 mars prochain. 95, bd Voltaire (111). Tél. 385-00-48.

Découverte nature ALVERGNE et animation-poney dans centre de vacances.

Stages animation BAFFI 26-31 mars FUAFF-Hauts-de-Seine 4, avenue de la Dentelle 43000 LE PUY-VELAY. Tél. : 16 67 01-09-55-10.

MICRO-INFORMATIQUE

STAGES : * d'utilisation ludique de gestion (TRAITEM

	Le 1er	Le 2ème
OFFRES D'EMPLOI	83,00	88,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAL	184,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

	Le 1er	Le 2ème
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	15,60
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

JEAN-PIERRE MARTICHOUX & ASSOCIES

Conseillers de Direction

Nous avons pour vocation d'aider les entreprises à résoudre leurs problèmes de gestion et de développement. Nos interventions se situent au niveau des Directions Générales, le plus souvent des grandes sociétés, elles se caractérisent par des relations confidentielles et de longue durée avec nos clients, elles exigent une forte implication personnelle de nos consultants dans les recommandations et leur mise en œuvre.

Nous recherchons

Consultants de haut niveau

Vous avez une formation supérieure (Grande Ecole et si possible M.B.A.) et une expérience professionnelle réussie de quelques années d'entreprise, vous êtes intéressés par la réflexion et l'action, et vous souhaitez vous exprimer pleinement en participant à l'expansion d'une équipe jeune, active et performante.

Nous vous offrons une ouverture à des problèmes variés et passionnants, des responsabilités complètes et une carrière motivante.

Les dossiers de candidature seront traités confidentiellement par :
JEAN-PIERRE MARTICHOUX & ASSOCIES
15, rue des Saints Pères, 75006 PARIS

WORLD VISION

est un organisme Chrétien qui collecte des fonds destinés à soutenir des opérations de secours et de développement dans le Tiers-Monde.

Il recherche dans le cadre de son expansion un

DIRECTEUR (TRICE) DE PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT

Rendant compte au Directeur Général, il sera chargé de :

- l'élaboration des programmes permettant aux gens d'exprimer leur volonté de communiquer à travers les activités mondiales de « World Vision ».
- la gestion financière et administrative d'un bureau à Paris
- l'entretien des relations avec des agences chrétiennes et laïques

Nombreux déplacements tant en France qu'à l'étranger sont à prévoir.

Ce poste conviendra à un Chrétien évangélique possédant quelques années d'expérience de gestion - faisant preuve des connaissances approfondies de l'organisation de l'église ainsi que des problèmes sociaux et économiques - ayant la maîtrise de l'anglais.

Rémunération intéressante.

Merci d'adresser lettre et c.v. - à préciser confidentiel sur l'enveloppe - à Brian Reavill, World Vision of Europe, 146 Queen Victoria Street, Londres EC4.

Soyez bien !

Soyez bien, tout simplement comme les femmes et les hommes passionnés par l'informatique et qui intègrent Digital, le deuxième groupe informatique mondial.

Ils sont bien parce qu'ils trouvent chez Digital une communication facile, le goût du dialogue, le sens de l'efficacité et une prise en compte de leurs aspirations...

Ils sont bien parce qu'ils travaillent dans un environnement professionnel ouvert, avec des gammes de produits performants (plus de 11% du C.A. est consacré à la Recherche et au Développement) et parce qu'ils prennent part à des projets d'entreprise particulièrement dynamiques.

Intégrez notre direction financière...

Diplômé MBA, HEC, ESSEC, vous avez 10 ans d'expérience.

Vous avez acquis de solides compétences financières dans un environnement international et possédez la capacité de diriger une équipe de 20 personnes. Nous vous proposons le poste de **TRESORIER** où vous aurez en charge les aspects classiques de la fonction : crédits et recouvrements, gestion des fonds et relations bancaires. Responsable de la gestion des besoins financiers de la filiale, vous définirez les plans de financement nécessaires à notre expansion.

Votre profil de généraliste et vos talents d'animateur doivent vous permettre une évolution rapide.

Soyez bien : prenez contact avec la Direction Financière et Administration sous Ref. M 86-DIGITAL EQUIPMENT FRANCE-2 rue Gaston Crémieux BP 136-91004 Evry Cedex.

N° 1 de l'informatique interactive

digital

emploi international

(et départements d'Outre Mer)

SEALINE DESIGN ENGINEER

In our project and engineering department, we have a vacancy for an experienced underwater offshore pipeline engineer. The successful candidate will be responsible for the sealine part of offshore construction projects, prepared in the department. This will involve:

- analyzing calls for tender and selecting the most suitable construction procedure for the sealines.
- making necessary design calculations for the sealine under operational and installation conditions.
- selecting and specifying the necessary construction equipment and tools.
- specifying requirements for the supply of equipment and services by subcontractors.
- writing the technical part of an offer.
- after the award of the contract, giving the necessary engineering back-up to the operations department for its execution.

The successful candidate shall have a degree in engineering and must have several years of practical experience in design and execution of sealine projects. Experience in pulling jobs from the shore is essential.

The position is in our Monaco engineering office. Travel to visit clients, subcontractors or working sites will be required. Assistance with the cost of relocating to Monaco will be given.

Please write with full details, enclosing photograph and quoting the appropriate reference, before 03/26, under ref. LM 73 to PIERRE LICHAU S.A., 3, avenue de la Corse - 13007 MARSEILLE, who will forward.

The European Computer Industry Research Centre A new established international research centre located in Munich opens a job opportunity for a :

network engineer

to develop the Ethernet connection of a timeshared 32-bit Computer.
2 years' experience in this field is required.

Please send complete resume with salary requirements to 429 M :
LEVI TOURNAY 31, Bd Bonne Nouvelle
75008 Paris Cedex 02 qui transmettra

SOCIÉTÉ, recherche son

CHEF DE MISSION RÉSIDENT

Pour gestion d'un port au Moyen-Orient.
Afin de diriger l'équipe d'experts chargés de l'assistance technique et administrative à la gestion d'un port de commerce.
Grand Brevet Maritime Marchande ou Ingénieur Grande Ecole ou équivalent.
10 ans minimum d'expérience portuaire et/ou maritime.
Anglais courant indispensable.

Ecrire avec CV en anglais et réf. sous le T 044.534 M.
Régis Press - 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

SOCIÉTÉ AMÉRICAINE
Consultants en Industrie Pétrolière
RECRUTE pour l'Afrique de l'Ouest :

géologues géophysiciens ingénieurs réservoir production SPÉCIALISTES

ou vérification des comptes, bases des données, contrôle budgétaire, centres de documentation, commercialisation de levé. Les candidats, de haut niveau, devront avoir 7 à 10 ans d'expérience et une bonne connaissance pratique du français et de l'anglais.
Env. cv, adresse et très bonnes condit. de trav. Contrat de longue durée.

Env. CV dès et présent, s/r 2-910 le Monde Pub.
Service Annonces Classées
8, rue des Italiens, 75009 Paris.

Mercredi
28 Mars 1984
9 h 00 - Hôtel Hilton
18, av. de Suffren - 75007 Paris

Directeurs Généraux, Directeurs du Personnel :

UNE JOURNÉE POUR DIALOGUER, REFLECHIR ENSEMBLE.

UN THEME

UNE BASE DE TRAVAIL

UNE TABLE RONDE

UN DEBAT

Les rapports entre les Directeurs Généraux et les Directeurs de Personnel, leurs attentes réciproques, leurs relations dans le travail aujourd'hui et demain.

Une enquête réalisée avec le concours technique de l'IFOP sur base de données INSEE, auprès d'un échantillon représentatif de Directeurs Généraux et de Directeurs de Personnel de sociétés employant 500 personnes et plus. Une trentaine de questions leur ont été soumises, celles que vous vous posez régulièrement.

2 Directeurs Généraux : MM. Claude BEBEAR (GROUPE DROUOT), Maurice de KERVENOEL (EUROPEENNE DE BRASSERIE), 2 Directeurs Généraux Adjointes : MM. Pierre GARDES (MUTUELLES UNIES), José BIDEAIN (SAINT-GOBAIN) et 3 Directeurs de Personnel : Mme Martine FAURE (STEIN HEURTEY), MM. André PALLUEL (SUBSTANTIA), Pierre POINTU (ACCOR) commenteront les résultats de cette enquête unique en son genre. Cette table ronde sera animée par Raymond POULAIN - Président de l'AFCOREM.

A partir des résultats de l'enquête présentée par M. Christophe RIBOUD - P.D.G. de l'IFOP - et Françoise ROBINET - Directrice à l'IFOP -, ce sera pour vous l'occasion d'échanger vos idées, de confronter vos expériences, de comparer vos points de vue avec vos collègues et les participants de la table ronde.

Cette journée a été préparée par :

- l'Association des Anciens Elèves de Centrale - Groupement Relations Humaines,
- l'Association des Anciens Elèves de Sciences Po - Groupe Relations Humaines,
- l'Association Française de Conseil en Recrutement (AFCOREM),
- l'Association Nationale des Dirigeants et Cadres de la Fonction Personnel (ANDCP),
- Personnel Association.

EXTRAITS DU QUESTIONNAIRE IFOP

En moyenne combien d'heures par mois un Directeur Général doit-il travailler avec son Directeur de Personnel ?

Quelles sont les raisons qui peuvent conduire un Directeur Général à licencier son Directeur de Personnel ou ce dernier à quitter son entreprise ?

Quel est le profil idéal du Directeur du Personnel vu par le Directeur Général ?

A votre avis, quelles seraient les raisons qui peuvent conduire un Directeur du Personnel à quitter son entreprise ?

Si un Directeur Général devait choisir son successeur parmi ses directeurs, quel serait son meilleur choix ?

Les Directeurs Généraux auraient-ils aimé être Directeur du Personnel ?

Le Directeur Général a-t-il le droit de licencier son Directeur du Personnel ?

Le Directeur du Personnel a-t-il le droit de licencier le Directeur Général ?

Le Directeur du Personnel a-t-il le droit de licencier le Directeur Général ?

Le Directeur du Personnel a-t-il le droit de licencier le Directeur Général ?

Le Directeur du Personnel a-t-il le droit de licencier le Directeur Général ?

Le Directeur du Personnel a-t-il le droit de licencier le Directeur Général ?

Le Directeur du Personnel a-t-il le droit de licencier le Directeur Général ?

Le Directeur du Personnel a-t-il le droit de licencier le Directeur Général ?

Le Directeur du Personnel a-t-il le droit de licencier le Directeur Général ?

Le Directeur du Personnel a-t-il le droit de licencier le Directeur Général ?

Le Directeur du Personnel a-t-il le droit de licencier le Directeur Général ?

Le Directeur du Personnel a-t-il le droit de licencier le Directeur Général ?

Le Directeur du Personnel a-t-il le droit de licencier le Directeur Général ?

Le Directeur du Personnel a-t-il le droit de licencier le Directeur Général ?

Le Directeur du Personnel a-t-il le droit de licencier le Directeur Général ?

Le Directeur du Personnel a-t-il le droit de licencier le Directeur Général ?

Le Directeur du Personnel a-t-il le droit de licencier le Directeur Général ?

Le Directeur du Personnel a-t-il le droit de licencier le Directeur Général ?

Le Directeur du Personnel a-t-il le droit de licencier le Directeur Général ?

Le Directeur du Personnel a-t-il le droit de licencier le Directeur Général ?

Le Directeur du Personnel a-t-il le droit de licencier le Directeur Général ?

Le Directeur du Personnel a-t-il le droit de licencier le Directeur Général ?

Le Directeur du Personnel a-t-il le droit de licencier le Directeur Général ?

Le Directeur du Personnel a-t-il le droit de licencier le Directeur Général ?

Le Directeur du Personnel a-t-il le droit de licencier le Directeur Général ?

Le Directeur du Personnel a-t-il le droit de licencier le Directeur Général ?

Le Directeur du Personnel a-t-il le droit de licencier le Directeur Général ?

Le Directeur du Personnel a-t-il le droit de licencier le Directeur Général ?

Le Directeur du Personnel a-t-il le droit de licencier le Directeur Général ?

Le Directeur du Personnel a-t-il le droit de licencier le Directeur Général ?

Le Directeur du Personnel a-t-il le droit de licencier le Directeur Général ?

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



THOMSON-CSF
La division SEMICONDUCTEURS DISCRETS
recherche pour sa filiale en TOURAINE

RESPONSABLE DU SERVICE

- ORDONNANCEMENT
- ADMINISTRATION DES COMMANDES
- EXPÉDITIONS

(environ 25 personnes dont 3 Cadres)

C'est un MANAGER dynamique et efficace, de formation Grande Ecole, ayant l'expérience de fonctions identiques avec utilisation de moyens informatiques modernes, (anglais indispensable - poste à pourvoir d'urgence).

Pour un candidat de haut niveau, une évolution est possible à moyen terme vers des fonctions élargies et plus importantes.

Envoyez CV et photo à SSC - Service du Personnel - rue Marie et Pierre CURIE - 37100 TOURS.

THOMSON
BRANCHE COMPOSANTS

Importante industrie
en expansion
Produits Modernes
pour le bâtiment
à Strasbourg
recherche

**JEUNE CADRE
EXPORT
ESCE - ESC -
formation export
ou similaire**

- Disposant d'une expérience de l'exportation de 3 à 5 ans, parlant bien l'anglais et l'espagnol.
- Mission : Développement et gestion de nouveaux marchés d'exportation.
- Missions ponctuelles dans le monde entier.
- Volonté de fonction type P.E.
- Larges possibilités d'avancement liées à la volonté exportatrice de la D.E.

Adr. CV et photo à : SELETEC Conseil
67009 STRASBOURG CEDEX

ITT Data Systems France
leader de l'informatique des réseaux
recherche

4 inspecteurs maintenance

Niveau F.P.A.-B.T.-B.T.S. Electronicien

basés LYON - MULHOUSE - ROUEN
ou volontaires déplacements
FRANCE ENTIÈRE

4 ingénieurs commerciaux

Expérience 2 à 4 ans
vente ordinateurs ou terminaux
basés PARIS et LILLE

Ecrire avec C.V. et photo à ITT Data Systems France SA

Département
du Personnel
Tour Maine
Montparnasse
(Boite 148)
33, av. du Maine
75755 Paris
Cedex 15



DIRECTIONS

Nationales et Internationales



Assisted Intelligence Design
PARIS SAN FRANCISCO TOKYO

Bureau d'études MICRO-ELECTRONIQUE
(HARD & SOFT)
Budget : US\$ 3 millions assuré pour 1984

Recherche pour diriger l'entreprise située
au centre de Paris (RER - CHATELET)

le DIRECTEUR

ADMINISTRATIF, FINANCIER, COMMERCIAL

- parfaitement bilingue Anglais/Français
- expérience probante de la gestion d'une PME
- capable de diriger une équipe très jeune et dynamique dont la passion du travail occupe la vie personnelle et familiale.

250000 F/AN + fort intérêt aux résultats.
Lettre manuscrite en ANGLAIS et CV en Français à :
MICRO-ARCHI, 79, rue du Temple 75003 PARIS

LORIENT

AGRO-ALIMENTAIRE

DIRECTEUR GÉNÉRAL

280.000 F +

50 personnes

30 millions de CA.

recherche patron sachant gérer

obtenus productivité et qualité,

connaissant les réseaux

grandes surfaces et grossistes

pour entreprise en croissance

rapide, ayant bonne image de

marque.

Merci d'adresser votre candidature

sous référence 92 à

Annie Thomann, Curtilleum,

28, rue du 4-Septembre,

75002 Paris,

qui garantit discrétion

et réponse.

ANNONCES CLASSÉES

TELEPHONEES

296-15-01



emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

WORTHINGTON FRANCE

Filiale du premier groupe mondial pour les
Compresseurs - Pompes - Turbines
Recherche pour son département travaux extérieurs

INGENIEUR CHANTIERS

AM, Marine ou équivalent

En relation étroite avec notre engineering et au contact direct du client sur site, il aura pour mission le contrôle complet de la conformité des installations aux spécifications contractuelles, à leur adaptation éventuelle et assurera leur mise en route dans un souci constant de rentabilité et d'efficacité.

Bilingue anglais, très mobile France et surtout étranger, il allie la compétence technique à de solides qualités de contact et de jugement.

Merci d'adresser votre CV, photo, lettre manuscrite et prétentions sous la réf. 1409 à M. Fonladosa 7, rue de Logelbach 75017 Paris.

Leader international de l'informatique graphique, nous recherchons

Field support engineer

Nous vous formerons à nos produits (machines à dessiner, imprimantes électrostatiques, systèmes graphiques). Ils sont à la mesure de votre technicité d'électronicien ou d'électromécanicien et de votre expérience de la maintenance en péri-informatique.

En relation constante avec les ingénieurs qui conçoivent l'infographie du futur (centres de recherche en France et en Californie), vous apporterez un support technique de haut niveau à nos équipes de maintenance aux quatre coins du globe.

Ecrivez au Service du Personnel - Zone Industrielle des Petites Haies, 1 rue Jean Lemoine - 94015 Créteil



ROHM HAAS

FRANCE S.A.

INGENIEUR

CHIMISTE

qui aura la responsabilité d'une unité de

PRODUCTION.

Ce poste convient à un candidat d'environ 30 ans,

ingénieur ou docteur-ingénieur, disposant d'une

expérience de 3 à 5 ans de production; il requiert un

véritable profil de MANAGER; esprit d'initiative et

grandes facultés d'adaptation indispensables.

La pratique courante de l'anglais est souhaitée.

Ecrire à notre conseil sous réf. P&E en mentionnant

vos prétentions; discrétion totale assurée.

info

RECHERCHES HUMAINES

Rue de la Forêt

67650 VENDENHEIM

Tél. : (88) 88.45.33

70-72-84 (Poste 425)

78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

Miser sur la qualité...

A la base du développement des principales techniques avancées : les semi-conducteurs. Leader mondial dans ce domaine, nous avons le souci de garantir leur qualité, d'améliorer leurs performances et d'anticiper les besoins de nos clients, constructeurs informatiques, automobile, aéronautique ou télécommunications...

nos ingénieurs des ventes

ont un rôle complet, de l'analyse des besoins à la conclusion de l'affaire, en passant par la proposition d'une solution adaptée qu'ils soumettent aux directions techniques de leurs clients. S'ils agissent en liaison avec nos services Marketing, Finances et Fabrications, ils disposent cependant d'une grande autonomie. Diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieurs, vous êtes débutant ou vous avez une première expérience commerciale et la volonté de réussir. Pour en prendre le chemin, choisissez une entreprise qui mise sur l'innovation et la qualité. Celle de ses produits et de ses collaborateurs. Postes basés à PARIS, LYON et TOULOUSE.

Monsieur NERVEN vous prie de lui adresser votre candidature avec photo et rémunération souhaitée

sous référence SC/0384/1M à :

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

8/10, avenue Morane Saulnier

78140 VELIZY-VILLACOUBLAY



Cabinet de Conseil juridique

et plein essor, Région Nord, re-

cherche pour renforcer son

équipe : FISCALISTE EXPÉRI-

MENT. Envoyer photo, c.v.

Ecrire sous réf. 7597 à "Le Monde"

Pub. service annonces clas-

sées, 5, rue des Italiens,

75009 Paris qui transmettra.

75009 Paris qui transmettra.

75009 Paris qui transmettra.

75009 Paris qui transmettra.

75009 Paris qui transmettra.

75009 Paris qui transmettra.

75009 Paris qui transmettra.

75009 Paris qui transmettra.

75009 Paris qui transmettra.

75009 Paris qui transmettra.

75009 Paris qui transmettra.

75009 Paris qui transmettra.

75009 Paris qui transmettra.

75009 Paris qui transmettra.

75009 Paris qui transmettra.

75009 Paris qui transmettra.

75009 Paris qui transmettra.

75009 Paris qui transmettra.

75009 Paris qui transmettra.

75009 Paris qui transmettra.

75009 Paris qui transmettra.

75009 Paris qui transmettra.

L.U.T. DE ROUEN

recherche

JEUNE INGENIEUR

Département

Spécialité mécanique multilarge.

Ad. c.v. à L.U.T.

B.P. 47, 76130 MONT-

SAINT-AIGNAN

ou grands rendez-vous au (36)

70-72-84 (Poste 425)

70-72-84 (Poste 425)

70-72-84 (Poste 425)

70-72-84 (Poste 425)

70-72-84 (Poste 425)

70-72-84 (Poste 425)

70-72-84 (Poste 425)

70-72-84 (Poste 425)

70-72-84 (Poste 425)

70-72-84 (Poste 425)

70-72-84 (Poste 425)

70-72-84 (Poste 425)

70-72-84 (Poste 425)

70-72-84 (Poste 425)

70-72-84 (Poste 425)

70-72-84 (Poste 425)

70-72-84 (Poste 425)

70-72-84 (Poste 425)

70-72-84 (Poste 425)

70-72-84 (Poste 425)

70-72-84 (Poste 425)

COPEO HUNTING

recherche

INGENIEUR

LOGGING

Formation

ELECTRONIQUE

Quelques années d'expérience

pour maintenance, opération et

formation du personnel.

Déplacements occasionnels.

Basé à Vitrolles. Ecrire 14 B.

2.A. Bastide Branché,

13127 VITROLLES.

STÉ D'ÉTUDES

150 PERSONNES

recherche pour Département

Agro-Alimentaire à Paris

Agro-Alimentaire à Paris

Agro-Alimentaire à Paris

Agro-Alimentaire à Paris

Agro-Alimentaire à Paris

Agro-Alimentaire à Paris

Agro-Alimentaire à Paris

Agro-Alimentaire à Paris

Agro-Alimentaire à Paris

Agro-Alimentaire à Paris

Agro-Alimentaire à Paris

Chargé d'assistance études, de

direction de chantiers et de

contacts généraux.

Formation Agro-Alimentaire

souhaitée.

Age environ 32 ans.

Adr. C.V. sous le n° 44655 m

RÉGIE-PRESS

85 bis, r. Masson, 75002 Paris

85 bis, r. Masson, 75002 Paris

85 bis, r. Masson, 75002 Paris

85 bis, r. Masson, 75002 Paris

85 bis, r. Masson, 75002 Paris

85 bis, r. Masson, 75002 Paris

Jeune initiative

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux : emplois régionaux : emplois régionaux : emplois régionaux

IBM FRANCE
DIRECTION DES SERVICES COMPTABLES A ORLÉANS
Recherche
DES CADRES
GRANDES ÉCOLES COMMERCIALES
MAÎTRISE DE GESTION

Notre mission est d'établir chaque mois une synthèse et une analyse rapide des résultats financiers de l'ensemble des activités d'IBM France, tout en assurant un contrôle efficace.

Les candidats doivent être attirés par l'utilisation de moyens informatiques évolués, et avoir de bonnes connaissances en anglais.

Une expérience dans un cabinet d'audit ou d'expert comptable serait appréciée.

Merci d'adresser votre candidature et curriculum vitae à notre Département Recrutement-Orientations-Conseils, 2 rue de Marengo, 75001 Paris, en mentionnant la référence DSC.

Chef de Service Informatique

Diplômé d'études supérieures, vous possédez au moins 5 ans d'expérience en tant que Chef de Projets sur des applications de gestion. Vous avez ainsi acquis de solides connaissances en organisation et en matériel moyen système et mini-ordinateurs et avez eu un rôle d'animation et d'encadrement d'équipes.

Prendre la direction d'un service informatique correspond maintenant à vos objectifs professionnels.

La Société des Eaux Minérales d'Evian, - marques Evian, Badoit, Fruité, Eva, - 1,2 Md de F de CA, 1400 personnes, 2 usines - vous offre cette opportunité.

Cette société est dotée d'un Bull DPS 7/65 et d'une douzaine de mini-ordinateurs décentralisés. Vingt personnes assurent les études et l'exploitation.

A la tête de cet ensemble, vous élaborerez et recommanderez le plan informatique et bureautique adapté aux besoins et aux objectifs de la société. Vous en assurerez la mise en œuvre avec votre équipe qu'il vous faudra encadrer, animer et coordonner. Enfin, vous vous tiendrez informé de l'évolution des matériels pour proposer et mettre en place les meilleurs systèmes d'information.

Ce poste se situe à Evian, en Haute-Savoie, ville particulièrement agréable sur le plan des conditions de vie.

BSN Merci d'adresser votre candidature, sous réf. M3M en précisant rémunération actuelle à : BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Tébéran - 75381 Paris Cedex 88.

MATRA

Le Centre du Parc d'Affaires du VAUDREUIL (à 25 km de ROUEN, 1 heure de Paris) situé en bordure de la forêt et domine la Vallée de la Seine (256 personnes) organise son activité autour du service après-ventes et des services étude et intégration.

Pour le service contrôle, on crée un poste (R/F) :

Ingénieur Electronicien

Il aura la responsabilité de la coordination technique des actions de contrôle - technologique, fonctionnel et d'intégration - pour des matériels électroniques et électromécaniques.

Il est secondé par une équipe de techniciens dont il coordonne et organise l'activité.

Ingénieur diplômé, il apporte des compétences en électronique et informatique acquises par une expérience industrielle d'environ 2 ans.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 1126 au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres - 3 avenue du Centre - Centre de MONTIGNY - 78182 Saint Quentin Yvelines Cedex

ENTREPRISE DE 800 PERSONNES
Filiale française d'un groupe international de distribution recherche pour son Siège Social situé à Provins en Seine et Marne

RESPONSABLE SYSTEMES

Pour animer et diriger son équipe informatique de 3 personnes. Nous voyons à ce poste une personne d'une trentaine d'années, dynamique, apte à l'encadrement et ayant une parfaite connaissance de la langue anglaise.

Envoyer CV manuscrit détaillé, photo et prétentions à N° 89615 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Société située en Haute-Marne
filiale d'un Groupe Industriel International
et spécialisée dans la transformation des métaux

RESPONSABLE TECHNICO-COMMERCIAL

qui sera en charge des négociations et du suivi de la clientèle existante ainsi que de la recherche et du développement de nouveaux marchés.

profil Ingénieur de 35 ans environ, bilingue français-anglais (+ connaissance de l'allemand), expériences réussies dans la vente de produits industriels

RESPONSABLE

de son Unité de Laminage à froid de tôles aciers, Ingénieur (ou formation équivalente) âgé de 30 ans minimum.

Expérience confirmée dans le laminage

INGÉNIEUR DE PRODUCTION

pour son importante Division de Forge à Froid et de Perçage.

profil Ingénieur (mécatronique de préférence), âgé de 30 ans environ. Expérience de quelques années dans la conduite des hommes en milieu industriel.

Si une de ces offres vous intéresse, envoyez votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions) à UNIVERSAL COMMUNICATION, sous la réf. LM 491, 122, chaussée de la Halpe 1050 Bruxelles, Belgique.

Réponse et discrétion assurées.

IMPORTANT
GROUPE FINANCIER PRIVE
Assurances - Retraites - Placements Financiers
recherche
COMMERCIAL
HF

pour sa délégation de BRETAGNE (RENNES)

Vous êtes un homme de la vente ayant une expérience du terrain.

Vous êtes un animateur capable d'encadrer une équipe de vendeurs.

Vous avez une formation supérieure.

Venez vous joindre à nous, vous y trouverez une ambiance dynamique.

La rémunération est motivante.

Une formation approfondie vous sera dispensée.

Voiture de service.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo, prétentions sous N° 8738 à PARFRANCE ANNONCES 4, rue Robert Etienne - 75008 PARIS - qui transmettra. Discretion assurée.

CREDIT AGRICOLE MUTUEL du Jura

recherche pour son service organisation et informatique à Lons-le-Saunier

ORGANISATEUR

de formation supérieure, débutant ou quelques années d'expérience.

En liaison étroite avec les services utilisateurs et les chefs de projet informatique, vous participerez à la conception de nouveaux systèmes d'application, vous concevrez et mettez en œuvre les procédures nécessaires (recruteurs administratifs, description des tâches).

Vous assisterez les services utilisateurs au démarrage et suivrez l'évolution des applications.

Adresser C.V. et prétentions au CRICAM du Jura Département Relations Sociales - BP 456 28008 LONS-LE-SAUNIER.

PEINTURES astral

recherchent pour laboratoire recherche et développement (Oise)

CHIMISTE
DIPLOMÉ DUT OU BTS

- Débutant ou quelques années d'expérience
- Bonne connaissance de l'anglais appréciée

Adresser lettre, C.V. et photo à :
ASTRAL
M. JARRY
16, rue des Déportés - 60160 MONTAIRE

JEUNES DIPLOMES HEC, ESSEC, ETC.

SI VOUS ETES AMBITEUX, INNOVATEURS ET MOBILES, VENEZ NOUS REJOINDRE.

Nous sommes un groupe agro-alimentaire d'importance nationale (C.A. 4 milliards, 2 300 personnes).

Après un an de formation et de découverte du Groupe à travers ses filiales, nous vous proposerons une affectation définitive et des responsabilités importantes en fonction de votre potentiel et de vos aspirations.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. 341 à Isabelle D. LAVALD Psycho-Sociologue IDL CONSEIL JUMELLES 27220 ST ANDRE DE L'EURE

JEUNE CHEF DU SERVICE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

ESG, IECIS option Finances-Comptabilité ou équivalent, + 5 à 10 ans expérience gestion administrative et financière

Une industrie, env. 350 pers. à Strasbourg recherche un jeune cadre reconnu diplômé du I.L.L.

Missions :

- Supervision de la comptabilité (générale, analytique, bilan), du service achat et magasin.
- Relations avec banques, grandes administrations et collectivités locales.
- Montages d'importants financements d'investissements.
- Dossiers Recruteurs.

Poste de large responsabilité.

Ad. CV G.M. ex. réf. 1005 à **seletec** 67000 STRASBOURG CEDEX

L'informatique, c'est l'image de technologies de pointe, mais avant tout la marque d'hommes et de femmes de valeur.

CONSEIL EN RECRUTEMENT

- De personnels de tous niveaux, de toutes qualifications en France et à l'étranger en relation étroite et suivie avec les services demandeurs.
- Avec la maîtrise de l'ensemble des opérations de recrutement, de la définition du poste à la rédaction du contrat d'embauche.
- Au sein d'une équipe jeune et professionnelle qui souhaite vous intégrer au plus tôt.
- Dans une branche de l'industrie informatique française, les périphériques d'ordinateurs, qui connaît une croissance de 30% l'an.

Cette occasion de démarrer une carrière dans un créneau d'avenir nous vous l'offrons si vous avez su développer vos qualités de base :

- Par une formation supérieure en sciences humaines, une grande école de gestion ou d'ingénieur avec la pratique impérative de l'anglais.
- Par suffisamment de tonus, de maturité et une première expérience si possible pour vous adapter rapidement dans un établissement de 2500 personnes aux secteurs d'activités techniques variées et fortement évolutives.

Envoyer curriculum vitae à R. Eglin Citi Honeywell Bull 6, avenue des Usines 90001 BELFORT CEDEX Tél.(84) 22.82.00 p. 4789

Bull



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Jeune Cadre de Personnel à fort potentiel

Poste à créer en ville universitaire Normande

Notre Groupe du secteur tertiaire (effectif : 2200 personnes) conduit depuis de nombreuses années une politique sociale imaginative et rigoureuse. Notre forte croissance, notre volonté de continuer à apporter des solutions novatrices au plan des relations sociales nous conduisent à créer le poste. Rattaché au Chef du Service Central du Personnel, et en liaison avec les responsables opérationnels, vous réaliserez les études nécessaires à l'application de la politique de personnel, analyserez les évolutions de la législation sociale. Simultanément, vous suivrez des groupes d'expression et les opérations d'amélioration des conditions de travail. Ce poste évoluera intéresser un diplômé E.S.C., Droit, ... alliant la rigueur et l'efficacité aux qualités de contact. Il a acquis 3 à 4 ans d'expérience diversifiée de la fonction personnel, en entreprise de préférence industrielle. Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'écrire sous référence 6209 M à François CORNEVIN qui garantira la confidentialité.



EQUIPES ET ENTREPRISES
11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 293.18.72

C.P.I.O.

Nantes

Caoutchoucs et Plastiques

Grâce à notre notoriété technologique, nous sommes devenus un partenaire majeur dans le monde de l'automobile.

Filière RENAULT, nous étudions, concevons et fabriquons des produits techniques en caoutchouc et en matières thermoplastiques injectées destinés essentiellement à l'industrie automobile.

Pour faire face à notre développement (2100 personnes - 3 usines - 630 millions de C.A.), nous renforçons notre potentiel et recherchons un

Ingénieur technico-commercial

chargé du MARKETING PRODUITS :

auprès des constructeurs automobiles pour les pièces d'étanchéité et d'habillage de carrosserie extérieure et de la COMMERCIALISATION par l'intermédiaire des Directions d'Achats.

Vous êtes diplômé d'une école d'ingénieur, à dominante mécanique, et vous avez une solide expérience dans la vente de biens industriels, une compétence en carrosserie et/ou étanchéité sera appréciée.

La rémunération proposée sera fonction des compétences acquises. Merci d'adresser confidentiellement votre C.V. sous référence 579/M à Albert AUPETIT

CENTRE DE PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL
3, bd René Leveseur 72000 LE MANS

LE MANS - ANGERS - LIMOGES

WITCO CHEMICAL S.A.

Société française, filiale d'un groupe international recherche pour assister le CHEF du DÉPARTEMENT TENSIO-ACTIFS

- un **CADRE COMMERCIAL** formation E.S.C. ou équivalent, expérience internationale souhaitée ;
- un **INGÉNIEUR CHIMISTE** pour assurer assistance et marketing technique, expérience tensio-actifs dans industrie du pétrole souhaitée.

Pour ces deux postes Anglais indispensable. Localisation - région ROUEN.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé avec prétentions à :

Service du personnel
WITCO CHEMICAL S.A. - 76320 SAINT-PIERRE-LES-ELBEUF

Pour faire face au développement de ses opérations REALISATIONS INDUSTRIELLES CLES en MAINS, SEITHA, membre d'un grand groupe international 280 personnes, CA supérieur à 300 millions dont 65% à l'export, crée plusieurs postes :

Ingénieurs d'affaires

confirmés ou semi-confirmés

Ils superviseront et coordonneront le travail d'une équipe pluridisciplinaire afin de traiter des affaires complètes : choix des solutions techniques et conception, chiffrage et élaboration des offres, négociation financière et technique, suivi du montage jusqu'à la réception par le client.

Ces postes s'adressent de préférence à des **INGÉNIEURS - CENTRALE, ESTP, ENSAIS** ou formation de **GENERALISTE** - maîtrisant l'anglais et ayant acquis une expérience significative, même courte, en entreprise générale ou en engineering et souhaitant s'intégrer à une équipe jeune au sein d'une société performante qui connaît une progression remarquable. Postes basés au Siège, à LYON, mais déplacements fréquents.

Ecrire au **CABINET GATIER**, 32 rue Bazillone 69006 LYON, sous réf. 056 M.

Cabinet Gatier

ENERTEC

Leader européen de la Mesure et de la Régulation, filiale industrielle du Groupe SCHLUMBERGER, recherche pour sa DIVISION ELECTRICITE-DISTRIBUTION située à PORTIERS

Chef de service productique

Ingénieur électronicien expérimenté

ayant de solides qualités de contact, du goût pour la mobilité et une bonne connaissance de l'Anglais. Chargé d'assurer la fourniture permanente des moyens d'accroître la productivité et l'efficacité de l'outil de production, il contrôle : l'automatisation des fabrications, les méthodes, la gestion des matériels. Il encadre 15 personnes dont 1 ingénieur et 2 assimilés cadres.

Ce poste ouvre de larges perspectives d'évolution au sein d'un Groupe international de tout premier plan.

Merci d'adresser votre CV accompagné d'une lettre manuscrite et d'une photo, sous la référence S 371, à Pierre COTON, ENERTEC, BP 365, 86009 Portiers Cedex.

ENERTEC

Schlumberger

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE PAU

recrute

- un **Professeur permanent de contrôle de gestion**
- un **Professeur permanent de droit des affaires**

Profil exigé pour ces 2 postes :

- Doctorat 3e cycle ou niveau équivalent.
- Compétence pédagogique confirmée.
- Expérience en entreprise appréciée.

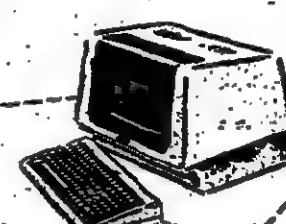
Prise de fonction : 1er Octobre 1984

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo récente sous référence 73047 M à : BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel - 94367 Vincennes Cedex

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Vendre HYPER 32 LE MEGA MINI REDONDANT

Nous sommes une entreprise française à taille humaine (1000 personnes) bénéficiant de l'envergure et de la solidité d'un grand groupe préparé à la compétition internationale. Réputé comme le partenaire de grands projets français, nos références parlent d'elles-mêmes : Education Nationale, BNF, CREDIT LYONNAIS, SNCF, EDF, GDF etc... La qualité de notre maintenance renforce notre renommée.

INGENIEURS D'AFFAIRES 260.000 F +

GRANDS COMPTES

NOUS

Nos grands comptes représentent 80 % du CA commercial. Nous vous proposons une gamme de produits performants réputés pour leur fiabilité technique : HYPER 32 à tolérance de pannes, la gamme TRIAD à architecture extrêmement modulaire etc... Les postes à pourvoir concernent les grands comptes importants du marché français : - grandes administrations, - agro-alimentaire, aéronautique, - les grandes banques et assurances. Le support technique avant ventes performant dont vous disposez vous permettra de valoriser vos talents de négociateur et de véritable commercial auprès de grands décideurs.

VOUS

30 ans +, de formation supérieure (ingénieur ou équivalent), vous avez plusieurs années d'expérience en INFORMATIQUE DE GESTION orientée Temps réel, ainsi que de bonnes connaissances en operating system et sur les réseaux de transmission de données. Vous voulez vous positionner sur le nouveau marché des mega-mini à haute disponibilité. Vous voulez intégrer une équipe performante où chacun gère de façon autonome une clientèle acquise ou potentielle. Vous voulez entrer chez un constructeur très connu dont les structures permettent encore de valoriser votre expérience.

Vous souhaitez être parmi les premiers ? Envoyer votre CV + photo + prétentions à : **MERCURI UNIVAL** 21 rue Eugène Richet, 75017 Paris.

Société Nouvelle Logabax

Informaticiens confirmés SG2 vous offre l'équilibre

Avoir su garder dans une entreprise de 4 000 personnes, présente dans plus de 20 pays, des structures souples, à taille humaine. Favoriser l'épanouissement intellectuel des diplômés d'études scientifiques par des libertés d'initiatives, des projets ambitieux, au sein d'équipes motivées et jeunes. Permettre grâce à un esprit collégial, la prise en charge de responsabilités valorisantes et d'offrir aux plus performants une évolution rapide.

Après une expérience de 2/3 ans sur gros systèmes de gestion (IBM ou BULL), se projeter au sommet informatique par une formation permanente et développer ses compétences dans des domaines aussi variés que : bureautique, messagerie, XAO, base de données multi-média, monétique, génie logiciel, architecture de réseaux, systèmes experts, intelligence artificielle...

Avec SG2, choisissez l'équilibre. Avec nos ingénieurs, soyez aujourd'hui les généralistes du futur informatique au service de nos clients.

Adresser CV, lettre, prétentions sous référence YR 11 M à

GROUPE



Direction Recrutement.
12 - 14 avenue Vion-Whitcomb, 75016 Paris.

INGENIEUR (Ponts, ESTP, AM, INSA...) ET HAPPY FEW ?

Votre formation et une première expérience de recherche de contacts, négociations et signatures de marchés en BTP et ingénierie vous ont familiarisé avec les interlocuteurs potentiels en Région Parisienne, en matière de Bâtiments ou de Génie Civil.

Homme actif et d'ambitions, vous êtes décidé à confirmer votre audience sur ce marché, donc à l'élargir et à voir reconnaître l'ampleur de votre action.

Groupe International, nous nous caractérisons par l'esprit d'entreprise et d'équipe qui anime nos collaborateurs, et les moyens techniques d'une politique d'audace et d'avant-garde que nous mettons à leur disposition, dans le cadre d'une gestion rigoureuse, affinée et impliquante.

Le C.A. réalisé en Région Parisienne dépasse le 1.2 Md de Frs. Notre organisation commerciale est solide : l'équipe est formée de professionnels compétents et motivés.

Votre champ d'action sera fonction de votre expérience.

Notre volonté est de vous voir :

ANIMER, DEVELOPPER, COORDONNER, PORTER APPUI A LA CONCLUSION, et de vous préparer, par votre réussite, à la prise de responsabilités élargies.

Avez-vous cette dimension ?

En toute confidentialité, adressez lettre manuscrite et C.V. sous réf. 9101 à : **INTERNATIONAL BUSINESS STRATEGY**
25, Bd de l'Amiral Bruix 75116 PARIS - Tél. : (1) 502.12.20

IBS

IBS

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Nous sommes une société de 600 personnes, notre mission est de PILOTER, auprès de grands industriels sous-traitants, DES PROJETS D'EQUIPEMENTS ET DE SYSTEMES ELECTRONIQUES d'armement de haut niveau. Souhaitant renforcer notre bureau qualité-méthodes, nous recherchons un :

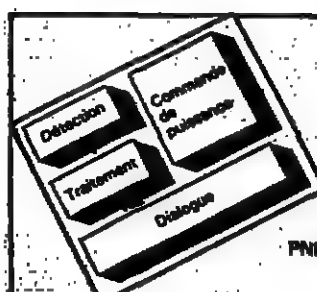
INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE HF DÉBUTANT OPTION ÉLECTRONIQUE

Il s'intégrera dans une petite équipe chargée d'aider les responsables de programme à gérer la qualité, les coûts et les délais des projets. Sa mission s'exercera principalement au profit d'une commission chargée d'établir les normes de qualité et d'essais à effectuer en environnement (conditions climatiques, types de terrain, chocs, etc.) pour que les systèmes d'armes étudiés satisfassent les besoins des utilisateurs. Le candidat sera notamment chargé de constituer des dossiers dont il présentera une synthèse à la commission ; il aura recueilli préalablement l'ensemble des informations nécessaires auprès des divers interlocuteurs concernés par le problème abordé. Ce poste est attractif en raison de la variété des sujets abordés et des contacts nombreux. Il est nécessaire de posséder une bonne aptitude à l'analyse et à la synthèse ainsi que des facilités de rédaction et un bon esprit d'initiative. Si cet offre vous intéresse, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. 84.06M à EUREQUIP à qui nous avons confié la recherche et qui vous garantira la plus grande discrétion.



PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

EUREQUIP
Département Conseil en Recrutement
15, avenue d'Eyle - 75116 PARIS
Tél. 553.84.73



INGÉNIEUR ET TECHNICIEN EN ELECTRONIQUE

TELEMÉCANIQUE est leader européen de l'automatisation et de la distribution (C.A. 1983 : 4,4 milliards en ELECTROTECHNIQUE, ELECTRONIQUE, PNEUMATIQUE).

Ingénieur

La Direction Recherche et Développement située à Nanterre recrute un ingénieur électronicien diplômé d'une Grande École ou titulaire d'un Doctorat de 3^e cycle de l'Université. Il aura pour fonction la recherche et le pré-développement de produits à dominante électronique courants forts, pour la mise en œuvre électrique et thermique des semi-conducteurs de puissance. Ce poste nécessite une expérience similaire de 3 à 5 ans.

Technicien

Un niveau BTS ou DUT de préférence avec expérience en électronique de puissance pour conduire des essais thermiques et électriques sur des semi-conducteurs de puissance et mener des études et des pré-développements de dispositifs mettant en œuvre des semi-conducteurs. Commencement dans la conduite des essais par calculateurs et de l'étude des schémas seraient appréciées. (Réf. 1F/8402) *** Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à TELEMÉCANIQUE - Direction du Personnel - 33 bis, avenue du Maréchal-Joffre - 92002 NANTERRE CEDEX.



Télémécanique

Télémécanique



emplois régionaux

Chef des ventes alimentation animale

Notre métier depuis plus de 20 ans : l'ALIMENTATION ANIMALE. Division filiale d'un important groupe multinational, nous devons notre notoriété à la performance des hommes et à la qualité reconnue de nos produits. Nous recherchons au départ de notre unité de production localisée en Pays de Loire un CHEF DES VENTES en prise directe avec notre Directeur de Division. Autonome dans son organisation et ses actions, il assurera le développement de nos parts de marché auprès d'une clientèle d'éleveurs et d'industriels de l'agro-alimentaire. Il est appuyé par une force de vente technico-commerciale bien rodée au terrain qu'il est chargé d'animer.



Ce poste s'adresse à un professionnel rompu aux contacts et à la négociation, excellent animateur et fortement imprégné du secteur Agriculture/Elevage. Adresser lettre + photo + C.V. sous réf. CVA/2709 à A.C.P. ENTREPRISES - 12, rue Duplex - 29200 BREST - Tél. : (98) 46.20.78.

Entreprises

INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE S2M

DÉBUTANT

Filiale en expansion constante de la Société Européenne de Propulsion, S2M leader mondial du palier magnétique pour l'industrie, notamment spatiale, recherche un ingénieur débutant ou possédant une courte expérience, de formation INSA, ISIN, ESIM ou équivalent. Dans un premier temps, cet ingénieur participera à l'étude et à la mise au point de divers matériels et évoluera ensuite vers un poste d'ingénieur d'affaires. De ce fait, l'anglais courant est indispensable et l'allemand apprécié. Poste basé à VERNON (Eure) 80 km Ouest de Paris avec déplacements fréquents à l'étranger.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. 339 à



Isabelle D. LAVAUD Psycho-Sociologue
IDL CONSEIL
JUMELLES 27220 ST ANDRE DE L'EURE

4, rue Massenet 75116 Paris

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue



Jeune Directeur commercial France et export

réf. 382 AM

PANODIA - PMI spécialisée dans la fabrication d'articles pour la photographie (classement, présentation, archivage, portfolios...) et réputée pour ses créations porteuses de tendances (petite maroquinerie, papeterie, accessoires de mode...) recherche son Directeur Commercial.

Rattaché au PDG, il assurera la totalité de la fonction :

- définition de la politique Produits/Marché,
- détermination des objectifs de vente,
- organisation et animation de la force de vente (V&P + Agents Étrangers),
- négociation des contrats importants,
- gestion des commandes.

Ce poste sera confié à un candidat (de préférence diplômé), doté de qualités éprouvées d'animation et de négociation. Il devra posséder une expérience confirmée de la commercialisation dans un domaine similaire (photo, papeterie, cadeaux). Gestionnaire rigoureux, il sera désireux de participer au développement d'une entreprise connue pour sa créativité et son dynamisme. Anglais courant nécessaire.

Lieu de travail : région Centre Sologne.

Rémunération : 220 000 F +

Responsable informatique

réf. 383 AM

Participer au démarrage d'un établissement industriel. UN DES GRANDS MONDIAUX DE L'ELECTRONIQUE recherche un Responsable qui créera le Service Informatique d'un établissement industriel en cours de démarrage.

Rattaché au Directeur Financier de l'établissement, il développera l'ensemble des systèmes d'information et dirigera le service qu'il constituera.

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé grande école (ou MIAGE) désireux de valoriser une première expérience en milieu industriel de 3 à 5 ans comme Chef de Projets ou Responsable d'Études (expérience Management Informatique System appréciée) et d'acquiescer à ses premières responsabilités de Chef de Service. Les bonnes aptitudes à la communication, le dynamisme, les capacités de synthèse seront prédominantes.

Poste : ville sud-est.

Ordre de grandeur de rémunération : 200 000 F +

Ingénieur qualité fort potentiel

réf. 381 AM

UNE SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE FRANÇAISE RENOMMÉE réalisant des biens d'équipement pour les industries nucléaires, pétrolières, chimiques et exportant plus de 50% de son CA, recherche un Ingénieur Qualité.

Au sein du Service Qualité de sa principale usine (900 personnes), il sera chargé de développer la qualité par :

- des audits sur le terrain à l'aide d'outils de mesure appropriés,
- l'élaboration et la préconisation des actes de progrès,
- l'animation des cercles d'amélioration de la qualité.

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé ayant 2 à 4 ans d'expérience industrielle en fabrication, méthodes ou B.E. lui ayant donné une première approche des problèmes de qualité, de coût et/ou d'analyse de la valeur.

Les qualités d'analyse, l'esprit innovateur et constructif, la capacité d'intervenir à tous niveaux hiérarchiques seront déterminants.

Poste : ville 100 km est Paris.

Cadre financier

réf. 388 AM

UNE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE RENOMMÉE, filiale d'un grand groupe international, recherche un Cadre Financier capable d'assumer des responsabilités polyvalentes :

- participation à l'élaboration des contrats à l'exportation, suivi financier de ceux-ci, liaison COFACE,
- gestion de la trésorerie,
- supervision de la comptabilité clients et fournisseurs.

Poste formateur et évolutif, qui conviendrait à un candidat : ESC ou équivalent, disposant de 3 à 5 ans d'expérience dans une banque ou une entreprise, lui ayant donné, en particulier, de bonnes connaissances dans les problèmes de financement à l'exportation, et témoignant de bonnes qualités d'organisation, d'animation et d'esprit d'équipe.

Connaissance de l'anglais nécessaire.

Poste : banlieue est Paris.

Ingénieurs débutants pour accession rapide à postes opérationnels

réf. 384 CM

UN GROUPE FRANÇAIS LEADER (12 000 personnes), constitué par plusieurs centres de profits gérés de manière autonome et décentralisée et mettant en œuvre des techniques diversifiées, offre de réelles possibilités de carrière à des ingénieurs débutants.

Ils seront solidement formés dans une des unités en assumant des responsabilités concrètes dans les différents services, puis ils évolueront soit dans la même unité, soit dans le groupe.

Ces postes conviendront à des ingénieurs AM, IDN, Mines ou écoles équivalentes, ayant très bonnes capacités de contact et qualités d'animateur et d'organisateur.

Premiers postes à Lille.



4, rue Massenet 75116 Paris

SGN - Ingénierie - 1200 personnes, filiale du Groupe CEA/COGEMA, spécialisée dans les techniques de pointe (nucléaire, Techniques Nouvelles) intervenant en France et à l'étranger souhaite faire participer à son développement

ESSEC, ESCP, ESCAE...

ayant acquis une première expérience de l'entreprise, de préférence, dans les domaines commerciaux ou de gestion.

En fonction de leurs goûts et de leurs compétences, leur sera proposé de s'intégrer dans :

- Le Département PLAN - FINANCES - GESTION : contrôle de gestion, études de simulation du développement de l'entreprise.
- Le Département APPROVISIONNEMENT - MARCHE DE TRAVAUX : négociation de contrats importants concernant l'approvisionnement en matériel et la passation de marchés de travaux dans le cadre de réalisations industrielles de grande envergure.

Leurs compétences de management et leur sens commercial compléteront efficacement les compétences scientifiques et techniques des ingénieurs en place.

Adresser CV, photo et prétentions à



Direction du Personnel
1 rue des Hérons - Montigny-Le Bretonneux
78184 Saint-Quentin-en-Yvelines

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

EVOLUER

Nous sommes une société française membre d'un groupe international solide (3 000 personnes). Nous progressons vite dans un marché dynamique : l'informatique des utilisateurs. Participant à notre croissance, vous assurez donc votre développement personnel.

VIVRE

Nous sommes une société à taille humaine qui privilégie la communication. Nos clients sont des partenaires et tissent avec nous des liens étroits de confiance mutuelle. Autonome sans être isolé, vous participez à la vie de votre équipe.

CREER

Nos collaborateurs sont des professionnels compétents et nos moyens informatiques des outils performants. Nous concevons et réalisons des solutions novatrices à des problèmes variés (finance, marketing, personnel...). Utilisant pleinement vos connaissances, vous créez dans une société qui innove.

Jeune diplômé Grande Ecole Scientifique ou Gestion

Si l'informatique et ses applications vous attirent, rejoignez-nous comme **INGENIEUR CONSULTANT** vous prendrez progressivement la responsabilité d'une clientèle de grandes entreprises auprès desquelles vous exercerez un métier de conseil, d'assistance et de mise en place d'applications.



Si vous avez de solides connaissances en informatique et une réelle expérience de la programmation, rejoignez-nous comme **INGENIEUR LOGICIEL** vous participerez à des projets variés dont vous prendrez progressivement la responsabilité complète, de la conception à la mise en place.

Ces postes peuvent aussi convenir à des débutants ayant un fort potentiel. Nous vous formerons aux nouvelles techniques de l'informatique : langages de 4^{ème} génération, micro-ordinateurs, télécommunications, applications réparties. Envoyez à l'attention de Madame Katherine KALOCSAI, Directeur des Opérations France, un bref C.V. en mentionnant le poste qui vous intéresse. CEGI-TYMSHARE, 106, Bureaux de la Colline, 92213, SAINT-CLOUD - Tél. 602 70 12

Nouveau groupe concept avancé resteur, distrib. Plan expansion importante recherche responsable unité 30-35 ans exp. d'impliquer, total. Avance des instruments. Outil, logiciel, par. Disponible, très motivé. Sans gestion et personnel. C.V. joint.

Ecrire sous la n° 7.601 RÉGION-PARIS 92 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES recherche pour LOGICIELS DE BASE OU D'APPLICATIONS

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES

Ecrire ou téléphoner à : 78-80, avenue Gallieni, Tour Gallieni 1, 93174 BAGNOLET CEDEX 302-15-54/55/56.

PARIS DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

RESPONSABLES DE PROJETS

Dans le cadre de la refonte des traitements d'administration et de gestion du Personnel, ils seront chargés, au sein du Service Informatique de notre DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES, de la mise en œuvre de projets sur mini-ordinateurs et gros systèmes.

De formation supérieure, les candidats souhaités devront posséder au moins 2 ans d'expérience.

Une connaissance de la fonction Personnel, ainsi que la maîtrise d'une méthode d'analyse de données seraient appréciées.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. et prétentions sous référence 321 DP à :

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Service du Recrutement - 7, rue Caumartin, 75009 PARIS

production informatique

Une Banque Régionale (2700 personnes - 180 agences) dont la Direction Générale et le Centre informatique sont implantés dans une grande ville universitaire recherche :

un Adjoint au Responsable de la Production Informatique (H/F)

Plus particulièrement chargé de la rationalisation de l'Exploitation, il sera amené à participer, en liaison avec les études, à la définition et au développement des méthodes de gestion et de contrôle des Systèmes Informatiques et des réseaux associés (400 terminaux).

Agé d'une trentaine d'années et diplômé d'une école d'ingénieurs, le candidat possède déjà une bonne expérience des grands systèmes BULL.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la réf. 1084/M à H. Boust, Sama-Selection, Centre Mètre 16/18, rue Barbès 92128 MONTRouGE.

sema selection Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

Premier constructeur français d'instruments opto-électroniques de haut de gamme (optique, vision de nuit, périscope, mesures, analyse d'images...) spécialiste de l'hydraulique (servo-valves, pompes, systèmes d'asservissement). 1370 personnes dont 135 ingénieurs, réparties en 5 établissements à Paris et en Province, nous recherchons pour développer nos ACTIVITÉS MILITAIRES

INGENIEUR D'AFFAIRES EXPORTATION

La formation commerciale (HEC - ESSEC ou ESC...) et une expérience des produits de haute technologie doivent lui permettre de maîtriser les différents aspects de la négociation à haut niveau de contrats à l'exportation (Ministères et organismes officiels). Bénéficiant d'une large autonomie, il sera responsable de la réalisation des objectifs export qui s'inscrivent dans la politique commerciale de notre division armement en s'appuyant sur un réseau d'agents à l'import et sur la logistique technique et industrielle de la société.

La sortie récente de plusieurs matériels très compétitifs est un atout supplémentaire à valoriser.

Agé d'environ 35 ans, il possède une bonne pratique de l'anglais et de l'allemand ou l'espagnol.

Le poste comporte des déplacements fréquents dans le monde entier, mais de courte durée.

sopelam

Adresser CV manuscrit, photo et prétentions à Direction du Personnel 102, rue Chaptal 92306 LEVALLOIS PERRET.

Importante Société d'Assurances recense pour PARIS, pour son département immobilier en développement

1 responsable travaux

Un technicien du bâtiment (formation BTS) avec plusieurs années d'expérience BT (ou cabinet d'architecte), âgé de 35 à 40 ans environ. Le candidat retenu sera chargé de contrôler les pièces des marchés et d'assurer le suivi de l'exécution des chantiers des immeubles de placement de la Société.

1 responsable travaux immeubles d'exploitation

Agé de 35 ans environ, titulaire d'un BT Bâtiment et avec une expérience minimum de 10 ans dans un cabinet d'architecte en tant que projecteur dessinateur, le candidat retenu sera chargé de la conception de l'aménagement des services et bureaux de la Société. Il devra assurer également le suivi des travaux.

1 gestionnaire d'immeubles commerciaux

De formation comptable (DECS) complétée par de solides bases juridiques et des connaissances en informatique de gestion, le candidat retenu devra pouvoir justifier d'une expérience de plusieurs années au sein d'un cabinet immobilier. Il sera chargé de la gestion complète (administrative, comptable et juridique) d'un patrimoine d'immeubles commerciaux en forte croissance.

1 gestionnaire d'immeubles

Titulaire d'un Bac G2 et d'un DUBG de Droit ou ICH et avec une expérience de 5 ans dans un cabinet immobilier, le candidat retenu sera responsable de la gestion d'une partie du patrimoine immobilier de la Société.

1 responsable administratif et comptable

De formation comptable (DECS), avec des connaissances en informatique, le candidat retenu devra pouvoir justifier d'une expérience de 5 ans minimum dans des fonctions de type contrôle de gestion assurées dans une société immobilière ou une entreprise de Bâtiment et Travaux Publics. Il sera chargé du suivi des budgets et des tableaux de bord de l'ensemble du département immobilier de la Société.

Ces postes et particulièrement les 3 premiers, impliquent de nombreux déplacements de courte durée en province.

Adresser curriculum-vitae et prétentions à : la Générale Mutuelle des Fonctionnaires Service : Personnel - Siège - Embauches 76, rue de Prony 75857 PARIS CEDEX 17

L'un des principaux groupes industriels français

recherche

25 INGÉNIEURS

débutants ou 2-3 ans d'expérience

Généralistes - Chimistes - Mécaniciens - Automaticiens - Informaticiens.

INGENIEURS DE PRODUCTION

Après une formation de 2 ans environ, ils se verront confier des responsabilités importantes d'encadrement en production en France ou à l'étranger.

INGENIEURS DE BUREAU D'ETUDES

Ils auront à concevoir, réaliser et mettre au point des machines d'essais ou de fabrication dans des domaines de mécanique, d'automatique ou de conduite de process.

INGENIEURS DE RECHERCHE

Au sein d'équipes pluridisciplinaires, ils seront chargés de concevoir des produits complexes, de haut niveau technologique et passeront rapidement des idées aux réalisations.

INGENIEURS INFORMATIQUES

Ils se verront confier une responsabilité globale sur des projets en informatique de gestion, en recherche opérationnelle ou en informatique scientifique. Ils utiliseront les logiciels les plus récents sur une gamme étendue de matériel.

Envoyez curriculum vitae et photo à INTERMEDIA n° 531 - 59 rue La Fayette - 75008 PARIS, qui transmettra. Discretion assurée.

OMERA

Filiale du Groupe T.R.T.

occupant une position internationale de premier plan pour l'Etude et la Réalisation de RADARS AEROPORTES, Systèmes de RECONNAISSANCE AERIEUNE et Systèmes de REGULATION DE TRAFIC,

recherche pour ses départements "ETUDES" (systèmes de nouvelle génération, études avancées)

INGENIEURS I, II, III A et III B

(ESE, ENST, ENSERG, ESO, ENSI, ISEP, ISEN etc...)

Expérimentés dans un ou plusieurs des domaines suivants :

- Emission / Réception (hyperfréquences) • Traitement du signal (signaux cohérents, filtrage, identification, reconnaissance de forme...)
- Visualisation • Informatique : mise en œuvre microprocesseurs 16 bits.

Possibilité d'évolution au sein du Groupe.

Envoyer lettre manuscrite + curriculum vitae + photo au Secrétaire Général Société OMER-SEGID 49, rue Ferdinand Berthoud à ARGENTEUIL 95101. Discretion assurée.

LINGUAOTTO

Le siège DE BUREAU fête son 20^e anniversaire. Nous sommes 300. la qualité de nos produits et notre dynamisme marketing nous ont placé parmi les premiers fabricants français. Aujourd'hui, nous recherchons notre

CONTROLEUR DE GESTION

220-250 000

VOTRE MISSION : Sous l'autorité du Directeur Général, prendre en charge l'élaboration des PLANS DE FINANCEMENT, la négociation avec les organismes bancaires, la gestion de la trésorerie, mettre en place les procédures de suivi. Pour réussir, vous avez une formation école supérieure de gestion ou équivalente (DECS...), une expérience similaire en PME-PMI (au moins 6 ans) et la pratique de l'encadrement.

NOS ATOUTS : Au sein d'une entreprise à taille humaine en pleine expansion, la possibilité de vous épanouir dans un poste évolutif qui pourra déboucher à terme sur une Direction financière si vous en avez le potentiel.

Intéressés, adressez vos C.V., photo et communication actuelle sous référence 46 328 à MERCURI URVAL - 21, rue Eugène-Iachet - 75017 PARIS.

Mercuri Urval

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

PARIS - GRENOBLE

Notre cabinet assure le Secrétariat Général de l'Association

A.T.H.

groupement national et international de professionnels libéraux de l'AUDIT et du CONSEIL.

Depuis près de quinze ans, nous développons une triple activité : **RECHERCHE, FORMATION et CONTRÔLE de QUALITE** dans les domaines d'activités de professions de commissaires aux comptes et d'experts comptables. Nous recherchons deux collaborateurs - futurs associés - pour compléter notre équipe :

AUDIT - MANAGER

Cet expert comptable diplômé (ou équivalent) aura plusieurs années d'expérience en qualité de directeur de missions (manager) acquises dans un cabinet d'audit externe ou dans un service d'audit interne. Il participera notamment à d'importantes tâches sur la mise en application des principes comptables relatifs des nouvelles dispositions réglementaires (loi comptable, consolidation, entreprises en difficulté). Sa connaissance de la langue anglaise sera un atout supplémentaire pour l'utilisation d'une volumineuse documentation dans cette langue.

EXPERT COMPTABLE CONSEIL

Cet expert comptable diplômé aura plusieurs années d'expérience des interventions auprès d'entreprises de toutes tailles et de toutes formes de sociétés. Il sera responsable de l'assistance et de l'accompagnement des entreprises dans la mise en place de nouvelles structures, l'analyse des actions de formation et participera à la mise en place d'outils informatiques et micro-informatiques auprès de cabinets et entreprises.

Ces deux confrères participeront, dans leur spécialité respective, à un programme de production et d'utilisation de **BANQUES DE DONNEES**

Il leur sera également confié diverses activités de publication (ouvrages et périodiques).

Nous examinerons les candidatures des confrères intéressés de façon très confidentielle et sommes prêts à leur fournir très rapidement des informations complémentaires aux postes proposés.

Veuillez adresser votre candidature à : **ATHE**

BP 157 - 38040 MEVLAN CROIX - Tél. (74) 41.02.16

Le développement de **NOTRE BANQUE** nous conduit à recruter des

EXPLOITANTS CLASSE VII & VIII

Ils devront disposer d'une solide expérience de **DIRECTION D'UNITE** DANS LE SECTEUR COMMERCIAL BANCAIRE.

Nous leur confierons des postes de **Directeurs** de nos plus importantes implantations à Paris et en Province.

Ils auront à terme des perspectives de carrière très ouvertes.

Adresser CV manuscrit à notre consultant **Monsieur DANNENBERGER** 135, avenue de Wagram 75017 Paris - 755.81.24 Discretion assurée.

SOLAR TURBINES S.A.

Important groupe américain de haute technologie recherché pour sa filiale française de Ris-Orangis (91) (39 personnes - C.A. 20 millions dollars), son

CONTROLEUR FINANCIER

- Il devra assurer l'animation du service comptable (4 personnes)
- Il aura la responsabilité du reporting mensuel et du contrôle budgétaire
- Il devra assurer la gestion financière (relations bancaires, financement et trésorerie) et participer au développement de plans à court et à moyen terme
- Le poste conviendrait à un candidat de 30 ans minimum ayant déjà une expérience similaire dans une société industrielle américaine et une connaissance approfondie des transactions à l'exportation.
- Rémunération en fonction de l'expérience.

Envoyer CV à **SOLAR TURBINES S.A.** - Mme CHERIF - Boite Postale N° 11 - 91130 RIS-ORANGIS



COGEMA GROUPE CEA

Société leader mondial dans le domaine du cycle du combustible nucléaire (9.000 personnes) recherche pour la **DIRECTION FINANCIERE** au siège de VELIZY

RESPONSABLE GESTION TRESORERIE FRANC

Il(elle) sera chargé(e) au sein de la trésorerie (situations mensuelles et prévisions à 3 mois), de la gestion administrative et comptable des dépôts à terme de l'analyse et du diagnostic de trésorerie, des applications informatiques sur micro-ordinateurs, des relations courantes avec banques, établissements, service comptabilité. Ce poste conviendrait à un cadre diplômé d'études supérieures, option Finances-Comptabilité, ayant une première expérience de 5 à 6 ans dans un poste similaire. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 9840 M à Elisabeth FRIEDEL CETAGEP - 30, avenue Amiral Lemonnier 78180 MARLY-LE-ROI. **COMPAGNIE GENERALE DES MATIERES NUCLEAIRES**

GENERAL AUTOMATION FRANCE S.A.

filiale d'un grand constructeur recherche pour PARIS

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

pour sa nouvelle gamme de produits ZEBRA. Votre expérience et vos succès dans la vente de systèmes multivariés nous intéressent. Adresser C.V. et prétentions 40, rue Jean-Jaurès 93176 BAGNOLET Cedex. Tél. : 362-11-20.

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT

Établissement Public à caractère industriel et commercial recherche

UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE CONFIRMÉ

(X. PONTS ET CHAUSSEES, MINES, CENTRALE...) pour effectuer des recherches et des études dans le domaine de la **THERMIQUE DU BATIMENT** avec comme thème principal l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les systèmes de chauffage.

Envoyer curriculum vitae, prétentions à : **STATION DE RECHERCHE DE MARNE-LA-VALLÉE** Service Conception thermique des Bâtiments et des Équipements 94, avenue Jean-Jaurès, CHAMPS-SUR-MARNE, 77421 Marne-la-Vallée, Cedex 2.

COMMUNIQUE DE LA DIVISION BUREAUTIQUE ET INFORMATIQUE DE RANK XEROX.

“ Boom des systèmes bureautiques et informatiques profitez-en les premiers. ”



De bonnes raisons de devenir candidat à notre avenir bureautique.

1984 : diversification réussie. En 3 ans d'existence, la Division Bureautique et Informatique s'est taillée une place de choix sur le marché au niveau de l'organisation, de la gestion de l'information et de l'impression électronique.

Technologiquement sûr, commercialement fort.

En marge de l'activité des copieurs, la DSI est en passe de devenir, elle aussi, leader sur son créneau. Il est vrai qu'elle bénéficie d'un savoir-faire reconnu, tant au plan commercial qu'au plan technologique où des investissements importants assurent une cadence inégalée d'innovation technologique.

Imprimante à laser :

des références dans la plupart des secteurs. Haute précision, rapidité d'impression, option de traitement graphique, fonctionnement en mode autonome ou connecté. Avec les Xerox 8700 et 8700 complètes par le gamme plus légère des 8700, Rank Xerox s'est imposée dans les grandes entreprises et administrations.

Matériel bureautique :

le taux de placement le plus élevé du marché. Rank Xerox commercialise une gamme de périphériques informatiques. De la solution ponctuelle à la notion de réseau, le matériel

est conçu pour apporter une réponse souple adaptée au besoin de l'entreprise. Politique qui porte ses fruits puisque Rank Xerox connaît le taux de placement le plus élevé du marché.

Le défi d'une petite équipe... dotée de grands moyens.

160 personnes (commerciaux, support) et une mentalité de pionnier pour faire progresser une activité récente chez Rank Xerox et jeune sur le marché. Il y a des moments fastes pour rejoindre une entreprise. 1984 est de ceux-là si vous voulez vivre une phase-clé de l'avènement de la bureautique en France.

Les «plus-carrière» d'un groupe puissant.

Il n'y a rien qui soit improvisé dans la réussite du groupe ou de ses collaborateurs. Une politique de formation reconnue sur le marché, une technique commerciale qui a fait école, des structures de fonctionnement souples et la reconnaissance de la valeur individuelle font de Rank Xerox une entreprise motivante pour ses salariés et les possibilités d'évolution qu'elle offre.

Une politique de recrutements soutenue pour maintenir une croissance forte.

INGÉNIEURS COMMERCIAUX réf. DLM 55

Vous parlez anglais et vous avez deux ans d'expérience dans le secteur de la vente des petits systèmes de gestion. Après une formation initiale, vous serez chargé de prospecter, gérer et accroître le parc existant.

Un tempérament de forceur stimulé par la vente de produits nouveaux et techniquement intéressants vous permettra d'évoluer dans une ambiance dynamique et anti-routine.

INGÉNIEURS TECHNIQUE-COMMERCIAUX réf. DLM 56

Imprimante à laser. Une formation d'ingénieur (électronique, informatique, télécommunications) et 2 ans d'expérience dans un environnement informatique. Anglais nécessaire. Vous serez l'interlocuteur technique, responsable de A à Z de l'étude, de la mise en route des applications et de la maintenance des systèmes. Autonome, vous «en voulez». La perspective de fournir une réelle prestation d'ingénieur sur un matériel de pointe est un atout de plus pour évoluer dans un groupe leader.

Réseaux. DUT d'informatique, expérience des télécommunications, connaissance IBM et gros systèmes. Vous assurerez les démonstrations des produits, étudierez la faisabilité des propositions, démarrerez les applications, et assurerez le suivi du compte. Capable d'écouter et de dialoguer, vous êtes l'interlocuteur technique, relais indispensable du commercial.

Merci d'écrire à Michel TAPPERT, en précisant la référence du poste choisi, au Service Recrutement, Rank Xerox, 93607 Aulnay-sous-Bois Cedex.

RANK XEROX

Rédacteurs contentieux immobilier construisez votre avenir à P.U.C.B.

L'Union de Crédit pour le Bâtiment, premier établissement privé spécialisé dans le financement immobilier, doit son succès à l'adaptation de ses produits «crédits» aux besoins mouvants du marché.

De formation maîtrise de droit privé, les candidats que nous recherchons pour la direction des prêts aux particuliers ont une première expérience de rédacteur contentieux dans l'immobilier, une aisance dans les contacts et la négociation à haut niveau (avocats, avoués...), et la finesse d'analyse et de synthèse qui conviennent pour faire aboutir les dossiers.

Chez nous le travail d'équipe est une réalité : la formation est enrichissante et les possibilités de passage vers d'autres fonctions de l'entreprise sont nombreuses, tant au niveau de la société que du Groupe de la Compagnie Bancaire.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence M 936 à Sophie Guénot

Service Orientation Recrutement 5 avenue Kléber - 75116 Paris.

compagnie bancaire

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Ingénieurs logiciel

Avec 2000 personnes et un CA de 2,4 milliards de francs en 1983, HP est le 3^e exportateur français d'informatique. Cette réussite nous a permis de développer une technologie et de la mettre au service de nos clients, nous avons un conseil technique de haut niveau. Pour développer notre Département Logiciel, nous recherchons :

Le conseil technique avant vente consiste à définir les besoins de la fonction. De l'étude des besoins et du cahier des charges jusqu'à la proposition des solutions, vous serez l'intermédiaire privilégié du client.

Les compétences dans le domaine des mathématiques et des réseaux vous permettront d'appréhender des situations très diverses. Après la vente, la formation de nos clients est en œuvre via des ateliers pédagogiques pour assurer et conforter les services produits.

Enfin, une assistance technique sous forme de contrats personnalisés — permanence téléphonique, résolution des problèmes — requiert une forte implication personnelle pour assurer notre objectif principal : la satisfaction de nos clients.

De formation supérieure type grande école, vous avez une expérience — 3 à 5 ans — d'ingénieur logiciel. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable lors de la formation de 6 à 9 mois dans nos unités européennes facilitant votre évolution.

Ces postes sont basés à Paris, Lille, Strasbourg, Lyon, Aix, Rouen, Bordeaux, Nantes.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature — CV, photo, prétentions et préférences géographiques — sous référence SE 02/301 à : **HEWLETT PACKARD**, Service du Recrutement - Hewlett Packard France - Zone d'activités du Bos Grand Avenue du Lac - 91040 EVRY CEDEX.

Un partenaire de la vie économique française.



DU PONT DE NEMOURS (France) S.A.
recherche
Pour son département **POLYMERES**

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

dont la mission est d'assurer et de promouvoir la vente de polymères de haute technicité.

Le candidat, âgé de 25 ans minimum, doit justifier d'une formation d'ingénieur mécanicien, électricien ou chimiste et parler couramment anglais.

Une première expérience dans le domaine des matières plastiques ou dans la vente de produits techniques serait un atout.

Le candidat retenu recevra une formation complémentaire à Genève ou Luxembourg avant de prendre la responsabilité d'un territoire de vente ou d'une ligne de produits.

Les entretiens sont prévus les 27, 28 ou 29 mars.

Veuillez adresser C.V. et prétentions au Service du Personnel
DU PONT DE NEMOURS (France) S.A.
9, rue de Vienne, 75008 PARIS.

ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

EPS développe et réalise des systèmes de mesures géophysiques de haute technologie pour la recherche pétrolière. Pour renforcer nos Services Financiers nous recherchons un

Responsable Contrôle des coûts

HEC ou équivalent

Nous recherchons un jeune diplômé (28-30 ans environ). Il sera, sous la responsabilité directe du Contrôleur de Gestion, responsable des sections Prix de Revient et Contrôle d'Inventaire. Il assurera pour ces services la mise en place de nouveaux systèmes informatiques.

Une expérience de 4 ans dont 2 au moins dans le domaine de la production est essentielle. De bonnes connaissances informatiques sont évidemment nécessaires, tout comme la pratique courante de l'anglais.

La réussite dans ce poste ouvre des perspectives d'évolution de carrière rapide au sein du Groupe Schlumberger, en France et à l'étranger. Rémunération motivante.

Votre dossier de candidature accompagné d'un CV détaillé est à adresser à Etudes et Productions Schlumberger 28, rue de la Cavée - 92140 CLAMART.

Schlumberger

Importante Entreprise du SECTEUR HOTELIER
recherche pour Paris

FUTUR ADJOINT DU DIRECTEUR DU PERSONNEL HF

Responsable de la gestion administrative et du recrutement du personnel, vous participerez immédiatement à diverses opérations destinées à vous familiariser avec l'ensemble de la fonction.

Ce poste évolutif requiert une solide expérience de la fonction acquise sur le terrain, dans le tertiaire de préférence.

Formation supérieure et connaissance de l'anglais nécessaires.

Envoyez lettre manuscrite, CV, photo et prêt, sous réf. 39854 à DEB'S 140, rue de Courcelles 75017 PARIS qui transmettra

BANQUE INTERNATIONALE
Paris 8^e
recherche

Gradé classe IV pour Crédit documentaire

Une ancienneté de 3 à 5 ans des crédits documentaires et des crédits par acceptation est nécessaire, ainsi qu'une pratique de leur consociation.

Le caractère international de la Banque implique une bonne connaissance de l'anglais.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous référence 9823 à

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.



INGENIEUR COMMERCIAL automatisme bancaire

Domaines
d'activités :

- Nucléaire
- Espace
- Systèmes automatisés
- Visualisation

Vous avez complété vos études dans une Grande Ecole d'ingénieurs ou de Commerce par une expérience des relations commerciales dans une entreprise électronique de pointe. Cette expérience vous a mis en relation avec les milieux bancaires français et internationaux.

La Sodern vous propose la responsabilité d'actions commerciales en France et à l'étranger, relatives à l'automatisation du traitement des chèques bancaires.

Pour un premier contact, adressez-vous au Service du Personnel - SODERN - 1, avenue Descartes - 94450 LIMEL BREVANES.

Etre le responsable qualité de notre ligne de produits

La qualité de nos produits est l'une de nos priorités. Dans cette perspective, notre compagnie spécialisée en Bureautique et Informatique distribue recherche un

Ingénieur

qui aura pour mission :

- la coordination de tous les aspects qualité de la ligne de produits,
- l'analyse et le suivi du comportement des matériels sur site,
- la coordination des actions correctives.

Cette offre s'adresse à des candidats ayant une expérience dans le domaine des études ou contrôle industriel de terminaux. Une connaissance de l'opérateur-vente est appréciée, l'anglais souhaité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (CV, photo, prétentions) sous réf. 53/5 à Michèle Carbinet - BULL TRANSAC - BP 92 - 91301 MASSY



GENRAD, le leader mondial de l'industrie du test automatique développe constamment de nouvelles technologies afin de satisfaire les besoins présents et futurs dans l'industrie électronique. Forts de nos succès et compte tenu des perspectives du marché, nous recherchons de nouveaux

INGENIEURS COMMERCIAUX

Pour vendre nos équipements de test où les techniques évoluent très vite, il faut être très au fait de la technologie, entre autre parce que vos interlocuteurs, eux aussi ingénieurs, attendent des conseils avisés. C'est du reste chez les fabricants de matériel électronique et mécanique de la région parisienne que vous intervenez. A 30 ans environ, vous avez déjà une première expérience réussie dans le domaine de la vente et devez ainsi le commercial dynamique qui s'est fixé comme objectif de s'intégrer dans une société qui évolue très vite sur des marchés faisant appel à des technologies de pointe. Des connaissances de base en anglais sont nécessaires pour ces postes particulièrement bien rémunérés.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 855 M à notre Conseil ALPHA CDI 181, avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE.



Valoir et Haussmatt par compétences techniques

Ingénieur chimiste

Première filiale européenne d'un groupe chimique international, nous sommes, entre autre, des spécialistes de l'hygiène dans les domaines des textiles, des surfaces et de la restauration.

Nous fabriquons des produits et des matériels que nous commercialisons auprès des industries de services (blanchisseries, teintureries...) et des grandes collectivités (hôpitaux, établissements de soins...).

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur chimiste pouvant justifier d'une première expérience d'assistance technique auprès d'une force de vente et parlant allemand.

Vous êtes compétent et dynamique, vous avez la volonté de valoriser votre acquis au sein de notre équipe marketing où vous participerez à l'évolution des produits.

A partir de Paris, vous intervenez en appui technique auprès de nos vendeurs. Simultanément, vous consolidez et développez leurs connaissances techniques. Cette double mission s'exerce sur l'ensemble du territoire.

Une voiture vous est fournie.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la référence M/6 à **HENKEL FRANCE** - Direction des Relations Humaines - B.P. 111 94258 GENTILLY.



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Systèmes automatiques de contrôle

RESPONSABLE ETUDES DEVELOPPEMENT

Cette Société, filiale d'un des premiers groupes industriels français largement diversifié, est devenue rapidement un des leaders mondiaux dans sa spécialité : les systèmes automatiques de contrôle. Ce succès, dû en particulier aux qualités techniques du matériel, lui permet de fournir 1/3 du marché mondial. L'exportation représente 90% du CA.

Elle recherche le collaborateur qui lui permettra de poursuivre son développement, en particulier vers de nouveaux marchés.

Animateur d'une équipe de 25 ingénieurs et Techniciens de toutes disciplines, il prend en charge l'étude, la réalisation et la mise au point de machines nouvelles et de sous-ensembles composant ces machines. Il gère un budget qui représente 10% du CA de l'Entreprise.

Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur de plus de 32 ans, diplômé d'une grande école. Il possède une expérience significative de la réalisation de matériel ayant une technologie complexe.

Au-delà de ses connaissances techniques, l'homme que nous recherchons est en mesure de prouver ses capacités d'animateur et de gestionnaire.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 9202 V, à :

EGOR S.A.
8 rue de Beld 75008 Paris.

egor

RIBER DIVISION D'INSTRUMENTS S.A.

L'un des leaders sur le marché mondial de l'instrumentation scientifique, recherche pour faire face à son développement.

UN CHEF DES VENTES FRANCE

Formation scientifique souhaitée.

NOUS OFFRONS : Forte autonomie, salaire motivant et évolutif, carrière dynamique dans une société en plein développement.

Adresser C.V., photo (récemment) et lettre manuscrite à :

cf claude fitoussi conseil
74, boulevard de Reuilly - 75012 PARIS
qui examinera votre candidature. Confidentialité assurée.

Ingénieur

Grande Ecole
(AM, INSA)

Notre société (est. 800 - 600 M.F.C.A. - 25 agences en France) filiale d'un grand Groupe pétrolier Français, est spécialisée dans la gestion de l'énergie et la valorisation énergétique des déchets.

Nous avons reçu pour mission de diffuser un procédé, mis au point par les Services de recherche du Groupe, de fabrication de combustible à partir d'ordures ménagères.

C'est pour développer ce créneau d'avenir que nous recherchons un Chef de Département.

Le poste basé à Paris, s'adresse à un Ingénieur Grande Ecole âgé de 30/35 ans. Disposant d'une solide expérience de l'ingénierie, ce dernier aura exercé pendant au moins 5 ans des responsabilités de chef de département ou de projet chez un ensemble industriel.

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, le candidat retenu aura la responsabilité du développement de cette activité nouvelle (études techniques, négociations commerciales, réalisation des installations...).

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet sous référence 4623 M à DESSEIN - 69 rue de Provence - 75009 PARIS, qui transmettra.

Chef de Département

IMPORTANTE
BANQUE PRIVEE
PARIS 2^e

recherche

ORGANISATEUR MF
CLASSE V-VI

Il sera chargé d'études portant sur les procédures et les circuits internes, les postes de travail et leur environnement matériel, en vue de concevoir et proposer des solutions explicites et fiables.

Ce poste évolutif intéresse un diplômé de l'enseignement supérieur (ingénieur, écoles de commerce ou universités), alliant la rigueur et l'efficacité aux qualités de contact.

Ayant acquis de solides connaissances bancaires, il peut justifier d'une expérience analogue réussie au sein d'une banque. Des connaissances informatiques et bureautiques seront appréciées.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : réf. 31446 à PIERRE LICHOU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Etablissement public à caractère industriel et commercial (sous tutelle du ministère de l'Industrie) recherche

- pour son service Brevets

Jeune ingénieur R66.5025 A

de formation supérieure, physique, électronique + quelques années d'expérience en propriété industrielle, de préférence CBPI

- pour son service juridique

Jeune cadre juridique R66.5025 B

de formation supérieure + 2 ou 3 années d'expérience en Droit des Affaires (rédaction de contrats dont contrats de prêts et de licences). Ces deux postes sont à pourvoir à PARIS.

Envoyez lettre manuscrite, CV + photo avec prétentions en précisant la référence du poste choisi à rscg carrières - 48 rue St Ferdinand - 75017 PARIS.

BANQUE INTERNATIONALE

Siège social à Paris
recherche

pour sa Division Internationale

LE RESPONSABLE

(niveau cadre)

de son Service Gestion et Montage des Euro-Crédits

Le candidat recherché devra avoir :

- Une bonne connaissance générale des opérations de banque et plusieurs années d'expérience de gestion d'euro-crédits acquis de préférence dans une banque à vocation essentiellement internationale.

- Une excellente connaissance des procédures et réglementations bancaires.

- Des qualités d'autorité naturelle pour superviser une équipe de gestionnaires.

- Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Adresser C.V. détaillé sous pli confidentiel sous réf. 7.587 le Monde Publicité, SERVICE ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Important Groupe Industriel La Défense recherche pour l'une de ses filiales

Jeune Cadre

pour service des ventes France.

Formation : ESSEC, Sup. de Co., ESCAE ou équivalent.

1^{re} expérience professionnelle indispensable.

Langues souhaitées : Allemand et Anglais.

Connaissances du secteur Agro-alimentaire seraient appréciées.

Déplacements fréquents mais courts.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 84021 à

Cabinet Avenir Services

92, rue Saint-Lazare Paris-9^e.

Un ingénieur commercial IBM
à l'heure du premier bilan

C'est en janvier 1981 que Pascal BIED entre à IBM comme ingénieur commercial, après avoir fait HEC à Jouy-en-Josas. Agé de 26 ans, originaire de Dunkerque, il est, à l'agence de Lille, chargé de plusieurs clients, des constructeurs automobiles notamment.

En quoi consiste le métier d'ingénieur commercial chez IBM ?

Je dirais que c'est essentiellement vendre aux entreprises des solutions à leurs problèmes... Pour cela, il faut identifier les besoins auprès du Service Informatique et des utilisateurs, puis définir les priorités, justifier les projets et élaborer un plan informatique : nos interlocuteurs sont alors les directions générales et fonctionnelles. La mise en place, la conception du système et la formation des utilisateurs constituent les étapes suivantes.

Il s'agit de décisions qui engagent le devenir d'une entreprise...

Effectivement ; à l'heure actuelle, l'informatique est une composante essentielle dans la stratégie d'une entreprise. Et c'est une vraie responsabilité que de lui proposer, parmi notre panoplie de solutions, la meilleure pour elle. Mais dans ce domaine, j'ai la chance de pouvoir, lorsque j'en ai besoin, faire appel aux nombreux spécialistes de la Compagnie, en France ou à l'étranger.

Avez-vous été préparé à ces responsabilités ?

Pendant la première année, j'ai obtenu formation théorique au Centre d'Education et pratique en agence. C'est une année dense mais la proportion de succès en fin de parcours est très élevée.

Comment étiez-vous entré chez IBM ?

C'est un choix que j'ai mûri peu à peu. En 3^{ème} année d'HEC, j'avais opté pour la gestion de personnel. Mais sans expérience, on ne vous confie pas aussitôt des responsabilités importantes dans ce domaine. J'ai pensé que le commercial serait un bon tremplin pour bien connaître les entreprises et me permettre d'évoluer ensuite de façon intéressante. Je me suis mis en rapport avec différentes entreprises : IBM bien sûr, mais aussi des sociétés de la Hi-Fi ou du Sport, secteurs qui m'attiraient également.

Vous avez donc eu le choix. Alors pourquoi IBM ?

Parce que l'informatique est un domaine multiple, très évolutif. De la micro-informatique à la CFAO, elle va profondément modifier les façons de travailler, de produire et de créer. Et c'est passionnant de participer à cette mutation... J'ai aussi choisi l'entreprise qui me donnait le plus d'ouverture pour l'avenir : il est possible, à IBM, d'avoir des responsabilités successives très variées.

Si vous dressiez le bilan de ces trois premières années de vie professionnelle...

Je dirais que j'ai découvert un métier : au moment de mon choix, le commercial était, dans mon esprit, une étape transitoire. Je n'imaginais pas qu'il serait aussi riche et stimulant. Ceci étant, je reste partant pour d'autres responsabilités dans la Compagnie ; ce n'est pas contradictoire. J'apprécie aussi d'avoir, à 26 ans, des responsabilités importantes et de l'autonomie pour les assumer. C'est rare de pouvoir ainsi s'épanouir professionnellement dès son premier poste... et de sentir que les récompenses sur la vie personnelle sont aussi très positives.

Des projets ?

Me perfectionner et progresser dans mon travail... Autant que j'ai amélioré mon classement au tennis, cette année !

Vous êtes ou serez bientôt diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieur ou de Commerce ou bien vous avez déjà une première expérience. Comme Pascal BIED, vous souhaitez devenir ingénieur Commercial...

Nous vous demanderons de bonnes connaissances en anglais et d'accepter le principe de la mobilité géographique.

IBM France - Département Recrutement - Orientation - Conseil
Référence ICMS/3
2, rue de Marengo 75001 PARIS

Nous traiterons votre dossier avec la plus grande discrétion et rembourserons les frais de déplacements des candidats reçus à Paris ou dans une Direction Régionale.

IBM

GROUPE DE
DISTRIBUTION
A PARIS
recherche

contrôleur
de
gestion

Cette fonction s'adresse à un candidat de formation supérieure, ayant une première expérience de 2 à 5 ans dans un Cabinet d'Audit, attiré par l'aspect opérationnel de la gestion.

Il assistera le Directeur du Contrôle de Gestion du Groupe dans sa mission de consolidations et d'analyses des données budgétaires des filiales. Il participera aux travaux effectués dans le cadre de prévisions à court et moyen terme.

Envoyer CV, photo et prétentions ss réf. 89616 à CONTESSÉ Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui trans.

intel

Société multinationale américaine, 22 000 collaborateurs répartis dans le monde, leader des technologies de pointe sur le marché des micro-processeurs et de la micro-informatique, cherche pour les opérations de Paris et Madrid

INGENIEURS
D'APPLICATION

Support technique vente

PARIS

MADRID

Electronicien/informaticien, il assurera la promotion et la démonstration de nos nouveaux produits, répondra aux questions techniques des clients et les aidera à réaliser leurs applications. Il aura 2 années d'expérience sur micro-processeurs et mémoires, parlera couramment l'anglais.

Une formation initiale est assurée. De larges perspectives d'évolution sont offertes en France et à l'étranger. Intéressement et voiture de fonction.

Merci d'envoyer lettre de candidature, CV et photo à Intel, Direction du Personnel, 5 Place de la Balance, Silié 323, 94528 Rungis Cedex (sous référence 53).

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

LE CLUB FRANÇAIS DU LIVRE

crée une filiale spécialisée dans
l'ÉDITION D'OUVRAGES PROFESSIONNELLS
et recherche
JEUNE

éditeur HF

Responsable du programme d'Édition, il définit en liaison avec la Direction Générale les objectifs de son département et propose des projets d'ouvrages qui seront réalisés avec l'aide de Conseillers extérieurs. Il chiffre et teste ces projets auprès de la clientèle potentielle. Une fois le lancement décidé, il coordonne toutes les opérations d'édition : relations avec les auteurs, délais, contrats, corrections... Il participe aux opérations de fabrication avec le Responsable de Fabrication, puis à la commercialisation des ouvrages en vente par correspondance avec l'Agence de Publicité et le Directeur Commercial.

Ce poste très complet d'ÉDITEUR exige une excellente formation générale - IEP, DROIT, ÉCOLE de COMMERCE... et une première expérience soit dans le domaine du journalisme professionnel, soit dans l'Édition (ouvrages techniques, par exemple). Il peut permettre d'accéder à des responsabilités plus importantes au sein de cette filiale.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2814 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

directeur
administratif & financier

AFRIQUE NOIRE

Le leader mondial sur le marché de l'équipement de bureaux recherche le DIRECTEUR ADMINISTRATIF et FINANCIER de sa division Afrique regroupant trois filiales - Côte d'Ivoire - Cameroun - Sénégal (230 personnes).

Il sera chargé de la comptabilité, du suivi des problèmes fiscaux, financiers, administratifs et de la gestion du personnel d'une des filiales. En outre, il superviserait dans les mêmes tâches les deux autres filiales dont l'information est prévue. Il assurera le Contrôle de Gestion des trois unités (élaboration des budgets, tableaux de bord, analyses des écarts) et sera responsable du reporting pour l'ensemble du secteur Afrique basée de la maison mère.

Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 30 ans minimum, ayant acquis une bonne expérience de la Gestion Comptable et Administrative, de préférence en Afrique.

Le groupe offre de nombreuses opportunités de carrières. STATUT EXPATRIÉ.

Les dossiers de candidature sous réf. 2813 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

Filiale Médicale de

Béghin
Say

spécialisée dans les produits d'hygiène et de soins
diffusés dans les Pharmacies et les Collectivités
Médicales.

Dans le cadre de son développement
National et International, offre le poste de :

chef de produit

Vous êtes de formation médicale ou scientifique et possédez une première expérience de la fonction Marketing, principalement orientée vers le développement de produits nouveaux. Vous êtes créatif et rigoureux. Vous parlez l'anglais couramment.

Votre mission est axée sur les points suivants :
• Études de marché.
• Mise au point de produits en relation avec les Services Recherche des Unités de Production.
• Tests de produits.
• Plans de lancement.
• Suivi de l'évolution des produits.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo (retournée) sous réf. PW 77/UM à :
BÉGHIN-SAY S.P.A. 54, avenue Marceau
75008 PARIS



La Groupe MECANORMA
numéro 2 mondial dans la
fabrication et la diffusion
de produits destinés aux
professionnels des industries graphiques
(350 personnes - C.A. 200 MF dont 50% à
l'export, 5 filiales à l'étranger).

recherche
pour son siège au PERRAY-EN-YVELINES
(200 personnes dont 45 cadres)

SON CHEF
DU PERSONNEL

Il aura en charge :
La gestion administrative du personnel, le recrutement, la formation et les négociations avec les instances représentatives ainsi que la responsabilité des services généraux (Parc auto, immeubles, etc.).

Ce poste sera confié à un cadre de 35 ans minimum, de formation supérieure, ayant acquis une solide expérience de la fonction, actif et réalisateur.

Prière d'envoyer C.V. détaillé et photo à :
MECANORMA
78610 LE PERRAY-EN-YVELINES

responsable logistique

(MATERIALS MANAGER)

BANLIEUE SUD

Filiale Française (180 pers) d'un Groupe Américain de notoriété, nous produisons et commercialisons des produits destinés au monde chirurgical. Nous sommes en pleine expansion et exportons plus de 80% de notre production.

Rattaché à notre Directeur Général, vous avez pour mission d'assurer, en fonction des prévisions de vente France et Export :

- le contrôle des stocks (matières premières et produits finis)
- les plans d'approvisionnement (matières premières et produits finis importés)
- les programmes de production, leur lancement et le suivi des délais.

Vous avez l'expérience de la fonction et vous êtes rodé à l'utilisation de l'informatique (IBM 34 et MAPICS si possible).

Vous maîtrisez aussi la LANGUE ANGLAISE.

Ce poste doit évoluer en fonction de votre réussite.

Merci d'adresser CV et prétentions sous réf. PM 40, à notre conseil qui traitera votre dossier confidentiellement.

COCEPLAN - Tour de Lyon
185, rue de Bercy - 75012 PARIS

Importent groupe de Travaux Publics, quartier La Défense,
recherche pour sa Direction Comptable et Fiscale du Holding

Cadre comptable
fiscaliste

DECS

pour participer à l'élaboration des consolidations du groupe au sein d'une équipe performante, agissant sur un cabinet spécialisé ou une entreprise industrielle. La préférence sera donnée à un candidat muni du DECS complet, 5 à 10 ans d'expérience minimum acquise dans un cabinet spécialisé ou une entreprise industrielle. Anglais indispensable.

Avantages sociaux. Restaurant d'entreprises.
Ecrire avec référence et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. 284025 à Régie Presse.
85, bis rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

VILLE DE SEVRES
(HAUTS-DE-SEINE)
recrute par voie de mutation

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
ADJOINT

- DEA de droit public.
- DESS de droit et gestion
des collectivités locales.
(Salaire net de départ 7 800 F).

Adr. c.v., candidat, photo à
M. LE MARRE
Hôtel de ville
64, Grande-Rue, 92310 SEVRES.

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE PARIS X4
(30 personnes), recherche pour missions d'assistance
et de révision

ASSISTANT HF

Très confirmé(e) (N. 3 et N. 4 - conv. collect.),
ayant 2 à 5 ans d'expérience cabinet.
Diplômé(e) HEC - ESSEC ou équivalent.

Déplacements provinciaux à prévoir. Libre le 15/4.

Env. lettre manuscrite avec réf. C.V. et photo à
N. 3771 - PUBLICITE REUNIES - 112, Bd
Voltaire - 75011 PARIS. Réponse assurée.

CONSTRUCTEUR
APPAREILLAGES ET
EQUIPEMENTS

ELECTRIQUES BASSE
TENSION ET ELECTRO-
NIQUE INDUSTRIELLE

Filiale d'un leader
européen situé dans la
BANLIEUE EST DE PARIS

recherche

INGÉNIEUR
TECHNO-
COMMERCIAL

CONFIRMÉ
pour élargir sa force de vente.

- Formation supérieure
- Salaire motivant
- Bonnes connaissances en
automatismes et en distribution
Indispensables.

Envoyer CV et photo à n° 88-471
Compagnie Publi-2 - 20, av.
Cafés, 75040 Paris Cedex 01.

IMPORTANT
STÉ DE COURTAGE
DE BANQUE

recherche pour renforcer
ses effectifs d'Exploitation et d'Informatique

COURTIERS ET CAMBISTES

confirmés et bilingues
anglais

DEUX JEUNES GENS

sans qualification particulière, parlant
parfaitement l'anglais. Profil évolutif
de carrière. Salaire intéressant.

UN OPÉRATEUR DE SAISIE
INFORMATIQUE

même débutant - anglais apprécié

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo
à REGIE-PRESSE, sous n° T 044.404 M
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

VILLE DE SEVRES
(HAUTS-DE-SEINE)
recrute par voie de mutation

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
ADJOINT

- DEA de droit public.
- DESS de droit et gestion
des collectivités locales.
(Salaire net de départ 7 800 F).

Adr. c.v., candidat, photo à
M. LE MARRE
Hôtel de ville
64, Grande-Rue, 92310 SEVRES.

GROUPE SYSECA

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEIL
EN INFORMATIQUE

(720 personnes, C.A. 220 M.F.)
partenaire d'un groupe industriel
de taille internationale,
recherche

INGÉNIEURS
COMMERCIAUX

Formation Grandes Ecoles d'Ingénieurs ou de
Commerce pour la vente des services et des
produits de notre unité

GRANDS SYSTEMES
TEMPS REEL

Justifiant d'une expérience technique ou
commerciale d'environ 4 ans, leur aptitude à
la prospection et à la négociation de haut
niveau dans les administrations et les grandes
entreprises leur permettra de participer à la
croissance du Groupe tant en France qu'à
l'étranger.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et
prétentions sous référence 2048 à
GROUPE SYSECA - Service du Personnel
315, Bureau de la Colline
92213 SAINT CLOUD Cedex

ISIS à un corps, donnez-lui une «âme»...

Pour concevoir et réaliser
la logique de la machine ISIS,
système scientifique de hautes performances,
notre Direction Recherche et Technologie Avancée
recrute :

UN MATHÉMATICIEN

Il participera à l'étude et à la réalisation des biblio-
thèques mathématiques du système.
Formation souhaitée : diplôme d'une Grande Ecole
d'Ingénieur ou Doctorat. Réf. 424 M

UN LOGICIEEN

Il sera chargé de la définition et du développement des
fonctions logiques du système.
Ce poste s'adresse à un Ingénieur Diplômé d'une
Grande Ecole.
Une première expérience en circuits logiques et
technologies rapides serait appréciée. Réf. 426 M

Lieu de travail : Banlieue Ouest de Paris.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en
précisant la référence du poste souhaité à

Véronique Bourlet
Cit Honeywell Bull
PC 0G021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20

Bull

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
Direction de l'Administration Pénitentiaire

recherche

CHEF DE SERVICE COMMERCIAL

MISSIONS :
PROMOTION DU TRAVAIL PÉNITENTIAIRE
ORGANISATION DE LA PROSPECTION
COMMERCIALE pour :

- l'implantation d'entreprises privées comme
CONCESSIONNAIRES DE
MAIN-D'ŒUVRE PÉNALE au sein des
établissements pénitentiaires (150
établissements actuellement, près de
7.000 postes de travail)
- la recherche de CONTRATS DE
SOUS-TRAITANCE pour la Régie
industrielle des établissements pénitentiaires
(environ 2.000 postes de travail)

PROFIL :
30-40 ans.
Formation : diplôme d'une grande école de commerce
(H.E.C. - ESSEC - ECGF...).

Expérience professionnelle multisecteurs.
Disponibilité, capacité de négociation, sens des relations
publiques.

RÉMUNÉRATIONS :
140.000 F A 190.000 F (BRUT)
CONTRAT 3 ANS RENOUVELABLE.

CANDIDATURES A ADRESSER :
MINISTÈRE DE LA JUSTICE - D.A.G.E. - Bureau L.1
13, place Vendôme, 75042 PARIS CEDEX 01.

INGÉNIEURS ELECTRONICIENS/
ELECTROMECHANICIENS
en FRANCE et en EXTREME ORIENT

CGA ALCATEL, 800 personnes, 450 MF de CA dont 50 % à l'export
propose, à trois jeunes ingénieurs décidés à changer d'horizons, de
rejoindre des équipes dynamiques et performantes à Hong Kong,
PUSAN ou tout simplement en France.

De formation ENSI ou équivalent, les candidats que nous désirons
intégrer, seront des cadres responsables, curieux de techniques et
de relations nouvelles. Ils pourront justifier d'une expérience de
quelques années dans la conduite de chantiers à l'étranger et si
possible dans la maintenance.

Nous leur confierons des tâches variées allant de la conduite de
travaux d'installations à la coordination des sous-traitants en
passant par le contrôle des recettes et de la maintenance.

Outre des qualités techniques, ces postes exigent une bonne adapta-
bilité, le sens du contact et de réelles aptitudes au commandement.

Les séjours prévus à l'étranger sont de durée variable.

La maîtrise de l'anglais est bien évidemment indispensable.

Si vous pensez être l'homme de la situation, écri-
vez sans plus tarder avec CV et rémunération
actuelle à P. MARIE JOSEPH - CGA ALCATEL
Direction du Personnel BP 57 - Le Plessis Pâté
91220 BRETAGNY S/ORGE.

CGA

4lcatel

LE CARNET DU Monde

Naissances

- Lucie ABELES et Marc BORMAND ont la joie d'annoncer la naissance de

Judith,

le 23 février.

30, rue du Château-d'Eau, 75010 Paris.

- Solange et Patrick ARTUR ont la joie d'annoncer la naissance de

Estelle,

le 26 février 1984.

L'Amandier, 26230 Chamarey.

- M. et M^{me} Laurent DASSAULT sont heureux de faire part de la naissance de leur second fils,

Adrien,

le 2 février 1984,

à Neuilly-sur-Seine.

- La famille GUERGOUR a la joie d'annoncer la naissance de leur fils

Mohamed Nacim,

le 26 février 1984.

Nous souhaitons longue vie au bébé et un prompt rétablissement à sa maman.

- Elia, Danielle, et Jean Rical, ont la joie d'annoncer la naissance de

Kevin, Mathias,

le 1^{er} mars 1984, à Mâcon.

- Les docteurs Jean-Michel et Nathalie STROUMZA-ESCOFFIER et Jonathan ont la joie d'annoncer la naissance de

Nathaniel,

le 28 février 1984.

20, rue Marillio, 75008 Paris.

Décès

- M^{me} Hélène Arand, M. Gérard Arand, M. et M^{me} Didier Arand et leurs enfants. Les familles Bernadac et Grange, ont la douleur de faire part du décès de leur époux, père, grand-père et parent,

M. Roger ARAUD,

survenu le 28 février dans sa cinquante-huitième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Larzac (Ariège).

6, square Abbé-Faria, 13005 Marseille. Ambassade de France en Israël, 8, place Jean-Jaures, 13001 Marseille.

- Nous apprenons le décès, le 3 mars, de

M. Léon CLÉMENTEUX,

ancien député.

Ses obsèques auront lieu le jeudi 8 mars, à 10 heures, en l'église du Sacré-Cœur, rue Nationale à Lille.

[Né le 15 février 1909 à Villers-Bois (Somme-Maritime), M. Léon Clémentieux (de son nom de famille) a été élu député de la Seine-Maritime en 1935, réélu en 1936, 1938, 1940, 1945, 1946, 1950, 1954, 1958, 1962, 1966, 1968, 1970, 1973, 1977, 1981, 1983, 1985, 1987, 1989, 1991, 1993, 1995, 1997, 1999, 2001, 2003, 2005, 2007, 2009, 2011, 2013, 2015, 2017, 2019, 2021, 2023, 2025, 2027, 2029, 2031, 2033, 2035, 2037, 2039, 2041, 2043, 2045, 2047, 2049, 2051, 2053, 2055, 2057, 2059, 2061, 2063, 2065, 2067, 2069, 2071, 2073, 2075, 2077, 2079, 2081, 2083, 2085, 2087, 2089, 2091, 2093, 2095, 2097, 2099, 2101, 2103, 2105, 2107, 2109, 2111, 2113, 2115, 2117, 2119, 2121, 2123, 2125, 2127, 2129, 2131, 2133, 2135, 2137, 2139, 2141, 2143, 2145, 2147, 2149, 2151, 2153, 2155, 2157, 2159, 2161, 2163, 2165, 2167, 2169, 2171, 2173, 2175, 2177, 2179, 2181, 2183, 2185, 2187, 2189, 2191, 2193, 2195, 2197, 2199, 2201, 2203, 2205, 2207, 2209, 2211, 2213, 2215, 2217, 2219, 2221, 2223, 2225, 2227, 2229, 2231, 2233, 2235, 2237, 2239, 2241, 2243, 2245, 2247, 2249, 2251, 2253, 2255, 2257, 2259, 2261, 2263, 2265, 2267, 2269, 2271, 2273, 2275, 2277, 2279, 2281, 2283, 2285, 2287, 2289, 2291, 2293, 2295, 2297, 2299, 2301, 2303, 2305, 2307, 2309, 2311, 2313, 2315, 2317, 2319, 2321, 2323, 2325, 2327, 2329, 2331, 2333, 2335, 2337, 2339, 2341, 2343, 2345, 2347, 2349, 2351, 2353, 2355, 2357, 2359, 2361, 2363, 2365, 2367, 2369, 2371, 2373, 2375, 2377, 2379, 2381, 2383, 2385, 2387, 2389, 2391, 2393, 2395, 2397, 2399, 2401, 2403, 2405, 2407, 2409, 2411, 2413, 2415, 2417, 2419, 2421, 2423, 2425, 2427, 2429, 2431, 2433, 2435, 2437, 2439, 2441, 2443, 2445, 2447, 2449, 2451, 2453, 2455, 2457, 2459, 2461, 2463, 2465, 2467, 2469, 2471, 2473, 2475, 2477, 2479, 2481, 2483, 2485, 2487, 2489, 2491, 2493, 2495, 2497, 2499, 2501, 2503, 2505, 2507, 2509, 2511, 2513, 2515, 2517, 2519, 2521, 2523, 2525, 2527, 2529, 2531, 2533, 2535, 2537, 2539, 2541, 2543, 2545, 2547, 2549, 2551, 2553, 2555, 2557, 2559, 2561, 2563, 2565, 2567, 2569, 2571, 2573, 2575, 2577, 2579, 2581, 2583, 2585, 2587, 2589, 2591, 2593, 2595, 2597, 2599, 2601, 2603, 2605, 2607, 2609, 2611, 2613, 2615, 2617, 2619, 2621, 2623, 2625, 2627, 2629, 2631, 2633, 2635, 2637, 2639, 2641, 2643, 2645, 2647, 2649, 2651, 2653, 2655, 2657, 2659, 2661, 2663, 2665, 2667, 2669, 2671, 2673, 2675, 2677, 2679, 2681, 2683, 2685, 2687, 2689, 2691, 2693, 2695, 2697, 2699, 2701, 2703, 2705, 2707, 2709, 2711, 2713, 2715, 2717, 2719, 2721, 2723, 2725, 2727, 2729, 2731, 2733, 2735, 2737, 2739, 2741, 2743, 2745, 2747, 2749, 2751, 2753, 2755, 2757, 2759, 2761, 2763, 2765, 2767, 2769, 2771, 2773, 2775, 2777, 2779, 2781, 2783, 2785, 2787, 2789, 2791, 2793, 2795, 2797, 2799, 2801, 2803, 2805, 2807, 2809, 2811, 2813, 2815, 2817, 2819, 2821, 2823, 2825, 2827, 2829, 2831, 2833, 2835, 2837, 2839, 2841, 2843, 2845, 2847, 2849, 2851, 2853, 2855, 2857, 2859, 2861, 2863, 2865, 2867, 2869, 2871, 2873, 2875, 2877, 2879, 2881, 2883, 2885, 2887, 2889, 2891, 2893, 2895, 2897, 2899, 2901, 2903, 2905, 2907, 2909, 2911, 2913, 2915, 2917, 2919, 2921, 2923, 2925, 2927, 2929, 2931, 2933, 2935, 2937, 2939, 2941, 2943, 2945, 2947, 2949, 2951, 2953, 2955, 2957, 2959, 2961, 2963, 2965, 2967, 2969, 2971, 2973, 2975, 2977, 2979, 2981, 2983, 2985, 2987, 2989, 2991, 2993, 2995, 2997, 2999, 3001, 3003, 3005, 3007, 3009, 3011, 3013, 3015, 3017, 3019, 3021, 3023, 3025, 3027, 3029, 3031, 3033, 3035, 3037, 3039, 3041, 3043, 3045, 3047, 3049, 3051, 3053, 3055, 3057, 3059, 3061, 3063, 3065, 3067, 3069, 3071, 3073, 3075, 3077, 3079, 3081, 3083, 3085, 3087, 3089, 3091, 3093, 3095, 3097, 3099, 3101, 3103, 3105, 3107, 3109, 3111, 3113, 3115, 3117, 3119, 3121, 3123, 3125, 3127, 3129, 3131, 3133, 3135, 3137, 3139, 3141, 3143, 3145, 3147, 3149, 3151, 3153, 3155, 3157, 3159, 3161, 3163, 3165, 3167, 3169, 3171, 3173, 3175, 3177, 3179, 3181, 3183, 3185, 3187, 3189, 3191, 3193, 3195, 3197, 3199, 3201, 3203, 3205, 3207, 3209, 3211, 3213, 3215, 3217, 3219, 3221, 3223, 3225, 3227, 3229, 3231, 3233, 3235, 3237, 3239, 3241, 3243, 3245, 3247, 3249, 3251, 3253, 3255, 3257, 3259, 3261, 3263, 3265, 3267, 3269, 3271, 3273, 3275, 3277, 3279, 3281, 3283, 3285, 3287, 3289, 3291, 3293, 3295, 3297, 3299, 3301, 3303, 3305, 3307, 3309, 3311, 3313, 3315, 3317, 3319, 3321, 3323, 3325, 3327, 3329, 3331, 3333, 3335, 3337, 3339, 3341, 3343, 3345, 3347, 3349, 3351, 3353, 3355, 3357, 3359, 3361, 3363, 3365, 3367, 3369, 3371, 3373, 3375, 3377, 3379, 3381, 3383, 3385, 3387, 3389, 3391, 3393, 3395, 3397, 3399, 3401, 3403, 3405, 3407, 3409, 3411, 3413, 3415, 3417, 3419, 3421, 3423, 3425, 3427, 3429, 3431, 3433, 3435, 3437, 3439, 3441, 3443, 3445, 3447, 3449, 3451, 3453, 3455, 3457, 3459, 3461, 3463, 3465, 3467, 3469, 3471, 3473, 3475, 3477, 3479, 3481, 3483, 3485, 3487, 3489, 3491, 3493, 3495, 3497, 3499, 3501, 3503, 3505, 3507, 3509, 3511, 3513, 3515, 3517, 3519, 3521, 3523, 3525, 3527, 3529, 3531, 3533, 3535, 3537, 3539, 3541, 3543, 3545, 3547, 3549, 3551, 3553, 3555, 3557, 3559, 3561, 3563, 3565, 3567, 3569, 3571, 3573, 3575, 3577, 3579, 3581, 3583, 3585, 3587, 3589, 3591, 3593, 3595, 3597, 3599, 3601, 3603, 3605, 3607, 3609, 3611, 3613, 3615, 3617, 3619, 3621, 3623, 3625, 3627, 3629, 3631, 3633, 3635, 3637, 3639, 3641, 3643, 3645, 3647, 3649, 3651, 3653, 3655, 3657, 3659, 3661, 3663, 3665, 3667, 3669, 3671, 3673, 3675, 3677, 3679, 3681, 3683, 3685, 3687, 3689, 3691, 3693, 3695, 3697, 3699, 3701, 3703, 3705, 3707, 3709, 3711, 3713, 3715, 3717, 3719, 3721, 3723, 3725, 3727, 3729, 3731, 3733, 3735, 3737, 3739, 3741, 3743, 3745, 3747, 3749, 3751, 3753, 3755, 3757, 3759, 3761, 3763, 3765, 3767, 3769, 3771, 3773, 3775, 3777, 3779, 3781, 3783, 3785, 3787, 3789, 3791, 3793, 3795, 3797, 3799, 3801, 3803, 3805, 3807, 3809, 3811, 3813, 3815, 3817, 3819, 3821, 3823, 3825, 3827, 3829, 3831, 3833, 3835, 3837, 3839, 3841, 3843, 3845, 3847, 3849, 3851, 3853, 3855, 3857, 3859, 3861, 3863, 3865, 3867, 3869, 3871, 3873, 3875, 3877, 3879, 3881, 3883, 3885, 3887, 3889, 3891, 3893, 3895, 3897, 3899, 3901, 3903, 3905, 3907, 3909, 3911, 3913, 3915, 3917, 3919, 3921, 3923, 3925, 3927, 3929, 3931, 3933, 3935, 3937, 3939, 3941, 3943, 3945, 3947, 3949, 3951, 3953, 3955, 3957, 3959, 3961, 3963, 3965, 3967, 3969, 3971, 3973, 3975, 3977, 3979, 3981, 3983, 3985, 3987, 3989, 3991, 3993, 3995, 3997, 3999, 4001, 4003, 4005, 4007, 4009, 4011, 4013, 4015, 4017, 4019, 4021, 4023, 4025, 4027, 4029, 4031, 4033, 4035, 4037, 4039, 4041, 4043, 4045, 4047, 4049, 4051, 4053, 4055, 4057, 4059, 4061, 4063, 4065, 4067, 4069, 4071, 4073, 4075, 4077, 4079, 4081, 4083, 4085, 4087, 4089, 4091, 4093, 4095, 4097, 4099, 4101, 4103, 4105, 4107, 4109, 4111, 4113, 4115, 4117, 4119, 4121, 4123, 4125, 4127, 4129, 4131, 4133, 4135, 4137, 4139, 4141, 4143, 4145, 4147, 4149, 4151, 4153, 4155, 4157, 4159, 4161, 4163, 4165, 4167, 4169, 4171, 4173, 4175, 4177, 4179, 4181, 4183, 4185, 4187, 4189, 4191, 4193, 4195, 4197, 4199, 4201, 4203, 4205, 4207, 4209, 4211, 4213, 4215, 4217, 4219, 4221, 4223, 4225, 4227, 4229, 4231, 4233, 4235, 4237, 4239, 4241, 4243, 4245, 4247, 4249, 4251, 4253, 4255, 4257, 4259, 4261, 4263, 4265, 4267, 4269, 4271, 4273, 4275, 4277, 4279, 4281, 4283, 4285, 4287, 4289, 4291, 4293, 4295, 4297, 4299, 4301, 4303, 4305, 4307, 4309, 4311, 4313, 4315, 4317, 4319, 4321, 4323, 4325, 4327, 4329, 4331, 4333, 4335, 4337, 4339, 4341, 4343, 4345, 4347, 4349, 4351, 4353, 4355, 4357, 4359, 4361, 4363, 4365, 4367, 4369, 4371, 4373, 4375, 4377, 4379, 4381, 4383, 4385, 4387, 4389, 4391, 4393, 4395, 4397, 4399, 4401, 4403, 4405, 4407, 4409, 4411, 4413, 4415, 4417, 4419, 4421, 4423, 4425, 4427, 4429, 4431, 4433, 4435, 4437, 4439, 4441, 4443, 4445, 4447, 4449, 4451, 4453, 4455, 4457, 4459, 4461, 4463, 4465, 4467, 4469, 4471, 4473, 4475, 4477, 4479, 4481, 4483, 4485, 4487, 4489, 4491, 4493, 4495, 4497, 4499, 4501, 4503, 4505, 4507, 4509, 4511, 4513, 4515, 4517, 4519, 4521, 4523, 4525, 4527, 4529, 4531, 4533, 4535, 4537, 4539, 4541, 4543, 4545, 4547, 4549, 4551, 4553, 4555, 4557, 4559, 4561, 4563, 4565, 4567, 4569, 4571, 4573, 4575, 4577, 4579, 4581, 4583, 4585, 4587, 4589, 4591, 4593, 4595, 4597, 4599, 4601, 4603, 4605, 4607, 4609, 4611, 4613, 4615, 4617, 4619, 4621, 4623, 4625, 4627, 4629, 4631, 4633, 4635, 4637, 4639, 4641, 4643, 4645, 4647, 4649, 4651, 4653, 4655, 4657, 4659, 4661, 4663, 4665, 4667, 4669, 4671, 4673, 4675, 4677, 4679, 4681, 4683, 4685, 4687, 4689, 4691, 4693, 4695, 4697, 4699, 4701, 4703, 4705, 4707, 4709, 4711, 4713, 4715, 4717, 4719, 4721, 4723, 4725, 4727, 4729, 4731, 4733, 4735, 4737, 4739, 4741, 4743, 4745, 4747, 4749, 4751, 4753, 4755, 4757, 4759, 4761, 4763, 4765, 4767, 4769, 4771, 4773, 4775, 4777, 4779, 4781, 4783, 4785, 4787, 4789, 4791, 4793, 4795, 4797, 4799, 4801, 4803, 4805, 4807, 4809, 4811, 4813, 4815, 4817, 4819, 4821, 4823, 4825, 4827, 4829, 4831, 4833, 4835, 4837, 4839, 4841, 4843, 4845, 4847, 4849, 4851, 4853, 4855, 4857, 4859, 4861, 4863, 4865, 4867, 4869, 4871, 4873, 4875, 4877, 4879, 4881, 4883, 4885, 4887, 4889, 4891, 4893, 4895, 4897, 4899, 4901, 4903, 4905, 4907, 4909, 4911, 4913, 4915, 4917, 4919, 4921, 4923, 4925, 4927, 4929, 4931, 4933, 4935, 4937, 4939, 4941, 4943, 4945, 4947, 4949, 4951, 4953, 4955, 4957, 4959, 4961, 4963, 4965, 4967, 4969, 4971, 4973, 4975, 4977, 4979, 4981, 4983, 4985, 4987, 4989, 4991, 4993, 4995, 4997, 4999, 5001, 5003, 5005, 5007, 5009, 5011, 5013, 5015, 5017, 5019, 5021, 5023, 5025, 5027, 5029, 5031, 5033, 5035, 5037, 5039, 5041, 5043, 5045, 5047, 5049, 5051, 5053, 5055, 5057, 5059, 5061, 5063, 5065, 5067, 5069, 5071, 5073, 5075, 5077, 5079, 5081, 5083, 5085, 5087, 5089, 5091, 5093, 5095, 5097, 5099, 5101, 5103, 5105, 5107, 5109, 5111, 5113, 5115, 5117, 5119, 5121, 5123, 5125, 5127, 5129, 5131, 5133, 5135, 5137, 5139, 5141, 5143, 5145, 5147, 5149, 5151, 5153, 5155, 5157, 5159, 5161, 5163, 5165, 5167, 5169, 5171, 5173, 5175, 5177, 5179, 5181, 5183, 5185, 5187, 5189, 5191, 5193, 5195, 5197, 5199, 5201, 5203, 5205, 5207, 5209, 5211, 5213, 5215, 5217, 5219, 5221, 5223, 5225, 5227, 5229, 5231, 5233, 5235, 5237, 5239, 5241, 5243, 5245, 5247, 5249, 5251, 5253, 5255, 5257, 5259, 5261, 5263, 5265, 5267, 5269, 5271, 5273, 5275, 5277, 5279, 5281, 5283, 5285, 5287, 5289, 5291, 5293, 5295, 5297, 5299, 5301, 5303, 5305, 5307, 5309, 5311, 5313, 5315, 5317, 5319, 5321, 5323, 5325, 5327, 5329, 5331, 5333, 5335, 5337, 5339, 5341, 5343, 5345, 5347, 5349, 5351, 5353, 5355, 5357, 5359, 5361, 5363, 5365, 5367, 5369, 5371, 5373, 5375, 5377, 5379, 5381, 5383, 5385, 5387, 5389, 5391, 5393, 5395, 5397, 5399, 5401, 5403, 5405, 5407, 5409, 5411, 5413, 5415, 5417, 5419, 5421, 5423, 5425, 5427, 5429, 5431, 5433, 5

SOCIAL

Libres opinions

L'incantation ne suffit pas !...

par ANDRÉ BERGERON (*)

PIERRE MAUROY a raison, lorsque — dans l'article qu'il a récemment donné au journal *Le Monde* (1) — il indique qu'il serait souhaitable que les Européens coordonnent davantage leurs efforts. C'est ce que nous n'avons cessé de dire depuis la fin de la dernière guerre mondiale, alors que le problème de la réconciliation franco-allemande n'était pas encore résolu. C'est pourquoi, comme lui, nous souhaitons vivement que les initiatives du président de la République soient couronnées de succès. Mais nous avons bien du mal à nous débarrasser d'un certain scepticisme en observant le comportement des dirigeants des Etats qui constituent le Communauté économique européenne. Cela dit, il convient de tempérer l'enthousiasme du premier ministre lorsqu'il affirme que les mutations technologiques, plutôt que d'être perçues comme une fatalité, devraient, au contraire, « nous émerveiller, nous faire rêver et nous donner envie d'être à l'avant ». Nous n'avons pas peur du progrès et nous sommes conscients de la nécessité d'y préparer les hommes (2). Nous sommes, comme Pierre Mauroy, convaincus que les solutions ne surgiront pas de la fermeture des frontières, c'est-à-dire de l'isolement par rapport aux grands courants de l'économie mondiale.

Surtout, le lyrisme du premier ministre ne saurait changer le fait que nous ne sommes ni au Japon ni aux Etats-Unis. Les traditions, les modes de vie, les contextes politiques et syndicaux, ne sont pas les mêmes. Les réactions des gens ne le sont pas non plus.

C'est pourquoi — comme nous ne cessons de le répéter depuis le grand tournant de l'été 1982 — nous sommes persuadés qu'en voulant précipiter les transformations, en opérant trop au vertige de l'assainissement, du grand nettoyage, en d'autres termes « en cherchant à forcer le vici », on multiplie les conflits qui, s'ajoutant les uns aux autres, finiront par tout mettre en cause.

Et puis, s'il faut peut-être « moderniser » la vie sociale, il convient aussi de préciser ce que cela veut dire. Bien sûr, comme l'écrit Pierre Mauroy, il convient « de faire de la négociation entre partenaires la règle de notre vie sociale, des sources de conflits ». Mais le dialogue ne peut être seulement des bavardages. Le dialogue, c'est la recherche obstinée du compromis entre les uns et les autres. C'est aussi le respect de la parole donnée. C'est le contraire de ce qui s'est passé dans la fonction publique.

Où est donc le problème, aujourd'hui, de ce que prétend souhaiter le premier ministre. L'exemple des discussions concernant le plan de restructuration est, de ce point de vue, hélas particulièrement évocateur. En effet, nous n'avons guère trouvé de différences entre le document préparatoire, soumis à l'appréciation des syndicats et les décisions du conseil des ministres. Le dialogue, c'est d'admettre au départ que les propositions faites peuvent être amendées. On est loin du compte !

Pierre Mauroy écrit pourtant que « réformer et moderniser exige le dialogue et la négociation ». Oui, mille fois oui, mais il faut dépasser le stade de l'incantation. Sinon, nous irons tout droit à l'affaiblissement social qu'il redoute.

Cet article est écrit alors que les mineurs défilent, alors que les agents de la fonction publique et des entreprises nationales se préparent à la grève.

Puisse les gouvernements comprendre que les responsables de l'économie ne multiplient pas les overstatements pour le plaisir de faire parler d'eux. Ils expriment l'insécurité qu'ils portent en eux. C'est sérieux, très sérieux. Puisse-t-on, en haut lieu, prendre conscience de tout cela.

(*) Secrétaire général de Force ouvrière.

(1) *Le Monde* du 29 février 1984.

(2) Nous avons, d'ailleurs, à ce sujet, demandé l'ouverture de négociations portant sur les conséquences des évolutions technologiques et notamment de l'informatique.

La grève du 8 mars dans la fonction publique

M. MAIRE : « La syndicalisme doit refuser de se réduire à un groupe de pression des plus forts »

M. Edmond Maire critique vivement la grève du 8 mars dans la fonction publique. Dans un article publié par *Syndicalisme-Action* du 8 mars, le secrétaire général de la CGT écrit : « Pour la commission exécutive de la CFDT, il est particulièrement regrettable qu'au moment où le nombre des chômeurs s'accroît dangereusement et où des millions de salariés sont en situation précaire, la plus grande journée d'action syndicale depuis le 10 mai 1981 ait pour seul objectif affirmé le pouvoir d'achat des salariés déjà les plus protégés. »

Pour M. Maire, « dans la société française minée par le chômage, où la cohésion sociale s'affaiblit, le syndicalisme doit refuser de se réduire à un groupe de pression des plus forts, il doit donner une tout autre image de sa tradition de lutte et de solidarité. Au-delà de la nécessaire défense du pouvoir d'achat moyen en privilégiant les bas salaires, et cela dans tous les secteurs professionnels, la priorité de notre période c'est l'emploi par le renouveau industriel et la réduction du temps de travail vers les 35 heures ». « Le syndicalisme, ajoute M. Maire, se perdrait s'il concourait aveuglément à accroître l'éclatement du salariat entre les travailleurs garantis et les autres, s'il perdait le sens de la solidarité avec les chômeurs, avec les jeunes et pour la loi à l'emploi des femmes ».

LES SIDERURGISTES D'USINOR-REHON INTERROMPENT LEUR GRÈVE

Les quelques deux cents sidérurgistes de l'usine d'Usinor-Rehon ont interrompu leur grève, déclenchée le 29 février. Ils ont obtenu l'assurance de la direction qu'aucune mesure irréversible ne serait prise avant deux mois en ce qui concerne la fermeture du train à feuillards de l'usine. La CGT estime toutefois que « les documents signés par la direction ne satisfont pas pleinement les travailleurs », l'avenir de cette usine du bassin de Longwy n'étant pas assuré. La grève, qui a conduit une centaine de sidérurgistes à occuper lundi 5 mars, pendant l'après-midi, le Parlement européen de Luxembourg, avait pour but de réunir une « table ronde » associant pouvoirs publics, syndicats et direction d'Usinor pour étudier l'avenir du bassin.

La CGT organisera « une marche sur Longwy », le 16 mars, à l'échelle de la Lorraine, à laquelle M. Krasucki devrait participer.

« Marche aquatique » sur Paris des salariés de SKF d'Ivry. — A l'initiative de la CGT et de la ville d'Ivry, un collectif regroupant une soixantaine d'associations et de mouvements va organiser une « marche aquatique » sur Paris en faveur du maintien de l'usine SKF (roulements à billes) dans cette commune du Val-de-Marne. Les manifestants se rassembleront à 9 heures, le 10 mars, devant la mairie d'Ivry. Le cortège se rendra jusqu'à la Seine où un bateau-mouche attendra les participants pour les conduire jusqu'au pont de l'Alma. De là, ils iront au siège du CNPF et à celui de la DATAR, pour demander la prise en compte des nouvelles propositions de la CGT : à savoir le redémarrage des cinq chaînes flexibles de l'usine en attendant une reprise générale de l'activité. — (Corresp.)

LA REVALORISATION DES TARIFS MÉDICAUX

Les syndicats médicaux et les caisses de sécurité sociale à la recherche d'une voie de négociation

Les représentants des caisses de sécurité sociale et des syndicats médicaux signataires de la convention de 1980 doivent se réunir, mardi 6 mars, pour la première fois depuis le renouvellement du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS). Le premier problème examiné sera sans doute celui des tarifs médicaux : dans une lettre communique à M. Maurice Derlin, président de la CNAMTS, les dirigeants des deux organisations de médecins, MM. Jacques Beaupère (Confédération des syndicats médicaux français) et Pierre Belot (Fédération des médecins de France), ont souhaité qu'une revalorisation de l'ensemble des tarifs (les « lettres clés ») puisse être appliquée dès le 15 mars.

En fait, il y a peu de chances qu'un accord puisse être trouvé aussi rapidement. Les médecins souhaitent un relèvement important des tarifs — 7 % ou 8 %, ont indiqué les responsables de la CSMF et, en tout état de cause, un minimum de 5 % sur le tarif de la consultation du généraliste, ce qui correspondrait à près de 6 %. En outre, les deux organisations demandent un traitement plus favorable encore pour la visite des généralistes au domicile du malade et les actes chirurgicaux (correspondant à la lettre « K »).

Évidemment, ces propositions ne peuvent être acceptées par les caisses (bien que M. Derlin se soit montré favorable à un effort particulier pour la visite) : en effet, le gouvernement ne peut guère autoriser une augmentation des rémunérations médicales supérieures au chiffre fixé pour le niveau des salaires (5 %). Et il faudra décompenser l'effet de report en année pleine (1,6 % des augmentations intervenues en mars 1983).

La négociation sera donc difficile. Accorder une marge spécifique aux tarifs « prioritaires » réduirait d'autant la part des autres. En fait, il est vraisemblable qu'on se contentera, au départ, de rechercher une voie de négociation, sans discuter encore de pourcentages d'augmentation : par exemple, un redoublement des indemnités de déplacement plus

Fort redressement du marché automobile américain en février. — Les ventes des constructeurs américains d'automobiles se sont à nouveau fortement développées en février. Elles ont porté sur quelque 655 000 véhicules, soit 42,5 % de plus qu'en février 1983. En janvier, les ventes des constructeurs américains avaient déjà fait ressortir une progression de 31 % par rapport à janvier 1983.

Réunion « informelle » des ministres des Dlx les 12 et 13 mai. — Les dix ministres des finances des pays de la CEE se réuniront les 12 et 13 mai prochain à La Badine, un village de vacances « social » de la presqu'île de Giens, dans le Var.

PRÉCISION. — La loi sur le service minimum des contrôleurs aériens, à laquelle il était fait allusion dans l'article « Du bon usage des otages » (*Le Monde* du 24 février 1984), n'a pas encore été publiée. Pour les contrôleurs, la grève reste donc interdite.

SÉCURITÉ SOCIALE

1983 a été l'année de la rigueur dans les pays industrialisés

Rigueur et économies sur toute la ligne : pour la sécurité sociale, l'année 1983 a été marquée, dans un grand nombre de pays, notamment les plus développés, par des restrictions ou un blocage des prestations et des augmentations des cotisations. C'est ce qui ressort du rapport annuel du Centre national d'études supérieures de sécurité sociale (CNESS) publié ce mardi 6 mars (1).

Les restrictions ont notamment porté sur l'assurance-maladie dans une quinzaine de pays — (en Europe en particulier plus de 90 % de la population bénéficie de la sécurité sociale). On a ainsi réduit le taux de remboursements des médicaments (ou de certains d'entre eux) en Allemagne fédérale, aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne, en France, au Luxembourg, en Suède, au Québec, celui des soins ou des prothèses dentaires (RFA, Danemark, Québec) des journées d'hospitalisation, par un ticket modérateur ou un « forfait » (RFA, France, Québec). On a aussi dans certains pays (Danemark) limité les indemnités journalières versées en cas de maladie, ou transféré le paiement aux employeurs (Grande-Bretagne). Ces mesures se sont révélées être d'une certaine efficacité : au Québec comme en France et en RFA, la croissance des dépenses d'assurance maladie a été fortement réduite.

Presque aussi fréquemment, on a économisé sur les allocations familiales, en réduisant leur montant (aux Pays-Bas) ou au moins pour les plus favorisés (comme en RFA où la

réduction a été de 30 % pour les revenus élevés), en bloquant les tarifs notamment en Irlande, au Luxembourg, au Japon (mais aussi au Maroc, au Congo, en Côte-d'Ivoire...) ou en les revalorisant dans des proportions inférieures à la hausse de prix (Canada, Danemark, France). La même politique a été pratiquée avec les retraites (en Norvège, au Canada, aux Pays-Bas, par exemple), éventuellement en modifiant les règles de revalorisation (comme en France, aux États-Unis, en RFA, en Grande-Bretagne), en abandonnant l'indexation sur les prix (comme en Belgique).

Ces mesures se sont allées souvenant à des relèvements de cotisation pour les salariés : cela a été le cas notamment pour les retraites (en Norvège, en Suède, aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne, en Hongrie) et l'assurance-maladie (comme aux Pays-Bas, au Luxembourg, en France pour les préretraités, en RFA pour les retraités).

Les mesures de rigueur risquent d'être maintenues en 1984 : déjà ont été décidées des majorations de cotisation vieillesse en France et au Japon, un nouveau freinage des pensions en Espagne, aux États-Unis et en France et de nouvelles restrictions sur les dépenses de santé en RFA, en Italie et en Norvège.

Quelques consolations : grâce à ces mesures, la sécurité sociale est redevenue bénéficiaire aux Pays-Bas comme dans certains pays d'Afrique où le nombre de retraités est encore limité (Maroc, Côte-d'Ivoire par exemple). D'autre part, dans certains pays où elle était encore plus ou moins incomplète, la couverture sociale a été étendue à de nouvelles catégories professionnelles comme les travailleurs indépendants ou les agriculteurs, par exemple, en Grèce, en Turquie et au Gabon. Enfin la baisse de la natalité dans plusieurs pays industrialisés a abouti dans certains cas à augmenter sensiblement les allocations familiales.

(1) Jean-Pierre Dumont, directeur de la recherche et des relations extérieures au CNESS. *Evolution de la sécurité sociale dans le monde en 1983.*

Manifestation des métallurgistes européens le 30 mars à Paris. — La Fédération européenne des métallurgistes (FEM), dont les fédérations de la métallurgie CFDT et FO sont membres pour la France, organisera une manifestation à Paris, le 30 mars, pour la réduction du temps de travail à trente-cinq heures. Lors d'une conférence de presse qui se tiendra le 8 mars à Bruxelles, la FEM devrait également annoncer des manifestations du même type en Allemagne fédérale, en Belgique et peut-être en Grande-Bretagne.

La grève des fonctionnaires et la télévision. — M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, demande, dans une lettre adressée aux PDG des trois chaînes de télévision et aux radios, de réserver « la même place et la même bienveillance » à la couverture de la prochaine grève des fonctionnaires qu'à celle de « rassemblement de Versailles pour l'école privée ».

DOUZE BRETONS EN COLÈRE A PARIS

Le Finistère malade du bâtiment

M. Jean Quillevere est entrepreneur de maçonnerie à Pleyben, dans le Finistère. En 1980, il avait 62 salariés, en 1981, il en avait encore 48, mais plus que 26 en 1982, et, aujourd'hui, le dernier carré, lui compris, ne compte que 18 personnes.

M. Marcel Le Bris, plombier à Quimper, a 48 salariés et non plus 65 comme il y a quelques années. Avec neuf autres de leurs homologues, ils ont accompagné, jeudi 1^{er} mars, le président de leur syndicat professionnel départemental, M. Kermann, au ministère de l'urbanisme et du logement, où ils ont été reçus par M. Patrice Chevallier, directeur de cabinet de M. Paul Quilès : responsables syndicaux locaux, ils lui ont dit que « la pression monte » et que, chez eux, le bâtiment va encore plus mal qu'ailleurs. Une soixantaine d'entre eux, le 17 février, sont allés remettre « symboliquement » leurs bilans au président du tribunal de commerce de Brest, qui les a reçus dans la salle des pas perdus : quelques mètres plus loin, dans le bureau du président, ce dépôt de bilan collectif aurait cessé d'être symbolique pour devenir cruellement judiciaire. Vendredi dernier, le 24 février à l'appel du SNPMI, un bon nombre de leurs adhérents ont sorti leurs engins de chantier pour bloquer la circulation autour de Quimper et de Brest. Ce n'est pas encore l'explosion, mais il y a un risque.

Le Finistère compte 3 900 artisans du bâtiment travaillant seuls, 2 255 artisans avec des salariés et 335 PME. L'ensemble emploie un peu moins de 16 000 salariés, soit le tiers des emplois industriels du département. En 1983, 584 entreprises ont fermé leurs portes.

Ce qu'il réclamait cette délégation ? Le démarrage immédiat d'opérations techniques : prêts, mais dont le financement se fait attendre, la levée de certains blocages administratifs. Ils se sont déclarés très satisfaits de l'accueil que leur a réservé M. Chevallier, et le fait que celui-ci ait été, en 1969, en poste à Quimper n'y était sans doute pas étranger. Mais ils sont sceptiques sur la mise en œuvre des bonnes intentions annoncées. Leur département a reçu, en 1983, 22 % de l'enveloppe régionale réservée aux prêts locaux (PLA) : il en aura 26 % en 1984. Quant aux prêts à l'accession à la propriété (PAP), leur nombre a, lui aussi, baissé de 3 806 en 1981 à 3 183 en 1983, sans qu'on puisse encore savoir ce que réserve 1984. De plus, l'enveloppe consacrée à la réhabilitation du parc HLM va doubler. Le ministère, enfin, va chercher à accélérer le démarrage de certains équipements publics, en intervenant auprès des autres administrations.

Cela suffira-t-il à apaiser la révolte qui gronde dans cette extrémité bretonne enclavée à la fronde ? J. D.

COGEI

الشركة العامة للعزل

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ISOLATION

AVIS DE PRÉSÉLECTION INTERNATIONALE

La Compagnie Générale d'Isolation, promoteur, sur la base de son agrément n° 108-27 de l'année 1984, lance un avis de présélection auprès des sociétés et organismes internationaux pour la réalisation d'une unité mégaréoline de fabrication intégrée de laine de verre en Tunisie, à partir de silice locale.

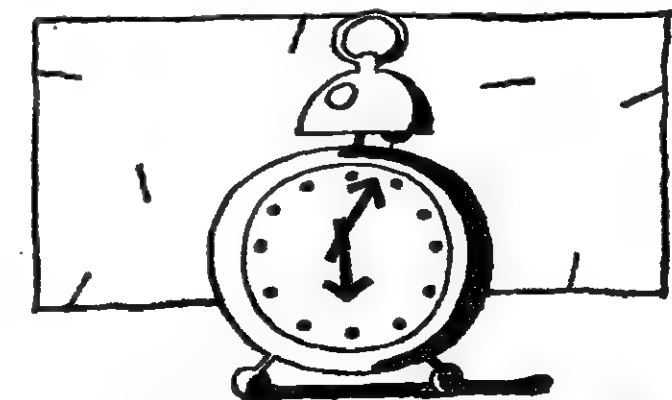
Cette présélection concerne process, l'assistance technique et le management. Les demandes de candidature, rédigées en langue française, doivent parvenir au nom de la :

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ISOLATION
M. LE DIRECTEUR DES PROJETS
33, rue Khayreddine-Barberousse
TUNIS (Tunisie) - TELEX 13203 SDMG

et seront recevables sous pli fermé portant la mention : « Une unité intégrée de laine de verre », au plus tard le 21 avril 1984.

Les dossiers de candidature doivent obligatoirement comporter les documents suivants : capital social, chiffre d'affaires des trois dernières années, références dans le domaine du process, liste du personnel que vous mandaterez pour suivre cette mission, liste des principales références réalisées au cours des cinq dernières années et en cours d'exécution, en précisant pour chacune l'objet, le nom et l'adresse du maître de l'ouvrage.

NOUS PRENONS VOS COLIS JUSQU'EN FIN D'APRÈS-MIDI.



XP peut enlever vos colis tard dans l'après-midi et garantir leur livraison le jour suivant dans n'importe laquelle des 2000 destinations du réseau XP en Europe. Vous en saurez plus en lisant notre nouveau Guide de Service XP. Demandez-le au 2085332, il est gratuit.

184 ORDINATEURS

PANORAMA

Printemps 84

L'ORDINATEUR INDIVIDUEL

n° 57 - 22 F chez votre marchand de journaux.

AFFAIRES

OPA record sur la Gulf

(Suite de la première page.)

Ménagé, Gulf a ainsi préféré se vendre en bloc pour une somme énorme, plutôt que de céder aux tentatives de M. Pickens, lequel réalise d'ailleurs une assez jolie opération boursière puisqu'il pourra revendre à SOCAL au prix de 80 dollars par action le paquet de titres qu'il a acquis en Bourse au prix moyen de 43 dollars par action.

Pour exceptionnelles, ces deux opérations, qui vont bouleverser la hiérarchie des groupes pétroliers SOCAL en rachetant Gulf devrait se hisser du quatrième au second rang, devant Mobil et Texaco, désormais ex æquo. - n'en sont pas moins caractéristiques de la « fusionnisme » américain : l'atlantique mergermanie - littéralement folie de la fusion, - qui semble s'être emparée depuis deux ans du

secteur pétrolier. Alors que de 1979 à 1982 le montant total des rachats en Bourse de compagnies pétrolières n'avait pas dépassé en moyenne 12 milliards de dollars par an, les OPA se sont multipliées depuis 1982, leur montant croissant à un rythme de plus en plus élevé pour atteindre depuis le début de l'année les records précédents. La liste de ces opérations, quelque peu fastidieuse, est à ce titre intéressante : 1981 : Dupont rachète Conoco (pour 7,2 milliards de dollars), et la Kuwait Petroleum Company, la compagnie Sama Fe (pour 2,5 milliards de dollars) ; 1982 : US Steel prend le contrôle de Marathon Oil (pour 5,96 milliards de dollars) et Occidental celui de Cities Service (pour 4 milliards de dollars) ; 1983 : Phillips Petroleum rachète General American (1,14 milliard de dol-

lars), Diamond Shamrock rachète Nations (2,8 milliard de dollars), Burlington Northern rachète El Paso (1,4 milliard de dollars), Coastal Corp rachète Houston National Gas Corp.

Pourquoi cette rage d'achat ? L'explication la plus fréquente est aussi la plus simple : il en coûte moins d'acheter des réserves pétrolières à la Bourse que d'en découvrir soi-même. - Le coût actuel moyen de la découverte d'un baril se situe entre 10 et 13 dollars, le prix moyen des réserves acquises par des opérations en Bourse est entre 4 et 5 dollars par baril -, explique M. William Randol, analyste financier new-yorkais. Une évolution semble néanmoins se dessiner : jusqu'à une date récente, c'était surtout les réserves détenues aux Etats-Unis qui semblaient intéresser les investisseurs ; depuis peu, il semble que les réserves contrôlées en dehors des Etats-Unis soient également prises en compte (cas de Superior Oil ou de Nations détenant des réserves en Indonésie).

La surcapacité mondiale du raffinage et du transport de brut et la relative stagnation du marché pétrolier, en réduisant fortement les marges réalisées en aval (distribution, raffinage, transport) de l'activité pétrolière, donnent en effet, un intérêt vital à la détention de réserves de production, désormais quasiment la seule source de bénéfices des compagnies, qui conditionne l'ensemble des résultats. Les déceptions récentes de l'exploration, enregistrées notamment en Alaska, où le puits de Mukluk, pour lequel des groupes américains avaient investi quelque 130 millions de dollars s'est révélé sec, ne peuvent que renforcer l'attrait des opérations boursières, plus sûres, bien qu'apparemment coûteuses, que des dépenses d'exploration par définition aléatoires.

Le rachat de compagnies concurrentes traduit aussi le désir des groupes pétroliers de se recentrer

sur le secteur des hydrocarbures après nombre d'expériences de diversification malheureuses constatées après le premier choc pétrolier, de 1974 à 1979. La plupart de ces tentatives dans le charbon, les minerais, l'électricité, et même le commerce (Mobil) se sont révélées des sources de pertes importantes. La relative stabilisation du marché pétrolier depuis quelques mois, qui semble écarter le risque d'une nouvelle baisse du prix du pétrole brut, renforce l'attrait du secteur.

Enfin, les groupes pétroliers redoutent un « retour de bâton » après l'élection présidentielle américaine, en novembre prochain, l'administration pouvant être tentée, une fois passée la période électorale, de limiter les rapprochements trop spectaculaires, au nom de la défense de la libre concurrence. Actuellement appliquée de façon assez libérale, l'approbation du rachat de Getty par Texaco l'a montré, la loi antitrust américaine pourrait être renforcée sous la pression des petites compagnies, de plus en plus alarmées par le mouvement de restructuration en cours. Déjà plusieurs projets de loi ou d'amendements ont été proposés en ce sens par des parlementaires de la Chambre des représentants ou du Sénat. Ces menaces, encore difficiles à évaluer dans les compagnies à se battre de profiter de l'état de grâce actuel.

« Cela va continuer », assure M. William Randol, citant une liste de compagnies-cibles, susceptibles de faire à leur tour l'objet d'offres publiques d'achat : pétrole Superior Oil, Louisiana Land, Southland Royalties, Union Oil of California, Phillips Petroleum, etc. Enfin, la semaine dernière on citait même Texaco, récent acquéreur de Getty, comme nouvelle victime possible d'une OPA sauvage.

Véronique MAURIS.

CIRCUITS INTÉGRÉS

Le groupe américain National Semiconductor va investir 1,2 milliard de francs en Ecosse

Après une crise de surcapacité entre 1980 et 1982, le marché des circuits intégrés est entré l'an passé dans une phase de pénurie : les clients, en particulier aux Etats-Unis, manquent de « puces ». Tous les fabricants multiplient leurs investissements (Le Monde du 1^{er} mars). Le groupe américain National Semiconductor (NS) a ainsi décidé de tripler la production de son usine écossaise de Gretna (près de Glasgow) en cinq ans. NS va construire une nouvelle ligne de production qui sera « la plus moderne d'Europe » (avec des « tranches » de 6 pouces). L'investissement atteint 100 millions de livres (1,18 milliard de francs) et constitue l'un des plus importants jamais réalisés en Europe. Un millier d'emplois seront créés en quatre ans.

L'Ecosse représente une petite « Silicon Valley » pour des investissements américains en japonais en Europe avec des usines de NS de Motorola, de General Instruments, de NEC et de Hughes.

NS, outre son usine écossaise, possède 49 % d'Eurotechnique, société française de circuits intégrés créée lors du « plan composants » de 1978, dont Saint-Gobain détient 51 % du capital. Thomson a racheté les parts de Saint-Gobain, « sorti » par le gouvernement de l'électronique puis, en janvier 1983, celles de NS. Le groupe américain, en difficulté à l'époque, n'avait pas mal accueilli cette nationalisation. Mais le marché se retournant quelques mois après, il cherchait à revenir en force sur le marché européen.

MARCHÉ COMMUN

LES NÉGOCIATIONS AGRICOLES

A marche forcée

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). - La négociation sur la fixation des prix pour la nouvelle campagne et la réforme de la politique agricole commune (PAC), qui doit s'accompagner de dévaluations forcées. La réunion des ministres de l'Agriculture de la CEE a commencé dans l'après-midi de 5 mars par des conversations bilatérales entre M. Rocard, président des travaux des Dix, et chacune des délégations nationales. Cette série d'entretiens, interrompue dans la nuit, devrait s'achever dans la journée de mardi. Le Conseil est appelé à se prononcer dans la journée du 6 mars, sur l'opportunité de poursuivre les pourparlers, jeudi ou vendredi prochain.

Le ministre français s'est refusé à tout commentaire à l'issue de ces conversations, mais, de sources italiennes, on a appris que M. Rocard devait faire le point avec M. Mitterrand dès la fin de cette session. L'objectif est de boucler la négociation au terme de la prochaine réunion des Dix, les 12 et 13 mars, afin que le président de la République puisse présenter un schéma d'accord au Conseil européen de la semaine suivante. Dans l'après-midi des Français, les chefs d'Etat et de gouvernement auront à trancher sur un seul point : le coût du montage élaboré par les ministres de l'Agriculture.

Deux domaines au moins vont être une source de dépenses supplémentaires. Il s'agit tout d'abord du transfert de trois points des montants compensatoires monétaires (MCM) appliqués par la RFA vers les autres Etats membres. Selon le schéma établi par les experts européens, l'opération demandera des sommes complémentaires de 880 millions de francs en 1984 et 2,7 milliards en 1985.

La perspective d'une diminution de la production laitière va favoriser l'abattage des vaches. La situation du marché bovin, déjà médiocre, va ainsi se trouver aggravée. Un stock plus important et la baisse des cours mondiaux vont entraîner un soutien communautaire plus grand. Les calculs effectués par les services de la Commission européenne portent sur un coût additionnel de 3,4 milliards de francs pour le budget 1984.

Au total, même en tenant compte des économies attendues dans le secteur laitier, les crédits inscrits pour cette année seront insuffisants même si la Commission veut maintenir la fiction de pouvoir rester dans

les limites actuelles. C'est sur ce dépassement que le Conseil européen devra se prononcer.

En ce qui concerne la négociation agricole proprement dite, deux points semblent à peu près acquis. L'augmentation des prix exprimés en ECU (0,8 % en moyenne pour la CEE et 0,6 % pour la France) - à laquelle il faut ajouter un relèvement supplémentaire pour les pays à monnaie faible au titre de la réduction ou de l'élimination des MCM - ne soulève pas, semble-t-il, de difficultés majeures. Le transfert des MCM allemands recueille l'avis favorable de la plupart des délégations. Le Royaume-Uni est toutefois très réticent en raison de l'impact financier lié à l'opération.

S'agissant de la maîtrise de la production laitière, tous les obstacles ne sont pas levés. L'Italie, la Grèce (parce qu'elles sont déficitaires en produits laitiers), l'Irlande et le Luxembourg (en raison de l'importance de ce secteur dans leur économie) sont opposés, même à terme, à une baisse de leurs livraisons. La France soutient, pour sa part, que le système des quotas envisagé permette d'opérer une réduction de la production sur au moins deux ans. Elle préconise en outre l'introduction d'éléments de souplesse afin de tenir compte de la situation particulière de certains exploitants.

Sur ce qui concerne la politique à suivre en matière d'importations, la stabilisation des profits de substitution aux céréales et la perception d'une taxe à la consommation de matières grasses et végétales soulèvent également des difficultés chez les partenaires de la France (Grande-Bretagne, Pays-Bas, RFA notamment).

MARCEL SCOTTO.

Le PCF rejette tout projet de limitation de la production laitière. - M. André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, a déclaré, mardi 5 mars, que le groupe communiste rejette tout projet de limitation de la production agricole, notamment dans le secteur laitier, et souhaite une augmentation des prix de 8 à 10 % pour la campagne 1983-1984.

M. Lajoinie, qui avait ouvert le Salon de l'Agriculture, a fait les plus expresses réserves sur les déclarations de M. Rocard, ministre de l'Agriculture, acceptant le principe des quotas européens pour la production laitière.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MON	DEUX MON	SEVEN
	+ base	+ base	Rep. + en dév.	Rep. + en dév.
SE-UL	2,8798	2,8825	+ 158	+ 185
SE-UK	6,2811	6,2854	+ 123	+ 165
Yen (100)	3,5292	3,5324	+ 175	+ 280
DM	3,8841	3,8863	+ 125	+ 195
Fluka	2,7381	2,7322	+ 145	+ 165
F.R. (100)	15,0636	15,0746	- 225	- 65
F.S.	3,7368	3,7402	+ 285	+ 315
L. (1 000)	4,9432	4,9470	- 249	- 169
S.	11,7027	11,7134	+ 315	+ 390

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 11/16	9 13/16	9 3/4	10 1/8	9 7/8	10 1/4	10 1/2	10 3/4	10 7/8
SE-UL	5 3/8	5 3/4	5 1/2	5 7/8	5 9/16	5 15/16	6 1/16	6 1/8	6 1/16
DM	12 1/2	12 1/4	12 1/8	12 1/4	12 1/8	12 1/4	12 1/8	12 1/4	12 1/8
F.R. (100)	15 7/8	15 3/4	15 3/8	15 3/4	15 3/8	15 3/4	15 3/8	15 3/4	15 3/8
F.S.	15 7/8	15 3/4	15 3/8	15 3/4	15 3/8	15 3/4	15 3/8	15 3/4	15 3/8
L. (1 000)	15 7/8	15 3/4	15 3/8	15 3/4	15 3/8	15 3/4	15 3/8	15 3/4	15 3/8
F. Imp.	12 3/8	12 1/2	12 1/4	12 1/8	12 1/4	12 1/8	12 1/4	12 1/8	12 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

(Publicité)

ROYAUME DU MAROC
Ministère de la Santé
Service des Marchés
- RABAT -

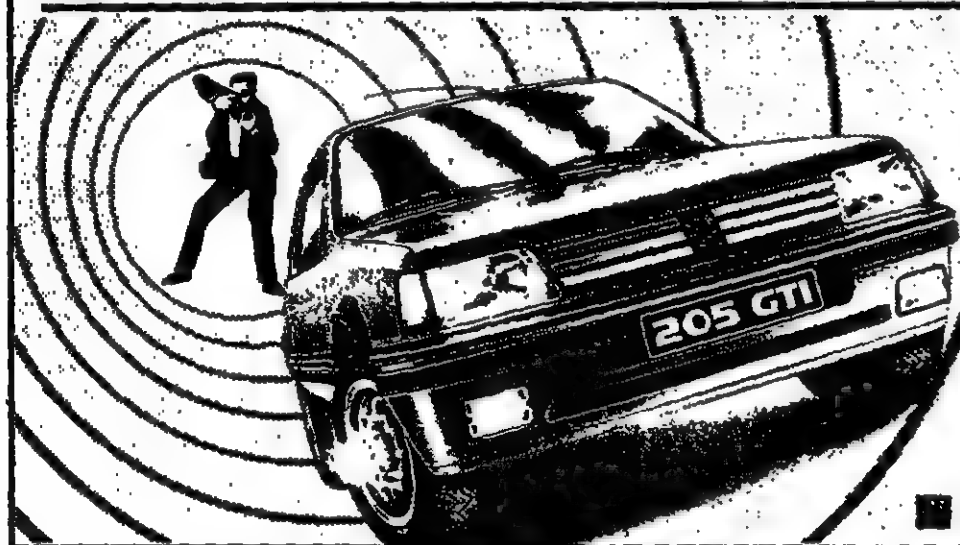
Avis rectificatif de l'Appel d'Offres n° 10/84, relatif à la fourniture et l'installation du matériel de radiologie.
Le ministère de la Santé à Rabat recevra jusqu'au 30 mars 1984 à 18 heures les offres de prix concernant la fourniture et l'installation du matériel de radiologie dans différentes formations hospitalières. Le reste est sans changement.

AUJOURD'HUI numéro 88
mars 1984
Le syndicalisme au cœur des mutations de la société française
Spéciale 1884-1984

avec la collaboration de : Michel Branciard, Henri Hartzfeld, Michelle Perrot, François Sollier, Pierre Sorlin, Roland Trampé, Michel Vau Georges Laveau, Antoine Ribault, Paul Thibaud René Bonery, André Gervais, Paul Vigliani, Marc Gagnier, Albert Martin, Pierre Vandenberghe

Un numéro de 128 pages 40 F - En vente chez votre marchand de journaux ou commander à l'Administration de C.F.D.T. - 28, rue de Valenciennes 75438 Paris cedex 08

205 GTI. UNE SACREE GTI



- 190 km/h sur circuit 31 s ou 1000 m DA - 1580 cm³ - 105 ch DIN.
- Boîte 5 vitesses. Freins AV à disques ventilés.
- Injection électronique. Consommations : 5,6 l à 90 km/h, 7,3 l à 120 km/h et 8,7 l en ville.
- Jantesalu de série.
- Sièges baquets velours, volant quatre, vitres teintées, volant sport.
- Compte-tours, thermomètre d'huile, deau, manomètre d'huile.

PEUGEOT 205

Venez la découvrir
dès aujourd'hui chez votre
concessionnaire

Paris

Garage du Centre de Paris 11, rue Béranget, 75003.
Tél. : 887.69.00.
Garage du Delta 7, rue du Delta, 75009. Tél. : 526.71.89.
S.D.A. Paris-Est 180, rue du Faubourg-Saint-Martin, 75010.
Tél. : 238.66.00.
Sud-Est Automobiles 12, rue G.-Bertrand, 75011.
Tél. : 357.37.41.
Mercler 37, rue de Lyon, 75012. Tél. : 344.66.67.
Centre Automobile Paris-Sud-Est 10, rue du Champ-de-l'Alouette, 75013. Tél. : 707.49.99.
S.C.A. Paris-Sud Automobiles 98, avenue du Général-Leclerc, 75014. Tél. : 541.52.01.
S.C.A. Darfmat 146, boulevard de Grenelle, 75015.
Tél. : 550.34.30.
Luchard Saint-Didier 39, rue Saint-Didier, 75016.
Tél. : 505.13.53.
Ets J. Neubauer Champenot 10, rue Curmorsky, 75017.
Tél. : 270.67.60.
S.A. Thullier 46-48, rue de Mouzaia, 75019. Tél. : 203.94.42.
Betzaris Automobiles 79, avenue Simon-Bolivar, 75019.
Tél. : 208.27.33.
Paris-Nation Automobiles 54, boulevard de Charonne, 75020. Tél. : 370.01.39.

92

S.A. Rouxel Frères 139, boulevard Jean-Jaurès, Clichy.
Tél. : 739.68.00.
Les Grands Garages de La Défense 155, avenue Georges-Clemenceau, Nanterre. Tél. : 725.97.77.
Garage du PHôtel-de-Ville 18, rue Pierre-Brossolette, Asnières. Tél. : 733.02.60.
S.A.G.A.R. 11-13, avenue Victor-Hugo, Boulogne.
Tél. : 735.27.69.

Sireine Automobiles 12 bis, avenue du Général-Leclerc, Bourg-La Reine. Tél. : 664.15.03.
Lazare Comot Automobiles 182, avenue du Général-de-Gaulle, Clamart. Tél. : 632.16.40.
Garage Médias 1, place Maurice-Gunsbourg, Clamart. Tél. : 645.77.22.
Secours de la Région Parisienne 9, boulevard National, La Garenne. Tél. : 780.71.67.
Société Nouvelle Saint-Denis Automobile 105, boulevard Gabriel-Peri, Malakoff. Tél. : 253.43.91.
S.C.A. Paris-Ouest Automobiles 74, route de la Reine, Boulogne. Tél. : 604.68.51.

93

Noveon 139-141, avenue Jean-Jaurès, Aubervilliers.
Tél. : 834.92.35.
Ets Neubauer Saint-Denis 229, boulevard Anatole-France, Saint-Denis. Tél. : 821.60.21.
Nouvelle Centrale Automobile 97-103, avenue du Général-Gallieni, Bondy. Tél. : 847.31.19.
Pipart et Cie 8, rue Beaumarchais, Montreuil. Tél. : 287.11.84.
S.E.F.A. Socauha 210-218, rue de Noisy-le-Sec, Bagnollet. Tél. : 361.17.90.

94

Sabrie Fontenay Automobiles 9-15, avenue de la République, Fontenay-sous-Bois. Tél. : 875.06.10.
P. Rastellini et Fils 49, avenue du Général-Gallieni, Joinville-le-Pont. Tél. : 686.30.30.
S.C.A. Svica 89-91, avenue du Général-de-Gaulle, Créteil. Tél. : 339.50.00.
S.C.A. Svica 10-16, avenue du Petit-Parc, Vincennes. Tél. : 328.79.78.
S.C.A. Svica 8, avenue du président-Allende, R.P. 36, Vary-sur-Seine. Tél. : 680.32.49.
Bouvyse Automobiles (S.A.R.L.) 4, rue Maris-Delcher, Charenton. Tél. : 368.07.74.
Kremlin-Bicêtre Automobiles 56, rue de la Convention, Le Kremlin-Bicêtre. Tél. : 658.01.22.

vos concessionnaires PEUGEOT TALBOT

1520 من الاموال

1984

PERSHYNG

starring

IBM

dialogue : cobol - pl1 - fortran - gap - dl1 - Ass.

mise en scène : vm - mvs - dos -

et bientôt sur vos écrans : xa

décor : pc ; xt-34 ; 36 ; 38-43 xx - 30 xx -

casting : PERSHYNG

Société Française d'Informatique -

100, avenue Lénine 92000 Nanterre - tél.: 725.50.80

IMMUN

GRICOLES

orcée

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

AIR FRANCE

INFORMATIONS

concernant les vols du
JEUDI 8 MARS 1984

L'exploitation des vols d'Air France sera perturbée le
JEUDI 8 MARS 1984

à la suite d'un mot d'ordre de grève lancé par les organisations syndicales.

Pour toute information concernant les vols de cette journée, Air France invite sa clientèle à appeler le

320.14.44

ou le centre de réservation de la région de son domicile
(pour la Région Parisienne, le 535.61.61).

Depuis la Province, composer le 16.1 avant ces numéros.

La Compagnie Air France déplore les désagréments que cette situation pourra occasionner à ses passagers et mettra tout en œuvre afin de les limiter.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CPR

COMPAGNIE PARISIENNE
DE RÉESCOMPTE
Société Anonyme au capital de F.
230 150 000

Le conseil d'administration de la Compagnie parisienne de réescompte s'est réuni le 29 février 1984 sous la présidence de M. René Cassou, pour examiner les comptes de l'exercice 1983.

Le bénéfice net, en hausse de 25 %, atteint F 101 319 569 contre F 80 010 802 en 1982. Le conseil, compte tenu de l'augmentation de capital réalisée en 1983, proposera à l'assemblée générale du 25 avril 1984 de porter le dividende de 15 à 20 %. En tenant compte de l'impôt fiscal, le revenu de l'action sera de F 30 pour l'année 1983 contre F 22,50 en 1982. Le bénéfice distribué excède de 50 % celui de l'exercice précédent, soit 46 millions contre 30 millions pour l'exercice 1982.

Par ailleurs, le conseil propose d'affecter F 17 000 000 aux réserves spéciales et de laisser F 45 815 089 en report à nouveau. Après ces répartitions, les fonds propres de la Compagnie parisienne de réescompte dépasseront 519 millions.

Enfin, au cours de la même réunion, le conseil d'administration de la Compagnie parisienne de réescompte a décidé l'élection aux postes de vice-présidents de M. Henri Darmas, président directeur général de la Banque Steindachner et de M. Jean-François Lepetit, directeur général adjoint de la Banque Indosuez.

VALREAL
valeurs réalisables

Société d'investissement à capital variable

Le conseil d'administration, qui s'est réuni le 5 février 1984, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 30 décembre 1983. Les revenus distribuables permettent de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera réunie sur première convocation le 10 avril 1984, de verser le dividende de l'exercice 1983 à 1 081,14 F par action, somme qui sera mise en paiement le 26 avril 1984 contre remise du coupon numéro 2. Compte tenu de ce calendrier, seuls les ordres de rachat reçus jusqu'au 25 avril 1984 avant midi seront exécutés sur la base de la valeur liquidative coupon inclus.

Lisez

Le Monde
PHILATÉLISTES
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE



COMPAGNIE ÉLECTRO FINANCIÈRE

OFFRE PUBLIQUE DE VENTE DE 160 000 ACTIONS
DE LA COMPAGNIE ÉLECTRO FINANCIÈRE A 465 F

Le groupe CGE, pour activer et élargir le marché des actions de la COMPAGNIE ÉLECTRO FINANCIÈRE, lance une offre publique de vente portant sur 160 000 actions de cette société, soit 11,9 % du capital.

Les actions, au nombre de 100 francs et portant jouissance du 1^{er} juillet 1983 (coupon n° 48 et suivant attachés) sont offertes au prix unitaire de 465 F.

Le capital de la COMPAGNIE ÉLECTRO FINANCIÈRE est actuellement détenu à 79 % par le groupe CGE : 59,4 % par CGE, 10 % par ELECTRO BANQUE et 9,6 % par la COMPAGNIE IMMOBILIÈRE MÉRIDIONALE. Les titres offerts seront cédés par ces deux dernières sociétés, la date de réalisation de l'offre étant fixée au 8 mars 1984.

La COMPAGNIE ÉLECTRO FINANCIÈRE, société de portefeuille du groupe CGE, détient notamment :

- 10 % du capital d'ALSTHOM ATLANTIQUE,
- 10 % de CIT ALCATEL,
- 8 % d'ALCATEL ÉLECTRONIQUE,
- 28,8 % de BLANZY OUEST,
- une participation indirecte de 8 % dans le capital de la GÉNÉRALE OCCIDENTALE,
- et un important portefeuille d'obligations CNI.

En 24 février 1984, la valeur estimative de l'action « COMPAGNIE ÉLECTRO FINANCIÈRE », calculée en estimant les participations cotées à leur valeur courante, était de 660 francs. Depuis le début de l'année, le cours en bourse de l'action a été au plus bas de 460 F et au plus haut de 526 F, le cours moyen de la période s'établissant à 490,91 F. Sur la base du prix d'offre de 465 F et du dividende global versé au titre de l'exercice clos le 30 juin 1983 (43,50 F), le rendement de l'action ressort à 9,35 %.

En application de l'instruction du 3 octobre 1978 de la COB, il est précisé que les titres offerts au public sont libres de tout engagement et que les initiateurs ne détiennent pas d'informations privilégiées sur la société concernée.

ASSEMBLÉES D'OBLIGATAIRES
OU DE PORTEURS DE TITRES D'EMPRUNT

(Décret-loi du 30 octobre 1935
et décret du 10 décembre 1935)

BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

(Institution internationale de droit public
créée par l'accord constitutif du 30 décembre 1959.)

Capital autorisé au 31 décembre 1983 : \$ 35.622.207.000,

dont \$ 13.969.378.000 au titre du capital ordinaire

et \$ 21.652.827.000 au titre du capital inter régional.

Capital souscrit au 31 décembre 1983 : \$ 21.426.284.000

dont \$ 13.695.742.000 au titre du capital ordinaire

et \$ 7.820.542.000 au titre du capital inter régional.

Sigle central : 808 Seventeenth Street, N. W.

Washington, D.C. 20577 (États-Unis d'Amérique).

121, boulevard Haussmann, Paris-8.

AVIS DE CONVOCATION EN ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
EXTRAORDINAIRE DE MM. LES PROPRIÉTAIRES D'OBLIGATIONS
BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT DE 500 FF
8,50 % 1971-1989

Messieurs les propriétaires d'obligations Banque Interaméricaine de Développement 8,50 % 1971-1989 de 500 F français nominal sont convoqués par MM. Lazard Frères et Co, mandataire en France de la Banque Interaméricaine de Développement, en assemblée générale extraordinaire au siège du mandataire, 121, boulevard Haussmann, Paris-8, le 22 MARS 1984, à 15 heures, en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- modification des modalités d'amortissement de l'emprunt obligataire par remboursement au pair le 10 novembre 1986 de la totalité des obligations restant en circulation à cette date ;
- détermination provisoire temporaire du montant des intérêts payables à la date de remboursement ;
- délégation de pouvoirs pour les formalités légales de publicité.

Tout propriétaire d'une obligation peut assister à l'assemblée ou s'y faire représenter.

Pour participer à l'assemblée, les titulaires d'obligations au porteur devront avoir procédé au dépôt de leurs titres ou de récépissés en constatant le dépôt auprès de banques, établissements de crédit, agents de change, chez :

MM. Lazard Frères et Co : Banque Paribas ; Crédit Lyonnais ; Banque Nationale de Paris ; Société Générale ; Crédit Industriel et Commercial ; Caisse Centrale des Banques de France ; Crédit Commercial de France ; Banque Indosuez ; Banque de l'Union Européenne ; Crédit du Nord ; Banque de Neufilze, Schlumberger, Mallet ; L'Européenne de Banque ; Banque Française et Italienne pour l'Amérique du Sud ; Crédit Chimique ; Banque Worms ; Banque Privée de Gestion Financière ; Banque Varnes.

La présente convocation constitue la première convocation à l'assemblée susvisée.

Le mandataire en France :
MM. LAZARD FRÈRES ET Co.

ASSEMBLÉES D'OBLIGATAIRES
OU DE PORTEURS DE TITRES D'EMPRUNT

(Décret-loi du 30 octobre 1935
et décret du 10 décembre 1935)

BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

(Institution internationale de droit public
créée par l'accord constitutif du 30 décembre 1959.)

Capital autorisé au 31 décembre 1983 : \$ 35.622.207.000,

dont \$ 13.969.378.000 au titre du capital ordinaire

et \$ 21.652.827.000 au titre du capital inter régional.

Capital souscrit au 31 décembre 1983 : \$ 21.426.284.000

dont \$ 13.695.742.000 au titre du capital ordinaire

et \$ 7.820.542.000 au titre du capital inter régional.

Sigle central : 808 Seventeenth Street, N. W.

Washington, D.C. 20577 (États-Unis d'Amérique).

121, boulevard Haussmann, Paris-8.

AVIS DE CONVOCATION EN ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
EXTRAORDINAIRE DE MM. LES PROPRIÉTAIRES D'OBLIGATIONS
BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT
DE 1.000 FF
8 % 1972-1992

Messieurs les propriétaires d'obligations Banque Interaméricaine de Développement 8,50 % 1971-1989 de 1 000 F français nominal sont convoqués par MM. Lazard Frères et Co, mandataire en France de la Banque Interaméricaine de Développement, en assemblée générale extraordinaire au siège du mandataire, 121, boulevard Haussmann, Paris-8, le 22 MARS 1984, à 15 heures 45, en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- modification des modalités d'amortissement de l'emprunt obligataire par remboursement au pair le 10 novembre 1986 de la totalité des obligations restant en circulation à cette date ;
- délégation de pouvoirs pour les formalités légales de publicité.

Tout propriétaire d'une obligation peut assister à l'assemblée ou s'y faire représenter.

Pour participer à l'assemblée, les titulaires d'obligations au porteur devront avoir procédé au dépôt de leurs titres ou de récépissés en constatant le dépôt auprès de banques, établissements de crédit, agents de change, chez :

MM. Lazard Frères et Co : Banque Paribas ; Crédit Lyonnais ; Banque Nationale de Paris ; Société Générale ; Crédit Industriel et Commercial ; Caisse Centrale des Banques de France ; Crédit Commercial de France ; Banque Indosuez ; Crédit du Nord ; Banque de Neufilze, Schlumberger, Mallet ; L'Européenne de Banque ; Banque Française et Italienne pour l'Amérique du Sud ; Crédit Chimique ; Banque Worms ; Banque Privée de Gestion Financière ; Banque Varnes.

La présente convocation constitue la première convocation à l'assemblée susvisée.

Le mandataire en France :
MM. LAZARD FRÈRES ET Co.

Le présent avis est publié à titre d'information uniquement.


B.A.T INDUSTRIES
B.A.T Industries p.l.c.

a acquis

Eagle Star Holdings PLC

Lazard Brothers & Co., Limited
ont conseillé B.A.T Industries
dans cette transaction

Londres, Février 1984

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

6 mars

Effritement: - 0,4 %

New-York s'effrite et Paris en fait autant sans que les replis, tant par leur nombre que par leur ampleur, soient le moins du monde préoccupants sur notre place où l'on semble assister à un timide redressement des transactions: 170 millions de francs lundi sur les actions françaises négociées au marché à règlement mensuel.

En repli de 0,7 % au premier son de cloche, la cote s'est un peu redressée au fur et à mesure que se déroulait la séance jusqu'à perdre 0,4 % seulement à l'approche de la clôture. Parmi les plus vifs replis figuraient Signaux (moins 4 %), Penarroya, Midland Bank, Roussel-Uclaf et Générale de Fonderie (- 3 %) tandis que Motex-Leroy-Somer, Imat et Carrefour perdent également du terrain dans de moindres proportions.

A l'inverse, quelques points de résistance à signaler sur Jeumont (+ 4 %), La Hémin, Cofimex, Raffinage et SAT, en hausse de 3 % en moyenne.

Les mines d'or se sont repliées sur notre place dans le sillage de Gold-Fields et de Free State (moins 3 % environ) tandis qu'à Londres le métal fin regrettait à 403,50 dollars l'once alors qu'il avait grimpé à 406,83 lundi midi.

Du coup, le napoléon perd 4 F, à 650 F, tandis que le lingot se replie de 1750 F, à 102 050 F.

Une fois encore, tous les regards sont tournés vers les marchés des changes où le dollar poursuit son mouvement de baisse sans qu'on puisse parler de véritable descente aux enfers. Mardi midi, la monnaie américaine s'est un peu reprise par rapport aux premières heures de la matinée. Elle est remontée de 7,88 F à 7,835 F en séance officielle tandis que le mark allemand continuait à faire preuve de fermeté: 3,0836 F.

NEW-YORK

Léger repli

Belléux par les turbulences monétaires consécutives à la baisse du dollar sur les marchés des changes, les places boursières sont très hésitantes en ce moment, mais les replis restent modérés. Ainsi, à Wall Street, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a perdu 6,28 points lundi soir (heure française) pour s'établir à 1 165,20 points, à l'issue d'une séance où les baisses l'ont emporté sur les gains.

Trois sensibilités à la moindre information relative aux taux d'intérêt, à l'inflation et au déficit budgétaire, les opérateurs ont assez vivement réagi aux informations selon lesquelles une enquête effectuée auprès de plus de deux cents compagnies industrielles, à travers leurs intentions d'achats, aboutissait à la conclusion que la reprise économique qui se fait jour aux Etats-Unis s'accompagnerait d'une remontée des prix. Quant aux taux d'intérêt, les taux de rendements relatifs à la dernière émission de bons du Trésor confirment la tension récurrente constatée. Les bons à trois mois se sont adjugés à 9,24 %, contre 9,20 % le 17 février dernier, tandis que les effets à six mois ont trouvé preneur à 9,37 %, contre 9,33 % à la dernière adjudication.

Soutenues à un feu roulant d'opérations financières, les valeurs pétrolières se sont repliées, Gulf Oil figurant en tête des valeurs les plus actives de la séance (1,8 million de titres échangés) avec une hausse de 1 5/8 de point, par contre, après l'acceptation de l'offre de Standard Oil of California.

VALEURS	Cours de 2 mars	Cours de 6 mars
Alcoa	57 3/4	57 3/4
A.T.T.	17 1/4	17 1/4
Boeing	51 1/2	51 1/2
Chemical Bank	47 1/2	47 1/2
Deere & Co.	47 1/2	47 1/2
DuPont	38 1/2	38 1/2
Eastman	38 1/2	38 1/2
General Electric	38 1/2	38 1/2
General Motors	48 1/2	48 1/2
IBM	111 1/2	111 1/2
Intel	38 1/2	38 1/2
Johnson & Johnson	38 1/2	38 1/2
Kimberly-Clark	38 1/2	38 1/2
McDonald's	38 1/2	38 1/2
Merck	38 1/2	38 1/2
Microsoft	38 1/2	38 1/2
Motorola	38 1/2	38 1/2
Oracle	38 1/2	38 1/2
Rockwell	38 1/2	38 1/2
Satellite	38 1/2	38 1/2
Sealed Air	38 1/2	38 1/2
Spacelabs	38 1/2	38 1/2
Texas Instruments	38 1/2	38 1/2
United Technologies	38 1/2	38 1/2
Verilog	38 1/2	38 1/2
Western Union	38 1/2	38 1/2
World Wide	38 1/2	38 1/2

LA VIE DES SOCIÉTÉS

CMV-SOVAC. - Au titre de l'exercice 1983, le Crédit mobilier industriel Sovac a enregistré un bénéfice social net d'exploitation de 152,3 millions de francs contre 143 millions l'année précédente. Ce résultat s'ajoute à 24,8 millions (contre 25 millions de plus-values nettes à long terme pour aboutir à un bénéfice total de 177,1 millions de francs (contre 147,8 millions). Au vu de ces résultats, la société va procéder à la distribution d'un dividende de 17,50 francs par action contre 15,75 francs au titre de l'exercice 1982. Les résultats consolidés, qui ne sont pas encore définitivement arrêtés, devraient refléter une progression de 12 % à 15 % en termes nets d'exploitation par rapport aux résultats de 1982 (243 millions de francs). Il est rappelé que les actions de CMV-Sovac (dont le dividende est actuellement de 82 % environ de capital) seront introduites le 26 mars prochain au second marché de la Bourse de Paris.

CHARENTAIS BENETEAU. - C'est le 15 mars prochain que les actions de cette société présidée par M. Amélie Roux seront introduites à la cote au second marché de la Bourse de Paris sous la forme de 63 000 actions à dividende prioritaire de 20 francs représentant 14,5 % du capital de cette entreprise dont le siège est à Saint-Hilaire-de-Riez (Vendée). Cette opération s'effectuera sur la base d'un prix d'offre minimal de 360 francs par action. Un contrat de liquidité a été conclu entre la société d'une part, le Crédit lyonnais, le Crédit industriel de l'Ouest et la charge d'agent de change Tuffin-Ravet d'autre part.

SALOMON. - Récemment admise au second marché de la Bourse de Paris, cette société procède du 13 mars au 12 avril prochain à une augmentation de capital en numéraire. Cette opération consistera à émettre 130 300 actions nouvelles environ, de 25 francs nominales (libérées de 14 francs) à 875 francs et à raison d'une nouvelle pour sept anciennes de catégorie «A» ou de catégorie «B» à titre irréductible uniquement.

BOURSE DE PARIS Comptant

VALEURS	% de non.	% de coupon	Cours	Dernier cours
1913	27	1 206	700	720
1917	39 55	0 478	350	350
1920	1 795	0 478	150	150
1921	10020	1 795	250	250
1922	118	6 943	685	685
1923	90 30	6 999	128	128
1924	91 60	6 999	128	128
1925	91 60	6 999	128	128
1926	91 60	6 999	128	128
1927	91 60	6 999	128	128
1928	91 60	6 999	128	128
1929	91 60	6 999	128	128
1930	91 60	6 999	128	128
1931	91 60	6 999	128	128
1932	91 60	6 999	128	128
1933	91 60	6 999	128	128
1934	91 60	6 999	128	128
1935	91 60	6 999	128	128
1936	91 60	6 999	128	128
1937	91 60	6 999	128	128
1938	91 60	6 999	128	128
1939	91 60	6 999	128	128
1940	91 60	6 999	128	128
1941	91 60	6 999	128	128
1942	91 60	6 999	128	128
1943	91 60	6 999	128	128
1944	91 60	6 999	128	128
1945	91 60	6 999	128	128
1946	91 60	6 999	128	128
1947	91 60	6 999	128	128
1948	91 60	6 999	128	128
1949	91 60	6 999	128	128
1950	91 60	6 999	128	128
1951	91 60	6 999	128	128
1952	91 60	6 999	128	128
1953	91 60	6 999	128	128
1954	91 60	6 999	128	128
1955	91 60	6 999	128	128
1956	91 60	6 999	128	128
1957	91 60	6 999	128	128
1958	91 60	6 999	128	128
1959	91 60	6 999	128	128
1960	91 60	6 999	128	128
1961	91 60	6 999	128	128
1962	91 60	6 999	128	128
1963	91 60	6 999	128	128
1964	91 60	6 999	128	128
1965	91 60	6 999	128	128
1966	91 60	6 999	128	128
1967	91 60	6 999	128	128
1968	91 60	6 999	128	128
1969	91 60	6 999	128	128
1970	91 60	6 999	128	128

VALEURS

Cours	Dernier cours
1913	700
1917	350
1920	150
1921	250
1922	685
1923	128
1924	128
1925	128
1926	128
1927	128
1928	128
1929	128
1930	128
1931	128
1932	128
1933	128
1934	128
1935	128
1936	128
1937	128
1938	128
1939	128
1940	128
1941	128
1942	128
1943	128
1944	128
1945	128
1946	128
1947	128
1948	128
1949	128
1950	128
1951	128
1952	128
1953	128
1954	128
1955	128
1956	128
1957	128
1958	128
1959	128
1960	128
1961	128
1962	128
1963	128
1964	128
1965	128
1966	128
1967	128
1968	128
1969	128
1970	128

Actions au comptant

Cours	Dernier cours
1913	700
1917	350
1920	150
1921	250
1922	685
1923	128
1924	128
1925	128
1926	128
1927	128
1928	128
1929	128
1930	128
1931	128
1932	128
1933	128
1934	128
1935	128
1936	128
1937	128
1938	128
1939	128
1940	128
1941	128
1942	128
1943	128
1944	128
1945	128
1946	128
1947	128
1948	128
1949	128
1950	128
1951	128
1952	128
1953	128
1954	128
1955	128
1956	128
1957	128
1958	128
1959	128
1960	128
1961	128
1962	128
1963	128
1964	128
1965	128
1966	128
1967	128
1968	128
1969	128
1970	128

Étrangères

Cours	Dernier cours
1913	700
1917	350
1920	150
1921	250
1922	685
1923	128
1924	128
1925	128
1926	128
1927	128
1928	128
1929	128
1930	128
1931	128
1932	128
1933	128
1934	128
1935	128
1936	128
1937	128
1938	128
1939	128
1940	128
1941	128
1942	128
1943	128
1944	128
1945	128
1946	128
1947	128
1948	128
1949	128
1950	128
1951	128
1952	128
1953	128
1954	128
1955	128
1956	128
1957	128
1958	128
1959	128
1960	128
1961	128
1962	128
1963	128
1964	128
1965	128
1966	128
1967	128
1968	128
1969	128
1970	128

6 MARS

VALEURS	Cours	Dernier cours
1913	700	720
1917	350	350
1920	150	150
1921	250	250
1922	685	685
1923	128	128
1924	128	128
1925	128	128
1926	128	128
1927	128	128
1928	128	128
1929	128	128
1930	128	128
1931	128	128
1932	128	128
1933	128	128
1934	128	128
1935	128	128
1936	128	128
1937	128	128
1938	128	128
1939	128	128
1940	128	128
1941	128	128
1942	128	128
1943	128	128
1944	128	128
1945	128	128
1946	128	128
1947	128	128
1948	128	128
1949	128	128
1950	128	128
1951	128	128
1952	128	128
1953	128	128
1954	128	128
1955	128	128
1956	128	128
1957	128	128
1958	128	128
1959	128	128
1960	128	128
1961	128	128
1962	128	128
1963	128	128
1964	128	128
1965	128	128
1966	128	128
1967	128	128
1968	128	128
1969	128	128
1970	128	128

SECONDE MARCHÉ

1913	700	720
1917	350	350
1920	150	150
1921	250	250
1922	685	685
1923	128	128
1924	128	128
1925	128	128
1926	128	128
1927	128	128
1928	128	128
1929	128	128
1930	128	128
1931	128	128
1932	128	128
1		

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. VOULEZ-VOUS ÊTRE FONCTIONNAIRE ? : « La science des services publics », par Robert Fraisse et Brice Perquand ; « La triste condition des contractuels », par Jean Cabanel ; « Pour la solidarité dans la rigueur », par Philippe Brachet ; « Mieux lutter contre l'inflation », par Thierry Saint-Louis.

— LU : l'Aquiline de Maurice, de Michel Suffran.

ÉTRANGER

3. LA SITUATION AU LIBAN APRÈS L'ABROGATION DE L'ACCORD AVEC ISRAËL.

4. AMÉRIQUES

5. ASIE

6. EUROPE

— Le pape et les Églises de l'Est : fermenté et réalisme.

7. AFRIQUE

8. DIPLOMATIE

POLITIQUE

9. M. Giscard d'Estaing à Antenne 2.

10. La vote du budget de Paris.

SOCIÉTÉ

11. La Pave basque entre ses morts.

12. La négociation sur l'enseignement privé.

13. FAITS DIVERS : l'illusion perdue.

CHRONOLOGIE

14. Février 1984 dans le monde.

CULTURE

15. CINÉMA : la Planète des femmes.

16. DANSE : Comédie d'art, à l'Opéra-Comique.

17-18. COMMUNICATION : le personnel de Libération aux urnes.

— Plaidoyer pour une meilleure utilisation des ondes hertziennes.

ÉCONOMIE

19. SOCIAL : Libre opinion : « L'incantation ne suffit pas », par André Bergeron.

20. AFFAIRES.

RADIO-TELEVISION (17) INFORMATIONS SERVICES (18) :

Culture et prison ; « Journal officiel » ; « Météorologie » ; Mots croisés.

Amusements classés (19 à 30) ; Carnet (31) ; Programmes des spectacles (32-35) ; Marchés financiers (36-37).

DE LA PLUS SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS avec la garantie d'un grand maître tailleur

PANTALONS 500 F

À partir de

COSTUMES

MESURE 1 550 F

A partir de

NOUVELLE COLLECTION

3 000 tissus

Luxeuses draperies anglaises

Fabrication traditionnelle

Boutique Femme

TAILLEURS, RUPES, MANTEAUX

sur mesure

UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES

Prêt-à-porter Homme

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone : 742-70-81.

Du lundi au samedi, de 10 h à 18 h.

Les Pyramides.

symbole de l'Égypte.

Al-Ahram.

Le quotidien AL-AHRAM, cet autre moment égyptien dédié à l'information du monde arabe, vous ouvre les portes des grands marchés du Moyen-Orient.

Avec 4.000.000 de lecteurs dont 300.000 dans les pays arabes, soyez présents auprès des décideurs, grâce à LEP International, dans l'édition quotidienne en deux pages thématiques consacrées aux exportateurs français :

Bâtiment, Travaux publics, Aéronautique et Espace, Technologie, Tourisme, Télécommunications, 14 juillet.

LEP INTERNATIONAL

REGISSEUR

116, av. des Champs-Élysées - Tél. 563 17 27

A B C D E F G

LA GUERRE DU GOLFE

L'Irak mobilise des volontaires pour faire face à une éventuelle offensive de grande envergure

Des opérations limitées se sont déroulées sur le front irako-iranien durant toute la journée de lundi et au début de la matinée de mardi 6 mars. Les hélicoptères de combat irakiens ont notamment lancé plusieurs raids contre les concentrations de troupes iraniennes à l'est de Basorah.

Profitant de cette relative accalmie, les autorités irakiennes renforcent leurs effectifs sur tous les secteurs du front en prévision d'une nouvelle offensive des forces islamiques. On indique, de source informée à Bagdad, que le recrutement et l'entraînement de volontaires destinés à grossir les rangs de l'armée populaire irakienne — dont les effectifs sont estimés à environ 450.000 hommes — se poursuivent.

Déjà, vendredi dernier, la presse de Bagdad révélait que d'importants contingents de l'armée populaire se dirigeaient vers le front à partir de tous les départements de la république baasiste. De hauts responsables, dont le commandant en chef de cette armée, M. Taha Yassine Ra-

madan, premier vice-président du conseil, se sont rendus dans les camps d'entraînement pour superviser la conduite des opérations. Les forces irakiennes sont actuellement déployées sur un front long de 1.180 kilomètres.

Le chef de la diplomatie irakienne, M. Ali Khamenei, qui doit se rendre dimanche à Alger (depuis deux ans l'Irak tente une médiation dans le conflit), a confié, lundi, que les forces islamiques avaient l'intention d'attaquer tout le long du front et qu'elles défendraient « coûte que coûte » les îles Majoun, dont elles se sont emparées il y a une dizaine de jours.

Le chef de la diplomatie irakienne, M. Ali Akbar Velayati, a réaffirmé, pour sa part, que son gouvernement n'accepterait aucune trêve, aucun compromis, aucune médiation avant le renversement du régime de M. Saddam Hussein. Il a précisé : « Le choix du gouvernement de l'Irak après la chute de Saddam est du ressort du peuple de ce pays, compte tenu du fait qu'il

est dans sa quasi-majorité musulmane et qu'il désire tout naturellement un régime qui soit dans la ligne de l'islam ».

Évoquant la présence de navires de guerre américains et britanniques à l'entrée du Golfe, M. Velayati a estimé qu'« elle résulte de la nature impérialiste de ces deux gouvernements », les jugeant « trop intelligents pour intervenir dans le Golfe persique ou aggraver l'Irak, à moins que leurs dirigeants aient perdu la tête ». — (AFP, AP, Reuters).

En Israël

NEUF SUSPECTS ARRÊTÉS APRÈS LES ATTENTATS ANTIPALESTINIENS

Jerusalem (Reuters). — La police israélienne a arrêté neuf suspects à la suite de l'attaque d'un autobus arabe, dimanche, et de la tentative de faire sauter le mosquée Al-Aqsa de Jérusalem en janvier dernier.

Un porte-parole a déclaré que sept des détenus, pour la plupart des jeunes arabes, étaient soupçonnés d'être impliqués dans l'attaque de l'autobus. Les deux autres, des israéliens, sont interrogés au sujet de la tentative d'attentat contre la mosquée, un des sanctuaires les plus sacrés de l'islam.

Un homme, portant le nom de TINT (Terreur contre le terrorisme), a revendiqué, par un coup de téléphone au Jerusalem Post, l'attaque de bus dans laquelle six voyageurs arabes ont été blessés.

Escalade de M. Chéysson à Chypre. — De retour du Liban, le ministre des relations extérieures a fait une brève escale à Chypre, où il s'est entretenu avec le président de la République, M. Kyprianou. La conversation, indiquée à Nicosie, a porté sur les relations entre Chypre et la Communauté européenne. Nicolas Chéysson, en particulier, que la CEE refuse d'importer des produits provenant de la zone nord de l'île, occupée par l'armée turque, et où une « République du nord de Chypre » a été proclamée unilatéralement en novembre dernier. — (Reuters).

NOUVEAU REPLI DU DOLLAR

Le dollar a encore perdu du terrain, mardi 6 mars, pour tomber à 7,88 F en fin de matinée à Paris (contre 7,9285 F la veille en séance officielle) et 2,8559 DM à Francfort (2,8750 DM lundi après-midi). A Tokyo, la monnaie américaine avait déjà amorcé un mouvement de baisse, reculant jusqu'à 223,15 yens (226,05 yens la veille). Au dire des spécialistes, la glissade qu'effectue le « billet vert » depuis plusieurs jours s'est accélérée lorsque les marchés financiers ont pris connaissance des dernières déclarations de M. Martin Feldstein. Le chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, qui intervenait devant le National Economic Club, a déclaré, à cette occasion, que le dollar devrait prochainement perdre 3 % à 4 % de sa valeur en termes réels cette année, allant jusqu'à préciser qu'il s'attendait à ce que le dollar perdrait 20 % de sa valeur à la fin de l'année.

LE PRIX DE L'ESSENCE BAISSERA DE 4 CENTIMES LUNDI PROCHAIN

Les prix de l'essence et du super dimancheront de 4 centimes par litre lundi prochain 12 mars, le litre de gazole baissera de 2 centimes et celui de fuel de 2,3 centimes.

Cette baisse des produits pétroliers, la première depuis un an, résulte directement de la baisse du dollar : de janvier à février, le cours moyen du dollar pris en compte dans le calcul mensuel de la « formule » automatique d'indexation est tombé de 5,59 F à 5,33 F.

En région parisienne, situés à peu près au milieu de la grille des prix en France, les prix maximums au litre des produits pétroliers seront les suivants à partir de lundi prochain : super à 5,02 F, essence à 4,69 F, gazole à 3,97 F et fuel domestique à 2,706 F.

Une fillette âgée de trois ans, Claire Louin, a été mortellement mordue par un chien, dimanche 4 mars, à Boissy-sous-Saint-Yon (Essonne). L'enfant, qui avait échappé à la surveillance de ses parents, s'est approché d'un chien tenu en laisse dans la cour d'une ferme voisine. Depuis le début de l'année, c'est le troisième accident grave provoqué par des chiens. Le 14 février, un retraité de soixante-dix ans, Maurice Bourgeat, est mort après avoir été attaqué par deux bergers allemands et, le 21 janvier, un garçon de douze ans, Olivier Goury, avait été grièvement blessé par trois bergers allemands sur le chemin de l'école.

Le numéro du « Monde » daté 6 mars 1984 a été tiré à 505 893 exemplaires

Sur le vif

Aigreurs

L'hebdomadaire milanais, l'Espresso, vient de livrer les conclusions d'une enquête menée à l'hôpital de Montecitorio, le Palais-Bourbon italien. Une enquête discrète, soignée, auprès de l'équipe soignante chargée de veiller au bien-être des élus de la nation. Ses conclusions ? Eh bien ! voilà : les démocrates-chrétiens se sentent isolés, mal-aimés et ils ont — comment s'en étonner ? — des problèmes sexuels. Les communistes et les radicaux sont des caractériels. Les républicains et les libéraux sont les moins stressés du lot. Et les socialistes ne font pas dans le détail : ils réunissent les symptômes de toutes les maladies parlementaires réunies.

Irribilité, insomnie, tension nerveuse, colopathie, tachycardie, gastrite, risque d'infarctus, les maux dont souffre l'homme politique italien sont encore aggravés par la syndrome de la baisse — traduisant l'excès d'alcool et de café — et le déjeuner « de travail ».

En revanche, ceux qui exercent plus directement le pouvoir, les membres du gouvernement, les présidents de commission notamment, seraient à l'abri des ennuis de santé. Le pouvoir

conservé. La fierté qu'on en retire, la jubilation qu'il procure auraient une répercussion directe sur le bon fonctionnement de l'organisme. D'où le profond mépris des sous-directeurs, des vice-présidents et des (chefs) adjoints dont les chances de s'élever sont immédiatement bloquées par leurs supérieurs hiérarchiques.

A regarder ce qui se passe chez nous, ces observations cliniques ne m'étonnent pas tellement. Je me demande si, malgré la vigueur combattive de certains députés de l'opposition, la défaite de mai 1981 ne leur est pas restée sur l'estomac. Ils éprouvent parfois des aigreurs, des ballonnements, que ça ne m'étonnerait pas. En face, le collègue rentré, le député rebuffé des inconditionnels de l'école laïque ou d'autres articles du programme commun qui sont en train de leur faire sous le nez, risquent de déclencher sur les bancs du PS et du PC pas mal de zones, de troubles cardiovasculaires et de dyspepsies hépatobiliaires. A force d'avaler des couleuvres, on doit finir par se sentir un peu barbouillé.

CLAUDE SARRAUTE.

Les dotations des groupes nationalisés

5,5 MILLIARDS DE FRANCS POUR LA SIDÉRURGIE

La sidérurgie ne recevra finalement que 5,5 milliards de francs pour cette année, versés par l'État-nation comme dotation en capital, sur l'enveloppe prévue de 12,85 milliards de francs pour les groupes nationalisés. Les groupes Sacilor et Usinor avaient reçu 6,45 milliards en 1983.

L'Hôtel Matignon, qui avait à choisir entre 5,5 et 6 milliards, après les longues tractations qui se sont déroulées entre MM. Fabius et Delors, a finalement retenu l'hypothèse basse. Du même coup, il a été possible d'accroître légèrement les dotations de trois groupes par rapport aux dernières prévisions (le Monde du 1er mars). Reconnu recevra 1,2 milliard de francs (soit 200 millions supplémentaires),

tandis que Rhône-Poulenc obtient 300 millions de francs et Pechiney 150 millions.

Le reste a été distribué comme prévu : Thomson, 1 milliard ; Thomson-Télécommunications, 700 millions (apport de l'État pour détenir 48 % de la nouvelle société, dont CGE assurera la gestion) ; Bull, 1 milliard ; CGCT (ex-ITT), 300 millions. Le total de l'électronique atteint donc 3 milliards. Par ailleurs, Saint-Gobain recevra 300 millions (il s'agit d'une dette de l'État contractée lors de la reprise de Bull) ; la SNIAS et la SNECMA, 350 millions ; et la chimie, 2,2 milliards en total répartis entre CDF, 1 milliard, EDC, 200 millions, et 1 milliard pour l'appareillage de la reconstruction du secteur.

PAS DE DÉCISION

CHEZ CHRISTIAN-DIOR

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Christian Dior SA, convoquée pour le lundi 5 mars, a été ajournée au mardi 21 mars. M. Albert Chassagnon, l'administrateur provisoire de la Société Boussac-Saint-Frères, la maison mère, en règlement judiciaire depuis juillet 1981, qui détient 98 % du capital de la maison de haute couture, et les sept membres de l'actuel conseil d'administration ont pris unanimement cette décision.

L'assemblée était appelée, d'une part, à modifier un article des statuts de la société (ramener de soixante-quinze à soixante-cinq ans l'âge limite pour être PDG de l'entreprise) et, d'autre part, à approuver la nomination de cinq administrateurs supplémentaires (le Monde du 3 mars).

Un porte-parole de Christian-Dior a indiqué : « Une solution immédiate au problème posé par la réorganisation de Christian-Dior pourrait porter préjudice au bon accomplissement de la mission d'investigation sur l'ensemble du dossier Boussac (propriété de Dior) confiée officiellement à M. Georges Flescoff » (le Monde du 3 mars).

VITTEL

A ACHETÉ UNE SOURCE AUX ÉTATS-UNIS

La Société des eaux minérales de Vittel a acheté, par le biais de sa filiale aux États-Unis, Vittel America, dans le Delaware, une source située à 160 kilomètres au nord de San Francisco (Californie), Bartlett Springs.

La compagnie va construire une usine d'embouteillage dont le coût serait, dit-on, de 5 millions de dollars.

L'Anglais aux couleurs de la vie

F&L

- ☐ USA ☐ ANGLETERRE
- ☐ 12/18 ANS : séjours en famille, université, cours, activités
- ☐ ADULTES : stages intensifs, université, famille, circuits. Toute l'année.

13, rue de Grenelle 75007 Paris (1) 544 63 30 Informations, brochures